REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

235

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME TREIZIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1913

054
R3274
1913
v. 6
7 June 1913
121009

LA MAISON[1]

DEUXIÈME PARTIE[2]

IV. — LE TRAITÉ (*Suite*).

Pourquoi vendait-on la maison ? Grand-père qui rentrait de sa promenade fut aussitôt interrogé. Il nous écouta d'un geste de superbe indifférence, et il nous parut planer bien au-dessus de nos inquiétudes. N'avait-il pas déclaré qu'il était indifférent d'habiter cette maison ou une autre? Il avait marché au grand air par cette belle matinée de juillet où tout le pays ensoleillé semblait remuer dans la lumière, il avait bonne mine, il était radieux; comment eût-il toléré que nous lui gâtions son plaisir par quelque fâcheux commentaire? Il souhaita, au contraire, de nous en communiquer une parcelle.

— J'aime, nous dit-il, ce bon soleil d'été. Et personne ne peut nous le prendre.

Cette réponse ne pouvait calmer nos alarmes. Dans sa singularité elle me frappa : jusque dans un moment pareil, où nous n'avions pas trop de toutes nos énergies combatives pour résister à la menace qui pesait sur nous, elle attirait notre attention sur un bonheur tout simple qui n'avait pas de propriétaire attitré et qui était hors d'atteinte. C'était une remarque que nous n'avions jamais faite. On ne songe pas, quand on est enfant, qu'on puisse jouir du soleil.

Ma mère tenait mes deux sœurs aînées serrées contre elle.

(1) *Copyright by* Plon 1912.
(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1912.

Elle tâchait de les consoler et n'y parvenait pas, car elle partageait leur peine. A ses pieds, les deux derniers, Nicole et Jacquot, trépignaient au hasard. Qu'on juge de l'effet que nous produisit ce groupe de pleureuses! Louise, elle-même, la rieuse Louise s'abandonnait à ses larmes.

— Voici votre père, s'écria maman tout à coup. Ne pleurez plus, je vous en prie. Il a déjà bien assez de mal.

La première elle avait reconnu son pas. L'effet de ce bref discours fut instantané. Chacun de nous se domina rapidement, et nous descendîmes à la salle à manger avec des figures convenables.

A table, *le père* commença de s'absorber dans ses pensées dont nous suivions le cours. Nous l'appelions entre nous : *le père*, comme nous disions : *la maison*. Surprit-il l'angoisse de tous ces visages tendus vers lui? Lut-il dans tous nos yeux l'inscription flétrissante : *Villa à vendre?* Il nous regarda bien en face tour à tour, et d'un sourire franc il nous rassura. Allons! il gardait son air de chef qui commande. Nous eûmes la sensation qu'il ne pouvait accepter une pareille déchéance. L'appétit et la paix nous revinrent ensemble, et rarement déjeuner fut plus gai que celui-là. Nous goûtions le bien-être de nos nerfs détendus, à l'abri de cette force qui nous défendait.

Après le repas, tandis que mes frères, dont les études étaient déjà importantes, terminaient un devoir, je courus au jardin : mon après-midi m'appartenait. La silhouette de Tem Bossette émergeait de la vigne. Je m'approchai de lui. Il attachait les sarmens trop libres aux échalas avec des liens de paille, mais il ne demandait qu'à interrompre ses travaux qui, si l'on en jugeait par le petit nombre de ceps déjà noués, n'avançaient guère. A ses pieds, une bouteille vide prouvait la lutte obstinée qu'il soutenait contre la chaleur. Visiblement, il me voyait venir avec satisfaction. J'entendais à distance le son enrhumé de sa voix. Il marronnait dans sa solitude, à la façon de tante Dine. Plus tard, j'ai mieux compris le motif secret de son indignation. Il se rendait compte, — n'étant pas si sot que le prétendait Mimi Pachoux son rival, — que sa fantaisie et son ivrognerie le rendaient partout ailleurs inutilisable; son sort était lié étroitement au sort de la maison. Aussi ne décolérait-il pas et ne cessait-il pas de se monter la tête, — sa bonne grosse tête en forme de courge, — contre le roi régnant dont il déplorait l'inertie, la politique

intérieure et extérieure et surtout les finances. Dès que je fus en état de l'écouter, il précisa ses griefs qu'il débattait en lui-même obscurément :

— Vous avez lu l'écriteau, monsieur François?

— Bien sûr, je l'ai lu.

Et par esprit de famille j'ajoutai aigrement :

— Qu'est-ce que ça peut vous faire, à vous?

Cette apostrophe le suffoqua. Les yeux lui sortirent de la tête, et la fureur de la bouche :

— A moi? A moi!

De vieilles habitudes de respect le retinrent et il se contenta d'étaler mélancoliquement ses mérites.

— Je bûche ici depuis quarante ans (de toutes manières il exagérait). C'est moi qui ai planté cette vigne et ce jardin.

A la vérité, il n'y avait pas de quoi en tirer de l'orgueil. Notre jardin ressemblait tantôt à un pré et tantôt à un bois, et les feuilles prématurément jaunies de la vigne témoignaient d'un état chlorotique dont une médication énergique aurait sans doute eu raison. Mais, d'accord avec son ouvrier, grand-père se méfiait des remèdes, aussi bien pour les plantes que pour les gens.

— Où voulez-vous que j'aille en vous quittant? avoua Tem avec franchise. Autant me jeter à l'eau.

Ce serait la seule occasion qu'il rencontrerait jamais d'en boire un bon coup. Faudrait-il donc le surveiller aussi et n'était-ce pas assez de la fatigante manie du Pendu? Je confesse pourtant que je ne pris pas cette menace au sérieux et que je n'eus pas la peine de représenter à Tem les avantages de la vie. Déjà sa lamentation suivait un autre cours :

— Monsieur (c'était grand-père) avait bien besoin de se lancer dans toutes ces manigances! Et le pavage de la ville, et l'exploitation des ardoises, et le crédit agricole. Le crédit agricole! Comme si l'on payait jamais quand on vous faisait crédit? A quoi ça servirait alors le crédit, s'il fallait ensuite payer comme tout le monde? Sans compter d'autres bricoles, ici et là, quand il n'a besoin que du soleil et du grand air. Il ne faut pas se mêler de diriger, quand on se moque du tiers et du quart. On reste tranquille, avec sa rente, dans son coin, et on laisse les autres travailler pour vous. M. Michel, c'est une autre paire de manches. M. Michel, à la bonne heure : en voilà un qui s'en-

end au gouvernement. Avec lui, rien à craindre : ça marche comme sur des roulettes. Mais qu'est-ce que vous voulez qu'il fasse quand l'autre ne veut rien savoir ?

J'apprenais confusément les entreprises philanthropiques de mon grand-père et les fâcheux effets de son administration qui aboutissait à notre ruine. La longue harangue de Tem, débitée sans interruption, l'avait soulagé et altéré ensemble. Il considéra tristement la bouteille vide qui gisait au pied d'un cep et qui était son unique provision jusqu'au soir. Profitant de ce répit, j'essayai de voir plus clair dans notre déconfiture :

— Mais pourquoi vendre la maison ?

— Ben ! c'est le procès. Quand on a perdu, on vous prend, on vous saisit, on vous étrangle, on vous met à la porte, on s'installe chez vous, et vous êtes bon à jeter aux chiens.

Ce tableau épouvantable ne devait pas me rassurer. Et loin de nous plaindre, Tem, apercevant mon grand-père qui descendait l'allée majestueusement, la canne à la main, le nez au vent, l'air gaillard, redoubla d'irritation contre celui qui était la cause de tous ces dégâts :

— C'est bien fait. C'est bien fait. Quand on a mal conduit les affaires, on est poursuivi, pincé, condamné. Faut pas vouloir embrasser tous les hommes comme des frères, quand on a de la bonne terre à garder. Avec de la terre on a déjà suffisamment de tracas : il y a assez de monde pour rôder autour. Non, regardez-le passer. Il ne nous a même pas vus. Ça lui est égal, tout lui est égal.

En temps ordinaire, Tem ne tenait pas à être remarqué. Cette fois, il menait un grand vacarme pour attirer l'attention et n'y réussit point. Cet échec acheva de le dégoûter, et aussi, je pense, la perspective de finir cet après-midi sans boire. Il lâcha délibérément la paille qui servait à ses ligatures et, désertant son poste, il m'abandonna par surcroît :

— Je ne veux pas voir ça ! Je ne veux pas voir ça ! proférait-il en s'en allant, écœuré et colérique.

Voir quoi ? L'invasion des courtilières ? Moi non plus, je ne voulais pas la voir.

De loin j'accompagnai le fuyard jusqu'à la grille où je relus trois ou quatre fois l'écriteau pour mieux me pénétrer de l'étendue de notre désastre. Puis, je revins lentement en arrière. Qu'allais-je devenir ? Mes chevaux, — les échalas, — mes épées

de bois, mes jeux ne m'étaient plus de rien. Je laissais, pour la première fois de ma vie, peut-être, mes bras pendre inutilement le long de mon corps. Par ce sentiment de la vanité universelle, je naissais à la douleur. J'apprenais à me séparer de quelque chose. La cruauté des séparations, je l'ai toujours ressentie depuis lors à l'instant où je les entrevoyais et bien avant qu'elles ne s'accomplissent.

J'allai me coucher dans les hautes herbes du jardin, que Tem avait négligé de faucher et, le visage rapproché de la terre, je demeurai là un temps que je ne puis évaluer. Tout le jardin m'enveloppait d'odeurs et je respirais le jardin. La maison, de ses fenêtres ouvertes, me regardait par-dessus les herbes, et je pleurais la maison. La force de mon amour pour elle m'était inconnue comme mon cœur. C'était une chaude et calme après-midi d'été, pleine de bourdonnemens d'insectes dans la lumière. Peu à peu, je me trouvai baigné dans une douceur molle, comme une mouche s'englue dans le miel. Et peu à peu, je devenais heureux malgré ma peine. J'ai connu aussi, plus tard, cette injurieuse consolation qui nous vient de la beauté des jours quand la mort a passé.

Je m'endormis comme un bébé dans ses larmes. Lorsque je me réveillai, le soir était entré dans le jardin sans bruit et se tenait caché sous les arbres. Je me levai et j'allai à sa poursuite dans la châtaigneraie. On sonna la cloche du dîner, et je revins en arrière. Je remarquais un tas de détails auxquels je n'avais jamais pris garde encore : le son de la cloche, la couleur rose du ciel entre les branches, la guirlande de clématites qui pendait au balcon, le manque de symétrie des fenêtres et jusqu'au grincement de la porte que je poussai et qui avait toujours dû grincer pareillement. Je découvrais avec une ardeur sauvage tout ce que j'allais perdre...

Nous ne pûmes jamais nous habituer à retrouver sans révolte, quand nous rentrions du collège, la néfaste inscription qui déshonorait le portail. Tem Bossette n'avait pas reparu : nous apprîmes qu'il se grisait dans tous les cabarets. Mimi Pachoux opérait ailleurs; le navire prenait l'eau de toutes parts, il se sauvait. Seule, la longue figure malchanceuse du Pendu se montrait parfois, ici ou là, comme un signal de détresse ou comme le symbole agaçant de la malchance qui nous poursuivait.

— Il est fidèle, déclarait tante Dine qui le couvrait de sa protection et lui facilitait la besogne.

Plus fidèle encore et faisant bonne garde autour du foyer menacé, elle vint un jour à notre rencontre jusqu'à la grille, dans un état d'agitation anormale :

— Je vous guette, mes petits, nous dit-elle, pour vous avertir.

Que se passait-il encore? Nous ne l'ignorâmes pas longtemps.

— Il est venu un misérable, un misérable de Paris (c'était pour elle une circonstance aggravante, car il ne pouvait rien venir de fameux de cette Babylone corrompue et bonne à brûler), qui se permet de visiter la maison de fond en comble, du grenier à la cave. Votre père l'accompagne. Je ne sais pas comment il ne l'a pas encore précipité par une fenêtre. Il faut qu'il ait une patience dont je suis bien incapable.

Nous étions atterrés. Un inconnu osait pénétrer chez nous! Et notre père, — le Père, — consentait à lui servir de guide! Tante Dine avait raison de s'épouvanter : les lois de l'univers étaient renversées. Comme nous entrions piteusement à notre tour, la tête basse et le feu de la honte aux joues, nous croisâmes ce visiteur qui redescendait et prétendait revoir la cuisine. Tout haut il critiquait, dressait des plans, évaluait les dimensions des chambres, tout en arrondissant des gestes comme s'il construisait déjà de ses propres mains un édifice sur les ruines du nôtre.

— L'escalier est trop étroit. La cuisine est hors de proportions avec les autres pièces : je la transformerai en salon.

Mon père le conduisait sans empressement, mais avec politesse. Il avait son air calme et distant, et la loquacité de l'autre s'en ressentit quand il voulut se tourner de son côté pour mieux lui expliquer ses projets. Nous montâmes tout droit à la chambre de ma mère, comme à notre refuge naturel. Ma mère, qui était agenouillée sur son prie-Dieu, se leva en nous entendant. Son émotion transparaissait sur son visage :

— Dieu nous protégera, dit-elle.

Quand elle prononçait le nom de Dieu, elle en était comme illuminée. Je connus à cet instant la haine de l'étranger, de l'envahisseur. La subordination de mon père, les larmes maternelles, et la maison violée, piétinée, jugée, évaluée en argent, ce sont là des spectacles que je ne puis oublier. Plus tard, dans

mon Histoire de France, quand j'ai lu que les alliés avaient envahi les frontières en 1814 et en 1815 et avaient pu venir cantonner dans notre capitale, quand j'ai su que les Prussiens nous avaient arraché, comme un quartier de notre chair, la Lorraine et l'Alsace, je n'ai pas eu de peine à donner à ces douleurs passées une représentation matérielle : j'ai revu très nettement ce monsieur qui se promenait chez nous du haut en bas de la maison, comme s'il était chez lui.

— Pourquoi l'as-tu salué ? demanda tante Dine à mon grand-père qui revenait de son pas lent et nonchalant.

— Je suis poli avec tout le monde.

— On ne pactise pas avec l'ennemi.

Comment mon père, qui ne passait pas pour commode, avait-il supporté sans broncher cet outrage ? Il avait la charge de notre sécurité et l'exercice du pouvoir impose des obligations que les irresponsables négligent volontiers. Sa bonne humeur nous stupéfia même dans une autre circonstance. Un jour, à table, il dit tout à coup à maman :

— Sais-tu la grande nouvelle qui se colporte en ville ?

— Je n'ai vu personne.

— On annonce notre départ. La maison vendue, nous filons. Notre orgueil bien connu n'accepterait pas une diminution de façade. Et qui a répandu ce bruit ? je te le donne en mille. Mais non, tu ne devinerais jamais, tu as trop d'illusions sur la bonté humaine. Mes chers confrères. Ils ont découvert ce moyen pratique de se partager ma clientèle. Tour à tour mes malades m'en informent : — Est-ce vrai que vous partez ? Restez avec nous. Qu'allons-nous devenir ?... C'est très touchant. Mais je les ai rassurés.

Il riait d'un grand rire d'homme de guerre accoutumé à la bataille. Nous étions trop jeunes pour comprendre ce que contenait de mépris et de force ce rire vainqueur dont nous nous serions volontiers scandalisés dans notre indignation. Bernard et Louise, surtout, vifs et susceptibles, protestèrent avec véhémence contre une si odieuse manœuvre, bien qu'ils ne fussent pas conviés à donner leur avis. Ma mère, elle, avait rougi de tout le mal qu'on voulait nous faire et qu'elle n'eût pas imaginé en effet. Quant à tante Dine, elle montrait le poing à ces *ils* enfin découverts :

— Ah ! les monstres ! ça ne m'étonne pas. Ils mériteraient

qu'on leur introduise de force toutes leurs drogues dans le corps.

Souhait qui suscita l'hilarité de grand-père, jusque-là impassible, mais trop ennemi des médecins pour ne pas savourer la formule de vengeance employée par sa sœur.

Ce fut encore elle qui nous apprit, quelques jours plus tard, la délivrance. Comme une sentinelle avancée, elle s'était portée en dehors de la grille et nous adressait de loin des signaux auxquels nous ne pouvions rien entendre et que nous interprétâmes de plus près dans un sens défavorable. Sûrement l'envahisseur s'était emparé de la place, la maison était vendue. Nous n'avions plus de toit pour nous abriter. Selon la prophétie de Tem, nous étions bons à jeter aux chiens.

Lorsque nous fûmes à portée, elle nous héla :

— Venez vite, venez vite. La maison est à nous. La maison est à nous.

D'un élan fou, nous accourûmes.

— L'écriteau n'y est plus, observa Bernard qui nous devançait.

Il ne restait sur la colonne que les traces des clous.

— Ah ! ah ! continuait la voix qui éclatait en sonnerie de triomphe. *Ils* ont cru l'avoir. *Ils* ne l'auront pas.

Ils ne visait plus les médecins, mais le monsieur de Paris et d'autres acquéreurs qui s'étaient présentés pendant que nous travaillions au collège. De son bras levé, elle nous montrait la fuite de cette troupe dispersée.

Elle nous conduisit, d'un pas rapide malgré l'âge, dans la salle de musique où la famille s'était réunie, sauf grand-père qui sans doute n'avait rien changé à ses habitudes de promenade et qui probablement ignorait notre salut. Mariette nous suivit à une distance respectueuse : son ancienneté lui donnait droit à un rang dans le cortège.

Ma mère, très émue, caressait les cheveux de mes deux sœurs aînées que la joie, comme le chagrin, faisait pleurer. Mais je n'attachais pas d'importance aux larmes de mes sœurs, qui en répandaient pour des riens. Mon père, debout, appuyé au dossier de la chaise où ma mère était assise, souriait. Je ne lui avais jamais vu visage aussi rayonnant. Et par la fenêtre, en arrière du groupe, le soleil entrait comme un invité de marque.

— L'écriteau n'y est plus, répéta Bernard sans saluer personne.

— Oui, dit mon père, nous gardons la maison.

Et comme notre enthousiasme allait déborder, il ajouta :

— Vous le devez à votre mère, et aussi à votre tante Bernardine.

Celle-ci, — dont les joues parcheminées s'empourprèrent rien que parce qu'on avait parlé d'elle quand elle-même ne gardait ni ses pensées ni ses biens et se dépouillait ainsi naturellement tous les jours, — refusa l'éloge avec une mâle énergie :

— Quelle plaisanterie, Michel ! Pour une signature de rien du tout ! Il ne faut pas égarer ces enfans.

Ma mère l'approuva sans retard :

— Elle a raison : c'est votre père qui nous a tous sauvés.

Et plus bas, tournée vers lui, elle murmura, mais je l'entendis :

— Tout ce que j'ai, n'est-ce pas à toi ?

Je ne m'arrêtai guère, je l'avoue, à ce débat. Évidemment le salut de la maison ne dépendait que de mon père. En quoi ma mère et tante Dine auraient-elles pu intervenir ? Il fallait jeter dehors le monsieur de Paris et les autres envahisseurs, comme Ulysse rentrant à Ithaque avait chassé les prétendans. C'était un exercice de force qui ne convenait qu'à un homme. Mes notions de la vie étaient simples : l'homme gouvernait, et la femme n'avait charge que des choses domestiques. Que tante Dine eût sa part, — même réduite, — dans l'immeuble dont on voulait nous exproprier, je ne l'aurais pas compris, et pas davantage ce que c'était qu'une dot et comment le consentement de la femme était nécessaire pour que le mari en disposât.

Cependant je me rappelai la scène de la couturière. Ma mère avait sans doute réalisé des économies sur ses toilettes et les avait apportées. Chacun ne devait-il pas sa contribution de guerre ? Aussitôt je m'esquivai de la chambre, et, quand j'y revins, je tenais à la main la tirelire où l'on m'invitait à placer les petits sous que je recevais. Je m'attendais à une ovation pour la magnanimité de mon sacrifice. Sans un mot, je tendis l'objet à mon père.

— Que veux-tu que j'en fasse ? fut toute sa réponse.

Un peu interloqué, mais dévisagé par tous les regards, je déclarai en rougissant :

— C'est pour la maison.

Cette fois, mon père m'attira et me donna publiquement l'accolade avec un ordre du jour reluisant :

— Ce petit sera notre joie.

Ainsi l'Empereur récompensait sur le champ de bataille ses maréchaux : on ne s'étonne plus de rien dans l'histoire quand on a vécu mon enfance.

Comme il rentrait au son de la cloche, grand-père fut informé le dernier de ce qui s'était passé, par tante Dine, qui le mit au courant dans une harangue enflammée. Il l'écouta avec intérêt, mais sans passion. Sa sérénité ne fut point troublée. Et quand le récit héroïque fut terminé, il dodelina de la tête et se contenta de cette approbation bien maigre :

— Allons, tant mieux !

Les choses s'arrangeaient sans qu'il s'en mêlât.

V. — L'ABDICATION

Je compris les jours suivans, à toute sorte de petits signes, sans compter les propos de l'office, que la maison n'appartenait plus à grand-père, mais à mes parens, et qu'une simple formalité manquait pour que ce traité fût définitif. Grand-père n'en ayant plus la charge, — bien que cette charge ne l'incommodât guère, — n'en désirait pas garder l'honneur. J'entendis plus d'une fois mon père lui tenir des discours de ce genre :

— Je veux que rien ne soit changé ici. Je veux que tout demeure comme par le passé. Je ne veux vous ôter que les soucis.

— Eh ! eh ! répliquait grand-père avec son petit rire, tu as bien de la chance de savoir tout ce que tu veux.

Et il lissait sa barbe blanche nonchalamment, comme si rien ne valait la peine de rien. Cependant il mijotait un projet dont nous fûmes bientôt avertis. Quand il avait une idée, on ne pouvait l'en faire démordre, ni par supplications, ni par protestations. Il recevait tout pêle-mêle, algarades de tante Dine, raisonnemens brefs, nets, sans réplique de mon père, prières de ma mère, avec la même tranquillité d'humeur et il n'écoutait personne. A son air aimable et détaché, on l'aurait cru persuadé aisément, quand le mauvais rire apparaissait et ruinait toutes les espérances.

Nous sûmes un beau matin sa décision d'abandonner la

pièce à deux fenêtres qu'il occupait au cœur même de la maison et qui était vaste, confortable et facile à chauffer, pour s'en aller où? Nul ne l'aurait deviné : dans la chambre de la tour. Cette chambre était dès longtemps déserte, et il y soufflait un vent du diable. Il n'eut pas plutôt signifié sa volonté que tout le monde, après d'infructueuses tentatives pour obtenir son désistement, dut courir au plus pressé afin de l'aider sur l'heure dans son installation. Lui-même, sans plus attendre, prenait déjà l'escalier avec son matériel le plus précieux.

— Laisse-nous au moins balayer, nettoyer et épousseter, lui notifia tante Dine, armée de la tête de loup.

— Ce n'est pas la peine, assura-t-il. On vit très bien avec les araignées et la poussière.

Ce scandale fut évité. On le devança et il dut patienter quelques minutes, ce qu'il n'aimait guère; après quoi, résolument, il s'empara de la rampe, muni de son baromètre, de sa lunette d'approche, de sa caisse à violon et de ses pipes. Le reste de son déménagement ne l'intéressait pas. Ses vêtemens, son linge, ses meubles le suivraient ou ne le suivraient pas, au petit bonheur. Il me témoigna sa confiance en m'invitant à porter un traité d'astronomie, un volume sur les cryptogames dont je connaissais les illustrations en couleur représentant les principales espèces de champignons, et un autre ouvrage que je pris à son titre pour un livre de piété : les *Confessions de Jean-Jacques Rousseau*. J'allais oublier les *Prophéties de Michel Nostradamus* et une collection du *Véritable Messager boiteux de Berne et Vevey*, almanach fameux et précieux à tous égards, mais principalement pour ses bulletins météorologiques. Or grand-père s'occupait beaucoup de l'état de l'atmosphère. Il le reniflait, pour ainsi dire, à sa fenêtre, le matin et le soir, au risque d'attraper un rhume, et il observait le mouvement des nuages et l'éclat des étoiles. Volontiers il citait l'autorité d'un certain Mathieu de la Drôme, avec qui il était en correspondance et que nous avions pris l'habitude de considérer comme un sorcier ou un rebouteur du temps. Lui-même faisait des pronostics, et, si l'on voulait le flatter, on l'invitait à prédire. Il ne se trompait guère, soit que la chance le favorisât, soit qu'il eût bien interprété la direction des vents. Et cette petite réputation qui lui était agréable le mêlait aux lois mystérieuses de la nature dont il rendait les oracles.

Dès qu'il eut transporté sa bibliothèque et ses instrumens, il se trouva chez lui dans la chambre de la tour et se déclara satisfait. Elle donnait sur le ciel et la terre de quatre côtés à la fois : le moindre rayon de soleil, d'où qu'il vînt, serait capté. Et quant à la direction des vents, elle serait facile à déterminer. Un grand vacarme lui apprit que son mobilier grimpait après lui. Tante Dine présidait en personne à l'emménagement, non sans bougonner et ronchonner. Sous un bras, une descente de lit et, sous l'autre, un traversin, dans chaque main un candélabre, elle précédait en l'animant de la voix une escouade rangée en file indienne qui manœuvrait sans beaucoup d'ensemble. Le premier, surgit Tem Bossette avec un fauteuil sur la tête : il avait consenti à une réconciliation scellée par l'octroi d'une bouteille de vin rouge. Puis ce fut une oscillante armoire portée par quatre jambes qui appartenaient, — on le sut plus tard, au sommet des marches, — moitié au Pendu, et moitié, — la petite moitié, — à Mimi Pachoux ramené au logis par la victoire.

— Franchement, déclara tante Dine à son frère pendant le défilé de ses troupes, tu n'aurais pas pu rester en bas ! Il faudra qu'on te hisse chaque chose par cet escalier qui est étroit.

Comme grand-père, indifférent, esquissait un geste vague, elle lui décocha des sarcasmes :

— Naturellement, cela ne trouble point Monsieur ! Monsieur ne se dérangera pas pour cela. Bien assis dans le bon fauteuil que Tem a inondé de sa sueur, Monsieur verra venir les événemens. Et moi, pendant ce temps-là, je monterai et descendrai cent fois par jour. Et les servantes pareillement. Mais tu n'as cure de notre peine : tu trouveras toujours ici tout ce qu'il te faut.

L'attaque était directe et rude. Avant d'y répondre, grand-père jeta un coup d'œil effrayé sur le siège transporté par Tem, à cause de l'inondation annoncée. Quand il le vit intact et sec, il se rasséréna et put riposter en toute tranquillité d'esprit :

— Je ne demande rien à personne.

— Parce qu'il ne te manque jamais rien : tu vis comme un coq en pâte.

Ils avaient raison tous les deux. Grand-père n'élevait aucune réclamation, mais on s'ingéniait à prévenir ses moindres vœux.

Ainsi ne formula-t-il aucune plainte contre les vents coulis qui assiégeaient la tour : le lendemain de son installation, on calfeutrait soigneusement la porte et les fenêtres.

La mauvaise humeur de tante Dine exprimait tout haut le sentiment général. Cet exode imprévu, que rien ne motivait, assombrissait mon père et ma mère, qui en cherchaient vainement la raison :

— Pourquoi monter si haut ?

Et grand-père d'expliquer avec son mauvais petit rire :

— L'altitude m'a toujours réussi.

J'avoue que dans cette circonstance je tenais le parti de grand-père. La chambre de la tour avec ses quatre horizons, son isolement, son odeur spéciale, — on ne l'ouvrait que pour y chercher les pommes qui pendant tout l'hiver y mûrissaient, — exerçait dès longtemps sur moi un attrait irrésistible. Puisqu'elle était habitée désormais, je me proposai de lui rendre des visites.

Cet épisode fut bientôt éclipsé par un autre, beaucoup plus grave et qui devait frapper davantage encore mon imagination. A mon retour du collège, un matin, je fus avisé par mon informateur habituel, tante Dine, que cette fois c'était définitif. Elle me donnait cette nouvelle en grand mystère, mais le mystère même, chez elle, se manifestait bruyamment. Le mot : *définitif* prenait sur ses lèvres une importance formidable. Qu'est-ce qui était définitif ?

— L'acte est signé. Tout à l'heure. Je suis bien contente.

Quel acte ? Je n'y comprenais goutte.

— Eh bien ! nous restons chez nous. *Ils* ne peuvent plus rien.

Ne savais-je pas déjà qu'*ils* étaient en pleine déroute, dispersés, châtiés, vaincus, battus, réduits à néant, comme les Perses de mon Histoire ancienne, qu'une poignée de Grecs précipita dans la mer ? Comment pensait-elle m'éblouir en me communiquant un secret vieux de plusieurs jours, peut-être même de plusieurs semaines, et dont tout le monde avait pu s'entretenir librement ? Un enfant n'entre pas dans le pays des préparations, des lenteurs, des formalités et des paperasses judiciaires. Mais un événement capital allait illustrer la déclaration de tante Dine.

Grand-père était rentré de sa promenade plus tôt qu'à l'or-

dinaire, et, comme l'un de nous remarquait cette ponctualité anormale, il s'était éloigné sans souffler mot. Quand nous pénétrâmes, après le second coup de cloche, l'estomac creux et les dents longues, dans la salle à manger, notre surprise fut grande de l'y trouver déjà, assis devant la table, et non pas à sa place officielle qui était la place d'honneur, au centre, en face de ma mère, ainsi qu'il convient au chef de famille, au roi régnant. Sans prévenir personne de ses intentions, il avait changé les ronds de serviettes et s'était allé mettre au bout, en face de la fenêtre. C'est vrai qu'il avait choisi une assez bonne place d'où il pouvait voir les arbres du jardin et même un peu du ciel entre leurs branches. Pour un amateur de soleil, ce spectacle ne serait pas indifférent. Mais tout de même, c'était là une révolution dans la vie de famille et dans toute l'économie domestique. Ou plutôt, je ne m'y trompais pas, c'était une abdication.

Je me connaissais en abdication. N'avais-je pas dû apprendre dans mon manuel celle des rois fainéans à qui l'on coupait la chevelure avant de les enfermer dans un cloître et, malgré moi, je considérai les jolis cheveux blancs de grand-père qui bouclaient légèrement? Surtout, j'avais entendu réciter, par mon frère Bernard, l'histoire de Charles-Quint dont j'avais été fort impressionné. Ce maître du monde, détaché de la grandeur, se retira dans un monastère d'Estramadure dont il réparait les pendules, et, pour se donner un avant-goût de la mort, il fit célébrer, vivant, ses funérailles. Des historiens affolés de vérité m'ont affirmé, depuis lors, que ces détails étaient fictifs. Je le regrette, car je ne les ai pas oubliés, tandis qu'une innombrable quantité de faits démontrés me sont sortis de la mémoire. Mais en ce temps-là je croyais, dur comme fer, à la retraite de Charles-Quint, aux obsèques truquées et même aux pendules. Grand-père, lui aussi, s'entendait à raccommoder les horloges et j'opérai aussitôt entre eux un rapprochement.

Tante Dine, par hasard exacte, et ma mère qui nous suivaient à peu de distance, partagèrent notre étonnement. Puis, tous les regards se fixèrent sur mon père qui entrait. D'un coup d'œil il jugea la situation, et la décision, chez lui, ne se faisait guère attendre. Il s'avança d'un pas rapide :

— Non, non, dit-il, je ne veux pas. Rien ne doit être changé ici. Père, reprenez votre place e vous en prie.

Certes, aucun de nous n'aurait résisté à cette prière qui

ordonnait. Mais la force agissante et organisatrice de mon père se heurtait devant nous à une autre force dont je ne soupçonnais pas la puissance et qui était l'immobilité. Grand-père ne bougea pas. Il avait résolu de ne pas bouger.

Mon père, n'ayant pas obtenu de réponse, répéta plus doucement sa demande. Je ne puis pas écrire : plus humblement, car il gardait en toute occasion, malgré lui, un air de fierté. Il reçut au visage un éclat de l'éternel petit rire, et cette phrase blessante par surcroît :

— Oh! oh! que de bruit pour rien!

— Père, donnez-moi cette preuve de votre affection.

— Une place ou une autre, qu'est-ce que ça signifie? Je suis très bien ici, j'y reste.

Et avec un suprême dédain, grand-père ajouta :

— Si tu savais, mon pauvre Michel, comme cela m'est égal!

Tout lui était égal, Tem Bossette m'en avait averti : une place ou une autre, une maison ou une autre. Ces phrases-là, prononcées devant nous, avaient le don d'exaspérer mon père, mais il se contenait.

— Il faut, reprit-il, une hiérarchie dans les familles.

— Bah! nous sommes en République, et je tiens pour la liberté.

Mon père comprit qu'il était parfaitement inutile d'insister. Il se contenta de conclure :

— Alors, vraiment, vous refusez de revenir?

— Je ne bouge plus.

Philomène, la femme de chambre, présentait le plat. Mon père lui fit signe de l'offrir à grand-père, après quoi, il dut se soumettre et prendre la place d'honneur. Ce fut un soulagement pour tous : chacun sentait que cette place lui revenait de droit, et que lui seul méritait de l'occuper. Le chef c'était lui, dès longtemps, et pas un autre. A la moindre difficulté ou contrariété, on s'adressait à lui, on se tournait vers lui. Ce serait fini de cette anxiété qui pesait sur la maison depuis tant de jours. Maintenant on serait dirigé. Plus de rois fainéans! Les rênes du gouvernement, comme s'exprimait mon Manuel, seraient tenues par des mains fermes. Or il était juste que le chef eût les insignes de l'autorité. Un roi ne reste pas au second rang. Mon père, évidemment, ne se fût pas lui-même couronné.

Ainsi, en notre présence, s'opéra la translation des pouvoirs.

Je ne m'attendais pas au revirement qui se fit alors en moi, presque subitement. Le gouvernement de grand-père m'avait toujours paru précaire et dérisoire. Dès qu'il eut refusé de l'exercer, j'admirai son désintéressement et je découvris la poésie de l'abdication. Ce mépris souverain des résultats matériels me parut plein de grandeur et j'allai même jusqu'à m'expliquer le propos que j'avais estimé sacrilège : *Qu'on habite une maison ou une autre...* S'il n'avait rien accompli pour protéger la nôtre, c'est peut-être qu'il considérait les choses de plus haut et de plus loin que nous. De la chambre de la tour, il se mettait en communication avec les vents et les astres et il prédisait l'avenir. Le temps et l'univers l'absorbaient. Il ne pouvait plus se consacrer à des tâches communes. Il y avait là une autre façon de comprendre la vie que je soupçonnais sans me l'expliquer, et qui déjà m'attirait par sa singularité et son énigme. Le roi déchu, paré du mystère qu'il recevait d'une science inconnue, recouvrait son prestige et même reprenait, sans qu'il s'en doutât, un peu d'empire sur mon esprit.

Je regardai tour à tour mon père et mon grand-père : mon père à sa place normale, occupé de nous tous, répandant autour de lui la paix et l'ordre, et portant sur le visage accentué et surtout dans les yeux perçans le reflet de sa merveilleuse aptitude à commander ; mon grand-père aux traits fins, presque féminins, malgré la grande barbe blanche, aux yeux toujours un peu noyés de brume, fréquemment distrait, indifférent à son entourage, et plus volontiers intéressé par les arbres du jardin ou le morceau de ciel qu'il apercevait de sa fenêtre. Et pour la première fois, je m'étonnai de les reconnaître si différens. Cette remarque, je ne l'avais jamais faite ou je ne m'en étais pas inquiété. Elle me frappa si fort que je faillis l'exprimer tout haut. Elle m'eût sans doute échappé si je n'avais redouté son inconvenance. Un fils devait ressembler à son père : aucun doute ne pouvait exister à ce sujet. Ou bien, alors, ce n'était pas la peine d'être le fils de quelqu'un. Et moi, à qui donc ressemblais-je ?...

VI. — LES IMAGES

Ces événemens, que je retrouve si frais dans mon imagination, flottèrent bientôt et même se perdirent momentanément dans le cours de mes jours qui, pendant les vacances où nous entrions, se mit à couler à pleins bords comme un beau fleuve.

Mon père, d'habitude, prenait ses vacances avec nous et en profitait pour se rapprocher de nous davantage. Nous le vîmes beaucoup moins cette année-là et nous fûmes un peu sevrés des récits héroïques dont il nous régalait dans nos promenades et qui nous agitaient d'un furieux désir de livrer des batailles et de remporter des victoires : en l'écoutant, nous relevions la tête, nos yeux brillaient, nous marchions plus vite et d'un pas cadencé. Pour faire face aux nouvelles charges qu'il avait acceptées, il avait renoncé à son repos annuel. Parfois il s'emparait d'une après-midi et tâchait hâtivement de rétablir le contact avec nous. Ses malades le venaient relancer à toute heure ou s'embusquaient sur son passage. Tout conspirait pour nous l'arracher.

Cependant on devinait que sa direction s'exerçait partout. La façade de la maison se lézardait : on y posa des supports de fer avant de la recrépir. Les chambres furent retapissées, la mienne avec de plaisantes scènes de chats et de chiens, et l'on changea les parquets dont les planches se disjoignaient. La cuisine même, pour laquelle Mariette s'obstinait à réclamer depuis des années et des années, sans rien obtenir de grand-père, qui lui répondait invariablement par un vieux proverbe : *A blanchir la tête d'un nègre on perd sa lessive*, la cuisine fut remise à neuf et pavée de monumentales briques rouges. La grille du portail qui ne fermait plus fut réparée, et même il y eut une clé, et une clé qui tournait dans la serrure. Le tilleul dégagé permit au cadran solaire de recommencer à marquer les heures. La brèche du mur par où les courtilières pénétraient, par où j'avais vu, un soir fameux, nos ennemis s'introduire dans la place, reçut une balustrade qui s'encastra dans le tronc du châtaignier. Et l'on vit ce qu'on n'avait jamais vu : les trois ouvriers à leur poste et, — spectacle plus merveilleux encore, — travaillant tous les trois.

Peu à peu le jardin, — mon vieux jardin pareil à une forêt de mauvaise herbe où l'on n'avait jamais fini de découvrir des arbres ou des plantes, tant ils étaient cachés, — se transforma et s'ordonna. Les allées furent tracées et sablées, les parterres dessinés et les rosiers taillés. Les arbres contenus versèrent une ombre régulière. Une prairie inutile devint un verger. Au cœur d'une pelouse, un jet d'eau monta, et, retombant en pluie fine, égrena des notes claires sur le bassin. Il y eut des fleurs et des fruits à cueillir, des bouquets et du dessert. Cependant nous n'osions plus tâter les poires ou les pêches, et moins encore imprimer à leur manche le léger mouvement de bascule qui les détachait. Dans l'espace découvert, on se serait aperçu de notre larcin. Et je cherchais vainement, pour les mettre en pièces, les taillis qui jadis foisonnaient au bord de la châtaigneraie. D'ailleurs, Tem Bossette refusait de me sculpter le moindre sabre de bois et il veillait sur ses échalas comme s'il les avait payés.

Ces changemens ne se firent pas d'un seul coup, et je mêle sans nul doute leur chronologie. A peine les remarque-t-on pendant qu'ils s'accomplissent lentement et progressivement, et, quand ils sont terminés, voilà que déjà l'on ne se souvient plus de l'état des lieux qui les précéda. Ils ne s'accomplirent pas sans perturbations. Tem s'épongeait sans cesse le front et suait tout son vin. Mimi Pachoux ne s'en allait plus : il menait grand bruit pour attester la continuité de sa présence, et le Pendu penchait son triste profil dantesque sur des besognes obscures et utiles. La communauté de leur sort n'avait pas réussi à les réconcilier. Ils s'observaient et se surveillaient les uns les autres, mais tous trois observaient et surveillaient davantage encore la maison. Que craignaient-ils d'en voir sortir ? Je le compris un jour. Mon père, qui était devenu leur patron, s'approchait d'un pas rapide. Il leur distribua de bonnes paroles d'encouragement, mais il examina leur ouvrage en connaisseur.

— Tout de même il s'y entend, confessa Mimi avec admiration.

Je sus par Tem qu'après les avoir sermonnés durement, il avait augmenté leur paie. Seulement il exigeait du bon travail. D'un mot, il réconfortait, excitait, exaltait ses hommes ; d'un mot, il les ramenait à lui s'ils renâclaient ou rechignaient devant la peine. Mais sans doute il bouleversait toutes les vieilles habitudes d'un pays où l'on aimait à se laisser vivre et à bague-

nauder en buvant du vin frais. C'est pourquoi Tem Bossette, principalement, regrettait l'ancien règne, le règne des rois fainéans où il vivait, tranquille et oublié, dans sa vigne.

Il avait bien essayé, devant moi, d'apitoyer grand-père sur son sort :

— Mon ami, lui fut-il répondu, je ne suis plus rien ici : adressez-vous ailleurs.

Jamais grand-père ne se montra aussi gai que depuis son abdication. Non, certes, il ne regrettait pas le pouvoir et il ignorait volontairement tous les actes du nouveau régime. Parcourait-il le royaume ? Il ne semblait pas se douter qu'on y faisait fleurir les cailloux. Et puis, un jour qu'il se promenait au jardin, je le vis qui se lissait la barbe et se grattait le sourcil, témoignage de mécontentement : il lança en signe de mépris un jet de salive, et le rire impertinent accompagna ces paroles incompréhensibles pour moi :

— Oh ! oh ! on met de l'ordre partout. Ce n'est pas un jardinier qu'il faudrait, mais un géomètre.

Que trouvait-il à blâmer ? Les parterres, les pelouses, les arbres, obéissant à la main de l'homme, composaient un dessin d'une riche ordonnance. Mes petites idées sur la vie s'y assemblaient et s'y disposaient avec plus de bonheur. Et j'en voulais à grand-père de son manque d'enthousiasme.

— Regardez, lui dis-je au hasard, ces beaux cannas rouges autour du bassin.

Mais il me prit le bras avec une rudesse inattendue :

— Prends garde, mon petit, tu vas salir ce gazon.

Je posais le pied en effet sur l'herbe qui bordait l'allée. Et je vis bien que grand-père se moquait de mon admiration en même temps que du nouveau jardin. Je me rappelai l'ancien instantanément, sous l'influence de cette ironie, l'ancien pareil à un fouillis sauvage, où je pouvais fouler jusqu'aux plates-bandes, où de rares fleurs poussaient à la débandade, où j'avais connu l'ivresse de la liberté.

Devant mon père, jamais grand-père ne se fût permis cette critique. L'esprit attiré sur leurs dissemblances, j'avais remarqué la gêne de leurs rapports. Toujours mon père faisait les avances. Il traitait grand-père avec une déférence extrême, ne manquait point de s'informer de sa santé, de ses promenades et même, pour flatter sa petite manie de météorologie, il l'interrogeait

sur le temps à venir. Grand-père répondait brièvement, sans tenir le moins du monde à prolonger la conversation qui ne tardait pas à tomber, ou bien il se servait de son petit rire blessant, dès qu'on abordait un sujet où l'accord n'était plus certain.

Un jour, mon père lui demanda en communication son livre de comptes pour vérifier, expliquait-il, certains mémoires sur l'administration de la propriété qui n'avaient pas encore été réglés et qui lui paraissaient exagérés. Grand-père ouvrit de grands yeux :

— Mes livres de comptes ?

— Sans doute.

— Je n'en ai jamais tenu.

Mon père hésita une seconde.

— Bien, conclut-il simplement, et il s'en alla.

Grand-père se complaisait dans sa tour où il s'arrangeait, pour sa toilette, de la fameuse robe de chambre verte et du bonnet grec en velours noir orné d'un gland de soie. Avec son télescope fixé sur un trépied, il suivait, le jour, les bateaux qui sillonnaient les eaux du lac, et le soir il rapprochait les étoiles, mais seulement celles qui évoluent du côté du couchant, parce que, des fenêtres de sa chambre précédente, il n'apercevait que cette partie du ciel et la connaissait mieux. Bien plus souvent qu'autrefois, il descendait vers nous dans ce costume d'astrologue, un monarque déchu ne tenant plus à la majesté. Tante Dine obtenait à grand'peine qu'il s'accoutrât autrement pour se promener en ville ou dans la campagne.

— Ça ne fait de mal à personne, observait-il.

Il consentait cependant, à force d'instances, à remplacer le bonnet par un chapeau de feutre aux larges bords, et la robe par une redingote qu'on frottait de benzine presque tous les jours pour la tenir, malgré lui, en état. De ses promenades il rapportait des plantes aromatiques dont il composait des tisanes ou qu'il introduisait dans les flacons d'eau-de-vie, et des champignons qui excitaient la méfiance de tante Dine. Je les considérais, je les flairais, mais pour rien au monde je n'en aurais goûté. Je ne pensais pas alors qu'on pût rien trouver de bon à manger hors des magasins de comestibles et, à la rigueur, de notre jardin.

Le règne de mon père durait depuis trois bonnes années, et

même plutôt quatre que trois, lorsqu'il advint dans mon existence d'enfant un fait considérable : je tombai malade. L'année précédente, j'avais fait ma première communion avec une si grande ferveur que ma mère confiait à tante Dine :

— Va-t-il imiter Mélanie et Étienne ? Dieu nous demanderait-il un troisième enfant ? Que sa volonté soit accomplie.

Mon aventure fut à peu près celle de l'*enfant blond qui s'esquiva des bras de sa mère*. Au cours d'une promenade de ma *division*, j'avais glissé dans un ruisseau dont il nous était défendu de nous approcher, et, plutôt que d'encourir un reproche, bien que trempé jusqu'à la poitrine, j'avais préféré me taire. Le lendemain ou le surlendemain, la fièvre se déclara. Je sus plus tard que c'était une bonne fluxion de poitrine, qui dégénéra en pleurésie. On crut mes jours en danger, et mon mal devait être l'occasion de la crise intérieure qui faillit faire dévier ma jeunesse. Dans un demi-sommeil, j'entendais autour de moi des chuchotemens que j'interprétai sans retard :

— Est-ce que je vais mourir ? demandai-je à ma mère et à tante Dine, qui se tenaient au bord de mon lit.

— Tais-toi, méchant ! murmura tante Dine qui, aussitôt, se moucha en sanglotant et poussant des soupirs que sans doute elle croyait étouffer.

Ma mère, de sa voix douce et persuasive, me dit en me touchant le front, et ce contact me rafraîchit :

— Ne t'inquiète pas : nous sommes là.

Je savais très bien ce que c'était que la mort. Le portier du collège étant décédé, une bizarre fantaisie de notre directeur nous avait contraints à défiler, classe par classe, devant la bière où le corps était déposé, avant qu'on vissât le couvercle. Or ce portier était un gros homme court dont la dépouille exigeait une boîte cubique où il nous parut si cocasse et grimaçant que nous éclatâmes de rire. Il nous fut impossible de réprimer ce rire scandaleux. Indigné, le professeur qui conduisait notre pèlerinage manqué nous accabla des plus durs reproches et ne craignit pas d'y joindre sans délai un sermon sur nos fins dernières. Il nous annonça, sans aucun ménagement, que nous mourrions tous, et peut-être bientôt, et que nos parens mourraient, et que nous perdrions tout ce que nous aimions. Nos rires cessèrent peu à peu. Une vague peur nous envahit à cause de la répétition monotone de cette mort qu'on nous jetait à la

tête. Quand je rentrai à la maison ce matin-là, très ému, malgré moi par un si furieux discours, je regardai mon père et ma mère comme je ne les avais encore jamais regardés. Ils allaient et venaient, à l'ordinaire, sans deviner que je les observais. Ils rirent même d'une réflexion de Bernard : je les entendis rire, d'un bon rire tout pareil à celui que nous avait inspiré le malencontreux portier dans sa boîte. Ah ! ce rire, — surtout celui de mon père qui était puissant et sonore et donnait une magnifique impression de santé, — quel soulagement pour moi, et comme il chassa ma curiosité déjà pleine d'épouvante !

« Allons donc, pensai-je dans mon petit cerveau, mon professeur a menti comme un arracheur de dents. Ils ne mourront pas, c'est certain. Ils ne pourront pas mourir. D'abord quand on rit, c'est qu'on ne meurt pas. »

Cette constatation me suffit. Pour moi-même, la question ne se posait pas. Ils étaient devant, et moi derrière. Et puisque eux-mêmes ne risquaient rien, comment la mort aurait-elle pu me prendre en passant par-dessus ?

Mon interrogation : *Est-ce que je vais mourir?* était donc simplement destinée à me rendre intéressant. Leur présence me préservait.

Ma mère et tante Dine, m'évitant toute figure étrangère, me veillaient à tour de rôle, ma mère deux nuits sur trois, et je la préférais. Elle glissait dans la chambre comme une voile sur le lac, sans aucun bruit. Je ne m'apercevais pas de ses mouvemens. Ses soins se confondaient avec ses caresses, tandis que tante Dine, la chère femme, au prix d'un effort considérable, me secouait et me tarabustait.

Le rôle important que je jouais ne me déplaisait pas. Il me semblait que j'étais redevenu plus petit que mon frère Jacques et ma sœur Nicole, et qu'on pouvait bien me bercer avec des chansons. Je réclamai *Venise* ou *l'Étang*, surtout *l'Étang* à cause de ma propre noyade ; et l'on croyait que je délirais. Je revois distinctement dans ma mémoire ces deux visages penchés, et beaucoup plus nettement encore celui de mon père, qui me rendait continuellement visite, parce que je ne lui connaissais pas cette expression attentive, immobile, presque durcie qu'il montrait en suivant sur mon corps le travail de la maladie. C'était son visage professionnel : après l'examen, il se détendait, car la paternité l'éclairait.

Un jour mon père amena un autre médecin, mais je compris très bien que ce petit homme tremblait devant lui et répétait invariablement ce qu'on lui disait. Avec une implacable logique, j'avertis mes fidèles gardiennes :

— Pourquoi déranger ce monsieur? Père en sait plus long que lui. Père n'a besoin de personne.

Je dus émettre à voix basse cet avis ou quelque chose d'approchant. Aussitôt tante Dine d'approuver :

— Cet enfant a raison. Il parle si bien qu'il est déjà guéri.

Et elle répéta le propos à mon père, qui se tourmentait et qui sourit, ce qui ne lui arrivait plus guère.

— Oui, déclara-t-il, nous le sauverons.

Je n'avais pas besoin de cette assurance. Je le sentais si fort que cela me suffisait. Il ne prévoyait pas que ce mal même, dont il triomphait par son art et sa volonté, serait plus tard l'origine du drame familial où je m'écarterais de lui.

On amenait dans ma chambre, successivement, ou deux par deux, mes frères et sœurs munis de toutes sortes de recommandations : ne pas rester longtemps, ne pas faire de bruit, ne pas toucher aux fioles, de sorte qu'ils s'ennuyaient très vite. Chacun d'eux s'attribuait une part de mérite dans ma guérison, que je devais aux prières d'Étienne et de Mélanie, aux martiales exhortations de Bernard et à la gaîté réconfortante de Louise. Quant aux deux petits, on les tenait prudemment à l'écart, depuis que Jacques, répétant sans doute un propos de l'office, avait crié en trépignant d'enthousiasme :

— Fançois (car il prononçait difficilement les *r*), il est bientôt mort.

Grand-père ne parut pas à mon chevet. Peut-être ne s'était-il douté de rien. Je crois plutôt qu'il avait une peur invincible de la maladie et de ce qui peut la suivre. Préoccupé de sa santé, il tenait un compte rigoureux de ses visites à la garde-robe et, avec cette parfaite politesse dont il ne se départait point et qui contrastait avec son mépris de la mode et de la toilette, il ne manquait pas d'informer la maison entière de l'accueil qu'il y avait reçu. Quand il était éconduit, il se lamentait et tante Dine sortait d'une armoire, afin de le réparer et frotter, un clysopompe vénérable, encore bon pour le service.

— Rien n'est plus important, déclarait-il devant nous en considérant l'instrument d'un œil satisfait.

Ma convalescence fut un enchantement, non pour la nouveauté qu'elle rend à notre vie et dont on ne peut goûter la saveur que si l'on s'est cru menacé, mais parce qu'elle m'ouvrit véritablement le mystérieux royaume des livres. Je n'ignorais ni la *Bibliothèque rose*, ni le chanoine Schmid, ni les romans de Jules Verne, ni même les *Contes* de Perrault et d'Andersen, mais je n'y avais pas rencontré ce mouvement du cœur qui, le soir, vous tient au lit réveillé dans l'attente et la crainte d'on ne sait quoi d'agréable et d'un peu dangereux, tel que me l'avaient donné les histoires stupéfiantes de tante Dine et surtout les récits épiques de mon père.

Pour ne pas me fatiguer, on commença par m'apporter des ouvrages illustrés. Bernard me laissa feuilleter les albums d'Épinal qu'il collectionnait pour les costumes militaires et qu'il ne prêtait pas sans mérite. Je réclamai la *Bible* de Gustave Doré dont on m'avait montré une fois, par faveur spéciale, les gravures au salon sans me permettre d'y toucher. On installa sur une table, en grande pompe, les deux pesans volumes reliés en rouge et je passai de longues heures à tourner les feuillets. Ma mère allait et venait dans la chambre, un peu étonnée de ma sagesse, et même inquiète de mon silence. Elle s'approchait et sans bruit regardait par-dessus mon épaule :

— Tu ne te fatigues pas?

— Oh! non.

— Tu ne t'ennuies pas?

— Oh! maman.

— C'est beau?

— Je ne sais pas.

On ne sait pas ce qui est beau quand on est enfant. Ce qui est beau, c'est d'avoir le cœur plein. Quel élan recevait d'un seul coup tout mon être sensible! Les contours de la terre, sans cadre, ne m'avaient pas frappé. Maintenant que, transcrits, ils tenaient sur un carré de papier, voici que je les voyais, non pas seulement sur la page immobile, mais en plein air, et vivans. La maison avec ses grosses pierres, le jardin clos de murs, je les touchais, je les comprenais, je les possédais, et d'ailleurs ils m'appartenaient. Mais, au delà, commençait l'univers dont le manque de limites m'avait rebuté, de sorte que je ne lui attribuais pas de formes précises. Et ces formes, elles étaient là, devant moi : à travers la Bible ouverte je les découvrais.

A trente ans de distance, dans mes souvenirs qui n'ont pas besoin de contrôle, je retrouve les images de Gustave Doré. Les pages se tournent toutes seules, et mes chers fantômes apparaissent. Voici les visions d'épouvante : le Léviathan qui soulève la mer, l'Ange exterminateur qui détruit l'armée de Sennachérib, la rangée des éléphans de Nicanor que Judas Macchabée va traverser, et la mort de l'Apocalypse sur son cheval pâle. Elles n'étaient pas mes préférées et même, le soir, je les évitais. Mes préférées, c'étaient ces paysages d'Orient reposés, apaisés, à peine estompés, comme si la lumière d'été y soulevait des vapeurs, où croissaient des plantes étranges qui me forçaient à leur comparer nos châtaigniers et nos chênes, où passaient, dans le fond, des ombres de bœufs ou de chameaux, lointaines comme ces bateaux que j'avais vus se profiler sur le lac dans le brouillard. La naissance d'Ève me fut douce. Tandis que dort Adam parmi les fleurs du paradis terrestre, elle surgit droite et nue, les cheveux dénoués. Un de ses genoux, — regardez, j'en suis sûr, — infléchi à peine, est caressé par le jour. Par elle, par cette clarté de son genou, j'ai pressenti la perfection pure de la nudité bien avant d'en soupçonner le désir. Abraham conduit son troupeau dans la terre de Chanaan, et les dos de moutons pressés ondulent comme les vagues que j'avais pu observer de la grève. Le berceau de Moïse dérive sur le Nil : la fille de Pharaon est sortie de son palais qu'on aperçoit dans le soleil : elle s'avance vers le fleuve; une de ses suivantes arrête la petite nacelle. Rebecca, aux longs voiles blancs, appuie sa cruche à la margelle du puits et cause avec Eliézer, vieillard respectable, mais je ne la distingue pas de la Samaritaine qui a pris la même pose. Ruth agenouillée glane les épis. Les grands cèdres du Liban, abattus, gisent sur le sol que recouvrait leur ombre : ils attendent de servir à la construction du temple de Jérusalem. L'ange de l'Annonciation flotte dans l'air, comme une feuille qui tombe et que le vent maintient. Jésus, chez Lazare, est assis au bord de la fenêtre où le clair de lune se glisse entre des palmiers : Marie, couchée à ses pieds, l'écoute; Marthe, debout, s'occupe aux soins du ménage. Images d'où la paix coule ainsi qu'une eau limpide, et qui ne sont que la transposition de scènes quotidiennes, presque pareilles à celles que j'avais pu voir à la maison et à la campagne, tableaux de vies obscures où Dieu passe.

Un jour que je ne me souciais pas d'assister au retour de l'enfant prodigue dans la maison paternelle, ma mère, qui aimait cette parabole, me demanda la raison de ce dédain :

— Et cette page, pourquoi ne la regardes-tu pas?

Je fis le dégoûté. Elle me paraissait banale. Un père qui pardonne à son fils, quoi d'étonnant!

Athalie qui accroche ses mains désespérées à la paroi du temple, tandis que les soldats accourent qui vont la massacrer, rappela son couvent à ma mère. Elle avait elle-même pris part aux chœurs de cette tragédie que Racine écrivit pour les jeunes Saint-Cyriennes et que, par une heureuse tradition, représentaient jadis tous les pensionnats de jeunes filles : les vers lui en revenaient en foule :

> Tout l'univers est plein de sa magnificence :
> Qu'on l'adore, ce Dieu ! qu'on l'invoque à jamais...

Elle les récitait avec cette émotion qu'elle apportait aux choses religieuses, et son accent me touchait plus directement que cet art savant qui me dépassait. Un autre petit livre devait m'ouvrir à la poésie : c'était un livre de ballades. Un chevalier ravissait dans une forêt à Titania, reine des elfes et des sylphes, la coupe du bonheur et l'emportait dans son château au galop de son cheval; une petite fille, au bord d'un torrent, chantait la romance du nid de cygne caché parmi les roseaux et rêvait d'un chevalier qui viendrait sur un cheval rouan; le lord de Burleigh épousait une bergère qui, dans le palais où il l'emmenait, languissait et mourait du regret de son village et de sa chaumière. Comme je partageais leurs désirs et leurs mélancolies! Leurs peines de cœur me versaient un mal délicieux que je ne savais pas approfondir. Cependant, je commençais à discerner que nous avons en nous-mêmes une source jaillissante de jouissances infiniment délicates.

Mon père se méfiait-il de ces excitations comme de la musique de grand-père? Il m'apporta de courtes et claires biographies de grands hommes. Ce n'est jamais trop tôt pour se colleter avec elles. On prend l'habitude de se comparer à des héros et l'on ne manque pas de se dire : — J'ai le temps devant moi. Je veux, à leur âge, les avoir enfoncés... Peu à peu on recherche ceux dont les exploits furent tardifs. J'avais lu, sur je ne sais plus lequel de ces personnages exemplaires, qu'il était entré à

l'école de l'adversité. Et cette école que j'imaginais pour le moins aussi difficile que Polytechnique ou Saint-Cyr à quoi se destinait mon frère Bernard, je brûlais de m'y présenter. Je ne savais pas que c'est la seule qui n'exige aucun examen, aucune démarche, surtout aucune recommandation. Je confiai mon désir à ma mère. Elle sourit, ce qui me contraria, et m'assura que je m'y présenterais en effet, mais qu'elle souhaitait que ce fût le plus tard possible.

Ces lectures se traduisaient chez moi par un état d'enthousiasme et de gloire. Je n'eusse pas compris l'ironie. Dans ma famille, personne ne s'en servait. Il n'y avait que le petit rire de grand-père. Mes parens aimaient la gaîté, se plaisaient même au bruit que nous faisions, mais ils ne se moquaient jamais. Ils prenaient la vie sérieusement, comme une occasion de bien agir, et ils estimaient qu'elle mérite les plus grands égards. A la première visite qu'il daigna me faire après s'être assuré de ma guérison, grand-père, feuilletant ma bibliothèque, laissa échapper des exclamations :

— Oh! oh! la *Bible!* et les *Hommes illustres!* Pauvre petit! Attends, attends, je t'en apporterai, moi, des livres.

Et il m'apporta en effet les *Scènes de la vie privée et publique des animaux* et les *Aventures de trois vieux marins*, tous deux ornés d'illustrations. Ce dernier volume était dans un piteux état : déficelées, les feuilles s'en allaient, et la fin manquait ainsi que la couverture. Il devait être traduit de l'anglais et son humour me déconcerta. Ces trois marins, échappés d'un naufrage, abordaient dans une île déserte où ils étaient poursuivis par un tigre. Ils grimpaient sur un arbre pour échapper à cette bête féroce, et on les voyait, sur la gravure, agrippés au tronc, juchés les uns sur les autres, les cheveux hérissés, les yeux hagards, les doigts de pied crispés. Le fauve bondissait pour les atteindre. On pouvait prévoir qu'avec un peu d'entraînement il les atteindrait. Alors, dans une résolution farouche, inspirée de la nécessité la plus impérieuse, les deux plus haut perchés pesaient de tout leur poids sur celui du bas, afin de le forcer à lâcher prise, espérant que cette proie suffirait à assouvir la rage de l'assaillant. Et tout en s'alourdissant de leur mieux, ils adressaient à leur malheureux compagnon des paroles funèbres et touchantes :

— Adieu, Jérémie (c'était son triste nom), nous irons consoler votre pauvre père et votre fiancée...

Mais Jérémie, comme Rachel, ne voulait pas être consolé et se raidissait pour tenir bon. Accoutumé aux récits héroïques, je me fâchai contre ces traîtres.

Les *Scènes de la vie des animaux* me parurent plus chargées de sens. C'était un recueil bigarré que toutes les bibliothèques d'autrefois s'enorgueillissaient de contenir. Les vignettes de Grandville me révélaient une humanité nouvelle ou plutôt me révélaient chez les hommes, où je n'avais vu jusqu'alors que l'image de Dieu, les traces de l'animalité. Les animaux du livre étaient costumés en hommes et en femmes, et leur ressemblaient. Je me familiarisai vite avec ce procédé : les déguisemens étaient si naturels! Voici l'hirondelle en facteur, le chien en laquais, le lapin en petit employé subalterne, et voilà le vautour en propriétaire, le lion en vieux beau, le dindon en banquier, l'âne en académicien. Le mille-pattes joue du piano et la demoiselle danse sur la corde pendant que le criquet se fait une trompette de la corolle d'un liseron. Le caméléon, député, monte à la tribune pour affirmer qu'il est heureux et fier d'être comme toujours de l'avis de tout le monde. Le requin et la scie revêtent des blouses de chirurgiens et déclarent honnêtement : « Nous allons inciser les muscles, trancher les os, en un mot guérir les malades. » Le loup, meurtrier d'une brebis, lit dans sa prison les *Idylles* de Mme Deshoulières, tandis que la célébrité lui vient sous la forme d'une complainte que vendent les camelots et qui se chante sur l'air de *Fualdès*.

Écoutez, Canards et Pies,
Geais, Dindons, Corbeaux et Freux,
Le récit d'un crime affreux
Et bien digne des Harpies,
L'auteur de cet attentat
Fut un loup peu délicat.

L'ours se plaît dans la solitude familiale : on le voit qui chauffe son dernier-né en le tenant par les pattes devant le feu ; sa femme étend du linge à sécher, et un jeune ourson, dans un coin, retrousse sa petite chemise pour prendre une précaution avant de s'aller coucher ; cependant on sonne à la porte, et la légende explique : « Nous vivons entre nous, nous détestons les importuns et les visites. » Un perroquet qui agite les ailes sans réussir à voler représente l'illustre poète Kacatogan. Et la

merlette, avec la pie et la corneille, compose un trio de femmes de lettres. J'ignorais ce que pouvait être une femme de lettres, mais le merle blanc, qui est poète comme le perroquet, me l'apprit dans ses mémoires : *Tandis que je composais mes poèmes, elle barbouillait des rames de papier. Je lui récitais mes vers à haute voix, et cela ne la gênait nullement pour écrire pendant ce temps-là. Elle pondait ses romans avec une facilité presque égale à la mienne, choisissant toujours les sujets les plus dramatiques : des parricides, des rapts, des meurtres, et même jusqu'à des filouteries, ayant toujours soin, en passant, d'attaquer le gouvernement et de prêcher l'émancipation des Merlettes. En un mot, aucun effort ne coûtait à son esprit, aucun tour de force à sa pudeur; il ne lui arrivait jamais de rayer une ligne, ni de faire un plan avant de se mettre à l'œuvre. C'était le type de la Merlette lettrée.*

Tante Dine aussi pondait ses histoires avec une facilité merveilleuse et préférait les sujets terribles. Je la soupçonnais même de ne pas savoir, en commençant, comment elle finirait et d'inventer au fur et à mesure la trame de ses récits. Alors, pourquoi n'écrivait-elle pas? Le plus simple était de le lui demander :

— Tante Dine, êtes-vous une femme de lettres?

Elle me pria de répéter deux fois ma question, comme si les femmes de lettres appartenaient réellement au règne zoologique, dans la catégorie des monstres. Après quoi, elle haussa les épaules et ne daigna même pas me répondre directement :

— Cet enfant est complètement fou. Les bouquins d'Auguste lui ont détraqué la cervelle.

Il fut question de me retirer les *Scènes de la vie des animaux* dont les caricatures parvinrent à rassurer et même à dérider mon père. L'incident eut pour effet de m'attacher davantage au Merle blanc, qui avait failli être la cause de cette mise à l'index. Et je compris bientôt ce qui séparait indubitablement tante Dine de la Merlette lettrée. Celle-ci, d'un plumage immaculé, était toute peinte et enduite d'une couche de farine qui lui donnait cet air de tomber du ciel. Le Merle blanc qui ne s'en doutait pas et croyait avoir découvert en elle un être unique au monde, se méfiant d'un pot de colle dont il n'apercevait pas l'usage, tenta une expérience qui fut désastreuse. Par le moyen de sa poésie, il s'excita à la tendresse et versa d'abondantes

larmes sur sa compagne, ce qui fondit le badigeon, de sorte qu'il reconnut en elle la plus banale des merlettes. Bien souvent j'avais pleuré dans les bras de tante Dine : elle compatissait à mes maux sans rien perdre de ses couleurs. Elle ne se servait ni de colle ni de farine ; non, décidément, elle aurait beau imaginer les plus belles histoires, elle ne serait jamais une femme de lettres.

Une autre science me vint du Merle blanc. J'appris de lui à subir le charme des mots pour eux-mêmes, indépendamment de ce qu'ils signifient. Après sa déconvenue conjugale, il s'en allait dans une forêt conter ses peines au Rossignol et il lui confiait cette plainte : *J'ai coordonné des fadaises pendant que vous étiez dans les bois.* Je n'en saisissais pas le sens à cause de la coordination des fadaises qui m'échappait, et cependant j'aimais à me bercer de cette phrase que je me répétais à moi-même à l'infini. La réponse du Rossignol, plus chargée encore de mystère, me bouleversait : *Je suis amoureux de la Rose*, soupirait-il : *Sadi, le Persan, en a parlé ; je m'égosille toute la nuit pour elle, mais elle dort et ne m'entend pas. Son calice est fermé à l'heure qu'il est, elle y berce un vieux scarabée ; et demain matin, quand je regagnerai mon lit, épuisé de souffrance et de fatigue, c'est alors qu'elle s'épanouira pour qu'une abeille lui mange le cœur.* Je ne me souciais ni du vieux Scarabée ni de Sadi le Persan : le Rossignol épuisé et cette Rose au cœur dévoré me communiquaient, par la magie des syllabes, une sorte de pressentiment lointain de la douleur amoureuse où je trouvais de vagues et ineffables mélancolies.

Ces mélancolies étaient fort passagères. Bien plutôt j'empruntai à mes nouveaux amis, les animaux, un art de la moquerie dont je tirais un vif agrément. Je ne pouvais voir personne sans lui chercher son double parmi les bêtes. Avec sa face plate et ses yeux ronds, Tem Bossette devint une grenouille, celle-là même qui veut se faire aussi grosse que le bœuf ; Mimi Pachoux au pas fugitif et aux promptes disparitions fut comparé à un rat, et le Pendu, qui semblait toujours gêné dans l'exercice de ses bras, au Kangourou dont les membres antérieurs sont très courts.

Mon tour d'esprit choquait et même affligeait ma mère. Elle reçut, un jour, en ma présence, une personne hors d'âge qui dirigeait un ouvroir, fondait un orphelinat, bâtissait une école,

en un mot, dirigeait dans la paroisse plus d'œuvres qu'il n'y en avait. Elle s'appelait Mlle Tapinois. Elle était longue et sèche, avec un nez pointu, des épaules tombantes et un air gelé. Elle roucoulait à voix basse sans interruption. Quand elle fut sortie, je montrai à ma mère, sur mon livre, une vieille colombe en camisole de nuit, un bougeoir à la patte :

— Mlle Tapinois, dis-je triomphalement.

Ma mère protesta contre mon inconvenante comparaison :

— C'est une sainte fille, conclut-elle pour m'émouvoir.

Mais je compris, sans en recevoir l'aveu, qu'elle avait apprécié la ressemblance.

Encouragé par le demi-succès que me valut Mlle Tapinois, je guettai désormais les visites pour leur infliger le même traitement, et la facilité de ce jeu me surprit. Je trouvai sans peine un gros rentier pour l'éléphant, un triste conservateur des hypothèques pour le hibou, un pianiste pour le mille-pattes. Un vieux noble au nez busqué me rappela le faucon que *les Révolutions avaient ruiné*. Ma collection, en peu de temps, s'enrichit de l'ours, du caméléon et de plusieurs lapins sortis de l'enregistrement ou des contributions. Mais le pays manquait alors de muses départementales dignes d'être cataloguées parmi les merlettes. On m'assure qu'elles foisonnent aujourd'hui.

Grand-père, à qui je fis part de mes observations, m'approuva entièrement :

— Tu sais maintenant, m'assura-t-il, que les animaux et les hommes sont frères. Mais les animaux valent mieux que nous.

Cependant un secret instinct m'avertissait de ne pas consulter mes parens à ce sujet.

VII. — LE DÉSIR

Les beaux jours étaient revenus. Trois mois nous séparaient encore des vacances. Mon père, d'accord avec le petit collègue craintif qu'il avait à nouveau consulté pour appuyer son propre avis, déclara que je ne retournerais pas au collège avant la rentrée d'octobre :

— Cet enfant a besoin de grand air. Il faut avant tout lui refaire une santé.

Je fus peiné de cette décision, qui m'atteignait dans mon amour-propre. Mis en congé pendant tout le dernier trimestre, je

ne pouvais plus songer à obtenir des couronnes à la distribution des prix. Or l'émulation me stimulait et la première place m'était agréable, de quoi grand-père se moquait :

— Ces classemens ne signifient rien. Premier ou dernier, c'est tout pareil.

Le programme de vie que mon père me traçait était bien simple : des promenades matin et soir, loin des microbes de la ville, dans la campagne où l'on respire un vent frais que les poitrines humaines n'ont pas contaminé. Ainsi je reprendrais des forces et de l'appétit. Mais qui m'accompagnerait et me conduirait ? Qui assumerait ce préceptorat ambulant ? Mon père, déjà retardé par ma longue maladie, appartenait à son absorbante profession. Ma mère, dont la présence était constamment requise par toute la famille, et surtout par les plus petits, ne quittait guère la maison que pour l'église. Tante Dine manquait de jambes au dehors, ce qui ne l'empêchait pas de monter et descendre les escaliers cent fois par jour, de la cuisine à la tour, et de la tour à la cuisine. Restait grand-père. Il se promenait déjà matin et soir pour son propre compte : que lui coûterait-il de m'emmener avec lui ? Les choses s'arrangeaient à merveille, et cette solution s'imposait. Je compris cependant qu'elle rencontrait de vives résistances; car j'entendis de contrebande que mes parens la discutaient, sur ce ton calme et confiant qu'ils avaient accoutumé de prendre pour régler d'un commun accord les questions qui nous concernaient.

— Je ne voudrais pas, disait mon père, qu'il le détournât de la maison.

— Oh ! répondait-elle comme si c'était mal de s'arrêter à cette pensée, il ne ferait pas cela. Tu ne le crois pas de ton père, n'est-ce pas ? Sans doute il a ses lubies, et ses idées ne sont pas souvent les nôtres. C'est Dieu qui lui manque. Mais il est bon, il te sera reconnaissant de ta confiance. Et nous ne pouvons pas nous adresser à un étranger.

— Je ne suis pas sans inquiétude, conclut mon père.

Et, un peu plus tard, il reprit :

— Je lui parlerai. C'est indispensable.

Grand-père, quand on lui proposa cette mission dont j'étais l'objet, l'accueillit sans enthousiasme et sans hostilité, avec une indifférence qui me vexa :

— Moi, je veux bien. Que je me promène seul ou avec quel-

qu'un, ça m'est égal. (Naturellement !) Les enfans, il faut qu'ils vivent dehors. Les études ne servent à rien. C'est comme les remèdes.

Mon père dut avoir avec lui un entretien auquel je n'assistai pas, et ce fut une affaire décidée. Comment se comporterait vis-à-vis de moi ce nouveau compagnon ? Il nous traitait, mes frères et sœurs et moi, et jusqu'aux deux plus jeunes, en personnes raisonnables, seulement un peu plus amusantes que les autres, et il attachait autant de considération à nos paroles qu'à celles des adultes ; mais nous avions l'impression qu'il nous confondait les uns avec les autres et qu'il se passait de nous volontiers, ce qui nous semblait injurieux.

Pourquoi mon père avait-il avoué à ma mère qu'il n'était pas sans inquiétude ? Le matin de notre première sortie, je le revois sur le seuil de la porte. Il m'inspecte, il m'enveloppe tout entier de son regard, puis, d'un geste résolu, il me prend la main et la met dans celle de grand-père avec une certaine solennité, convenable au roi régnant, dont je fis la remarque :

— Voici mon fils, ajouta-t-il. Je vous le confie. C'est l'avenir de la maison.

Grand-père reçut le précieux dépôt sans embarras et répliqua d'une voix un peu bourrue qui réduisait immédiatement l'incident à des proportions familières :

— Sois tranquille, Michel. On ne te le prendra pas.

Entre les deux je souris. Comment grand-père m'aurait-il pris à mon père ?

Les moindres détails de cette promenade me demeurent présens. Rien n'est plus équitable : elle a tant d'importance dans ma vie. Mais tout a de l'importance quand on est petit. Après la pluie, les paysages mouillés ont l'air de se rapprocher et par toutes leurs gouttes d'eau les plantes reflètent la clarté du soleil. Mes yeux, lavés par la maladie, devaient ainsi rayonner.

— Où irons-nous, grand-père ?

Je penchais pour la direction de la ville où nous rencontrerions des attractions de toutes sortes, boutiques, bazars, étalages, et beaucoup de visages, de bruit, de mouvement.

Nous commençâmes par nous heurter à la grille fermée dont nous avions oublié d'emporter la clé.

— Va la chercher, me dit-il. Mais pourquoi diable barricader cette porte ?

C'était une des mille précautions de tante Dine qui, la veille ou l'avant-veille, avait aperçu de loin une roulotte et menait dès lors autour de l'immeuble une garde prudente. Je courus, un peu scandalisé par cette réflexion. Ne fallait-il pas protéger la maison contre les ennemis? Un royaume a des frontières dont il doit exiger le respect, et n'était-ce pas assez des ténèbres qui, le soir, pénètrent partout sans permission malgré les barrières?

Enfin nous voilà partis et tout de suite grand-père tourne le dos à la ville :

— Mon petit, je n'aime pas les villes.

Adieu, boutiques et visages! Nous n'avions pas marché dix minutes qu'il imagine de quitter la grand'route où nous cheminions à l'aise, bien gentiment, sans nous presser, pour prendre un sentier de traverse qui s'en allait à l'aventure parmi les champs.

— Vous vous trompez, grand-père.

— Pas du tout. Mon petit, je déteste les routes.

Ah! mais, il commençait de me surprendre beaucoup plus que lorsqu'il descendait à la salle à manger avec son bonnet grec et sa robe de chambre. J'avais toujours pensé que les routes étaient faites pour qu'on s'en servît, et il les méprisait. Pourtant on ne pouvait pas s'en passer quand on sortait.

Le sentier à peine tracé que nous suivions nous obligea à nous dédoubler. Je passai devant, en éclaireur. D'un côté, poussait du froment déjà haut, et de l'autre, des avoines légères qui tremblaient sur leurs minces tiges. Je connaissais, par l'enseignement du fermier, les cultures de la terre. Avoine et blé se rejoignirent bientôt fraternellement devant moi.

— Grand-père, il n'y a plus de chemin.

C'était à prévoir. Notre sentier se perdait. Grand-père, tranquillement, me devança, parut s'orienter, huma le vent, écrasa quelques graminées et parvint à une haie qu'il franchit avec une aisance étonnante pour son âge.

— Mon petit, me déclara-t-il en m'aidant à traverser, j'ai horreur des clôtures.

Notre association commençait bien. Point de villes, point de routes, point de barrières. Nous entrâmes bientôt dans un bois de châtaigniers qui ne ressemblait pas à l'assemblée de quatre ou cinq arbres dont s'enorgueillissait notre enclos. C'était, sur

nous, une voûte épaisse que les troncs et le jet des branches supportaient comme des piliers colossaux. Je vis grand-père se pencher et cueillir dans la mousse un champignon pareil à une petite ombrelle blanche grande ouverte.

— C'est, me dit-il, une espèce d'amanite. On la croit dangereuse quand elle est comestible (pour me le prouver, il la goûta). Ce n'est pas encore la saison. Je t'apprendrai à connaître tous ces cryptogames. Il y en a très peu de mauvais. La nature est bonne et ne nous veut aucun mal. Ce sont les hommes qui la gâtent. Je connais un curé qui vit de bolets Satan et n'en est pas incommodé.

Et il rit tout seul de son curé, qui absorbait le diable sans indigestion.

Nous parvînmes enfin dans un espace découvert d'où l'on n'apercevait aucune maison, et pas même des champs cultivés. Toute trace humaine en était absente. Le bois nous séparait de la ville et du lac, toujours sillonné par quelques voiles. Nous étions adossés à une colline rocheuse dont la pierre était à demi recouverte de bruyères et de ronces. De la paroi tombait une mince cascade, qui se changeait, à nos pieds, en un ruisseau paisible et transparent. Nous foulions des fougères et une herbe épaisse semée de toutes les fleurs du printemps. L'eau donnait à cette végétation une puissance exubérante. Le bruit monotone de la chute ne réussissait pas à rompre la solitude de ce lieu âpre et doux ensemble, et si bien caché. On aurait pu s'y croire à l'extrémité du monde ou à son origine. Je m'y sentais à la fois heureux et abandonné. Certes, j'avais fait bien d'autres expéditions avec mon père. Mais il nous menait sur des hauteurs qui commandaient la plaine : il nous désignait par leurs noms les montagnes qui servaient à l'horizon de limites, les villages que nous dominions, les ports qui occupaient les deux rives. Il nous donnait l'impression d'une terre habitée, et qui était belle et intéressante parce qu'elle était habitée. Et voici que je découvrais l'attrait de la sauvagerie.

— Comment cela s'appelle-t-il ? demandai-je à mon grand-père, afin de me rassurer.

— Et quoi donc ? répondit-il sans comprendre.

— L'endroit où nous sommes.

Ma question l'étonna et me valut un petit rire assez désagréable :

— Cela n'a pas de nom.

— A qui est-ce?

— Mais à personne.

A personne? c'était bien étrange, De même que la maison avait toujours dû nous appartenir, je pensais que la terre avait toujours été divisée en propriétés.

— A nous, si tu veux, reprit grand-père.

Et son rire, son terrible petit rire commença de ruiner mes idées sur la vie, mes croyances. Cela me faisait l'effet du coup de doigt que je donnais quand je bâtissais des monumens avec mon jeu de constructions. L'édifice montait, je touchais à peine une des colonnes de base, et tout croulait.

— Oh! à nous! protestai-je.

On ne s'emparait pas, comme ça, du bien d'autrui, sous prétexte qu'on ignorait le nom du propriétaire. Toutes les notions que j'avais reçues s'y opposaient.

— Mais oui, petit nigaud, reprit-il. Chacun trouve son bien sur la terre. Ce coin te plaît? il est à toi. Il est à toi, cemme le soleil qui nous chauffe, l'air que nous respirons, la douceur de ces premiers jours printaniers.

Je n'étais pas convaincu. Des résistances confuses se levaient en moi, frémissantes : je ne parvenais pas à leur donner une expression et je dus me contenter de cette objection piteuse :

— Oui, mais je n'y pourrais rien prendre.

— Tu y prends ton plaisir, c'est le principal.

Et, sûr de sa victoire, il l'acheva en invoquant le témoignage d'une tierce personne :

— Jean-Jacques, mieux que moi, t'expliquerait que la nature contient le bonheur de l'homme. Jean-Jacques aurait aimé cette retraite.

Il prononçait : *Jean-Jacques*, en arrondissant la bouche et roulant les yeux, onctueusement et dévotement. Il en parlait comme tante Dine des saints les plus notoires et les plus utiles, saint Christophe, par exemple, qui protège contre les accidens, ou saint Antoine, qui aide à découvrir les objets perdus. Intrigué, je le questionnai sans retard :

— Qui ça, Jean-Jacques?

— Un ami : un ami que tu ne connais pas.

Mais si : je connaissais ou je croyais connaître les amis de grand-père. Il recevait peu de visites. C'étaient d'autres vieil-

lards qui paraissaient plus âgés, qui étaient tristes et qui l'ennuyaient très vite. Il y en avait un qui s'asseyait sans un mot et demeurait ainsi longtemps, immobile et muet. Un jour grand-père l'oublia dans sa chambre : à son retour il le trouva à la même place, endormi. Il se plaignait ouvertement de la venue de tous ces *vieux*, comme il les appelait, dont aucun, j'en étais sûr, ne répondait au nom de Jean-Jacques. Au contraire, il descendait volontiers an salon quand il pensait y rencontrer des dames.

L'heure nous pressant, nous retraversâmes le bois de châtaigniers, mais pour sortir d'un autre côté, en trouant une seconde haie de jeunes acacias. Je revis avec un plaisir manifeste des champs et des maisons.

— Tiens, voilà des propriétés! fit grand-père devant ces cultures.

Et ses lèvres se chargèrent de mépris. Sans me déconcerter, je réclamai une orientation :

— Où est la nôtre ?

— Je n'en sais rien. Cherche là-bas, sur la gauche. Tu la verras bien en rentrant. Moi, quand je me promène, c'est au hasard. On se retrouve toujours.

Quand nous rejoignîmes le grand chemin, je me serrai contre mon nouveau précepteur, à cause d'un spectacle bizarre et inquiétant que j'apercevais :

— Grand-père, regardez la route.

Au delà d'un talus, elle semblait venir à nous, d'un mouvement lent et uniforme. Tout à l'heure, elle serait là. Grand-père mit ses mains en abat-jour pour mieux circonscrire sa vue et il me donna l'explication du phénomène :

— Ce sont les moutons qui, au printemps, quittent la Provence pour gagner les hauts pâturages. On les conduit ainsi par petites étapes. Rangeons-nous sur le bord, à l'abri de ce tas de cailloux, et nous les verrons défiler.

Ainsi averti, je séparai bientôt du chemin presque blanc le troupeau d'un ton gris-jaune et brun qui composait une masse unique et grouillante, continuée au-dessus de tous ces dos balancés régulièrement par un mince nuage de poussière qui, de chaque côté, débordait sur les champs. Instantanément je revis l'image de ma Bible qui représentait Abraham s'en allant dans la terre de Chanaan.

Au-devant marchait un berger enveloppé dans une grande cape qui avait dû supporter le vent et la pluie bien des fois, car elle était de la couleur verdâtre de ces toits de chaume sur lesquels de nombreux hivers ont pesé. Malgré le soleil, il ne semblait pas gêné d'une si ample couverture. Sans doute notre soleil n'était pas celui qu'il avait quitté. Son chapeau rabattu noircissait d'ombre tout le haut du visage dont ne ressortait nettement que la barbe, qui était grise. C'était déjà un vieil homme. Il avançait lentement avec un léger dandinement de tout le corps. On aurait pu le confondre avec un mendiant sans une involontaire majesté qui le recouvrait comme son manteau, celle du capitaine qui dirige sa compagnie, celle du semeur qui jette les grains. Il ne faisait pas plus vite un pas que l'autre. Et le rythme de cette allure égale devait se transmettre jusqu'au bout de la colonne. Il donnait l'impression que toute la campagne le suivait, obéissait en cadence à la loi qu'il fixait, et les bœufs qui tracent les sillons, et les faucheurs qui dévêtent les prairies, et le matin et le soir dociles au retour, et même, la nuit, les étoiles qui parcourent sans hâte une partie du ciel et que j'avais cru voir remuer dans la lunette de grand-père.

Il me parut si important que je le saluai, mais il ne me rendit pas mon salut et ne daigna pas se détourner de sa tâche absorbante. Grand-père commença une phrase :

— Dites-moi, berger...

Et il jugea inutile de l'achever, à cause de tant de gravité qu'il avait reconnue.

Derrière l'homme qui avait un chien noir dans les jambes, venaient, en triangle, trois bourriques pelées et efflanquées, chargées d'objets qu'on ne voyait pas, car une bâche les cachait. Elles baissaient la tête vers le sol, comme si elles voulaient le renifler ou le brouter. Ensuite, c'était le gros de l'armée, le peuple des moutons pressés les uns contre les autres, par huit ou dix de front quand on pouvait les compter : la plupart du temps, les rangs étaient incertains et soumis à des flux et à des reflux. Toute cette laine oscillait comme si elle appartenait à une bête unique, interminable et rampante, secouée de frissons continuels.

Je ne distinguai rien tout d'abord dans ce tas qu'un même mouvement agitait. Puis, je remarquai les petites taches sombres

que faisaient les oreilles. Peu à peu je m'habituai, et du groupe compact et monotone, quelques personnalités surgirent. Il y avait des béliers, généralement plus hauts de taille, avec de longues cornes roulées et des sonnailles pendues au cou par un collier de bois en forme de fer à cheval. Il y avait des brebis d'uue robe plus soignée que le commun, blanches ou noires avec une certaine ostentation. Il y en avait aussi de vagabondes, capricieuses comme des chèvres, qui auraient aimé à sortir de la voie ordinaire, sans la vigilance des chiens qui opéraient sur les flancs, chiens gris à longs poils, avec des yeux luisans au fond d'une caverne de sourcils, attentifs et actifs, et que rien ne pouvait distraire de leur travail de sergens. L'une d'elles monta sur les pierres qui nous abritaient et fut imitée aussitôt par quelques-unes de ses compagnes. Un des gardiens coupa court à cette fantaisie et, gueule ouverte, les obligea à regagner leur place.

Il en passa, il en passa. Je crus que cela ne finirait plus, et j'estimais leur nombre à plusieurs milliers. Peut-être, en réalité, en passait-il bien trois ou quatre cents. Le flot se ralentit. Les rangs se desserrèrent. Sept ou huit moutons débandés clôturèrent le défilé. Et ce fut enfin l'arrière-garde, composée de quatre bourricots bâtés et d'un second berger, moins auguste et solennel que le premier. Quand celui-ci fut à notre hauteur, grand-père enhardi lui posa la question que l'autre n'avait pas écoutée :

— Eh ! berger, comme ça, où allez-vous ?

C'était un homme jeune, souple, maigre et musclé, le couvre-chef en arrière, en veston court, une ceinture rouge autour des reins, et qui ne devait se soucier ni du chaud ni du froid. Il montrait en pleine lumière sa figure bronzée. Pour se distraire, il sifflait, et, en sifflant, il souriait comme s'il s'amusait de sa musique ou peut-être le pli des lèvres lui donnait-il l'air de sourire.

A la question de grand-père, il éclata de rire franchement, et dans la bouche les dents brillèrent, des dents comme j'en avais vu à des loups ou à des fauves dans une ménagerie où l'on m'avait mené. Et, avec simplicité, il répondit :

— A la montagne.

Quelle étrange résonance ont en nous certaines syllabes ! Il aurait désigné par son nom la montagne où son troupeau allait

paître, que ce renseignement ne m'aurait point frappé. Tandis que son imprécision inattendue me communiqua, — par quel sortilège, — la nostalgie de l'altitude. Ce fut un choc inexpliqué et fulgurant. Du lieu désert et sauvage dont je revenais avec grand-père je n'avais pas compris le charme. Non seulement j'y fus initié instantanément, j'en élargis encore l'isolement et la sauvagerie, jusqu'à en remplir tout l'espace. Je sentis sur mon front un souffle plus froid et plus rude, le vent des sommets que je ne connaissais pas. Plus tard, des poèmes, des symphonies m'ont rendu cette sensation imaginaire, mais en l'atténuant. Dans chaque découverte qu'il fait, le cœur donne, comme une vierge, sa nouveauté.

Avant le passage des moutons, je m'étais orienté tant bien que mal. La maison, en contre-bas de la route, à droite de la ville, au-dessus du lac, je l'avais fièrement dévisagée, malgré les arbres qui l'entourent. Elle qui m'avait toujours paru si grande, vaste comme un royaume, voici que je commençai de la trouver petite et mesquine, parce que j'entendais chanter en moi ces trois mots :

— A la montagne !

Je devais, quelques années plus tard, approcher et escalader nos montagnes, celles qu'assiègent les pins et les mélèzes et celles dont les glaces sont l'unique végétation, celles que l'herbe tapisse et qui sont douces. comme une chair fleurie, celles qui sont tout en muscles et en os, comme des personnages de Michel-Ange, celles dont la blancheur perfide ne sort de son immobilité qu'aux embrasemens du soleil couchant. Elles m'ont appris la patience, le calme, et peut-être, aussi, le mépris, bien qu'un des plus durs préceptes chrétiens nous oblige à ne mépriser personne. Là, j'ai rencontré et goûté tour à tour la guerre et la paix, la lutte et la sérénité, l'enivrement de la solitude et la gloire de la conquête dans l'aveuglante splendeur des neiges. Elles ne m'ont rien donné qui ne fût contenu en germe dans la réponse du pâtre...

A l'arrivée, quand nous ouvrîmes le portail, Tem Bossette et ses deux acolytes piochaient, le nez penché vers la terre. L'un d'eux nous ayant signalés, ils se reposèrent d'un commun accord. Notre complicité leur était acquise.

Tante Dine me félicita de mes joues rouges, ma mère remercia grand-père de ses attentions. Mon père me demanda :

— Es-tu content ?

Et sur mon affirmation, il se réjouit. Personne ne soupçonnait, et moi-même pas davantage, que ce petit garçon, jusqu'alors comblé et qui n'imaginait rien au delà de la maison, rapportait de sa promenade le désir.

VIII. — LA DÉCOUVERTE DE LA TERRE

Cette période de ma vie est toute lumineuse dans mon souvenir. Il semble plus tard que le soleil se soit un peu usé. Je me promenais matin et soir avec grand-père, j'affermissais mes rapports avec la nature et j'inaugurais un costume neuf. C'était le premier; jusqu'alors, je portais ceux de mes frères aînés, qu'on rafistolait pour moi. Une couturière ajustait et raccommodait sur place les vêtemens que l'on me destinait. Elle était laide à souhait et recommandée par Mlle Tapinois, qui pensait l'avoir formée à son ouvroir. Pendant ma maladie, j'avais grandi excessivement. Quelle ne fut donc pas ma surprise quand je fus informé qu'un tailleur, un vrai tailleur, viendrait prendre mes mesures, — les miennes et non pas celles d'Étienne ou de Bernard! Ce tailleur se nommait Plumeau. Tout en hauteur comme un piquet, il flottait dans une immense redingote. Voulut-il, comme Dieu lorsqu'il créa l'homme, me faire à son image et à sa ressemblance? Il me composa un complet vert-olive qui accentuait ma maigreur et pour lequel il n'avait rien négligé. Le veston, rivalisant avec un pardessus, descendait jusqu'aux genoux, l'étoffe défiait le temps par sa solidité. J'en avais de toute évidence pour m'habiller jusqu'au baccalauréat. J'eus l'impression qu'on m'avantageait trop et ma coquetterie regimba. Toute ma famille avait été réunie pour me contempler et ratifier la livraison. On me contraignait à me tourner et retourner comme un cheval sur le marché, et je montrais une figure hostile, presque aussi longue que mon veston.

— Ça ira, déclara mon père.

Ça irait? Oui, dans deux ou trois ans, quand j'aurais beaucoup grandi encore. Ma mère n'osait pas trop donner son approbation. Mes frères se contenaient, mais je devinais qu'ils étouffaient une envie de rire, ce dont Louise ne se privait pas. Tante Dine sauva la situation qui se gâtait. Elle arriva en retard, car elle ravaudait dans la chambre de la tour quand on lui

avait signalé le débarquement de M. Plumeau. On l'entendit dans l'escalier avant de la voir. L'espoir, déjà, revint. Et ce fut l'entrée de troupes fraîches sur le champ de bataille. Elle décida du sort de la journée.

A peine m'eut-elle découvert dans le vêtement où je me perdais qu'elle s'écria :

— C'est admirable, François. Je ne vous le tairai pas plus longtemps : je n'ai jamais vu personne aussi bien habillé.

Chacun respira et je fus réconforté. Je le fus même tant et si bien que, ne voulant plus me séparer du fameux costume, je le revêtis en cachette pour ma prochaine promenade. Grand-père n'y prêta aucune attention. Mais je fus rejoint à la grille par tante Dine essoufflée :

— Mauvais garnement, me dit-elle, sortir avec un habit de cérémonie !

Pour un peu, elle m'eût déshabillé dans la rue de ses propres mains. Je dus rentrer sous son égide pour échanger ma livrée contre une défroque moins reluisante, et cette promenade-là fut gâtée. Mais les suivantes me dédommagèrent. Ce fut la forêt et ce fut le lac.

Cette forêt faisait partie, avec des vignes et des fermes, d'un domaine historique dont le château, à demi croulant, avait subi des sièges, reçu de grands personnages de guerre ou d'Église, et n'était plus habitable. Le tout appartenait à un colonel de cavalerie en retraite, fils d'un baron de l'Empire, qui n'avait pas de quoi l'entretenir décemment et le laissait péricliter : il vivait seul et montait du matin au soir l'un ou l'autre de ses vieux chevaux sans sortir de ses propriétés. Nous y pénétrâmes, grand-père et moi, bien qu'elles fussent closes de murs, par des brèches que nous avions repérées.

Il m'entraînait sous les arbres, m'apprenait à ne pas confondre leurs essences, et m'invitait à m'asseoir à leur ombre, mais sur la mousse et non sur les bancs fallacieux que nous apercevions de loin en loin et dont les planches, travaillées par l'humidité, étaient pourries. L'herbe poussait dans les allées. Pareilles à des voûtes sous les branches, ces allées conduisaient le regard à des portes de lumière qui, d'un côté, paraissaient bleues à cause de l'eau du lac qui s'y encadrait. On était au mois de juin. Mille nuances de vert s'enchevêtraient, se mariaient autour de nous, depuis le vert clair du gui parasite jusqu'au vert

presque noir du lierre qui grimpait aux chênes. Toutes les gammes du printemps chantaient. Et il y avait encore, sous bois, des amas de feuilles rousses, vestiges de la saison précédente.

J'éprouvais une vague peur à nous sentir seuls tous les deux parmi une assemblée si imposante et silencieuse, et je voulus parler afin de rendre plus réelle notre présence.

— Tais-toi, me dit grand-père, tais-toi et écoute.

Écouter quoi? Et voici que peu à peu je perçus une multitude de rumeurs. Nous n'étions plus seuls comme je l'avais cru : d'innombrables êtres vivans nous environnaient.

A de grandes distances deux pinsons se répondaient régulièrement. Le plus éloigné reprenait en sourdine le couplet que l'autre lançait à plein gosier. D'arbre en arbre, celui-ci se rapprocha de nous. Je le vis, et mon œil rencontra le sien, tout petit et tout rond. Comme je ne bougeais pas, il resta. Mais que pouvaient être ces coups sourds et répétés? Les piverts aiguisaient leur bec contre les troncs. De longues bandes de clarté se glissaient çà et là, à travers les intervalles des branches, jusqu'au sol : dans leur rayonnement où le découpage des feuilles s'accusait, des toiles d'araignées se balançaient, dont je distinguais les moindres fils, et des guêpes bourdonnaient en dansant. Je finissais par entendre remuer l'herbe. C'était le travail secret de la terre sous l'action de la chaleur. Je découvrais une vie que je n'avais pas soupçonnée.

— Grand-père, quel est ce cri? demandai-je à voix basse.

— Ce doit être un lièvre. Cachons-nous et peut-être, si tu es sage, ne tarderons-nous pas à le voir.

Sur ce dialogue, nous nous coulâmes tous les deux derrière un buisson. Je ne connaissais les lièvres que pour en avoir mangé en de rares et fastueuses occasions, bien que tante Dine déplorât qu'on donnât du civet aux enfans, à cause des serviettes maculées. De nouveau, le cri retentit et cette fois plus près de nous.

— Il appelle sa hase, m'expliqua grand-père.

— Sa hase?

— Oui, sa femme. Tais-toi.

C'était un doux appel, langoureux et tendre infiniment. De très loin, nous parvint un appel semblable, à peine distinct. D'un bout à l'autre du bois, le duo s'engageait. Et je pressentais que

les bêtes, comme les hommes, désirent de se voir et de se parler. Tout à coup, là, devant moi, traversant l'allée, je vis deux longues oreilles et une petite boule de corps brun qui semblait vouloir passer par-dessus. Sur la lisière le lièvre s'arrêta, attendit la voix lointaine qui le guidait, poussa de nouveau sa plainte déchirante et se perdit dans les taillis voisins. Il courait rejoindre sa compagne, mais j'avais eu le temps de le bien examiner.

Une autre fois, ce fut un renard. De son museau pointu il dut nous flairer, car il s'enfuit la queue entre les jambes, à toute allure. Instruit par les fables de La Fontaine et par les *Scènes de la vie des Animaux*, je prévins grand-père que c'était une ruse et qu'il serait prudent de déguerpir.

— Tu es stupide, m'assura-t-il. Le renard est inoffensif.

De quoi je fus un peu scandalisé. Mais nos promenades ne jouissaient pas toujours d'un tel calme. De notre coin préféré, il nous arriva d'entendre, comme une pluie d'orage, le galop d'un cheval et nous venions à peine de nous dissimuler savamment derrière le tronc d'un fayard, que le colonel débucha sur sa monture. Il avait le nez court, une moustache rude, des joues creuses. Il se tenait le buste droit, le genou saillant, et ses yeux ne regardaient rien. Au passage il me fit l'effet d'un terrible homme. Grand-père s'empressa de me rassurer :

— C'est une vieille bête, me dit-il, et son carcan ne sait plus trotter.

L'un et l'autre, je l'ai su depuis, s'étaient battus à Reichshoffen.

Mais dans une circonstance plus grave, grand-père donna le signal de la déroute. Je le vis tendre l'oreille à la manière du lièvre, puis se lever en hâte de l'herbe où nous étions assis :

— Des chiens, murmura-t-il effrayé. Allons-nous-en.

Nous gagnâmes le mur aussi vite que nous le permettaient ses jambes vieillies et mes jambes trop neuves. Déjà les chiens se ruaient sur nous, aboyant et menaçant, lorsque grand-père qui m'avait poussé devant lui terminait son escalade. Cette alerte l'avait exaspéré, et notre sécurité ne l'apaisa nullement :

— Voilà bien les propriétaires ! déblatérait-il. Ils nous feraient dévorer par leurs molosses.

Et tant de férocité lui fournissant une occasion d'enseigner, il se tourna vers moi :

— Vois-tu, mon petit : les hommes deviennent méchans dans les villes. Ils sont comme les pommes qui pourrissent quand on les entasse. Et ne faut-il pas qu'à leur tour, ils pervertissent les animaux.

A la vérité, j'aurais pu soulever deux objections : l'isolement du domaine et la malfaisance naturelle des bêtes. Il ne me prêta que la seconde et l'écrasa sans désemparer ;

— Tu as vu le pinson, et le lièvre, et même le renard. A l'état de nature, ils sont incapables de nuire. Apprivoisées, les bêtes sont toutes dangereuses, tôt ou tard, et perfides, féroces et fausses. Eh bien ! pour les hommes, c'est tout pareil. Libres, ils sont bons et généreux. Abrutis par la discipline, comme ce vieux militaire, ils deviennent effroyables.

Jamais encore il n'avait prononcé un si long discours, ni si mystérieux pour moi. L'émotion de la poursuite le portait sans doute à oublier pour la première fois, de façon directe, la promesse que mon père avait exigée. Je m'étonnai de son éloquence à quoi rien ne m'avait préparé, et j'en tirai aussitôt des conclusions pratiques. On m'avait élevé à croire au bienfait de l'autorité : celle des parens, celle des professeurs du collège. Et voilà que, pour être bon, il ne fallait obéir à personne.

Cette aventure nous dégoûta de *notre* forêt, et nous fréquentâmes des bois plus modestes et moins troublés, de préférence situés sur les fonds communaux, ce qui réjouissait grand-père dans sa haine des propriétés privées. La propriété, pour lui, était un grand obstacle au bonheur des hommes, mais j'hésitais à me ranger à cet avis ; j'aimais assez à posséder, de quoi il se moquait.

Ainsi qu'il s'y était engagé lors de notre première promenade, il me communiqua sa science des champignons. Le bolet charnu, au pied rebondi, au dôme couleur de la châtaigne un peu avant sa maturité, l'oronge pareille à un œuf dont on vient de briser la coquille, la jaune chanterelle en forme de corolle, obtenaient ses faveurs. Il en goûtait bien d'autres espèces qu'il déclarait bonnes au juger. Je le vis mordre, comme le curé dont il m'avait conté l'histoire, dans un de ces bolets Satan qui deviennent bleus quand on les coupe et dont l'entaille prend aussitôt l'apparence d'une affreuse plaie. Dressé par les craintes contagieuses de tante Dine, j'étais persuadé que ses lèvres ne tarderaient pas elles aussi à bleuir. Je le regardai avec terreur

et curiosité, pour suivre les fâcheux symptômes. Mais il digéra son poison à merveille :

— Tu vois, me dit-il, triomphant, ce brave homme de curé, pour une fois, avait raison. La nature est une mère pour nous.

Fort de cette expérience, je cueillis aux buissons des baies rouges qui étaient plaisantes à l'œil, et j'eus de fortes coliques. Grand-père devait être un peu sorcier. Quand nous rapportions de notre chasse un plein mouchoir de ces cryptogames, tante Dine, méfiante, ne manquait pas de s'écrier :

— Encore ces horreurs !

Elle les triait avec soin et ne conservait que les notoirement comestibles qu'elle excellait à faire sauter au beurre ou à préparer, en hors-d'œuvre, au court-bouillon, relevés d'un filet de vinaigre. Ainsi accommodés, les petits bolets, frais, blancs et craquans, embaumaient la bouche. Maintenant que j'en ramassais, je m'étais mis à en manger.

De mes injurieuses baies je me rattrapai sur les airelles et les fraises que je ramassais parmi la mousse. J'aimais à les brouter dans la main pleine, comme les chèvres font du sel qu'on leur présente. Il est vrai qu'on m'avait défendu les crudités : la notion du devoir commençait de s'altérer en moi, et je préférais m'en tenir à la nature maternelle de mon grand-père qu'il suffit d'invoquer pour être servi à souhait. Grand-père la célébrait sans cesse. Il lui adressait des litanies de louanges. Cependant il se moquait du chapelet que récitaient tante Dine et ma mère. Et il profitait de toutes occasions pour me prêcher l'aversion des villes et la douceur des champs. Les cités, comme il disait, regorgeaient de gens féroces et cupides qui s'entretuaient pour une pièce de monnaie, tandis qu'au village, tout le monde vivait heureux et paisible, et l'on s'aidait les uns les autres d'un cœur fraternel.

Un jour, nous fûmes invités par un paysan qui nous offrit sa tonnelle à demi défoncée pour y manger un de ces fromages blancs qu'on arrose avec la crème du lait. Un bol de fraises des bois accompagnait ce mets frugal et innocent. Nous en fîmes un mélange si savoureux que je fus incliné à croire aveuglément désormais au bonheur universel, pourvu, toutefois, que l'on consentît à abandonner les cités infectées de pestes et de lèpres. A la campagne, tous les hommes étaient bons, obligeans et libres par surcroît. Nous n'avions plus d'ennemis. Les *ils* de

tante Dine n'existaient que dans son imagination de vieille femme. Elle avait des idées étroites, elle ne s'élevait pas, comme grand-père, au-dessus des petits détails quotidiens. J'étais pacifique, j'étais béat, j'étais désarmé. Et je connaissais la fleur des plaisirs champêtres dont je n'ai jamais perdu le goût.

— Bourrez-vous, nous persuada notre hôte familièrement. Le docteur m'a guéri d'un chaud et froid.

Nous devions à mon père cet accueil, mais nous préférions le supposer habituel, pour la vérification de nos théories. M'étant trop bourré en effet, j'eus, au retour, une indigestion que grand-père aggrava par sa mauvaise humeur.

— Tu n'iras pas t'en vanter, me dit-il, quand je fus débarrassé.

Je compris ce que signifiait le conseil et résolus de garder prudemment un silence qui protégeait la fantaisie de nos excursions à venir. Nous rentrâmes en retard : l'inexactitude me paraissait d'une désinvolture élégante. Pourquoi dîner à une heure plutôt qu'à une autre ? Et même on peut ne pas dîner du tout, si l'on s'est rempli l'estomac de crème et de fromage blanc. Grand-père expliqua d'où nous venions et vanta en termes excellens l'hospitalité paysanne.

— Ah ! oui, s'écria mon père, vous êtes tombés chez cette fripouille de Barbeau. Je crois bien que je l'ai tiré de la mort. Il vit surtout de braconnage et de contrebande, et il me doit encore sa note. J'aime autant qu'il ne me la paie pas. La couleur de son argent n'est pas nette.

J'estimais qu'il traitait bien sévèrement un homme si poli et si généreux. Nous retournâmes chez Barbeau, et nous y fûmes reçus par sa femme. C'était une vieille, noueuse et grise, aux yeux chassieux, qui ne trouva à nous offrir qu'une méchante croûte de gruyère, de quoi nous fûmes dépités. Elle se tut sur les occupations de son mari, mais, pour parler des belles places de ses fils, elle arrondit la bouche avant de nous en faire confidence. L'aîné était facteur à la ville, le second employé à la gare, et quant au troisième, oh ! oh ! il gagnait des mille et des cents :

— Garçon d'hôtel à Paris, monsieur Rambert, garçon d'hôtel meublé. Il nous envoie de l'argent.

— Vilain métier, observa grand-père.

— Il n'y a pas de vilain métier, affirma la vieille. Le tout est de ramasser de la monnaie.

— Et comme ça, pour la terre, il ne vous en reste point ?

— Bien sûr que non qu'il n'en reste point ! Pour manger des châtaignes et boire du cidre, y a plus personne, monsieur Rambert. La terre, voyez-vous, je crache dessus.

Et la mégère, en effet, cracha sur le blé déjà haut et d'un vert décoloré prêt à se muer en or, qui touchait à sa masure. On eût dit qu'elle maudissait toute la campagne avoisinante.

Je ne pensais pas que ces épis, c'était la farine qu'on bénit avant de la pétrir, le pain dont mon père n'entamait pas une miche sans y marquer le signe de la croix. Je vis là surtout un geste malpropre et du coup je laissai ma part de fromage que je rongeais sans plaisir.

— Allons-nous-en, me dit grand-père brusquement.

Le discours de la mère Barbeau le contrariait. Du moins, je n'eus pas mal au cœur cette fois-là.

A la suite de cette conversation, il abandonna pendant quelque temps la vie agricole et consentit à me conduire vers le lac que nous n'avions pas encore exploré. Il m'y conduisit sans enthousiasme :

— C'est une eau fermée, prononça-t-il avec mépris.

Il y avait donc des eaux ouvertes ? Sans doute : il y avait la mer. Ce mot, jusqu'alors, ne m'avait pas frappé et je ne lui attribuais aucun sens. Lorsque la brume recouvrait la rive opposée, le lac semblait ne plus finir, et j'avais entendu dire autour de moi : c'est la mer. Je n'y avais pas pris garde. La dédaigneuse définition de grand-père me fit imaginer par contraste une immensité libre. Plus tard, quand j'ai vu enfin la mer, — c'était à Dieppe, du haut des falaises, — je n'ai pas eu de surprise : ce n'était qu'une eau ouverte.

— Veux-tu naviguer ? me proposa grand-père un jour.

Si je voulais ! je le désirais d'autant plus que cette expédition représentait en quelque sorte pour moi la vie individuelle substituée à la vie de famille. Mes parens m'avaient interdit les promenades en bateau à la suite de la chute qui avait provoqué ma pleurésie. Ils craignaient à la fois l'humidité et ma maladresse. J'étais, une fois de plus, *l'enfant blond qui s'esquiva des bras de sa mère. La demoiselle aux ailes d'or,* qui m'entraînait, c'était déjà mon bon plaisir.

Nous prîmes un canot et sortîmes du port. Grand-père, qui se servait des rames avec irrégularité, — ce qui ne me

rassurait guère, — ne tarda pas à les lâcher et nous laissa dériver.

— Où allons-nous? demandai-je un peu inquiet.

— Je n'en sais rien.

L'incertitude ajoutait au mystère de l'eau. Je m'amusai à tremper mes mains en me penchant sur le rebord. La caresse froide que je recevais et le petit danger que je courais ou pensais courir me causaient une sensation mélangée, mais très excitante.

Que pouvaient signifier ces brefs éclairs d'argent qui s'allumaient à la surface pour s'éteindre aussitôt? Autour de leur étincelle morte un cercle naissait, qui s'élargissait et finissait par se perdre. C'étaient les poissons qui venaient respirer. L'un d'eux, plus rapproché, montra sa petite bouche et les écailles luisantes de sa tête. Je prenais contact avec un monde nouveau, le monde sous-marin.

Quand il soufflait un peu de vent, grand-père me faisait asseoir au fond du bateau, sur les planches qui étaient bien un peu mouillées. De là, comme je n'étais pas haut, je n'apercevais plus guère que le ciel. Je découvrais mieux sa coupole et la vibration continue de l'éther aux beaux jours. Immobile, tandis que grand-père rêvait, j'étais heureux. Je m'habituais à être heureux excessivement, sans savoir pourquoi, comme si l'existence n'avait pas de limites, et pas de but.

Grand-père se liait aussi avec des pêcheurs qui posaient leurs filets.

— Ce sont de braves gens, m'assurait-il. Le lac, c'est comme la campagne. En retirant l'homme des cités, ça le moralise.

Par eux, nous connûmes les mœurs de la truite, de la perche, du vorace brochet et de l'ombre-chevalier, dont la chair est savoureuse à l'égal de la chair rose du saumon.

— Eh! eh! lui confia l'un de ces braves gens avec allégresse, tout mon ombre est retenu par l'hôtel Bellevue. On y bamboche le jour et la nuit. Parlez-moi de ces cliens-là.

Ainsi j'étais initié à la vie de la terre et de l'eau. Grand-père commençait de s'intéresser à mes progrès dans l'amitié de la nature. Il tenait un disciple qu'il n'avait point cherché. Le premier, maintenant, je tournais le dos à la ville, franchissais les barrières, traversais les champs sans aucun soin des cultures. Il me traitait en héritier, en enfant digne d'être un de ces rois

fainéans qui possèdent le monde. Et comme nous avions gravi péniblement sous la chaleur de juillet un monticule d'où l'on dominait la plaine, et la forêt et le lac, il se mit à rire du bon tour qu'il préparait :

— Tu sais, mon petit, on croit que je n'ai rien et que je suis tout pareil aux claque-patins qui se tortillent sur les routes avec un baluchon dans le dos. Quelle plaisanterie! Il n'y a pas de propriétaire plus riche que moi, entends-tu.

Ce langage ne m'étonnait pas. J'avais perdu la notion du tien et du mien qui sépare la richesse de la pauvreté.

— Cette eau, ces bois, ces prés, continua-t-il, tout cela est à moi. Je ne m'en occupe jamais et c'est à moi tout de même.

Et, pour m'investir, me couronnant la tête de sa main, il acheva :

— C'est à moi, et je te le donne.

Ce fut un sacre gai et sans cérémonie. Tous les deux nous nous amusions de cette idée. Malgré nos rires, cependant, j'avais l'impression très nette que le monde m'appartenait en effet. D'un petit destin borné je ne voulais plus.

Comme nous redescendions de notre belvédère, nous croisâmes sur le chemin une jeune femme qui habitait une villa du voisinage. Elle portait une robe blanche, qui laissait nus les avant-bras et le cou, et sur la tête un chapeau orné de cerises rouges. Son ombrelle un peu penchée en arrière servait d'auréole ou de fond au visage qui était délicat et uni comme ces fleurs de magnolias dont j'aimais au jardin la nuance, l'odeur et la forme d'oiseaux blancs aux ailes déployées. Cependant je ne l'eusse pas remarquée, si grand-père ne s'était arrêté, cloué par l'admiration et n'avait dit tout haut :

— Oh! ce qu'elle est belle!

Le visage clair s'empourpra. Mais la jeune femme sourit à cet hommage trop direct. Je la regardais alors, et tellement que je n'ai rien oublié de cette vision, pas même les cerises. Je faisais d'ailleurs mes réserves : elle me paraissait déjà âgée, peut-être trente ans. C'est un âge avancé aux yeux impitoyables d'un enfant. A cause de son teint de fleur, je pensais à l'aveu du Rossignol dont m'était venue, un jour que je lisais les *Scènes de la vie des Animaux*, tant d'instable mélancolie : *Je suis amoureux de la Rose... Je m'égosille toute la nuit pour elle, mais elle dort et ne m'entend pas*. Et pour la première fois j'associai,

non sans un secret pressentiment, une femme inconnue à l'amour plus inconnu encore.

A la suite de cette rencontre, grand-père m'emmena sur un coteau boisé où nous n'étions jamais allés et qu'il m'avait représenté comme dénué d'agrément lorsque j'y voyais un but de promenade. Il fallait traverser une rivière avant d'en atteindre la base. Pendant la marche, il s'absorba en lui-même et ne m'adressa pas la parole. Au sommet, il s'orienta et se dirigea tout droit vers un pavillon à l'écart, proche une maison de ferme et dissimulé dans une clairière.

— C'est là, dit-il.

Je comprenais qu'il ne s'adressait pas à moi. Ce pavillon à un étage me parut dans un piteux état. Le toit manquait d'ardoises, une galerie circulaire pourrissait. On avait dû l'abandonner depuis longtemps. Grand-père se réjouit de cet aspect délabré et inhabitable, ce qui m'eût davantage étonné s'il ne m'avait pas accoutumé à ses bizarreries.

— Tant mieux, murmura-t-il : il n'y a personne.

Et il avisa un vieillard qui se chauffait au soleil devant la ferme, sur un banc, et qui puisait avec une cuiller de bois dans un pot de soupe. Il engagea avec lui une interminable conversation qui m'ennuya et qui aboutit à un petit interrogatoire sur le pavillon.

— C'est bon à brûler, déclara le paysan.

— Autrefois, insinua grand-père, il y avait du monde.

— Autrefois, il y a bien des années.

Grand-père eut l'air d'hésiter à continuer l'entretien, puis il reprit :

— Oui, il y a bien des années. Mais vous et moi, nous ne sommes pas de ce matin. Et, dites-moi, vous ne vous souvenez pas d'une dame ?

Je songeai aussitôt à la dame en blanc au chapeau de cerises et je l'évoquai dans cette clairière à la porte du pavillon. Déjà mon imagination travaillait sur un nouveau thème.

— Oh ! moi, fit le vieux avant d'avaler la cuillerée qu'il tenait à la main, les femmes, je m'en f...

Les yeux de grand-père s'injectèrent de fureur et je crus qu'il allait bousculer le bonhomme et son pot. Il leva la séance incontinent sans un mot de plus. Mais en s'en allant, il me prit à témoin de la grâce du lieu :

— Tout de même, ici, comme c'est doux et sauvage ! Les arbres n'ont presque pas changé. Il n'y a qu'eux.

Je n'ai jamais su l'aventure de la dame du pavillon. Mais un jour que nous passions devant le château branlant du colonel, un autre souvenir, — moins direct sans doute, — lui revint à la mémoire et sans préparation il me raconta :

— On l'appelait la belle Alix.

— Qui ça, grand-père ?

— Elle a demeuré là. C'était sous l'Empire.

— Vous l'avez vue, grand-père ?

— Oh ! moi, non. C'est trop ancien. Je parle de l'Empereur premier. Ceux qui l'ont vue, c'étaient des vieux quand j'étais jeune. Ceux qui l'ont vue, rien qu'à dire son nom, éclataient d'orgueil.

Et ces brèves évocations disposaient pour moi un beau voile romanesque sur nos promenades qui étaient *arrivées* comme des histoires.

Il ne s'étendit jamais sur l'une ou sur l'autre, comme je m'y attendais. Il ne supposait pas que je guettais ces moindres paroles-là pour en exagérer l'importance. Sauf la dame blanche au chapeau de cerises, qui ressemblait peut-être, qui ressemblait sans doute à quelque lointaine image de son passé, il saluait les femmes le plus honnêtement du monde et ne se permettait sur elles aucune réflexion. Quand je lus quelques années plus tard, un soir de collège, le fameux passage de l'*Iliade* sur les vieillards troyens disposés à pardonner à Hélène à cause de sa beauté semblable à celle des déesses immortelles, tandis que mes camarades sommeillaient sur leur Homère, je me revoyais aux côtés de mon grand-père sur le chemin par où venait à nous la dame en blanc. Et depuis lors, j'ai donné le nom d'Hélène à cette inconnue.

Grand-père, qui prenait goût à notre amitié, consentit à m'accueillir dans la chambre de la tour. Il ne s'y occupait d'ailleurs point de ma présence, tantôt m'enveloppant de la fumée de sa pipe, et tantôt jouant de son violon dont les sons se mêlaient pour moi à la forêt, au lac, aux retraites perdues que nous connaissions. Là je continuais ma libre vie du dehors. Les jours de mauvais temps, — bien rares au cours de ce lumineux été prédit par Mathieu de la Drôme, — je regardais la pluie tomber et l'horizon se désagréger, bercé et amolli par ce spec-

tacle de l'inutilité des choses. Quand le couchant était pur, je voyais le soleil se projeter dans l'eau du lac en colonne de feu qui peu à peu se changeait en glaive, puis se réduisait à un point d'or, reflet de la petite étoile, posée sur l'épaule de la montagne que le soleil était devenu une seconde avant de disparaître. Le soir, après dîner, j'obtenais la faveur de suivre les constellations dans le télescope. A cause de l'orientation de sa chambre précédente qui était tournée vers le Sud, grand-père, je l'ai dit, ne connaissait qu'une moitié du ciel et se refusait à déchiffrer l'autre. C'est pourquoi je ne suis familier, la nuit, qu'avec Altaïr et Véga, Arcturus et l'Épi de la Vierge, qu'on aperçoit au Sud en juillet. Il fallait me pencher pour apercevoir Antarès au bord du toit. Les autres mois, tout se brouille à mes yeux, et de même si je fixe le Nord.

La maison applaudissait à mon nouveau régime. Plus d'une fois mon père avait demandé à grand-père :

— Vraiment, le petit ne vous gène pas ?

— Oh ! pas du tout, répondait invariablement grand-père.

Et mon père lui exprimait alors sa gratitude pour ma santé recouvrée. Tante Dine déclarait que je n'avais plus ma figure de papier mâché et me frottait les joues pour qu'elles devinssent plus rouges. Ma mère voyait dans l'affection de mon grand-père un gage de paix et de réconciliation. Pour moi, la vie s'était modifiée insensiblement. Le collège, les devoirs, l'émulation, la régularité, le travail, tout cela n'existait plus. Il n'y avait qu'à tourner le dos à la ville et à s'abandonner à la belle nature. Je sentais cela, — que je ne saurais expliquer, — à la fois nettement et confusément, confusément dans mon esprit et nettement pour la pratique.

Cependant, au retour de nos promenades, grand-père, assez souvent, se contentait de me ramener jusqu'au portail, puis s'esquivait du côté de la cité maudite.

HENRY BORDEAUX.

(*La troisième partie au prochain numéro.*)

ENTRE LES DEUX MONDES[1]

DEUXIÈME PARTIE (2)

VI

« Comment est-il bien possible que cette idée soit née précisément dans cette tête et à Rosario, sur les rives du Parana? » me demandais-je un quart d'heure plus tard, en me déshabillant. Et, dans ma petite cabine, je revoyais le grand fleuve jaune et lent, aux immenses méandres qui serpentent sur la plaine solitaire, entre les rives écartées, verdoyantes et désertes, sous la grande voûte bleue du ciel. Parmi tant de choses étranges et excessives qu'Alverighi avait dites, ce soir-là, il me semblait maintenant voir briller une vérité si simple et si évidente que je m'étonnais que personne n'y eût encore pensé. En vain fouillais-je les recoins de ma mémoire, pour me rappeler si je l'avais jamais lue dans quelque livre; mais non : cette idée était nouvelle, au moins pour moi. Et cependant, il était vrai, très vrai, que l'art donne un plaisir sans besoin; ce qui fait que, d'ordinaire, ce plaisir est incertain, vague, hésitant; qu'aujourd'hui je l'éprouve, et demain non; que tel le goûte, et tel autre, non; qu'il va et vient mystérieusement, et que les hommes s'efforcent en vain de le préciser, de l'éclairer, de le faire partager à autrui par la force probante du raisonnement, en expliquant ce qu'ils éprouvent et en justifiant qu'ils ont raison de l'éprouver. Qu'au sujet de toute œuvre d'art on puisse démontrer

(1) *Copyright by* G. Ferrero, 1913.
(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1912.

ce que l'on veut, et qu'il n'y ait pas moyen de mettre d'accord deux adversaires obstinés, cela aussi était vrai, je le sentais bien, quoique je ne réussisse pas à en apercevoir clairement la cause.

J'éteignis la lumière; je songeai encore à tout cela; et, peu à peu, la gloire de tant de chefs-d'œuvre admirés, le souvenir de la jouissance reçue de tant de livres et tant d'œuvres d'art, les canons critiques et les doctrines esthétiques professées d'habitude avec une impérieuse hauteur, me parurent se confondre dans une immense incertitude qui ondoyait sur le monde comme les brumes sur la mer. Peut-être était-ce l'effet, non des seuls discours d'Alverighi, mais aussi du vin trop copieusement offert par Vazquez : car le vin a sur moi l'étrange pouvoir d'affaiblir la certitude des idées les plus fermes, de me détacher pour ainsi dire de la réalité des choses, de pousser mon esprit à l'infini, de pourquoi en pourquoi, vers la suprême et introuvable cause première de toutes les choses. « Non, me disais-je. A chaque instant nous portons sur le beau des jugemens; mais nous n'avons aucun mètre pour mesurer le beau. Toutes les mesures que nous croyons avoir fabriquées sont trompeuses, subjectives, illusoires. Dans l'art, il n'y a pas d'autre vérité que ce vague plaisir sans besoin. » Je réfléchis à cette formule, qui de nouveau me parut ingénieuse, et de nouveau je me demandai : « Pourquoi fallait-il qu'elle fût découverte par un marchand de Rosario, encore que ce marchand soit homme évadé à temps des bagnes de l'intellectualisme européen? « Qu'Alverighi, sur les rives du Parana, m'eût parlé des richesses de l'Amérique et du progrès du monde, cela ne m'étonnait pas; mais ce qui me paraissait étrange, c'était qu'il raisonnât, et même assez bien, sur l'art et sur le beau, à bord du *Cordova*.

Le matin suivant, lorsque je sortis de ma cabine, vers huit heures et demie, la mer était calme et le ciel serein. Mais le pont était encore désert. Le *Cordova* était un petit navire, en comparaison des colosses modernes : il jaugeait moins de 5 000 tonnes, ne pouvait recevoir plus de soixante-dix passagers « de classe, » comme on dit dans le jargon maritime, et, à ce voyage-là, il n'en avait qu'une trentaine. Par conséquent, on jouait peu et sans bruit; on veillait rarement plus tard que deux heures du matin; le flirtage était innocent et languissant. Je me promenai quelques minutes en regardant la mer et en

songeant à la discussion de la veille, à mes rêveries du soir ; puis j'entrai dans la salle à manger, où je trouvai Alverighi, qui déjeunait, tandis qu'autour de lui les domestiques, en veste de toile blanche, mettaient la pièce en ordre.

— Hier, lui dis-je en plaisantant, l'Amérique s'est fait honneur.

Et je lui demandai, non sans une pointe d'ironie, comment, à Rosario, parmi tant d'affaires, il avait encore eu le loisir et le goût de méditer sur le beau en soi, sur les besoins qui engendrent du plaisir et sur les plaisirs qui ne correspondent à aucun besoin. Il sourit avec malice.

— Moi? répondit-il. Tout ce que j'ai dit, je l'ai imaginé entre vendredi soir et samedi matin. Là-bas, je n'ai pas de temps à perdre. Mais, vendredi soir, j'ai été agacé d'entendre toutes les personnes présentes dire que New-York était laide, laide, laide ! Et puis après ? Si New-York était laide, serait-ce la fin du monde ? Est-ce que la beauté se mange en tartines ? Ce que j'ai voulu, c'est vous mettre tous dans l'embarras... A votre tour, maintenant. Tirez-vous de là comme vous pourrez !... Mais combien il est facile de faire une théorie philosophique ! Ah ! s'il était aussi facile de faire des millions !

Sur le continent, je n'aurais pas laissé passer sans protestation cette sortie ; mais « le loisir sans remords » énervait mon énergie. Je fis semblant de ne pas entendre. Nous continuâmes à parler encore un peu sur le même sujet, lui sérieux, moi plaisantant. Mais tout à coup il fit dévier la conversation :

— Vous savez ? dit-il. Ce M. Rosetti est un homme fort intelligent. Hier soir, avant d'aller nous coucher, nous avons causé, et je crois que nous sommes d'accord... Vous le connaissez, n'est-ce pas ?

Je lui racontai alors l'histoire de Rosetti. Né en 1840 à Forlimpopoli, en Romagne, et pris par la première levée de soldats que le gouvernement italien ordonna en 1860, dans les États pontificaux, Rosetti avait été envoyé à Turin, dans l'arme du génie, à la vieille caserne de la rue de l'Archevêché, et il y avait connu mon père qui, lui aussi, était au service. A Turin, Rosetti avait pu se faire admettre à l'École d'application, et, en 1865, peu après avoir quitté l'armée, il avait conquis son diplôme d'ingénieur. Tout juste à ce moment, l'Argentine cherchait en Italie des professeurs pour la nouvelle École polytechnique fondée à

Buenos-Aires. Rosetti partit pour Buenos-Aires où, de 1865 à 1885, il eut pour élèves presque tous les hommes qui gouvernent aujourd'hui l'Argentine, et d'où il revint en Europe à quarante-cinq ans, après avoir amassé là-bas une assez jolie fortune et pourvu d'une pension que lui avait accordée la gratitude du gouvernement argentin. Dès lors il put organiser sa vie avec une simplicité noble et digne, avoir hôtel à Milan, maison de campagne à Bellaria, près de Rimini, et se consacrer librement à l'étude, ajouter aux mathématiques et à la physique l'histoire, l'archéologie, l'économie politique et la philosophie, lire des livres de toute sorte et méditer sur les choses du monde et de l'homme, pour son propre compte, loin des coteries savantes, dans la solitude. Je l'avais connu à Milan en 1897. Il était beau-frère d'Ernesto-Teodoro Moneta ; il m'avait témoigné de la bienveillance ; et moi, de mon côté, je m'étais attaché à lui par admiration pour sa bonté profonde, pour sa douceur imperturbable, pour la noblesse sereine de sa vie et de ses œuvres, pour sa simplicité et sa modestie incomparables, pour son vaste savoir dont il évitait de faire étalage et commerce.

— Combien est grande la vertu de l'Amérique ! s'écria orgueilleusement Alverighi, lorsque j'eus achevé ce récit. Vous voyez ? Si cet homme était resté en Europe, il serait aujourd'hui une bête de somme ou de trait dans quelque administration publique. Et, après cela, on dit en Europe...

Il se tut, un instant, puis il ajouta :

— Hier soir, nous nous sommes entretenus encore de la discussion précédente. Il m'a donné raison. Et savez-vous comment il m'a proposé de définir les jugemens esthétiques ? Des jugemens retournables. Il m'a dit qu'à propos de toute œuvre d'art on peut démontrer ce que l'on veut, parce que les jugemens esthétiques sont toujours susceptibles d'être renversés. A merveille ! Voilà une formule qui me plaît. Le beau et le laid peuvent toujours se transmuer l'un en l'autre, à volonté ; toute qualité peut devenir défaut et tout défaut qualité, lorsque, par le raisonnement, on les a mis à l'envers. Jolie trouvaille, par ma foi !

Nous nous entretînmes encore de Rosetti. Alverighi me demanda comment l'ingénieur se trouvait sur le *Cordova*. Je lui expliquai qu'il revenait tous les deux ou trois ans en Argentine, pour certains intérêts qu'il y avait, et que, cette fois, il avait

attendu le *Cordova* pour faire avec moi la traversée de Rio à Gênes. Puis nous nous quittâmes.

N'ayant trouvé personne de connaissance, je flânai jusqu'à l'heure du déjeuner sur les deux ponts, feuilletai quelques livres, bavardai avec les passagers qui, peu à peu, sortaient des cabines, tous en costume d'été. J'eus ainsi l'occasion d'entendre Levi, le joaillier, dire à trois dames, dans le vestibule de la salle à manger :

— Oui, oui : il paraît que c'est la femme d'un milliardaire. Je vous l'avais dit, vous en souvenez-vous ? dès vendredi soir. Nous autres joailliers, nous sommes pires que la police : faites-nous voir les perles et les diamans d'une femme, et nous vous disons tout de suite qui elle est !

Il parlait de Mme Feldmann, naturellement ; et tout ce qu'il racontait n'était que fables : car, si M. Feldmann était réellement un habile financier, directeur d'une puissante banque de New-York, et par conséquent très riche, personne toutefois, à New-York, ne lui attribuait une de ces immenses fortunes qui, en partie pour ce qu'elles sont, et plus encore pour ce que les hommes du vieux monde en ont imaginé, font une si profonde impression sur les esprits européens. Mais déjà d'autres histoires commençaient à circuler sur le paquebot : un peu avant le déjeuner, la femme d'un docteur de São Paulo et une dame Génoise me dirent très sérieusement que Mme Feldmann portait des bas de soie à mille francs la paire, et qu'elle ne portait chaque paire qu'une fois !

Au déjeuner, Cavalcanti et Rosetti ne parurent point, de sorte que nous perdîmes notre temps à des discours frivoles. Après le déjeuner et avant la sieste, tandis que nous fumions, je pris à part l'amiral et je lui rapportai ce qui se disait sur le compte de Mme Feldmann. Il se mit à rire.

— Monsieur Ferrero, me répondit-il, depuis vingt ans le monde ne tourne plus sur son ancien axe et nous ne nous y reconnaissons plus. Les richesses de l'Amérique ont fait tourner les cervelles, ont dérangé l'équilibre des fortunes comme l'équilibre des idées. Vous avez vu, hier soir ? Plutôt que d'admettre que New-York est une laide ville, cet avocat est prêt à tout détruire, art, littérature et patrie. Mais moi, lorsque je regarde ce qui m'environne, je suis stupéfait. Nul ne songe donc que, si les hommes ont le sentiment d'appartenir à une patrie, c'est

parce qu'ils parlent la même langue, lisent dans les écoles les mêmes livres classiques, et surtout admirent les mêmes grands hommes ? Y a-t-il une nation sans une littérature ? Où en arriverons-nous, si, de but en blanc, le premier venu se croit en droit de dire que Paris est laid et New-York beau ? Les grands hommes d'aujourd'hui sont ce qu'étaient les saints du moyen âge. Quand on veut donner à chacun la liberté de juger comme il lui plaît les chefs-d'œuvre de l'art et de la littérature, on sème l'anarchie...

Qu'un amiral, et, qui plus est, Américain, m'eût rappelé avec tant de simplicité et de clarté ce péril, c'était une chose qui me surprit et me piqua. Pendant la sieste, au lieu de dormir, je réfléchis à ces paroles qui me semblèrent profondes. Et pourtant, comment imposer à tous le même jugement, lorsqu'il n'y a point de critérium universel du beau ? C'est ce que, vers cinq heures, je dis à Cavalcanti, lorsque je le retrouvai, à bâbord, sur le pont de promenade, tandis que, accoudés à la balustrade, noue regardions la mer, sous le vent qui, par intervalles, soufflait avec force au-dessus de nos têtes. Déjà l'Océan, frémissant à perte de vue en petites vagues blanches, dépouillait, à l'approche du soir, son voile radieux de l'après-midi et s'assombrissait ; la splendeur du jour semblait remonter en l'air et se ramasser dans les espaces célestes où débordait une sérénité joyeuse, où resplendissaient partout des nuées claires, rouges, dorées. Entre cette lumière qui montait au ciel et cette ombre qui s'abîmait dans la mer, devant l'immense solitude des eaux qui coulaient à notre gauche comme un fleuve, nous causions doucement, à voix basse, en nous interrompant de temps à autre pour contempler les flots.

Cavalcanti écouta les doutes que je lui exprimais, puis me répondit :

— Certes, admirer une œuvre d'art, c'est la sentir ; et, si l'on veut la sentir profondément, il ne faut pas trop raisonner dessus. L'amiral dit vrai ; et j'avais moi-même, hier soir, exprimé cette idée en termes différens. Toutefois, il m'est impossible de ne pas reconnaître que l'avocat aussi a raison dans une certaine mesure, quoique je l'aie combattu hier. Les hommes, par suite de leurs interminables dissentimens au sujet du beau, sont naturellement portés à chercher la raison de ce qu'ils sentent ; et c'est alors que commencent les anicroches. A force de

vouloir creuser et fouiller sous les fondemens de la maison que nous habitons, pour voir s'ils sont solides, nous risquons de faire que cette maison s'écroule ; je le sais bien. Mais que voulez-vous ? L'homme a besoin de savoir. Et puis, en creusant et en fouillant, on trouve aussi des trésors cachés...

Cavalcanti tranquillisait ses propres inquiétudes par ce commode aphorisme dont abuse si fort l'optimisme moderne : « Dans l'univers, tout se contre-balance ! » Mais il ne me rassura point. J'entrevis confusément qu'il y aurait beaucoup à redire sur cet argument. Mais il répugnait à ma croissante paresse de m'engager dans une discussion, et je renonçai à exprimer une objection quelconque.

Un coup de vent tomba sur nous en sifflant, nous assourdit, emporta nos paroles, nous disjoignit en quelque sorte l'un de l'autre, puis se perdit sur la mer inquiète. Ensuite nous eûmes pour ainsi dire la sensation de nous rapprocher ; mais, un peu étourdis par la rafale, nous ne reprîmes pas tout de suite l'entretien. Cavalcanti considérait la mer en silence. Enfin, sans transition.

— De l'eau, des nuages, du vent, dit-il en montrant l'horizon. Aujourd'hui comme hier, comme toujours ! Toujours cette courbe close, partout égale à elle-même, partout instable et mobile... Ne vous semble-t-il pas, à vous aussi, que dans ce cercle l'Océan se rapetisse ? Quel phénomène curieux ! L'eau anime tous les paysages terrestres, parce qu'elle y est l'élément mobile au milieu des formes immuables que présentent les montagnes et les plaines ; mais, sur l'Océan, lorsque les formes invariables de la terre ont cessé de s'offrir à la vue, cette perpétuelle agitation de l'eau rappelle la morte immobilité d'un désert. L'Océan n'est pas une immensité vivante ; c'est une solitude morte, parce qu'il change sans cesse et que rien en lui ne demeure immuable.

Il avait raison. Nous gardâmes le silence. De légères brises voletaient autour de nous ; à mesure que le désert océanique devenait plus sombre, les nuages s'allumaient, là-haut, d'une flamme plus vive. Des troisièmes classes nous arrivaient quelques chants, que le vent dispersait. Je me retournai. Il n'y avait personne sur le pont, sauf un officier qui le traversait à la hâte ; non loin de nous, un marin, lentement et sans bruit, peignait en blanc la toiture. Je racontai alors à Cavalcanti que

j'avais éprouvé quelque surprise à entendre l'amiral philosopher de la sorte.

— Et vous n'en devinez pas la raison? me demanda Cavalcanti en souriant. Réfléchissez un peu, vous qui êtes allé à Rio... L'amiral est Comtiste!

Nous remarquâmes ensuite qu'il y avait à bord plusieurs passagers pourvus d'études et de culture, et nous fûmes ainsi amenés à parler de Rosetti. Je répétai à Cavalcanti ce que j'avais déjà raconté, le matin, à Alverighi. Puis l'entretien roula sur nos autres compagnons de voyage. Nous causâmes d'abord des marchands d'Asti, puis d'un jeune couple que nous avions rencontré plusieurs fois sur le pont, lui grassouillet, petit et brun, elle maigre, grande et blonde. Cavalcanti me raconta que le mari était un Argentin de Tucuman, qui, trois ans auparavant, était allé faire ses études d'ingénieur à l'Université d'Ithaca.

— Dans l'État de New-York? interrompis-je. Et quel besoin avait-il de courir jusque là-bas pour apprendre à construire des maisons?

— C'est ce que je lui ai demandé hier à lui-même, ajouta le diplomate. Et savez-vous ce qu'il m'a répondu? Que les États-Unis sont le pays qui, dans les trente dernières années, a triomphé pour ce qui concerne l'industrie et les affaires.

Je repensai à cette phrase de l'amiral: « Depuis vingt ans, le monde ne tourne plus sur son ancien axe. » Cavalcanti continua de me raconter que ce jeune homme, qui était allé à Ithaca pour apprendre l'art de gagner des millions, y avait connu cette jeune femme, qui était aussi étudiante, et l'avait épousée. Maintenant ils retournaient à Ithaca, après avoir fait visite à la famille du mari. Finalement, nous en vînmes à parler de Mme Feldmann. J'exposai mes doutes sur son âge.

— Je connais peu son histoire, m'expliqua Cavalcanti. Je ne l'ai vue que quelquefois, avec M. Feldmann, dans des réceptions, à Rio. Mais je sais qu'elle a une fille qui est déjà mariée. La mère doit être plus près de quarante-cinq ans que de quarante.

Nous causâmes d'elle et de son mari. Je racontai ce qu'elle m'avait dit, la veille.

— Il y a anguille sous roche! s'écria soudain Cavalcanti. Son mari a disparu de Rio tout à coup, depuis trois mois; et elle,

elle est partie subitement, comme quelqu'un qui s'échappe. Sinon, elle n'aurait pas voyagé sur le *Cordova*.

Il se tut, un instant; puis, se redressant à demi et s'appuyant de côté contre la balustrade ;

— A propos, continua-t-il, pour quelle raison cette dame vous a-t-elle adressé, hier soir, tant de questions sur le divorce aux États-Unis ? Je regretterais que, sans le savoir, vous lui eussiez suggéré le moyen de dénouer sans bruit les chaînes conjugales.

— Quant à cela, répondis-je, il n'y a point de danger. Hier soir, j'exagérais. Il se fait bien, en Amérique, des divorces de cette manière-là, mais entre émigrans, dans la basse classe. Mais je ne crois pas qu'une dame appartenant à la haute société puisse par ce moyen s'évader de la prison du mariage.

— Vraiment? fit Cavalcanti. Quoi qu'il en soit, j'interrogerai sur ce point M. Guimarães. L'amiral doit connaître les raisons de ce voyage : il est ami intime de la famille.

Ainsi causions-nous sur le pont désert, penchés vers le fleuve Océan, parmi les souffles intermittens d'une forte brise qui, de temps à autre, nous arrachait en quelque sorte de la bouche les phrases et les pensées pour les disperser violemment, ainsi que des feuilles, à la surface des houles mobiles. Mais, à ce moment, Cavalcanti eut le désir d'aller voir la carte géographique sur laquelle, chaque jour, on indiquait par un petit drapeau le point où le navire était arrivé à midi. Je l'accompagnai jusqu'à tribord, où cinq ou six passagers jouaient au palet en poussant des cris et en riant. Nous constatâmes que, ce jour-là, nous étions arrivés à 16°4′ de latitude, c'est-à-dire à la hauteur de Sainte-Hélène, et à 37°22′ de longitude. Nous fîmes quelques tours sur le pont, et nous allions nous séparer lorsque, levant les yeux vers l'Ouest, j'y vis une splendeur merveilleuse.

— Regardez, Cavalcanti! Regardez là-bas, à l'horizon. Les Alpes !

A ce moment-là, le vent se taisait, et, du côté de l'Ouest, s'élevait des eaux, doucement grise sous le feu rouge du soir, pareille à ces Alpes que j'avais tant de fois contemplées de la place d'Armes de Turin, au crépuscule, une longue chaîne de montagnes hérissée de dents, de pics, d'aiguilles innombrables, dominée à gauche par la masse plus haute d'une pyramide pointue ; des montagnes de brume et de flamme, obscures et lumi-

neuses, soulevées pour une heure par le souffle léger du vent, à la limite du jour et de la nuit ; chaîne inconnue qu'aucun des nomades de l'Océan n'avait saluée encore ou ne saluerait après nous, dernière frontière de la solitude océanique et dernière étape où le soleil s'arrêtait quelques minutes, dans son voyage, avant d'abandonner la mer aux ténèbres nocturnes. « Quelle magnificence ! » murmura Cavalcanti. Mais, au même instant, le vent se reprit à souffler, long, profond, triste ; et à ce souffle les premières étoiles du soir, mignonnes et timides, palpitèrent comme si elles s'allumaient aux extrêmes clartés du jour ; et, dans l'ombre qui, de toutes parts, s'avançait pour éteindre l'univers, les montagnes lointaines et les feux suprêmes du couchant prirent un plus vif éclat. Pendant une seconde, mon âme frissonna d'une obscure et profonde émotion, comme si ce souffle était une haleine, comme si ces feux crépusculaires étaient une réverbération de l'infini. Puis de nouveau le vent se tut. Puis il recommença de souffler ; et, à ce souffle intermittent, il semblait que, tour à tour, le jour mourant se rallumait, puis s'obscurcissait, que la chaîne des mystérieuses montagnes se rapprochait de nous dans la lumière, puis reculait dans la nuit où elle devait disparaître.

Nous contemplâmes longuement ce merveilleux caprice de la lumière et du vent ; puis nous nous séparâmes, afin de nous habiller pour le dîner. Mais, avant d'aller faire ma toilette, je rencontrai Rosetti, que je n'avais pas encore vu de la journée. Nous parlâmes de la discussion du soir précédent, et il me confirma qu'il donnait raison à Alverighi, parce que, en effet, tous les jugemens esthétiques sont retournables. Cela m'amena à lui répéter ce que l'amiral m'avait dit : accorder aux hommes la liberté de juger les chefs-d'œuvre de la littérature et de l'art, c'est semer l'anarchie. Mais Rosetti se mit à rire.

— Grand Dieu ! fit-il. Quelles craintes ! L'anarchie, rien que cela ! Pourquoi ne pas ajouter aussi le massacre et le saccage ? Lorsque ces braves marins mettent le pied hors de leur navire...

— Pourtant, interrompis-je, si les jugemens esthétiques sont toujours susceptibles d'être tournés en sens inverse, il est loisible à chacun, ce me semble, de mépriser ce que ses voisins considèrent comme un chef-d'œuvre. Et, dès lors, je ne conçois pas comment on pourrait imposer l'admiration de Dante ou de Raphaël à une époque qui discute et critique tout, même Dieu.

— Ce pauvre bon Dieu, répliqua Rosetti, n'a plus à son service ni baïonnettes ni coffre-fort bien garni; et, sans or et sans fer, Dieu lui-même est incapable de maintenir son crédit au milieu de notre perverse race humaine. L'art, au contraire...

— A-t-il donc des baïonnettes et de l'or pour maintenir le sien? interrogeai-je, surpris. Quels sont ses moyens d'action? Où sont-ils? Comment en use-t-il?

Mais le premier coup de cloche annonça le dîner.

— Tu entends? me dit alors Rosetti, en souriant toujours. Il est l'heure de se mettre à table, et tu sais qu'à table, les discussions ne me plaisent guère. Ensuite, nous verrons!

Le repas fut tranquille. On causa de choses diverses, et nous pûmes entendre le docteur Montanari débiter ses interminables jérémiades sur les émigrans. Après le dîner, on se dispersa. Une demi-heure plus tard, comme Alverighi et moi nous nous promenions sur le pont en fumant et en jouissant de la soirée, et que je lui contais ce que Rosetti m'avait dit avant le dîner, Rosetti lui-même vint nous rejoindre. Il se plaça entre nous deux, et, après quelques tours de promenade, il interpella Alverighi.

— Vous avez démontré que ni le sentiment, ni la raison ne peuvent nous fournir un critérium universel de la beauté; que, par conséquent, c'est une outrecuidante prétention de vouloir imposer à autrui notre propre jugement sur une œuvre d'art. Votre démonstration m'a semblé pénétrante, profonde, définitive, encore qu'elle fût très simple. Et néanmoins, si, comme vous le dites justement, l'art est un plaisir sans besoin, par suite un plaisir qui n'est pas seulement subjectif, mais qui en outre est vague et mal assuré, qui va et qui vient, que l'on peut sentir ou ne sentir pas, selon le tempérament, l'éducation, le siècle, la génération, le jour, l'heure, la minute même et la circonstance accidentelle; si, conséquemment, c'est une tyrannique prétention de vouloir imposer à autrui ses admirations personnelles; comment expliquez-vous que les hommes aient toujours une si violente envie de l'emporter les uns sur les autres en cette matière, et que chacun s'obstine à vouloir que ce qui lui semble beau paraisse tel à tout le monde, et qu'il n'est personne qui ne s'efforce d'imposer à ses semblables un jugement, qui pourtant est si peu sûr de lui-même? Car, faites-y

bien attention, je ne crois pas, comme Kant, qu'il y ait rien là de nécessaire. Vous savez certainement que, pour Kant, la valeur universelle des jugemens esthétiques est une loi fondamentale de l'esprit humain. Moi, au contraire, je constate seulement qu'en fait, cela est ainsi, et qu'à tort ou à raison, les hommes veulent ce que je disais. Pour s'assurer de ce fait, il suffit de regarder deux personnes qui discutent sur une œuvre d'art. Presque toujours elles finissent par se mettre en colère; et, bien loin que chacun s'en tienne à sa propre opinion, comme il serait raisonnable, chacun exige que l'autre lui donne raison, et plaint son adversaire, et se moque de lui, et l'attaque, et le maltraite; et peut-être même, quelquefois, éprouve-t-il une furieuse envie de lui casser la tête, afin d'y verser sa propre admiration. Or cette admiration, si, un peu plus tard, on lui en demandait compte, il ne saurait pas la justifier par des raisons plausibles. En d'autres termes, pourquoi l'art est-il, de sa nature, une chose tellement litigieuse ?

Alverighi réfléchit quelques instans; puis, d'un ton assuré :

— Cette prétention tyrannique a pour origine les mystifications des critiques et des esthètes. Ils ont répété mille fois au public que, quand on n'admire et quand on ne hait pas ce qui leur plaît et ce qui leur déplaît, on est un imbécile. Alors le public a fini par devenir féroce.

— Votre explication est ingénieuse, répliqua Rosetti, mais un peu vague et superficielle. Permettez-moi de vous en proposer une autre. Hier soir, la discussion sur Shakspeare a été interrompue un moment par une discussion sur la viande frigorifiée de l'Argentine. Quelqu'un a dit que cette viande était mauvaise; et aussitôt, Vazquez et vous, de protester énergiquement. Ainsi, d'une part, la même personne soutenait qu'en ce qui concerne les œuvres de Dante, de Sophocle, de Shakspeare, on peut penser à sa guise qu'elles sont belles ou laides; mais elle ne voulait admettre à aucun prix que l'on pût professer des opinions contraires sur les beefsteaks et sur les filets argentins. Franchement, cela ne vous paraît-il pas un peu étrange ? Car je reconnais volontiers que les sentimens esthétiques sont incertains et vacillans; mais ce n'est pas pour admettre que les sensations du palais soient claires, précises et constantes. Les os de Kant en frémiraient dans la tombe ! Or pour quelle raison me laissez-vous libre d'apprécier à mon gré le génie de Shakspeare,

tandis que vous prétendez au contraire m'imposer votre opinion sur les beefsteaks argentins ?

— La raison m'en paraît claire et péremptoire, repartit Alverighi en riant. J'ai des *estancias*, j'ai beaucoup d'actions dans un grand *saladero* de Buenos-Aires, moins que M. Vazquez, mais pourtant beaucoup. Si tout le monde loue comme excellentes les viandes de l'Argentine, nous gagnerons des billets de mille en quantité. C'est même pour cela qu'à présent nous nous rendons en Europe.

— Le mobile qui vous pousse est donc un intérêt, reprit Rosetti. Mais l'intérêt ne pourrait-il produire dans l'art quelque chose d'analogue ?

— Dans l'art ? s'écria Alverighi, étonné.

— Et quel intérêt l'homme a-t-il dans les questions d'art ? demandai-je à mon tour, aussi étonné que l'avocat.

— Peut-être est-ce, non un intérêt unique, mais des intérêts multiples et divers, répondit Rosetti. Et tout d'abord, n'y a-t-il pas un intérêt national ? Chaque peuple a besoin, ce me semble, d'admirer un certain nombre d'écrivains et d'artistes, afin de s'enorgueillir de sa propre grandeur. Et cela ne serait-il pas la raison pour laquelle chaque État, par le moyen des écoles, impose au peuple l'admiration d'un certain nombre d'écrivains ? L'amiral a raison : il n'y a ni nation ni patrie sans littérature ; et il n'y a pas de littérature sans gloires canonisées officiellement. Mais, direz-vous, on n'admire pas seulement l'art de son pays. J'en conviens ; mais c'est qu'alors d'autres intérêts entrent en jeu. Nous admirons les écrivains et les artistes, soit des peuples amis qui peuvent nous venir en aide, soit des peuples plus forts qui se font craindre ; ou nous admirons des écrivains et des artistes étrangers afin de discréditer des écoles et des arts plus anciens, traditionnels, nationaux, dont nous sommes les adversaires pour une raison ou pour une autre, comme il arrive souvent en temps de guerres civiles. En France et en Italie, la lutte entre le romantisme et le classicisme nous en fournirait un bon exemple. Je vais plus loin : j'estime que, dans le monde de l'art, les intérêts matériels ne manquent pas. Chaque art nourrit un grand nombre de personnes, et ces personnes doivent s'efforcer de maintenir certaines œuvres en crédit comme des chefs-d'œuvre universels, sous peine de perdre leur pain. Telle est la raison pour laquelle, de nos jours, on traduit dans toutes les

langues des œuvres de toutes les langues. Croyez-vous que ce goût cosmopolite soit une plante crue spontanément? Moi, j'incline plutôt à croire qu'elle a été plantée et cultivée avec beaucoup d'adresse par les éditeurs, par les traducteurs et par les critiques, qui vivent de ses fruits. On pourrait dire la même chose de la musique...

Rosetti s'exprimait nettement, simplement, avec calme, sur ce ton de légère ironie qu'il prenait volontiers quand il parlait de choses sérieuses. Alverighi, qui l'avait écouté d'abord avec une attention muette, objecta enfin :

— Il me semble toutefois difficile de nier que nous puissions admirer avec désintéressement certaines œuvres d'art. Ne voit-on point partout des hommes et des femmes qui prodiguent leur argent, leur temps et leur peine pour accréditer un sculpteur, un peintre, un musicien encore obscur, étranger, éloigné, qu'ils n'ont jamais vu, ou pour faire connaître des auteurs morts depuis des années, depuis des siècles? A quel intérêt obéiraient-ils?

— Non pas certes à un intérêt pécuniaire ou politique, répondit Rosetti. Mais je mettrais volontiers au nombre des intérêts les caprices de la vanité. L'art, la littérature et, jusqu'à un certain point, la science elle-même, sont pour quelques-uns ce que sont pour d'autres le luxe, les décorations, les titres nobiliaires : des moyens de se distinguer de la foule. Lorsque ces gens tâchent de faire admirer un écrivain ou un artiste méconnu par le public, veulent-ils précisément que cet artiste triomphe? ou ne veulent-ils pas plutôt triompher eux-mêmes et se prouver qu'ils sont plus intelligens que la foule?

— Il n'est pas douteux, fis-je observer alors, qu'au théâtre beaucoup de gens applaudissent Shakspeare par simple respect humain, afin de ne point passer pour des sots ou des arriérés. Quelques-uns m'en ont fait l'aveu, spécialement en France.

— Cela n'est pas douteux, continua Rosetti. Et peut-être y a-t-il plus d'amour-propre qu'on ne le croit dans toutes nos préférences artistiques. Comment, par exemple, une œuvre d'art réussit-elle, même aujourd'hui, à conquérir une large admiration? C'est lorsqu'un petit nombre d'enthousiastes influens s'en éprennent, c'est-à-dire mettent leur point d'honneur à la faire admirer par les autres, à vaincre les éternelles hésitations de la majorité, qui ne sait pas se faire un jugement; et ils y par-

viennent en criant à tue-tête dans les oreilles du public que c'est un chef-d'œuvre. Presque toujours, cet intérêt de vanité n'est qu'un caprice éphémère ; mais, entre les intérêts qui concourent à imposer l'admiration d'un écrivain ou d'un artiste, il y en a de plus solides ; et même, en général, on peut dire que la réputation d'un artiste ou d'un écrivain est d'autant plus durable que l'intérêt qui la crée est plus fort. Les écrivains les mieux partagés sont ceux dont la gloire intéresse un État.

Alverighi avait écouté, pensif. Mais en cet endroit, il interrompit, parlant à lui-même plutôt qu'à son interlocuteur :

— En fait, admirerions-nous encore Virgile et Pindare en l'an de grâce où nous vivons, si les professeurs de grec et de latin ne s'étaient pas étroitement unis d'un bout de l'Europe à l'autre en un formidable syndicat pour la conservation de la culture classique et de leurs propres appointemens ?

— Somme toute, conclut Rosetti en approuvant d'un signe de tête, si l'on fouille un peu dans les replis de sa conscience, on y découvre que presque toujours nous admirons les œuvres d'art par idée préconçue, parce que nous voulons les admirer ; et nous voulons les admirer parce que nous y sommes poussés par un intérêt quelconque, ou politique, ou national, ou religieux, ou intellectuel, ou professionnel, ou d'amour-propre. C'est l'intérêt qui fait que nous nous suggestionnons, que nous nous exaltons, que nous nous hyperesthésions, serais-je tenté de dire. Mais pour que les intérêts puissent imposer l'admiration, il faut qu'ils aient à leur service une force suffisante ; et de là vient que nulle forme de la beauté artistique ou littéraire ne peut se soutenir longtemps dans l'admiration des hommes, si elle n'y est aidée par quelqu'une des forces ou des autorités qui gouvernent le monde : soit par une religion qui la consacre, soit par un État qui, dans ses écoles, enseigne à l'admirer, soit par une coterie, par une classe, par un parti qui, au moyen de l'influence, de l'argent, des critiques et des esthètes, dicte la loi à la masse, soit par une contagieuse poussée d'enthousiasme, par quelque formidable vent de suggestion qui emporte tous les esprits. Mais malheur à l'art et à la réputation soutenus par un intérêt sans puissance : ils succomberont.

Je me demandais si Rosetti parlait sérieusement ou ironiquement, tant son argumentation me semblait étrange, quoique

je ne pusse en nier le bel ordre. Alverighi, au contraire, écoutait avec une sorte de recueillement impassible, sans faire ni un geste ni un signe, jusqu'à ce qu'enfin il s'écria :

— Je l'admets, je l'admets! Nous sommes entièrement d'accord, et il est inutile de continuer. Vous complétez, vous ne contredisez pas ce que j'avançais hier. Car je suppose que vous n'êtes point d'humeur à admettre que ce qui est imposé par des intérêts mondains, tous relatifs et transitoires, puisse être éternel et absolu. Vous ne répéterez donc pas, vous, que l'Amérique est laide, ni non plus qu'elle est barbare parce qu'elle n'a pas l'heur de plaire aux esthètes et aux critiques européens.

— Moi, non, répondit Rosetti, je ne le répéterai pas. Je suis un demi-Américain, moi ; j'ai vécu vingt ans en Amérique, et c'est à l'Amérique que je dois ma liberté d'esprit et les loisirs dont je jouis maintenant. J'ai donc intérêt à défendre l'Amérique. Mais ceux qui vivent en Europe et qui ne sont pas pensionnés par un État américain ? Si tous les hommes sont poussés par des intérêts à vouloir imposer aux autres comme beau, même par la force, ce qui leur paraît tel à eux-mêmes, alors il est clair que ce qui sera beau pour tout le monde, ce sera ce que le plus fort, — peuple, classe, faction, clique mondaine, cabale de critiques, intérêt commercial, etc., — voudra être tel. Le beau et le laid suivront les vicissitudes de la puissance, et leur existence même se réduira à une question de force. Eh bien, si l'Europe et l'Amérique viennent à disputer sur le beau et sur le laid, le beau sera donc ce que proclamera tel celui des deux continens qui possédera une plus grande force pour imposer son idée aux autres. Or est-il possible de douter qu'aujourd'hui, dans ce duel esthétique, l'Europe soit mieux armée que l'Amérique ? A parler franc, quoique j'aime beaucoup l'Amérique à laquelle je suis redevable de tant de choses, je suis obligé de répondre non. Vous le voyez, du reste : ici, à bord de ce navire, vous et moi, qui sommes Européens, nous nous trouvons presque d'accord ; mais Cavalcanti et l'amiral, qui sont Américains, se scandalisent de ce que nous pensons. Ainsi l'Amérique elle-même ne se croit pas capable d'imposer au monde son idée du beau. Et alors ? Vous avez démontré que tous les argumens par lesquels on essaie de justifier cette prétention despotique sont des sophismes ; mais que peut votre critique perspicace et profonde, si elle est seule contre une puissante coalition

d'intérêts ? Songez que, là-bas, pour conserver leur crédit aux différens arts de l'Europe et aux principes qui les régissent, sont coalisés les États, — voilà les baïonnettes, Ferrero, — les religions, les écoles, les musées, la philosophie, les journaux, les revues, la critique, une armée innombrable d'artistes et d'écrivains faméliques, une autre armée non moins immense de fonctionnaires, une multitude d'industriels et de marchands, depuis les éditeurs jusqu'aux fabricans d'instrumens de musique, — voilà l'or ! — Prétendez-vous, en raisonnant dans les clubs de Rosario et à bord du *Cordova*, anéantir cette formidable tyrannie qui pèse sur l'esprit humain ? Je suppose que non. Donc, pas de réplique, et croyez-moi : il faudrait qu'à son tour, l'Amérique se mît de la partie, qu'elle créât et qu'elle imposât au monde un goût tout neuf, qu'elle obligeât les autres peuples à reconnaître que les gratte-ciel l'emportent en beauté sur le Palazzo Vecchio...

— Quant à ça, non ! m'écriai-je.

Mais Rosetti se tourna vivement de mon côté, et, avec un faible sourire :

— Tu crois donc, me dit-il, que les hommes ne pourront jamais, jamais admirer les gratte-ciel ? Tu es bien hardi et tu présumes trop de ton goût. Il n'est rien, mon cher, que les hommes ne soient capables d'admirer, quand ils le veulent, *pourvu qu'ils le veuillent*. (Il appuya sur les syllabes des derniers mots.) Le vieux et le nouveau, le droit et le courbe, l'arabesque et le géométrique, le grand et le petit, le régulier et le monstrueux, le proportionné et le disproportionné, l'équilibré et le déséquilibré, le classique et le rococo, l'attique et le baroque, le simple et le fastueux, la rose et l'orchidée, la montagne sauvage et les jardins artificiels, la tradition et le futurisme, tout, tout sans exception peut faire passer dans nos nerfs un léger frisson de plaisir ; et, si les intérêts s'en mêlent, si l'on se donne la peine de faire l'effort convenable, cet agréable frisson peut, à force de sophismes, être communiqué et imposé à autrui comme le signe révélateur d'une beauté absolue. Donc, l'heure de la gloire mondiale pourra sonner même pour les gratte-ciel. Cependant rassure-toi et rassure l'amiral, qui a peur de l'anarchie : il faudra du temps avant que New-York paraisse aux yeux des hommes une belle ville ! L'opinion selon laquelle les arts de l'Europe sont les premiers du monde, et même les seuls véritablement beaux, les modèles incomparables, est imposée

par une si formidable coalition de puissances diverses que, pendant des siècles et des siècles, l'Amérique ne pourra pas lutter contre elle. L'Europe dictera les lois de la beauté, et l'Amérique devra attendre, de l'autre côté de l'Océan, tremblante et un peu honteuse, le jugement maussade, malveillant et médiocrement sincère du vieux monde ! Il est inutile, avocat, d'invoquer la liberté. Oui, comme vous dites, l'homme moderne revise les comptes du bon Dieu ; mais, en art, il s'asservit avec volupté, ne veut pas être affranchi, cherche l'autorité sous laquelle il pliera la nuque, s'incline devant les formes classiques, les réputations établies, les principes indiscutés. Rappelez-vous Cavalcanti et l'amiral. Et, lorsque l'homme moderne perd le respect de l'ancien, c'est pour écouter et vénérer les critiques et les esthéticiens d'aujourd'hui. Car il lui faut à tout prix une autorité et un maître.

Rosetti se tut ; Alverighi ne répondit pas. Tous les trois, nous parcourûmes deux fois, aller et retour, le pont de promenade, sans prononcer un mot. Sur ces entrefaites, résonna la cloche qui annonçait le sorbet offert tous les dimanches soir aux passagers.

— Allons nous rafraîchir, dis-je.

Mais Rosetti refusa, et Alverighi déclara qu'il préférait rentrer dans sa cabine. Je les quittai donc pour me rendre dans la salle à manger. J'en ressortis une demi-heure plus tard, avec l'intention de me mettre au lit ; mais, sur le pont, Cavalcanti m'appela.

— Écoutez les nouvelles ! me dit-il. Quelle bévue j'avais commise ! C'est justement le contraire.

Il faisait allusion à Mme Feldmann, dont l'amiral venait de lui raconter la véritable histoire. Son mari était parti trois mois auparavant pour les États-Unis, appelé, prétendait-il, par d'urgentes affaires, et annonçant qu'il serait absent environ quatre mois. Elle attendait donc tranquillement à Rio le retour de M. Feldmann, lorsque, à l'improviste, trois jours avant le départ du *Cordova*, elle avait reçu un télégramme de M. Loventhál, son oncle, qui lui conseillait de partir tout de suite pour l'Europe et pour les États-Unis : car le bruit courait à New-York que M. Feldmann avait l'intention d'engager une procédure de divorce. Hors d'elle-même, elle était accourue pour demander conseil à l'amiral ; et, comme l'amiral devait s'embarquer

trois jours plus tard sur le *Cordova*, il lui avait conseillé de partir avec lui, de telle sorte qu'il pût l'assister pendant le voyage. Telle était la raison pour laquelle Mme Feldmann se trouvait sur le *Cordova*. Mais, avant de partir, elle avait télégraphié à son oncle, à son avocat et à quelques amis de New-York pour les prier de recueillir et de lui faire parvenir des nouvelles, soit à Rio même, s'ils apprenaient quelque chose avant son départ, soit aux Canaries, où le paquebot ferait escale. Comme elle n'avait rien reçu avant son départ, elle ne pourrait avoir de nouvelles précises qu'à l'escale des Canaries, c'est-à-dire dans dix jours. Le premier jour de la traversée, elle avait été assez calme. Mais mon imprudent discours sur la facilité avec laquelle on divorce en Amérique avait eu pour effet de la bouleverser encore une fois. La lassitude à laquelle elle avait succombé, le samedi soir, n'était pas causée, comme nous le supposions, par l'ennui que lui donnait notre philosophie : c'était l'accablement qui résulte d'une longue anxiété.

Je fus très peiné d'apprendre cela, et je priai Cavalcanti de dire à l'amiral qu'il y avait eu dans mes propos beaucoup d'exagération. Puis je lui résumai brièvement la conversation qui venait de prendre fin. Nous nous regardâmes, perplexes; et, au bout d'un instant :

— Nos admirations seraient intéressées? s'écria-t-il. Mais la beauté ne nous donne-t-elle pas le plus désintéressé des plaisirs?

— Au moins, dis-je, d'après cette théorie-là, New-York redevient laide, les villes d'Europe restent belles, et Alverighi est réduit au silence. C'est toujours ça de gagné.

Il réfléchit un moment et répondit, en hochant la tête :

— Pourvu que cet avantage ne coûte pas trop cher!

Le jour suivant, — lundi, — nous commençâmes à nous rendre compte qu'au milieu de l'Océan le soleil mettait ses chevaux au pas. A mesure qu'un navire s'éloigne de la terre, lorsque la nouveauté de la compagnie et du lieu a cessé d'occuper et de distraire les esprits, comme il advient dans les premiers jours, le temps ralentit peu à peu sa course, les heures s'allongent, et, par la durée des jours et des nuits, les passagers commencent à comprendre cette immensité de l'Océan que Cavalcanti ne réussissait pas à percevoir avec les yeux. Les jours

et les semaines passent, et l'on ne voit pas le chemin parcouru; mais on l'imagine vaguement, par l'idée confuse que l'on se fait de l'infatigable marche du petit navire sur les eaux sans fin, comme si ce navire se mouvait hors du temps, dans une infranchissable solitude, et faisait route sans avancer jamais, seul dans l'univers sous le regard des étoiles. Car il n'y a qu'elles qui l'observent, ces petites étoiles muettes et vigilantes, qui, de là-haut, chaque soir, marquent sur le cadran de l'infini, au registre de l'éternité, l'imperceptible progrès accompli par l'arche minuscule.

Ce jour-là fut le premier où nous commençâmes à mesurer l'immensité de l'Océan à notre ennui. Ce fut une journée somnolente, indolente et pour ainsi dire « pleine de vide. »

Le mardi, à midi, nous étions arrivés à 6° 17′ de latitude, 32° 35′ de longitude. C'était donc le lendemain que nous entrerions dans l'autre hémisphère.

L'après-midi, de nouvelles fables relatives à Mme Feldmann arrivèrent aux oreilles de Cavalcanti. Elle possédait, disait-on, à Newport un château féerique, où elle mangeait dans de la vaisselle d'or et où elle dépensait deux mille francs par jour rien que pour les fleurs. Sur quoi, nous interrogeâmes l'amiral qui se mit à rire. La villa de Newport n'était qu'une demeure assez modeste, où cette dame offrait aux amis de la maison une cordiale hospitalité. D'où venaient donc toutes ces fables? D'ailleurs, à présent, les marchands d'Asti, le docteur de São Paulo et sa femme, la belle Génoise, Lévy et les autres passagers de cette espèce admettaient comme un juste privilège que les passagers plus cultivés ou plus riches, l'amiral, Cavalcanti, Alverighi, Gina et moi, nous fussions admis à approcher la milliardaire. En effet, elle n'avait de relations qu'avec nous, pour cette excellente raison que nous étions les seuls à connaître le français et l'anglais, c'est-à-dire les seules langues qu'elle parlât: Quant aux autres, ils se contentaient de la saluer d'une timide inclination de la tête et d'un obséquieux sourire, et aussi d'avoir pour amie sa femme de chambre, — une Niçoise qui parlait italien, — belle fille grande et brune, fine et dégourdie, qui s'acquittait avec une dignité un peu rogue de la fonction diplomatique de représenter sa maîtresse et la haute finance américaine auprès des passagers de moindre importance.

Vers cinq heures, nous assistâmes à la « manœuvre du feu, »

petite comédie imaginée, dit-on, par les Allemands afin de distraire et de rassurer les voyageurs. Tout à coup, la cloche se mit à carillonner pour un imaginaire incendie qui aurait éclaté à l'avant; et tout l'équipage, y compris les cuisiniers, courut aux pompes. Ce fut seulement le mardi soir, au dîner, qu'une nouvelle discussion se produisit, amenée par un incident fortuit de la conversation. L'amiral venait de raconter que, dans l'après-midi, comme il faisait un tour aux troisièmes classes et causait avec des émigrans, un Calabrais lui avait dit : « Nous devrions porter à notre cou des images de saint Christophe Colomb! » Sur quoi Alverighi ne manqua pas de s'écrier :

— Il a raison, cet homme! Il a raison! Le peuple en remontre à l'Église!

Et il nous expliqua cette phrase obscure, en nous disant que, il y a environ un demi-siècle, il avait été question de canoniser Christophe Colomb. Déjà la procédure, favorisée par Pie IX, était en bonne voie; mais un certain abbé Sanguinetti avait prouvé dans un livre savant, par des documens irréfutables, que Colomb, déjà vieux, avait eu de damoiselle Beatriz Enriquez de Cordova un enfant naturel nommé Fernando. Alors l'illustre navigateur avait été abandonné par tout le monde à mi-chemin sur la route du paradis, et la procédure de canonisation était restée en plan. D'un commun accord, nous blâmâmes l'étroitesse d'esprit du clergé. Mme Feldmann, — ce soir-là, elle était très pâle, et elle portait au cou un nouveau fil de perles, — se plaignit que l'on s'acharnât encore contre la mémoire d'un grand homme qui déjà, de son vivant, avait été si malheureux. Cavalcanti demanda si la découverte de l'Amérique n'avait pas assez de poids pour contre-balancer un concubinage, même sur les balances de la justice divine. L'amiral affirma que, somme toute, et en dépit de Beatriz, Colomb n'aurait pas discrédité le paradis. Seul Rosetti ne dit rien. Pour consoler toute l'assistance, Alverighi ajouta qu'il s'était formé dans l'Amérique du Nord une association dite des *Chevaliers de Colomb*, afin d'obliger l'Église à placer définitivement au ciel celui qui avait découvert l'Amérique. La conversation s'égara sur Colomb; je résumai les belles études faites par Henri Vignaud sur cette découverte, et je dis combien je les admirais. D'après M. Vignaud, Colomb n'aurait point songé à découvrir une nouvelle route vers les Indes par le côté de l'Occident,

mais il serait allé chercher dans l'immensité de l'Océan la terre inconnue dont un de ses amis, poussé par hasard sur les côtes de l'Amérique et revenu moribond, lui avait révélé l'existence. On discuta sur cette version nouvelle; on se demanda si elle obscurcissait ou si elle rendait plus brillante la gloire de Colomb; puis on parla du monument que les Italiens lui érigent à Buenos-Aires ; de ce monument, on passa aux autres monumens par lesquels l'Amérique a honoré celui qui l'a découverte, et on s'accorda à admettre qu'en général, ces monumens sont plutôt laids. Ce fut alors que Cavalcanti, sans y prendre garde, prononça une parole imprudente :

— Il y a pourtant aujourd'hui, dit-il, un sculpteur qui serait capable de faire, non pas *un* monument, mais *le* monument de Christophe Colomb. C'est Rodin.

Pût-il ne l'avoir jamais dit! Alverighi s'emporta comme s'il venait de recevoir un soufflet.

— Rodin ? Rodin ? Ce sculpteur des cavernes préhistoriques ?

— Vous n'aimez donc pas Rodin ? demanda Cavalcanti.

— Comment de tels monstres pourraient-ils me plaire ?

— C'est sans doute, repartit tranquillement Cavalcanti, parce que vos yeux sont trop habitués aux formes grecques. Mais il faut avoir *des nerfs différens* pour les différens artistes. Rodin est le sculpteur de ce transformisme qui a révélé à l'homme la profonde animalité de sa nature. Après Lamarck, Darwin, Haekel, il n'était plus possible de sculpter le corps humain dans son idéale beauté, à la façon des Grecs; il fallait le sculpter dans son animalité farouche et un peu brutale, comme a fait Rodin.

« Voilà un bel exemple d'argument retourné, » pensai-je à part moi.

— C'est donc pour cela qu'il sculpte des anthropoïdes, des troglodytes, des figures tératologiques! repartit Alverighi. C'est pour cela que, dans *le Penseur*, il a représenté l'intelligence, c'est-à-dire la plus noble faculté de l'âme, par un corps de portefaix des Halles! Mais allez donc au Louvre voir le buste d'Homère, si vous voulez voir la pensée resplendir dans un bloc de marbre !

— Précisément, répliqua Cavalcanti. Rodin, dans *le Penseur*, a voulu sculpter la pensée emprisonnée dans la matière et lut-

tant contre la matière. La beauté de cette statue réside dans le contraste entre la tête idéalement pensive et la pesante masse du corps.

Ici intervint Mme Feldmann, laquelle avait pu suivre cette discussion faite en italien, grâce à l'amiral, qui lui en traduisait les phrases essentielles.

— Rodin, dit-elle en français, est un sculpteur intéressant, parce que, dans ses œuvres, il y a toujours une idée. Et l'idée rend souvent intelligible ce qui, au premier aspect, peut sembler bizarre et inharmonieux dans la statue.

— Les idées, riposta Alverighi, je les cherche dans les livres. Ce que je veux dans le marbre, ce sont des formes et des expressions de sentiment.

— Je comprends alors, reprit-elle, que certaines statues de Rodin ne vous plaisent pas. Mais il y en a d'autres qui devraient vous plaire. Avez-vous vu, par exemple, le *Victor Hugo* qui est dans le jardin du Palais-Royal? Quelle sérénité méditative dans ce visage! Et quelle admirable attitude! Vous souvient-il du bras, de ce bras qui se tend (et elle imita le geste) comme pour apaiser et pour dominer? Quand je le regarde, ce bras, je crois voir une foule immense et agitée qui se calme, qui fait silence, qui prête l'oreille pour écouter le poète.

Mais Alverighi sembla ne pas voir le bras nu et vivant qui lui offrait sa blancheur délicieuse, et, à plus forte raison, ne se laissa pas induire à admirer le lointain bras de marbre.

— Ce bras énorme? répliqua-t-il. Est-ce qu'un homme absorbé en de profondes pensées a jamais tendu impérieusement son bras de pareille manière? Cette statue, c'est un bras monstrueux auquel est attaché un corps humain, et du diable si on sait pourquoi!

Ils se retournaient ainsi l'un l'autre leurs argumens, mais, cette fois, sérieusement et pour tout de bon, non plus par jeu, comme avait fait l'avocat, le samedi soir, lorsqu'il dissertait sur Hamlet; et Dieu sait combien de temps aurait duré cet exercice, si Cavalcanti n'avait pris la parole.

— La présente discussion, dit-il en s'adressant à Alverighi, prouve bien que, comme vous l'admettez, les jugemens esthétiques sont retournables. Mais, pour que la démonstration soit complète, vous devriez m'expliquer encore quel est l'intérêt qui fait que Mme Feldmann, vous et moi, nous nous acharnons ainsi

à disputer au sujet des œuvres de Rodin. N'avez-vous pas admis, vous et M. Rosetti, qu'en matière d'art, la haine et l'admiration obéissent toujours à un intérêt, quand elles prétendent s'imposer aux autres?

— En ce qui concerne madame, repartit Alverighi après quelques instans d'incertitude, la chose est claire. Cet intérêt, c'est le patriotisme. Elle est Française.

— Et pour moi ? demanda Cavalcanti.

— Pour vous? Le cas est plus complexe. Selon toute probabilité, le sentiment auquel vous obéissez est cette sorte d'orgueil qui porte tant de personnes à admirer les artistes assez osés pour entreprendre de révolutionner leur art.

— Mais vous-même, demanda encore Cavalcanti, quel est l'intérêt qui vous pousse à vilipender Rodin?

De nouveau Alverighi réfléchit quelques secondes ; puis, simplement et sèchement, il déclara :

— Rodin m'est antipathique.

Mais Cavalcanti et Mme Feldmann protestèrent.

— Cela vous semble-t-il un motif suffisant? demanda le premier.

— Rodin est un homme charmant! objecta la seconde. Je le connais très bien.

Alverighi ne broncha pas.

— Il m'est antipathique, à moi, reprit-il avec force; car il a eu le courage d'écrire dans une revue française que, quand on construit les villes, on devrait subordonner toute autre considération à la beauté architectonique, parce que la beauté prime le reste. Oui, tout le reste! Rodin serait capable de mettre au ban de la civilisation l'Amérique du Nord, par cette seule raison que New-York ne lui plaît pas!

— Cela n'a rien d'invraisemblable, répondit Cavalcanti. Et d'ailleurs, dans la bouche d'un artiste, serait-ce une hérésie et un blasphème? Une exagération, oui; mais une exagération qui ne m'offense ni ne me surprend, comme je ne suis ni offensé, ni surpris que vous soyez venu en Amérique pour vous enrichir.

— Pour m'enrichir? Et qui vous a dit cela?

Telle fut la réponse brusque et imprévue d'Alverighi. De toutes les choses bizarres que l'avocat nous avait débitées depuis plusieurs jours, ce fut celle qui nous étonna le plus. Caval-

canti, comme pétrifié, garda un moment le silence; puis, d'une voix presque balbutiante :

— Mais alors... pour quelle raison y êtes-vous venu? interrogea-t-il.

Alverighi, fort content de notre surprise, voulut l'accroître par de grands mots qui ne répondaient pas à la question.

— Moi, venu en Amérique pour m'enrichir? Mais, à dix-huit ans, j'avais fait vœu de pauvreté comme un moine de jadis. J'étais ensorcelé par l'idée de devenir quelque chose. Je ne savais pas au juste quoi : selon les jours, grand poète, ou grand philosophe, ou grand romancier; l'une de ces choses, ou toutes à la fois; bref, un homme unique, comme vous disiez l'autre soir. Mais, en attendant, un petit poste de professeur dans un collège de Sicile était mon royaume terrestre. Cent francs par mois me semblaient un apanage suffisant pour un homme de génie qui allait enfanter d'immortels chefs-d'œuvre. Ne vous en étonnez pas : je suis né dans une famille d'ascètes...

— Eh bien, insista Cavalcanti, pourquoi donc êtes-vous venu en Amérique?

— Pourquoi? Parce que, si j'étais prêt à faire un vœu perpétuel de pauvreté, je voulais à ce prix devenir un grand savant. Or, entre dix-huit et vingt-deux ans, je me suis aperçu que l'Europe ne pouvait pas me donner la science.

— Et vous êtes venu la chercher en Amérique! s'écria Cavalcanti ébahi, en levant les bras.

Alverighi à son tour croisa les bras lentement, s'appuya contre la table, et, regardant son interlocuteur bien en face, il prononça, en scandant presque les mots :

— Certainement, je suis venu en Amérique pour y chercher la Vérité. Et je ne l'y ai pas seulement cherchée, je l'y ai trouvée. Vous ne me croyez pas? Cela vous paraît étrange? Vous aussi vous estimez que l'Amérique n'est bonne que pour y ramasser de l'or? Quelle honte!

Cavalcanti demeura un instant immobile et muet, sans doute parce que, comme nous tous, il ne savait plus que penser de ces étranges discours. Puis il dit :

— Vous savez : je serais très curieux d'apprendre comment cela s'est fait. A parler franc, je n'imaginais pas que l'Amérique fût capable de produire de semblables miracles.

— Malheureusement cette histoire serait un peu longue à conter, répondit Alverighi.

— Le loisir ne nous manque pas, reprit Cavalcanti.

Alverighi réfléchit quelques instans; puis, haussant les épaules :

— Après tout, si cela vous amuse... Quand il vous plaira.

— Ce sera donc pour aujourd'hui même, dans la soirée, si vous le voulez bien.

Sur quoi, Alverighi se tourna vers Rosetti et dit :

— Venez donc, vous aussi, monsieur l'ingénieur. J'espère pouvoir vous annoncer que cette dernière tyrannie artistique de la vieille Europe, tyrannie que vous croyez impérissable ou peu s'en faut, est sur le point de finir. Que dis-je? Elle est déjà presque finie. Des temps nouveaux sont en train de naître. Le monde est sur le point de trouver le bonheur dans la richesse et dans la liberté. C'est une découverte que j'ai faite cette nuit!

VII

Une heure après, Cavalcanti, Rosetti, Alverighi et moi, nous étions assis en cercle autour d'une petite table, sur le pont de promenade, dans l'espace vide que la paroi de fer laissait au milieu du navire, en se recourbant après la porte des cabines. Quelques boîtes de cigares étaient posées sur la table. La nuit était sans lune et chaude; sous nos pieds, la masse métallique du *Cordova* frémissait sourdement; près de nous, dans les ténèbres, l'Océan fendu par la proue grondait sans relâche, avec un bruit de cascade invisible. Alverighi alluma un gros havane, il appuya ses bras sur les accoudoirs de son fauteuil et se pencha un peu, comme pour se rapprocher de nous qui, allongés dans les nôtres, nous disposions à l'écouter sans prendre garde aux personnes qui, seules ou par couples, passaient devant nous.

— Je vous l'ai déjà dit, commença-t-il. Je suis né dans une famille d'ascètes. Mon père et ma mère (je ne puis penser à eux sans avoir le cœur serré, maintenant qu'ils sont morts et que, moi, je suis riche) avaient reçu tous les dons de Dieu, la beauté, la bonté, l'intelligence; et néanmoins ils ont vécu leur vie entière dans l'obscurité et dans la gêne, lui enseignant *rosa, la rose* à des moutards, elle élevant plusieurs enfans destinés à continuer la tradition de la pauvreté et des études pater-

nelles. Il ne vous sera donc point difficile de comprendre pourquoi, à dix-huit ans, j'entrai comme étudiant à la Faculté des Lettres. J'étais fou alors, cela ne fait pas de doute; j'étais plein d'ambitions démesurées, ridicules; mais mon désir de savoir était sincère. Avec quelle ardeur je me jetai sur les livres de sociologie, de philosophie et d'histoire qui avaient en ce temps-là le plus de vogue, et aussi sur d'autres qui n'avaient plus la vogue ou qui ne l'avaient pas encore! La malchance fut que, non seulement mes maîtres considéraient comme livres dangereux et défendus presque tous ceux que je lisais avec le plus de plaisir et de profit, mais encore qu'ils eurent la prétention de m'enfermer dans une cave où ils s'amusèrent à émietter devant moi les chefs-d'œuvre de la littérature et les grandes idées des philosophes, m'obligeant à rester du matin au soir à genoux, le nez contre terre, pour ramasser par-ci par-là ces miettes imperceptibles; et, non contens que je me fusse voué à la pauvreté, ils s'efforcèrent en outre de tuer par tous les moyens mon intelligence. « Si vous voulez un sujet sérieux, étudiez l'aoriste dans les fragmens de Xénophane, » me dit un jour un de mes professeurs, à qui j'avais confié mon intention d'entreprendre une étude sur l'origine et le développement de l'idée de progrès. Je perdis ainsi quatre années. Je bâclai un roman, deux drames, un système de philosophie et je ne sais combien de poèmes; à dix-huit ans, je me croyais un génie universel, et j'avais tort; mais, après quatre ans d'études, j'avais peur de n'être bon à rien, ce qui n'était pas un moindre tort : car, en somme, j'ai prouvé, je crois, que j'étais capable de faire quelque chose.

— Ce que vous me dites ne m'étonne point, interrompis-je en soupirant.

— N'est-ce pas la vérité? reprit Alverighi. Je suis heureux de vous entendre confirmer mes paroles,.. Alors je me révoltai et je m'enfuis en Amérique. Vous rappelez-vous, Ferrero? A Rosario, je vous ai parlé de l'un de mes professeurs, le seul qui m'ait voulu du bien; mais il n'avait pas le sens commun, le pauvre homme, et il parlait de l'Amérique comme s'il y avait été chez lui, tandis qu'il la connaissait à peu près comme la planète Mars. Comment diable s'était-il mis dans la tête que l'Amérique eût besoin de latin et de philosophie? A tout propos, il me répétait qu'il y avait en Europe trop de philosophie et de latin, mais que, en revanche, il y en avait trop peu en Amérique.

Quant à moi, j'étais si désespéré, vers la fin de mes études, que, à la condition d'être à jamais délivré de ces faux maîtres qui n'avaient su ni apaiser ni éteindre ma soif de savoir, je serais allé à pied jusqu'au centre du Sahara. Je partis donc pour l'Amérique avec le projet de m'y consacrer à l'enseignement, comme vous avez fait, monsieur Rosetti; mais, hélas! j'y allais au hasard, sur la parole de ce maître qui m'avait si souvent répété : « Va, va. Un jeune homme de talent, comme tu l'es, trouve tout de suite une situation. Dans les pays jeunes, ce sont les jeunes qui font fortune. »

Il se tut, un instant, de l'air d'un homme qui considère avec répugnance des faits et des choses lointaines. Nous nous taisions aussi.

— Ainsi, reprit-il, ce qui m'a chassé de l'Europe, ce fut, non la pauvreté, mais l'insuffisance de cette culture dont elle est si fière, la misérable stupidité de ses écoles, l'impuissance de ses philosophies officielles. Vous me demanderez sans doute ce que j'espérais trouver en Amérique? Je n'en sais rien. Je haïssais l'Europe, à ce moment-là : voilà tout. Mais je n'étonnerai aucun de vous en disant que ce que je trouvai aux portes de l'Amérique, pour m'accueillir, ce fut la Faim! Durant des semaines entières, j'ai déjeuné et dîné avec une tasse de lait. Mais, en somme, on peut vivre même avec du pain sec, et, dans les premiers temps, les tiraillemens de l'estomac mal satisfait ne furent pas ma plus cruelle torture. Vous n'avez pas oublié, n'est-ce pas, Ferrero, l'histoire de ces temps terribles? Je vous l'ai racontée tout au long à Rosario.

— Non seulement, répondis-je, je ne l'ai pas oubliée, mais même je l'ai déjà fait connaître en gros à Cavalcanti et à Rosetti.

— Fort bien! continua Alverighi. Ces messieurs savent donc qu'à vingt-quatre ans je dus apprendre une profession plus lucrative que celle de philosophe, recommencer depuis le début des études nouvelles, et quelles études! Mais il ne suffisait pas d'étudier le droit, il fallait vivre. J'ai fait le comptable; j'ai écrit des sonnets pour mariages; j'ai compilé un guide de Buenos-Aires! Ah! quel déchirement, quel désespoir, quelles fureurs! Moi qui, là-bas, avais aspiré à être un homme unique! Maintenant que j'avais perdu l'espérance, il me semblait certain que, si j'étais resté en Europe, je serais devenu un grand

homme. Et au contraire, je me sentais devenir stupide. Pendant trois ans, figurez-vous, je n'ai pas osé tirer de leur caisse les livres qui avaient été les délices de ma jeunesse. Que de fois je me suis mordu les mains! que de fois j'ai pleuré désespérément dans mon lit, en maudissant l'Amérique! Un jour, je pensais à me suicider; un autre jour, à me rembarquer pour l'Europe. Je ne pouvais plus regarder les affiches des paquebots en partance sans que ces affiches me brûlassent les yeux. Si je ne revins pas, ce fut par orgueil : je m'étais trop vanté de mon projet...

Il fit une pause. Rosetti dit que beaucoup de gens ont triomphé en Amérique parce que, à l'heure du désespoir, ils n'ont pas eu le moyen de s'en échapper; et Cavalcanti ajouta que, dans toutes les entreprises, la nécessité fait plus de héros que la nature.

Tandis qu'ils parlaient, je vis sortir de la cabine et passer devant nous, presque en courant, la femme de chambre de Mme Feldmann.

— Enfin, reprit Alverighi, lorsque je fus docteur en droit, j'entrai dans l'étude d'un avocat de Rosario, et je me mis à l'ingrat métier de la chicane. Ah! si l'on m'avait dit cela, en Italie! Combien je regrettais l'Europe, et quelles tristesses m'accablaient! Ce fut alors que, peu à peu, timidement, je commençai à désirer la richesse, non pour elle-même, mais parce qu'elle était la seule voie ouverte par où je pusse me soustraire à ces humeurs moroses. En Argentine, quand on sait un métier dont le pays a besoin, on gagne beaucoup d'argent. Je travaillai sans repos; au bout de deux ans, mon avocat se retira et me céda son étude à des conditions avantageuses; en 1894, j'avais amassé déjà 30000 piastres, et, comme tout le monde fait, j'achetai dans la province de Buenos-Aires un terrain, lequel me coûta 50000 piastres. Une banque me prêta ce qui me manquait. A la fin, tout d'un coup, la fortune me dédommagea de tant d'amères souffrances. Précisément à cette époque, une petite plante aux feuilles d'or envahissait les plaines argentines. Vous rappelez-vous, Ferrero, ces immenses champs de luzerne, les plus beaux du monde, que nous avons traversés ensemble, en chemin de fer, pendant des centaines de kilomètres? Les Champs Élysées du monde moderne : les champs de l'immortalité, où la vie renaît de la blessure même qui l'a tranchée; où, une fois semé, l'alfalfa

repousse indéfiniment, après le fauchage, sur ses racines éternellement jeunes; où on peut le couper jusqu'à trois fois par an, sans qu'il ait besoin d'autre chose que de la faux : car il va de lui-même, avec ses longues racines, chercher l'eau sous la terre...

Comme il disait cela, je vis l'amiral et la femme de chambre de Mme Feldmann passer près de nous à la hâte et entrer par la porte qui conduisait aux cabines.

— Une plante qui exige si peu de bras, continua Alverighi, était pour l'Argentine un don des dieux. Et néanmoins, durant de longues années, l'Argentine ne s'en était pas aperçue.

— Cependant, interrompit Rosetti, don Bernardo de Irigoyen m'a maintes fois raconté que, depuis longtemps, depuis 1860, si j'ai bonne mémoire, il avait essayé de semer de la luzerne, mais qu'il y avait perdu beaucoup d'argent.

— C'est vrai, répondit Alverighi. Alors ce produit ne s'exportait pas encore en Europe, non plus que la viande; l'Argentine n'avait pas d'étables, et les pâturages naturels suffisaient. Bref, il était encore tôt. Mais, lorsque le moment fut venu, tous ceux qui avaient des terrains bons pour la luzerne firent fortune. Trois mois après que j'eus acheté mon domaine, je découvris que j'avais de l'eau à un mètre de profondeur. et, un an plus tard, je le revendis pour 200 000 piastres. Après avoir remboursé la banque, il me resta plus de 170 000 piastres, presque 400 000 francs : une somme suffisante pour retourner en Italie et pour y vivoter de mes rentes. Je vous avoue que, lorsque je me sentis en poche quelque chose comme un demi-million, je fus tenté, un instant, de partir; mais je me décidai vite à rester. « Matérialisme américain! » dirait l'Europe avec indignation. Mais non : je restai pour devenir un sage. Vous rappelez-vous, Ferrero, tous ces banquiers, ces fermiers, ces *chacareros*, ces marchands de grain, — français, anglais, allemands, italiens, argentins, — que vous avez entrevus à Rosario dans les clubs, dans les réceptions, dans les banquets, pendant les trois jours que vous avez été des nôtres? Mais vous ne les avez vus qu'à la volée, vous; moi, au contraire, comme je m'étais jeté à corps perdu dans les affaires, j'ai été obligé de vivre avec eux. Et, quelle surprise! A mesure que je les connaissais mieux, je ne pouvais en croire mes yeux; il me semblait que je rêvais. Eh quoi? ces gens-là, venus de toutes les parties du monde,

s'étaient rencontrés par hasard sur les rives du Parana; beaucoup d'entre eux n'étaient ni des hommes de grand savoir ni des hommes de grande intelligence; ils vivaient tous dans le bas monde de la matière, comme on dit en Europe, uniquement occupés à faire de l'argent. Et pourtant... Vous avez pu vous en convaincre par vous-même, Ferrero : dans les deux Amériques, les hommes d'affaires sont des hommes et non des bêtes féroces; ils luttent et se mordent, mais ils ne se déchirent pas; ce que chacun veut, c'est son propre avantage, ce n'est pas le mal, l'humiliation et le désespoir de son rival; ici, il n'y a jamais de défaite irrémédiable pour celui qui ne se laisse pas démoraliser; bien plus, tout en se combattant, on se rend service les uns aux autres, puisque le résultat de la lutte, c'est toujours de renforcer chez les adversaires la confiance dans le progrès indéfini. Ici même, à bord du *Cordova*, nous en avons un échantillon en la personne de Vazquez. Y a-t-il un homme plus serein, plus calme, plus exact, plus posé, plus sûr, plus solide, plus modeste, plus optimiste que lui? Et quand on pense que cet homme possède des terres aussi grandes peut-être que la Lombardie! L'optimisme américain? Mais c'est une merveilleuse aurore boréale dans la grise histoire du monde! Et l'Europe en rit, la malheureuse !... Donc, je me vis transporté, comme dans un rêve, au milieu d'hommes gais, dégourdis, adroits, énergiques à défendre leurs intérêts personnels, mais non aigris, non méchans ni pervers, exempts de cette horrible jalousie qui fait qu'on se tourmente de tout succès d'autrui comme d'un échec propre, sachant bien que les petits conflits de chaque jour finissent par se réconcilier dans le progrès universel qui emporte tout le pays : — des gens forts, en somme, *nice fellows*, comme on dit dans le Nord. Profondément stupéfait, je me retournai alors vers l'Europe; et je les vis, ces Européens qui vivent au-dessus des sordides intérêts de la richesse, dans l'olympienne atmosphère des idées et des formes pures... (il fit une petite pause, pour ménager son effet)... je les vis rageurs, envieux, malveillans, intolérans, hypocrites, pervertis, immondes!

Cette bordée d'injures provoqua une légère émotion dans l'assistance, et la conversation s'interrompit. Rosetti en profita pour nous proposer de continuer l'entretien en nous promenant sur le pont. Cavalcanti et moi, nous prîmes Alverighi et Rosetti

entre nous, et nous marchâmes ainsi tous les quatre le long du navire, dans cette sorte de couloir où tombait des espaces nocturnes une faible clarté, tandis qu'à côté de nous résonnait avec un fracas de cascade l'Océan fendu par la proue ; et nous allions tantôt vers l'avant, tantôt vers l'arrière, faisant demi-tour sur nous-mêmes chaque fois que nous arrivions à l'une des extrémités. Cependant Alverighi poursuivait :

— L'autre jour, monsieur Cavalcanti, quand vous avez pris si éloquemment la parole... Oui, oui, il y avait de grandes et profondes idées dans ce que vous nous avez dit. Ah! si vous n'étiez pas gâté par les préjugés européens!... L'autre jour, dis-je, vous me demandiez pourquoi, en Europe, chaque philosophe, chaque écrivain, chaque artiste veut être seul et exterminerait volontiers tous ses rivaux ; si bien que, ne pouvant ni les empoisonner, ni les faire tuer par des sicaires, ni les enfermer par une lettre de cachet dans quelque nouvelle Bastille...

— Mais non, mais non ! protesta en riant Cavalcanti ; je n'ai pas accusé de tels méfaits la haute culture européenne. Je me suis plaint seulement qu'elle fût intolérante.

— Bref, reprit Alverighi, comme ils ne peuvent supprimer leurs rivaux, ils tâchent de les discréditer par tous les moyens. Pourquoi le maître excommunie-t-il le disciple, si le disciple fait un pas au delà des limites qui circonscrivent la science du maître ? Et pourquoi le disciple, à son tour, s'empresse-t-il de renier le maître, dès qu'il croit n'avoir plus rien à espérer de celui-ci ? Pourquoi les vieux font-ils semblant de ne pas voir les jeunes ? Et pourquoi les jeunes crient-ils aux vieux de crever le plus vite possible ? Pourquoi les vieux et les jeunes, les grands et les médiocres sont-ils tous des cannibales ?

Il attendit un instant. Mais Cavalcanti ne prononça pas un mot.

— Cela vous semble inexplicable, n'est-ce pas ? reprit Alverighi. C'est que vous êtes Américain. Mais moi, qui ai été Européen, trop Européen, je me l'explique. Lorsque j'ai eu l'heureuse idée de tourner le dos au vieux monde et de m'embarquer pour l'Amérique, j'avais déjà, le croiriez-vous ? contracté toutes les fièvres paludéennes du monde méditerranéen. Oui, toutes : la fièvre philosophique, la fièvre littéraire, la fièvre politique, toutes les fièvres malignes de cette malaria qui naît de la stagnation du vieux monde gréco-latin, la passion insensée d'exceller, de jouir, de devenir grand, puissant, riche, célèbre, unique par

contraste, au milieu des discordes, des guerres, des ruines, du désordre. A vingt-deux ans, — quelle honte! — j'avais déjà été tour à tour vériste et romantique, mystique et matérialiste, bigot et athée, monarchiste et socialiste : tout cela capricieusement, selon la mode européenne, non par amour d'une doctrine, mais par esprit de contradiction, par vanité, par haine du système contraire et des personnes qui le professaient, par fureur de me pousser dans le monde, d'agripper quelque emploi lucratif ou de faire parler de moi. La guerre est le principe de toutes les choses, disait, je crois, Héraclite. Mais l'Argentine m'a guéri. Devant ce paisible océan de plaines sans limites qui étendent d'un horizon à l'autre la divine tranquillité de leur verdure, tout en semant, en moissonnant, en vendangeant, en fauchant, je commençai enfin à réfléchir, après avoir si follement étudié. A quoi bon se ronger le cœur, mentir, s'imposer toute sorte de privations, commettre toute sorte de perfidies? à quoi bon se déchirer les uns les autres et se disputer atrocement l'empire de mots, de souffles de voix, de paroles sans signification, d'opinions aussi changeantes que les nuages, comme si c'étaient les lambeaux d'un royaume, tandis qu'il reste tant de plaines intactes où l'on pourrait enfoncer la charrue? Y a-t-il dans la vie une entreprise plus noble que celle de produire de la richesse, c'est-à-dire des *biens*, des choses qui sont *bonnes* par définition, qui servent à tout le monde, qui procurent à tout le monde le bonheur, le contentement, l'aisance, le plaisir, la sécurité? Qu'a donc rêvé l'homme, depuis l'origine des temps, si ce n'est le Paradis terrestre, la Terre promise, le Jardin des Hespérides, l'Age d'or, l'Arabie heureuse : — toujours la même chose sous des noms divers : l'empire de la nature et l'abondance! Et le grand mythe ne se réalise-t-il pas enfin au delà de l'Océan, dans ces pays miraculeux où il suffit d'une plante, — l'alfalfa, ou le blé, ou le café, ou le lin, — pour qu'en peu d'années, ainsi que dans la fable, un mendiant comme je l'étais alors devienne millionnaire, pour qu'un désert et un village se transforment en une cité splendide et en un État florissant, comme c'est le cas de São Paulo du Brésil? Et comment est-il possible que l'Europe ne veuille pas comprendre cela ou semble même l'ignorer? et qu'elle continue à être furieuse, à exécrer, à excommunier, à maudire, à machiner des tourmens et des violences et à estropier des milliers de jeunes esprits, pour décider si le

monde doit être gouverné au nom de Dieu ou au nom du peuple, si l'art classique est plus beau que l'art romantique, s'il faut obéir ou ne pas obéir au Pape, si un homme intelligent a ou n'a pas le droit d'envoyer une bonne fois au diable Homère et Cicéron, si le positivisme est plus vrai que l'idéalisme, et quel est le pays qui vaut le mieux, de la France, de l'Angleterre ou de l'Allemagne : trois lopins de terre si petits qu'il faut prendre des lunettes pour les découvrir sur la mappemonde, en comparaison de notre pays, à nous ! Et, peu à peu, lentement, mais sans interruption, jusqu'à ce matin, l'aspect des choses s'est éclairci à mes yeux ; et j'ai vu le monde qui, en une de ses parties, était dans la joie et resplendissait comme une merveilleuse aurore, tandis que, dans l'autre partie, il s'attristait et s'assombrissait comme un crépuscule mélancolique, sous la tyrannie d'une oligarchie de juristes, de philosophes, de lettrés, d'artistes, de théologiens. Et finalement, j'ai compris ! Après des efforts, des fatigues, des hésitations infinies, cette nuit, en réfléchissant à vos paroles de l'autre jour, j'ai compris ! J'ai compris que l'histoire s'était longtemps trompée...

Mais, à cet instant, je m'entendis appeler. Je me retournai et je vis l'amiral qui me faisait signe de venir. Je quittai mes compagnons et allai le rejoindre.

— Excusez-moi, me dit-il, si je vous dérange. Mais il faut absolument que vous me fassiez un plaisir. Cavalcanti vous a informé, je crois, de la fâcheuse situation où se trouve Mme Feldmann ?

— Oui, répondis-je.

— Eh bien... Cela n'est pas votre faute : vous ne saviez pas. Mais ce que vous avez dit sur le divorce aux États-Unis est devenu pour cette pauvre femme une sorte d'obsession. Maintenant encore elle s'agite, pleure, crie que le divorce est un fait accompli, qu'elle n'arrivera pas à temps pour faire valoir ses raisons, qu'elle veut se suicider. J'ai tâché de la calmer ; mais elle ne me croit pas : elle se figure que ce sont des mensonges inventés après coup, par pitié. Venez vous-même. Vous lui répéterez en personne ce que vous avez dit à Cavalcanti.

Il ne me plaisait qu'à moitié d'abandonner la conversation au plus beau moment ; mais il me fut impossible de refuser, et je suivis l'amiral. Nous montâmes au pont supérieur, ou étaient les cabines de luxe. Encore vêtue de la riche toilette

de velours bleu qu'elle portait au dîner, Mme Feldmann était couchée sur le lit de repos, le bras gauche posé en arc sur l'oreiller, le front appuyé sur le bras, le visage caché entièrement; et elle sanglotait tout bas, tandis qu'à côté d'elle Lisetta, sa femme de chambre, se tenait debout, avec un verre et une petite cuillère entre les mains, de l'air contrit d'une personne qui doit offrir encore à un malade un remède déjà offert inutilement. Depuis la magnifique chevelure qui couvrait la moitié de l'oreiller, jusqu'aux deux pieds mignons, chaussés d'escarpins de satin, qui sortaient de dessous la robe à l'extrémité du lit, ce beau corps gisait dans l'accablement du désespoir; et seules les épaules tressaillaient de temps à autre, secouées par les sanglots et comme soulevées du buste. Elle ne bougea pas, lorsque nous entrâmes, et il y eut une minute de silence. Enfin l'amiral dit :

— Madame, voici M. Ferrero.

Quand elle entendit mon nom, elle se tourna rapidement sur le flanc, s'assit, ramassa les plis de sa robe autour de ses jambes; et, tandis qu'elle essayait de remettre en ordre ses peignes et ses cheveux et qu'elle essuyait ses larmes, elle me demanda pardon de me recevoir de cette manière. Je répondis comme il convenait ; puis, tandis que Lisetta se retirait dans un coin, je commençai à parler selon la circonstance, et je m'efforçai de la convaincre qu'une personne de la haute société ne pouvait divorcer comme je l'avais dit, à cause du scandale qui en résulterait. Elle m'écouta d'abord immobile, les yeux dans mes yeux; puis brusquement, elle secoua la tête, et, d'un air découragé :

— Le scandale, le scandale! gémit-elle. Et pourquoi mon mari aurait-il peur du scandale? Tous les autres ont besoin de lui; mais, lui, il n'a besoin de personne. C'est la force de la Banque, cela!

Je tentai de lui démontrer que nul, même le plus puissant banquier, ne pouvait aujourd'hui défier l'opinion publique au delà d'une certaine mesure. Mais elle réfuta vivement cette argumentation et m'obligea ainsi à chercher d'autres arguties. Tandis que je discutais avec la gêne de celui qui sent ses raisons glisser au lieu d'entrer dans l'esprit de l'interlocuteur, mes regards s'arrêtèrent sur un objet blanc qui était à terre, près du lit de repos, et que je n'avais pas remarqué encore. Je reconnus le précieux fil de perles, qui sans doute était tombé dans la récente crise de pleurs et de sanglots. « Quelqu'un va

marcher dessus, » pensai-je. Et à la gêne de l'argumentation inefficace s'ajouta pour moi un nouveau malaise. En parlant, je ne pouvais détacher mes yeux de ces perles; j'éprouvais une envie machinale de me lever et de les ramasser; de temps à autre aussi, je regardais Lisetta, comme pour lui demander si elle était aveugle. Distrait par cette préoccupation, je répondis avec une faiblesse croissante aux objections de la dame; et, plus elle prenait sur moi l'avantage, plus elle se désolait. « Voici, encore, pensai-je, une crise qui approche. » Et je ne me trompais pas.

— Qui l'aurait dit, il y a seulement huit jours? s'écria-t-elle tout à coup. Et moi qui l'attendais si tranquille et si contente! Et lui qui m'écrivait des lettres si affectueuses! Mon Dieu, mon Dieu! Quelle surprise! Il me semble que c'est un cauchemar. Après vingt-deux ans de concorde et d'amour, sans une ombre, sans un soupçon! De pareilles choses sont-elles donc possibles?

Et elle enfonça son mouchoir dans sa bouche, éclata en pleurs, cacha de nouveau sa face dans l'oreiller, sanglotant, déclarant que sa vie était brisée, que ses amis, si elle en avait de véritables, devraient lui procurer de la strychnine. L'amiral courut à elle; la femme de chambre aussi s'approcha, de sorte que le fil de perles se trouva caché sous sa robe. Cette scène était bien faite pour susciter la pitié; mais je dois confesser que, si j'étais ému par les larmes de Mme Feldmann, ce qui me tourmentait davantage encore, c'était la crainte d'entendre, d'un moment à l'autre, les perles craquer sous les pieds de cette femme. Cependant Lisetta insistait, mais sans succès, pour que Mme Feldmann bût le médicament. A la fin, elle vit les perles, et, du bout du pied, les repoussa sous le lit de repos. Je respirai; mais il me fut impossible de ne pas me dire, à part moi, que les femmes de chambre des milliardaires traitaient les joyaux avec une singulière désinvolture.

Peu à peu, Mme Feldmann se tranquillisa; et, tandis qu'elle s'apaisait, l'amiral se mit à la réconforter par des paroles plus efficaces que les miennes. Il lui rappela maints épisodes de sa vie conjugale, les preuves de longue fidélité et de profond amour que lui avait données son mari, la concorde qui avait régné dans leur ménage pendant si longtemps; et il conclut, avec une sorte d'autorité paternelle, qu'il y avait là pour elle de très fortes garanties, dont une dépêche au sens obscur et dont mes propos imprudens ne pouvaient détruire la valeur. Peut-être ces raisons

ne persuadèrent-elles pas Mme Feldmann; mais les souvenirs l'attendrirent. Elle s'assit de nouveau, donna son assentiment à certaines affirmations de l'amiral; et elle finit par dire :

— Assurément, s'il a fait une chose pareille, c'est qu'il est devenu fou.

Puis, se tournant vers moi :

— Je voudrais, ajouta-t-elle, que M. Lombroso, votre beau-père, fût ici. Voilà l'homme qui pourrait me donner un conseil.

Délivré de mon inquiétude au sujet des perles, j'énonçai quelques réflexions, le mieux que je pus, sur les formes de la folie.

— Est-ce que vous vous entendez à ces questions-là ? me dit-elle alors.

— Non, répondis-je. Mais ma femme est médecin et elle s'y entend à merveille. Vous devriez causer avec elle.

Nous continuâmes à parler de choses diverses avec plus de calme, tandis que je me demandais à moi-même si cette femme disait la vérité, quand elle affirmait que le divorce briserait à l'improviste une vie commune qui avait duré de longues années sans nuages d'aucune sorte. Si c'était vrai, l'aventure était réellement bien extraordinaire ! Enfin, lorsque Mme Feldmann parut tout à fait tranquillisée, nous nous retirâmes.

Il était presque minuit. Je descendis sur l'autre pont, afin de voir si Alverighi, Cavalcanti et Rosetti y étaient encore. Mais le pont était désert. Nous étions restés presque une heure à causer avec Mme Feldmann, et en une heure la discussion ou, pour mieux dire, la dissertation d'Alverighi devait avoir pris fin. Je m'appuyai, un instant, sur le bordage, levai les yeux vers la voûte étoilée. Et voilà que pour la première fois, au fond des ténèbres nocturnes, j'aperçus, brillante et comme silencieusement souriante, la Grande Ourse qui réapparaissait à mes yeux comme un vieil ami que l'on n'attend pas. J'eus un frisson de joie : il me sembla que cette belle constellation de l'hémisphère boréal venait me donner des nouvelles de mes parens, de mes amis, des personnes et des choses qui m'étaient chères, de ma patrie qui s'approchait, de ce vieux monde méditerranéen sur lequel elle scintillait depuis l'éternité et dont le prolixe Alverighi avait dit tant de mal.

GUGLIELMO FERRERO.

(*La suite au prochain numéro.*)

CORRESPONDANCE

D'ALBERT SOREL[1]

1870-1871

A Albert Eynaud.

Bordeaux, 14 février 1871.

... Les tristes perspectives que je te laissais entrevoir se sont malheureusement découvertes, et à la vérité, quand je t'exprimais à ce sujet quelques doutes, je n'en avais guère moi-même. Je pense que tu auras compris que, sur beaucoup de points, il fallait lire entre les lignes. Je crois avoir rendu pleinement justice à Gambetta et à tout ce qu'il a pu faire, à tout ce qu'on a pu faire surtout de bien en son nom. J'ai su de très bonne heure à quoi m'en tenir sur son compte et j'ai été à même, par une rencontre bien singulière, de connaître sa conduite à l'égard du gouvernement de Paris bien avant qu'aucun bruit n'en eût transpiré dans le public. Ce ne sera pas le souvenir le moins curieux de la curieuse campagne que je viens de faire. Mais je ne puis ici donner place à ces détails, tout rétrospectifs d'ailleurs. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'à Tours il fallait obéir à cette dictature et la soutenir même : les efforts tentés et les résultats obtenus étaient relativement énormes, le temps pressait et si on critiquait avec bien de la raison, il ne se présentait personne pour faire quoi que ce soit. L'Assemblée n'eût rien fourni : celle qui vient de se réunir ne le prouvera que trop. Elle eût fait la paix, et la paix eût été prématurée. Il fallait lutter tant que la lutte était possible : on ne pouvait pas vaincre, mais

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1912.

on relevait l'honneur. Gambetta, « tyran de Tours, » n'est point ce que le font les journalistes. Comme tous les autres hommes de ce temps, il a rêvé de grandes choses, et, jeté au pouvoir, il a été au-dessous de ses rêves, il a été ballotté par cette mer confuse où gens et choses s'entre-choquent et s'usent et disparaissent grain par grain, misérablement. Il n'était ni méchant ni despote: mais il était le jouet des caprices d'un tempérament fougueux; il appartenait à toutes les influences qui se succédaient autour de lui. C'est ce qui explique comment il a pu faire tant de choses opposées... Voilà où nous en étions à la fin de janvier. Quand la crise de Paris est arrivée, il y a eu ici quelque agitation. On avait formé des clubs et on y entendait chaque soir des Garibaldiens: anglais, slaves, espagnols, américains, tous agens de l'Internationale, quelques-uns fort habiles et résolus. Le mot d'ordre de ces gens, auxquels s'adjoignirent des *délégués* des villes du Midi (crème de la jactance méridionale, prêts à tout faire, sauf à se battre contre l'ennemi), se sont formés en comité avec ces deux mots d'ordre : Pas d'élections, le comité de Salut public. On a décidé qu'on en daignerait offrir la présidence à Gambetta. Il était tantôt une idole, tantôt un fantoche, suivant qu'il recevait ces messieurs ou qu'il ne les recevait pas. Enfin le dimanche, il y a dix jours, la manifestation annoncée a eu lieu : j'y étais, comme bien tu penses. Il y avait environ un millier de manifestans et quatre mille curieux. Un homme ivre a tiré un sabre, et près de deux mille personnes se sont mises en fuite. C'était un Anglais qui menait l'affaire avec un art de mise en scène et une haute charlatanerie que je n'ai pu m'empêcher d'admirer. On arrive devant la préfecture. L'Anglais monte à un balcon et harangue la foule. Gambetta caché derrière une fenêtre, en face, soulevant le rideau, tâchait de saisir quelques mots. Quelle injure et quelle misère! Cependant les délégués, l'Anglais en tête, entrent dans le Palais: la conférence dure, la foule s'impatiente et demande son idole, assez tentée, sans le trop bien savoir, de la briser pour voir ce qu'il y avait dedans. Gambetta ne paraît pas. On ne répond rien, et la foule s'en va, comme la nuit tombait et que l'heure du dîner se faisait sentir. — La chose a avorté. — Le soir, on a fermé le club. Il y a ici peu d'agitateurs sérieux, et ils sont très poltrons. Il suffira de peu d'hommes résolus pour les mettre à la raison et faire respecter l'Assemblée. Mais les trouvera-t-on?

Je l'espère, sans en être bien sûr. Je ne puis savoir dans quelle mesure les manifestateurs s'entendaient, sinon avec Gambetta, du moins avec son mauvais génie, le policier... Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'à la même heure il méditait une chose bien autrement grave et que, heureusement pour nous et pour lui, il n'a pas exécutée.

Tu connais le différend qui s'élevait entre Paris et Bordeaux à propos des élections. Il remontait très loin et il avait commencé il y a trois mois, lorsque, pour la première fois, il avait été question d'armistice et d'élections. Les exclusions, jointes au décret qui destituait des magistrats, mettaient le comble à la mesure. Paris entendait que les élections fussent absolument libres : les Bonaparte eux-mêmes étaient éligibles. On a envoyé Jules Simon pour faire exécuter le décret de Paris. Simon arrive : on lui refuse le *Journal officiel*, les journaux qui insèrent sa protestation sont saisis. Bref, dimanche, les choses en étaient à ce point de savoir si Gambetta ferait arrêter Simon ou Simon Gambetta. Gambetta avait la force : ses amis lui conseillaient un coup d'État pour la nuit du dimanche au lundi. Une liste d'une quarantaine de personnes, en tête desquelles se trouvait Thiers, avait été dressée : on devait les arrêter, les écrouer à Blaye, proclamer la guerre à outrance, rompre l'armistice et s'en aller au besoin à Lyon ou à Marseille. Gambetta a eu le bon sens de s'arrêter. Il a donné sa démission, et l'arrivée d'une grande partie du gouvernement de Paris a rétabli les choses. — Je passe une foule de détails, l'intervention humiliante, mais inévitable de Bismarck, la création d'un journal gambettiste qui élève le gambettisme à la hauteur d'une cinquième dynastie, les déclamations odieuses contre Paris, les accusations de trahison, tout le cortège des basses injures. Je ne tiens à insister que sur un seul point. Il est absolument faux que l'armistice ait compromis l'armée de l'Est. Elle était perdue auparavant et décidée à se jeter en Suisse où les mesures étaient déjà prises pour la recevoir. L'armistice et la dépêche envoyée à Bordeaux sont l'œuvre du général Beaufort d'Hautpoul que Jules Favre avait emmené avec lui. Pauvre Favre ! Je l'ai vu hier. Il était venu ici pour déposer ses pouvoirs entre les mains de l'Assemblée. Il était courbé et pâle, vieilli de dix années. « J'ai couvé Paris pendant cinq mois, » dit-il à Thiers en arrivant. J'ai pu saisir, trop rarement, quelques fragmens des rapports confi-

dentiels qu'il adressait ici, soit à Gambetta, soit à Chaudordy. Ils étaient déchiffrés chez nous et il était impossible de les lire sans être ému. Je crois que rarement un homme politique s'est montré aussi complètement lui-même, honnête et sincère dans sa correspondance la plus secrète. Ces pages simples et élevées, profondément mélancoliques, seront l'honneur de sa vie, si jamais elles sont publiées.

Ils avaient une rude tâche à Paris. La population enivrée de son héroïsme (je tâcherai tout à l'heure d'en déterminer la valeur) était aussi peu disposée à céder qu'à combattre. Cependant il fallait capituler avant que les vivres fussent épuisés. Favre se rendit à Versailles. Quelques jours avant, rendant compte de l'état désespéré des choses, il écrivait : « L'homme qui se dévouera à cette lamentable tâche sera accusé de trahison, accablé d'injures, il y perdra sa popularité ; cependant il faut le faire, car autrement la ville se laissera prendre par la Commune, la révolution sera dans la rue, la famine viendra, des milliers périront et par-dessus tout on aura l'opprobre de l'occupation étrangère au milieu de la guerre civile. » — Ce qu'il envisageait ainsi, il l'a fait, seul, sans éclat, sans étalage aucun, se laissant attaquer et accuser. Aucun des outrages, aucune des amertumes qu'il prévoyait ne lui a été épargné. C'est un trait rare en ce temps-ci, et il est triste qu'il soit, qu'il doive rester ignoré aussi complètement. La pudeur se raffine avec la corruption. Nous en sommes à ce point qu'il faudra avoir aussi la pudeur des belles choses. Le peuple de Paris n'a point renommé J. Favre ; trois collèges seulement lui ont donné leurs voix. Parmi les honnêtes gens, bien qu'ils ignorassent absolument le fond des choses, la sympathie était générale pour lui : sa conduite dans les élections y suffisait. On peut dire qu'il a sauvé l'honneur de ses collègues : on l'a accueilli avec une grande émotion et des applaudissemens unanimes quand il est venu remettre le pouvoir.

Le suicide de Bourbaki a été encore un trait, hélas ! il faut le citer, du vieil honneur français. Il n'était qu'un soldat, mais un brave soldat. Jeté hors de Metz par un artifice de Bazaine, il fait tout au monde pour y rentrer. Ne le pouvant, il arrive à Tours avec son épée. On lui parle de l'armée de la Loire, il n'y croit pas et s'en va au Nord. On le rappelle ; cette fois l'armée de la Loire existait, il la voit. On lui en offre le commandement en chef, il refuse : « Donnez-moi deux divisions, »

dit-il. — On lui donne deux corps. La défaite d'Orléans arrive, ces deux corps deviennent le noyau d'une armée chargée d'une expédition des plus difficiles. Bourbaki a fait des prodiges de courage : il aurait fallu du génie, il n'en avait pas, il le savait ; les moyens matériels faisaient défaut, tout lui manquait ; le désespoir l'a pris et il a voulu se tuer.

Les élections ont été faites sous les multiples influences de ces impressions : les échecs militaires, la capitulation de Paris, une réaction complète contre le gouvernement de la Défense, et surtout, — ce que je prévoyais depuis longtemps, — la confusion établie à dessein entre les partisans de la guerre à outrance et les démagogues. Les élections n'ont qu'un sens, mais elles l'ont de la manière la plus accentuée : la paix à outrance. Vingt-cinq collèges jusqu'ici ont nommé Thiers parce que Thiers dès le mois d'octobre a voulu la paix et qu'on le sait disposé à accepter des conditions même très rigoureuses. Les élections signifient encore : ordre quand même. Il ne faut pas y voir autre chose et cette Assemblée n'a pas d'autre direction. Thiers est sans conteste le maître de la situation.

Les élections de Paris et le déplorable état mental de cette ville soulèvent une question qui préoccupe tout le monde ; elle est tranchée pour le moment : le gouvernement n'est pas possible à Paris sans armée, on est dehors et c'est un bien. On songe beaucoup à transférer la capitale, à faire un Washington. On se rappelle que pendant plus d'un siècle la capitale a été en dehors de cette grande ville et les expériences faites depuis ne sont pas rassurantes. Paris est au commerce et aux étrangers, la bourgeoisie y veut avant tout la paix, la canaille y veut le lucre et le plaisir, les influences politiques y sont mauvaises. Si la chose est possible il faut la faire et profiter de l'occasion qui est unique...

Il faut donc faire la paix, faute de quoi nous perdrions le prestige que nous avons reconquis. On la fera, ce n'est pas douteux. Pour continuer la guerre, il faudrait que la nation entière se levât : or si elle se laisse lever, laissée à elle-même, elle ne veut que la paix. Au jour où l'armistice a été annoncé, des bataillons de mobilisés se sont mis en rang pour retourner chez eux. Rien n'a pu les arrêter. Ce que je t'écris depuis trois mois que je suis au milieu de cette épouvantable décomposition de toutes choses, te montre à quel point le mal est profond. Les

constitutions et les lois pourront tout au plus modifier les circonstances extérieures et disposer le milieu : c'est l'homme même qu'il faut réformer, et ces réformes-là ne sont point dans nos mains. Chacun n'y peut que pour lui-même et son entourage immédiat. Si chacun le faisait, le pays serait sauvé... Il y aura d'incalculables préjugés à combattre. Rien de fatal et de choquant que l'ignorance du public : on lui fait tout croire. Les hommes les plus haut placés même ne se font aucune idée des conditions matérielles d'une guerre et des mouvemens d'une armée. Il faudrait que tous les gens instruits eussent fait un cours sérieux de stratégie. Tu ne peux croire combien les études très étendues et consciencieuses (je dis étendues pour un amateur) que j'ai faites pour écrire la campagne de 1866 m'ont été utiles; de combien de préjugés je me suis gardé, à combien d'erreurs j'ai échappé, et cependant, moi-même, j'ai cédé à l'illusion à certaines heures. Il faudra donc former des générations entières. Former des officiers est encore plus long. Le temps! la nation saura-t-elle le prendre, aura-t-elle cette persévérance? Et pourtant nous avons ce qui nous manquait, un but politique : au dehors les alliances, au dedans la réforme militaire; en résumé et partout, intellectuellement, matériellement, moralement, militairement, la revanche. Avec cette unité, ce mot d'ordre, cette tension et cette aspiration générale, un pays qui un peu de vie et de cœur se relève...

15 février 1871.

On dit que Favre restera ministre; je ne crois pas qu'il garde Chaudordy comme délégué : il me semble qu'il y a du froid entre eux, et cela tient à mille choses, justes et injustes, qu'il est trop long et inutile d'énumérer. Du reste, Chaudordy, après avoir été pour la défense à outrance et en assez bons termes avec Gambetta, siège à l'extrême droite. Il a été un agent d'action très remarquable, mais j'ignore absolument ce qu'il est au fond et sa valeur politique. Je ne souhaite pas pour Favre qu'il garde le portefeuille. Il n'est point homme d'État, encore moins diplomate. Le milieu en fusion de la Chambre ne lui va pas, les passions le ressaisiront et il redeviendrait homme de parti. Livré à lui-même, il a été grand, mais plutôt de cœur et de caractère que d'action : l'homme a prévalu sur le politique. Ce sera sa belle et grande page, il faudrait fermer là le livre.

S'il peut rendre des services il le fera, mais l'œuvre sera gâtée.

La Chambre se divise, — au premier vol, — à peu près ainsi : 100 républicains, dont les deux tiers montagnards ; la vache à Gambon paît sur ces pentes chardonneuses. 150 légitimistes, divisés en légitimistes purs et fusionnistes. Le reste, centres de toutes les nuances, allant des républicains modérés et résignés, aux orléanistes d'Aumaliens, aux orléanistes avec le Comte de Paris, aux fusionnistes. Cette dernière nuance dominerait évidemment et prévaudrait, si tout le monde ne se demandait avec inquiétude comment faire accepter la chose au pays. Je ne crois pas qu'il y ait un homme raisonnable qui ne puisse comprendre cette combinaison et qui, un peu poussé, n'en reconnaisse les avantages, — la monarchie étant imposée, — mais les préjugés arrivent et c'est une barrière devant laquelle on s'arrêtera, entravé que l'on est d'ailleurs par toute sorte de petits calculs personnels. M. Thiers sera chef du pouvoir exécutif : il navigue entre toutes les eaux; au fond, je crois qu'il désire prendre le pouvoir et le garder, être Président de République. On ferait donc une république, nuance Dufaure où les orléanistes domineraient. Cela ne contenterait personne. Les républicains seraient assez intelligens pour voir où on les mène. Les légitimistes, si la fusion ne se dessine pas, recommenceront leurs fautes et leurs sottises de 48-49, s'alliant au besoin avec tout le monde contre les orléanistes. Ceux-ci triompheraient, mais mollement, avec des forces négatives et ce serait le gouvernement d'expédiens, de la cote mal taillée que je redoute tant. Tu vois combien il est difficile de faire quelque chose et d'attendre quoi que ce soit de bon. Cependant le terrain n'a jamais été si bien déblayé, la situation n'a jamais été si nette, la politique si bien déterminée. Pour moi, je crois que le mieux serait de nommer un gouvernement anonyme chargé de traiter et d'organiser la paix. Cela durerait quelques mois pendant lesquels on aiderait le pays à se rasseoir et l'opinion à se prononcer. Alors il est probable qu'elle inclinerait fortement d'un sens ou de l'autre ; les monarchistes auraient pu s'entendre, la république modérée serait reconnue ou praticable, ou tout à fait impossible. A quoi bon proclamer demain une république, dont le pays ne veut pas? Si on veut la fonder au contraire (œuvre bien laborieuse et scabreuse maintenant), il faut y habituer le pays. Dans tous les cas, attendre et reposer les esprits.

Je tiens de plusieurs députés que, contrairement à ce qu'on a dit, les élections ont été les plus libres qu'on ait eues depuis bien longtemps dans la majorité des départemens. Les préfets ont fait grand étalage de passion, mais ils n'avaient aucune influence, ils n'étaient écoutés que du groupe des démagogues de la préfecture et des villes : le reste ne les connaissait pas ou voulait les renverser.

7 mars.

... Je pars ce soir pour Paris. Je vais trouver la ville sinon en feu, du moins assez allumée. Nous ne pouvions manquer aux plus ignobles traditions de notre histoire et il fallait bien quelques émeutes pour conduire le deuil national. Je souhaite qu'on en finisse une bonne fois : l'immense drainage des Prussiens n'a pas suffi, il n'a emporté que les braves gens. Il faudra tôt ou tard un coup de force : le plus tôt sera le mieux. Le tout est de pouvoir compter sur les soldats et de laisser les gardes nationaux à la maison. Il faudra du même coup désarmer les gens et abolir l'institution.

Ici la Chambre se divise et s'use sur cette question du retour à Paris ou du moins d'un rapprochement — Versailles ou Fontainebleau. Les légitimistes sont enragés pour rester en province; il se fait un parti provincial, décentralisateur, qui va jusqu'à vouloir déplacer la capitale définitivement. J'ai eu quelques velléités de ce côté, l'étude des faits me montre que la chose n'est pas praticable. Quand une rivière déborde et se perd dans les sables, ce n'est pas en voulant refouler le courant ou le détourner qu'on préviendra le désastre : il faut rectifier le cours, et, suivant le lit naturel, le ramener selon son propre développement. Décentraliser à ce point serait remonter au delà de Richelieu et dans un moment où, l'organisme périclitant, il faut un coup de fouet violent. L'esprit provincial nous manque, nous a toujours manqué ; des institutions provinciales habilement ménagées et graduées peuvent le réveiller peut-être : mais un système basé sur cet esprit serait une chimère. La Chambre s'use, je le répète, sur ces incidens...

Je rapporterai bien des expériences de ce séjour à Tours et à Bordeaux. Quel cours de pathologie, mon ami! J'ai préparé un article qui sera vite écrit, car toutes les formes sont prêtes et les idées en ordre, sur la réforme militaire, — réforme sociale en

même temps. Ce n'est qu'un *coup de sonde*, comme dirait Sainte-Beuve, mais je crois qu'il va au fond de l'abcès...

J'ai eu un peu de loisirs dans les derniers temps, j'en ai profité pour commencer un roman dont l'idée m'est venue à Tours, — roman de passion dans un cadre politique, — le roman des misères morales de l'Empire...

Versailles, 30 mars 1871.

Je t'écris aujourd'hui, mais je ne sais quand ma lettre partira. Je vais te donner à vol d'oiseau mes impressions depuis mon retour à Paris.

Ce que j'ai vu en arrivant a confirmé et dépassé toutes les observations entrevues d'abord, puis recueillies par moi à Bordeaux. Le siège a été un vaste trompe-l'œil. Les femmes ont eu tout le mal et les petits rentiers toute la souffrance. Les gens du monde ont formé de bonnes compagnies de marche, mais ils sont allés à la bataille comme on va au duel, pure affaire d'amour-propre, qui pouvait les mener à une mort honorable, mais nullement à une action militaire sérieuse. Quant au peuple souverain, il n'a rien fait que discourir, se griser, conspirer, paresser.

J'ai trouvé partout un amour-propre d'assiégé insupportable, mais ce n'est qu'un détail, dangereux surtout en ce sens que ces gens croient avoir sauvé l'honneur de la France et se proclament plus que jamais l'élite du premier peuple du monde.

Bref, loin d'avoir gagné au siège, Paris y a perdu. Les vices et les sottises ont grossi en se concentrant sur eux-mêmes. On n'a pas tardé à le voir. La ridicule affaire de l'enlèvement des canons t'est connue et tu en as appris les suites, comment la tentative pour les reprendre a échoué et comment le gouvernement a dû en toute hâte se replier sur Versailles. Ces émeutes ont un caractère tout particulier, bien nouveau et bien attristant. Voilà deux révolutions que je vois : le 4 septembre et le 19 mars, toutes deux accomplies par un beau temps, la population endimanchée se pressant sur les promenades, les cafés encombrés, Guignol poussant ses cris, et chacun courant voir passer le souverain. Ce sont des fêtes.

Ce serait terriblement burlesque si l'on n'assassinait pas et si au milieu de cette quiétude générale on n'était menacé d'une vraie guerre de sécession : il s'agit tout bonnement du morcel-

lement de la France. J'imagine que tu lis les journaux anglais, le *Times* entre autres a donné d'excellens récits de toute cette piteuse inondation de boue ensanglantée. Je ne te conte donc pas les événemens, j'aime mieux prendre les choses où elles sont aujourd'hui et te les montrer comme je les vois.

Ce qui frappe le plus, et par-dessus tout, c'est l'antagonisme profond de Paris et de la Province. Il s'accuse en tout et partout. Il n'y a à mon sens d'autre trait d'union possible que les boulets. On a des canons. Aura-t-on des artilleurs? C'est la question. Mais le fait est là. Ce n'est pas seulement un manque d'équilibre provenant d'une longue séparation : non, il y a antagonisme profond, on ne parle pas le même langage, on ne se comprend pas, on ne pense pas de même, on ne voit pas sous le même angle.

Paris se croit héroïque et régénéré. Il a chassé le tyran et veut donner de nouveau de grands exemples au monde qui le contemple. Il n'a pas été pris, mais vendu. Et cela, entends bien, ce ne sont pas seulement les Belvillais qui le disent et le croient, mais l'ensemble de la bourgeoisie, mais le monde de la finance, le commerce tout entier. Tout ce qui a porté un habit de garde national crie à la trahison de Trochu. Ceux qui pensent autrement le disent tout bas et entre eux seulement. Ce n'est rien encore : Paris veut être maître de lui-même ; les Belvillais veulent la Commune, les bourgeois le conseil municipal qui deviendra Commune le jour où la canaille le voudra. Paris veut se séparer de la France : la province ne l'a pas secouru, qu'elle reste chez elle, Paris *farà da se*, il aura sa charte municipale, les socialistes rêvent d'y établir leur Salente, les bourgeois d'y dormir en paix, commerçant à leur guise, sans armée bien entendu, et tous revêtus de l'héroïque oripeau du soldat citoyen. Le Comité de l'Hôtel de Ville veut désarmer les bons bataillons; ceux qu'on appelle les bons bataillons voudraient désarmer les troupes du Comité, mais tout le monde au fond est garde national dans l'âme. Tous aussi veulent la République : là-dessus, il n'y a pas à s'entendre. La République est pour le bourgeois ce que la Commune est pour le voyou ; — il ne sait pas ce que c'est, mais c'est sa chose, c'est la chose surtout que la province ne veut pas, — et il la lui faut. Tout le monde est d'accord pour demander « Paris libre dans la France libre, » les conservateurs font un amendement et demandent « le quartier libre dans la

ville libre, » voilà toute la différence. Pas de *ruraux* (ce sont les députés), pas d'armée, pas de roi surtout. Voilà où en est Paris, lassé d'ailleurs, absolument énervé, c'est-à-dire très impressionnable à la fois et très mou : voilà pourquoi les bourgeois ont laissé faire la Commune, pourquoi ils rient, se promènent, plaisantent à leur ordinaire, vont au café, au théâtre, au boulevard, chez les filles, laissant couler la tourbe, trouvant le spectacle drôle, boudant la province, se plaignant d'elle et ne faisant rien : l'inertie et la frivolité en un mot qui ont permis la Terreur, mais augmentées et généralisées et qui deviendraient fatales si les Belvillais ne partageaient la lâcheté générale. On verra des crimes isolés, parce qu'il y a trente mille bandits et repris de justice au pouvoir, mais ils sont bêtes, ils ne s'entendent pas et ils ne concevront rien de systématique. Ce ne sera pas une tragédie, on n'en fait plus depuis longtemps, pas même le mélodrame de la Terreur, quelque chose de plus misérable, une soirée d'Alcazar avec des promenades à la Morgue pendant les entr'actes. Les bourgeois ne feront rien. Les gens du monde et les journalistes, — qui se sont bien montrés au début, — ont tenté une démonstration. La fusillade, loin de les révolter, les a terrorisés. A l'heure qu'il est, Paris, furieux contre l'Assemblée, n'aidera nullement à la répression : tout ce qu'on peut attendre des bons quartiers, c'est qu'ils laissent faire. Quand les gardes nationaux se sont rencontrés, on a mis de part et d'autre la crosse en l'air aux cris de : « Vive la République! » et l'on s'en est allé chacun chez soi. Qui sera le moins poltron ? On l'est également, mais il y a un côté plus canaille, et il l'emporte.

Les gens du Comité ne sont que des prête-noms. Derrière eux il y a les meneurs sérieux. Les premiers ne savent trop que faire de leur succès, mais ils prennent goût au pouvoir que les autres voudraient maintenant leur faire rendre. La discorde ne tardera guère à se mettre entre eux, mais il n'en faut pas espérer grand'chose, car ces gens auront beau se manger, l'espèce ne périra pas, ils ont pris la bonne recette pour ne jamais manquer de personnel, et il y aura toujours des niais et des gredins pour suivre les inconnus qui surgiront. C'est une couche sociale qui veut monter, déborder et se répandre. Ils ont leurs grands hommes inconnus et jusqu'à leurs poètes : c'est un monde où les idées creuses règnent, où les idées bêtes dominent, où le grotesque est original et le sale beau. Curieuses études pour

l'avenir, spectacle ignoble pour le présent. Un véritable rêve de fou : la plus belle ville du monde et qui se prétend la plus intelligente, livrée en pâture à la sottise et au mauvais goût. Quelle misère!

Voyons la Province. C'est l'antipode. La Chine n'est pas plus loin de nous. On a admiré Paris jusqu'au fétichisme ; les bons départemens se sont modestement, humblement sacrifiés pour Paris. Quand le voile a été levé, la réaction s'est faite. On a vu que la défense était l'œuvre unique du génie militaire et que la population avait eu plus de résignation, plus d'amour-propre et d'entêtement surtout que d'héroïsme. On a reconnu qu'elle avait peu souffert en réalité, on a pensé alors aux campagnes dévastées, aux bestiaux enlevés, aux fermes brûlées, aux malheureux mobiles morts de froid, de misère et de maladie le long de tous les chemins, à la porte de toutes les ambulances. C'étaient des misères présentes et qui pesaient encore : l'occupation restait là pour les rappeler. Pour éviter à Paris la *Honte* d'un désarmement, on avait rendu possible une révolution, et cela au moment même où le travail reprenait partout, où ce peuple peu guerrier, mais d'une activité commerciale prodigieuse, faisait appel à toutes les ressources pour réparer ses désastres. Ç'a été un sentiment de rage contre ce Paris qui jetait la révolution sur les plaies encore vives, qui arrêtait les Prussiens et bouleversait toutes les espérances. La Province veut laisser Paris à lui-même. Il ne faut pas attendre un mouvement analogue à celui de juin 1848. Ou en a assez ; que les Parisiens s'égorgent, on les laissera faire, ce sera leur châtiment et on restera chez soi. L'appel aux volontaires ne sera guère entendu, et il ne faut pas le souhaiter. On a jugé prudent de ne pas s'adresser aux gens du Midi. Le Nord ne nous enverrait que son écume, qui corromprait l'armée et servirait les calculs de l'émeute. Quant à l'Ouest, j'en parlerai tout à l'heure. Je reviens à l'esprit général : il s'est prononcé avec une énergie extrême, la Province ne veut pas de république, absolument comme Paris ne veut pas de monarchie. La question du déplacement de la capitale, déjà posée, écartée, par les esprits prudens, est résolue de fait et brusquement : Paris armé, Paris avec un Conseil municipal ne peut être capitale. La suppression complète de la garde nationale, l'administration aux mains du gouvernement, voilà les conditions nécessaires du retour à Paris.

Vois-tu les choses, et l'opposition est-elle assez radicale ? Il n'y qu'une solution, le canon, et je crois que c'est la seule à laquelle on pense. Mais on n'est pas prêt, il faut ne frapper qu'à coup sûr, et en attendant on doit laisser faire et temporiser. On masse les troupes, on les exerce, on les habille, elles reprennent bon air et bonne tenue, presque à vue d'œil, mais cela ne suffit pas. Elles ne sont pas solides, elles mettront la crosse en l'air, si elles approchent de l'ennemi et si on leur crie : « Vive l'armée ! » Il faut donc former un noyau très solide qui engagera l'action sur un coup d'éclat et enlèvera ensuite facilement l'armée. Le noyau, on le trouvera dans les gendarmes, les anciens sergens de ville enrégimentés, les marins, d'anciens officiers sans troupes qui veulent former une garde d'élite, les volontaires bretons enfin qui vont former une petite armée. Les prisonniers revienent, la Garde est en partie à Cherbourg. Les Prussiens ont modifié le traité et nous ont autorisés à avoir 100 000 hommes au Nord de la Loire. Ils seraient prêts à nous aider, il ne faudrait qu'un signe ; car ils en ont assez, et l'Internationale les inquiète ; puis ils convoitent toujours Paris et seraient trop heureux d'y entrer avec nous ou avec notre aveu. Ce serait un de ces secours que l'on subit et que l'on ne demande pas. M. Thiers a du reste tout en main. Il concentre tout dans sa tête. Réussira-t-il ? Il faut à coup sûr le laisser faire, il est le *seul* homme que nous ayons, et s'il échoue, il sera assez tôt de tomber dans le gâchis qui s'ensuivra. A quoi bon s'y jeter tête baissée ? La Chambre a été sur le point de le faire. Elle ne confirme que trop mes craintes. Depuis deux mois elle n'a pas encore su se grouper, « se diviser pour régner, » se donner des chefs, se former en partis ayant chacun leur ministère tout prêt. Elle est honnête et même intelligente, — spirituelle plutôt, — mais tellement dévoyée, incertaine, inquiète et nerveuse qu'elle ne s'entend sur rien, use ses forces et son temps en escarmouches puériles et se montre d'autant plus jalouse de ses prérogatives qu'elle se sent moins capable de les exercer. Versailles est curieux et vilain. Tout Paris y est, journaux, flâneurs et intrigans de toute espèce. Les tables d'hôte sont encombrées. Le Jockey Club s'installe dans l'ancien local de l'ambulance. Là, comme à Paris, on n'a pas conscience des événemens. On ne pense qu'à oublier tout, excepté soi-même. Les anciens bonapartistes se divisent : les purs conspirent, cela n'est

pas douteux. Ils espèrent que la France en aura trop, se trouvera mal et qu'un haut-le-cœur les revomira sur nous. Cela serait possible, si la Chambre ne sait pas agir. Les campagnes veulent leurs gendarmes, et le premier qui reviendra, on l'acclamera tout de suite : les affaires allaient sous l'Empire, et c'est l'opposition qui a fait tout le mal. Cela se disait à voix basse sous Gambetta et se répète tout haut maintenant. La France sera à qui lui rendra le repos. Le programme de Bordeaux était admirable et ralliait tout le monde : faire les premiers pansemens sans acception de parti, faire des lois de principe par un accord commun et, l'ordre rétabli, les choses remises dans leur train, laisser au pays, qui aurait eu le temps de réfléchir, le soin de se prononcer. C'était sage et opportun. Aujourd'hui, tout est soumis au rétablissement de l'ordre : il est à souhaiter qu'il soit fait par le gouvernement anonyme qui nous dirige. Un pouvoir monarchique trouverait dans Paris une résistance universelle. Paris vaincu et repris, — il faut qu'il le soit ou nous sombrons, — on verra, mais le mieux alors serait de reprendre le programme de Bordeaux. Les esprits un peu fins et respectueux de la pensée, que l'air du temps étouffera et qui auront besoin, pour respirer, de monter un peu plus haut, se dégoûteront et se détacheront de plus en plus des affaires et de la politique courante, ils se réfugieront en eux-mêmes et se répandront dans la nature. Une philosophie plus intime, un sentiment plus exquis des choses, un détachement plus profond de ce qui est frivole et passager, un élan plus complet vers l'idéal, un stoïcisme un peu attendri, une poésie un peu sévère, — il sortira de ce recueillement une école d'artistes et de philosophes, tous épris de beauté morale, — qui sera peut-être le dernier éclat de l'étoile française. J'ai toujours gravité de ce côté. J'entrevois déjà quelques linéamens et j'aperçois dans quelques esprits une direction commune, sans aucun mot d'ordre pourtant ni entente préalable. Je serai bien heureux d'allumer mon humble lanterne à cette lumière-là, et je caresse pour l'avenir, après quelques années de voyage, d'étude et d'apprentissage, l'esprit mûri et rempli, ayant donné ma mesure par deux ou trois volumes, un peu connu déjà, de monter quelque part dans une petite chaire de critique morale où je ferai l'anatomie des caractères de ce temps et porterai ma petite pierre au monument de Marc-Aurèle.

5 avril 1871.

C'est le jour du courrier, du moins on me le dit. Voici où nous en sommes. Les Parisiens se sont décidés à un mouvement offensif, non pas en masse et avec des femmes, mais militairement et avec des mouvemens combinés. Ce qu'ils font donne la mesure de ce qu'aurait fait la Commune contre les Prussiens. J'ai roulé dans tous les environs depuis que je suis ici; les travaux faits par les Allemands sont quelque chose d'étonnant. Versailles n'était prenable qu'à revers, par une armée de province : Paris ne pouvait pas sortir. Mais nous nous trouvions, nous, dans une position inférieure à la leur : nous étions obligés de les laisser venir, afin de refaire et de concentrer notre armée. Celle-ci s'élevait dimanche de 60 à 70 000 hommes. Elle doit être portée à 80. Il n'y a pas encore de corps francs. Thiers, qui ne veut rien entendre et n'en fait qu'à sa tête, s'occupait exclusivement des troupes : il a réussi au delà de ce qu'on pouvait attendre, et s'il va jusqu'au bout, ce sera un résultat prodigieux qu'il aura obtenu. Moi qui avais vu les troupes sur la Loire, j'apercevais bien dans la tenue extérieure et dans la discipline un sensible mouvement de reprise. Mais jusqu'où cela irait-il? La ligne tiendrait-elle? Il importait absolument que le premier engagement fût un succès et que le soldat, attaqué par le Parisien, le traitât en ennemi. C'est ce qui est arrivé dimanche. Les Parisiens se sont portés sur Neuilly; on les a repoussés. En même temps, ils ont assassiné un chirurgien qui venait à eux en parlementaire, ce qui a exaspéré l'armée. La ligne s'est monté la tête et tout le monde a voulu marcher. Le lundi on a résolu de laisser les Parisiens s'engager : ils ont donné dans le piège et tenté leur mouvement. Une colonne commandée par Flourens et Bergeret a marché sur Rueil, planté le drapeau rouge à Bougival et poussé ses éclaireurs jusqu'à Louveciennes. On les a délogés de partout, mais ils ont fui si vite qu'on n'a pas eu le temps de les tourner par le Mont-Valérien. Il y avait là de leur côté environ 2000 hommes engagés. Du côté de Meudon l'affaire était bien plus chaude. Ils ont engagé une trentaine de mille hommes et en ont fait sortir près de cinquante. Ce n'est pas une émeute, c'est une guerre, guerre de la *Commune*, contre l'État, guerre de sécession : nous sommes en plein XIIIe siècle. De même, ce ne sont

pas des insurgés qu'on lance sur nous, mais une armée véritable. Ils arrivent en bataillons serrés, avec des équipemens complets et des chefs organisés. La fameuse artillerie de la garde nationale, triée par eux pendant le siège avec le plus grand soin, fait très ferme contenance et sert bien ses pièces. Ils ont enfin le courage individuel, mais ils n'ont que cela. Ils se répandent hardiment dans les bois en tirailleurs, mais devant un mouvement sérieux, ils fuient. Ils ne sont nullement commandés : le plan général, dû à quelque gredin, était bien conçu, l'exécution est déplorable. C'est la démagogie en armes. Leurs rangs sont très mêlés. Il y a tous les bandits de Paris, des contingens de l'Internationale accourus de Londres, de Belgique, de Genève et d'Italie; de pauvres diables que l'on force à marcher sous peine de mort, des émeutiers convaincus enfin, vétérans du socialisme qui croient l'heure venue de réaliser leur éternel cauchemar et y sacrifient stoïquement leur vie. Ils se sont engagés jusqu'à Villacoublay, sur le plateau de Châtillon. On les a délogés. Mais ils se sont établis dans les redoutes de Châtillon. Hier matin, ces redoutes ont été emportées, on leur a fait 1500 prisonniers et on s'est établi fortement sur ces hauteurs, d'où l'on peut canonner les forts de Vanves et d'Issy qu'ils tiennent toujours. Aujourd'hui, on doit faire un mouvement prononcé en avant. On va lentement; on veut ménager les troupes et on a raison. Leur moral est excellent.

Versailles, 17 mai 1871.

Je n'ai aucun goût à te parler de nos affaires. Ce rôle de Cassandre et de médecin tant-pis me lasse à la longue et me dégoûte horriblement. Ce qui navre, c'est un désarroi général des idées et des choses, une désagrégation complète des élémens, un éparpillement inouï de pensées et d'actions; on saisit le détail et on y excelle, mais on ne voit rien au delà, l'ensemble échappe. Nous avons tous un microscope sous les yeux. Il y a une bonne majorité, pleine d'honnêteté et de connaissances, elle est bien désorientée; elle agit du mieux qu'elle peut; elle contient des hommes très capables, d'excellens administrateurs, l'étoffe d'un gouvernement sage, il y a là des hommes tout à fait distingués que l'on ne soupçonne pas encore, qui se taisent, se réservent et font bien, mais ils n'ont que l'étoffe d'un gou-

vernement régulier, dans un pays en ordre, où il faut simplement maintenir et régler le cours normal des choses, l'étoffe de bons ministres de l'Empire et de la monarchie de Juillet, — rien de plus, — et il faudrait un Henri IV sur le trône avec des Richelieu, des Colbert, des Turgot autour de lui. Il n'y a pas de partis et tous les partisans s'impatientent; personne n'est prêt au gouvernement et tout le monde veut y toucher. De là l'irritation qui perce tous les jours et s'accentue entre la Droite, et M. Thiers, le seul homme que nous ayons, qu'il faut garder et soutenir encore. L'opposition de la Droite le rejette sur la Gauche; les velléités monarchiques amènent des propositions républicaines; la majorité ne veut pas de la présidence; on trouvera un biais, je le crois, qui réservera les choses, mais ce ne sera qu'un biais et le gâchis recommencera.

...Le fort en ruines dresse sur le plateau ses murs déchiquetés, ce sont des ruines partout, en arrière le château de Meudon détruit par l'incendie, le Moulin de pierre tout écroulé et à nos pieds le village brûlé, percé d'obus et de balles, les murs crénelés, les maisons effondrées de toutes parts. A mesure que la canonnade s'éloigne, les femmes se montrent sur leurs portes, les soldats boivent dans les cabarets, les enfans jouent dans les rues et les paysans viennent dans la tranchée chercher des échalas.

Il y a des batteries partout le long des pentes qui tonnent et éclatent. La Seine coule son eau bleue entre les rivages désolés et le pont de Sèvres, à demi écroulé, se profile au pied des touffes profondes des coteaux de Saint-Cloud; il y a là des traits de Claude Lorrain et des grandeurs d'aspect que l'on croit avoir rêvées : puis, à côté, la masse immobile du Mont-Valérien, dépouillé de son manteau de vignes, silencieux et recueilli, qui veille là sur la France. Du sein de la verdure sombre partent des flocons de fumée blanche qui s'irisent au soleil : c'est Montretout qui tonne. Et Paris, enfin, est là, dans la plaine, comme endormi entre ses collines; les remparts se dessinent sur la terre ravagée; le grand viaduc d'Auteuil dresse ses arches majestueuses, trouées par les obus; de temps à autre un coup de canon part des redoutes; on dirait un vieux lion blessé qui se débat sur la terre jaune et pelée, rugit, et griffe encore avant de se rendre.

C'est la poésie; la réalité est au dedans. Je ne l'ai pas vue, on me l'a décrite et elle est la plus horrible : c'est Paris en ordre, Paris calme, Paris vivant sa vie animale, plus silencieuse et res-

treinte, mais respirant encore avec des contorsions de jouissance sous le soleil de printemps, les Tuileries en fleur avec des femmes qui cousent et des enfans qui jouent derrière les barricades, de beaux jeunes gens en uniforme qui courent sur des chevaux et des filles dans des voitures qui vont aux ministères. On se promène, entends-tu, on s'amuse, on vit, on travaille, il y a des élèves dans les collèges, des farceurs dans les cafés, des guignols dans les jardins. Je veux voir ces choses, c'est pourquoi je reste ici. Le matin, je travaille. J'ai dû laisser le roman commencé à Bordeaux : la vie est trop fiévreuse. Je refais la première partie de *Robert* (1), c'est de l'art pur et je pense qu'il y aura là dedans quelques lignes pour te plaire. J'ai écrit pour la *Revue* un article qui a passé d'emblée et a paru hier. J'y parle de l'instruction obligatoire, et de façon, je crois, à étonner bien des gens et agacer bien des préjugés. Tu juges que je n'ai pas écrit pour faire de la didactique de plomb sur cette matière épuisée par tous les pédans. C'est pour moi un motif à dire un tas de choses philosophiques sur le présent, à combattre surtout la détestable politique des panacées et des imitations allemandes. En deux mots, voici mon idée : obligatoire ou non, l'instruction primaire ne vaut rien par elle-même ; tout dépend de la main qui la dirige et du milieu où on l'applique. Elle a discipliné et asservi les Allemands ; elle contribue en France à augmenter les forces dissociantes. C'est une chose neutre en soi, et qui ne fera rien par elle-même que du mal chez nous... La cause du mal est ailleurs et aussi le remède... etc.

Versailles, 31 mai 1871.

Je ne te conterai pas nos impressions pendant la dernière huitaine du siège. Tu les devines. Je suis allé voir deux fois. La première, c'était de jour, à Meudon, devant le château en ruines, sur les casemates prussiennes. L'horreur était toute de réflexion. On voyait çà et là sur Paris comme de gros nuages orageux avec des jets de vapeur blanche qui poussaient de temps à autre. Mais on se disait : ce sont les Tuileries qui brûlent, peut-être le Louvre, la bibliothèque... Louvre et bibliothèque sont sauvés ; il s'en est fallu de peu. — Le lendemain soir je suis allé à Saint-Cloud. Il y avait au ciel étoilé un tout petit

(1) Paru sous le titre de *la Grande Falaise* (chez Maillard, 1872, épuisé).

croissant de lune; nous avancions dans le parc, sur la terre jaune, desséchée, effritée par les boulets et les chariots. Çà et là d'énormes vides dans le bois, puis des troncs abattus qui barrent le chemin; plus loin, c'est une redoute prussienne qu'il faut traverser; enfin on commence, à travers les arbres, à distinguer des lueurs rouges dans le lointain. On atteint la terrasse; il y a un monceau de décombres: c'était la lanterne de Diogène. Il y a là des voitures, des curieux, des filles, des soldats et, dans le bois au-dessous de nous, des gens du pays qui « rigolent » bruyamment avec de gros éclats de rire. De temps en temps, une charrette crie; en arrière, les grands arbres calmes qui s'épaississent dans la nuit, et la lune qui monte tranquillement au ciel. Devant, Paris brûle. Il y a sur la ville un nuage de fumée et de vapeurs; les collines dessinent vaguement leurs contours: çà et là paraît un foyer sombre, comme les feux qui s'échappent de terre dans les pays à mine. A notre droite, tout est en flammes. C'est le Grenier d'abondance qui brûle: c'est une flamme blanche avec des jets énormes qui dardent de temps à autre, suivis d'un roulement de tonnerre. Le feu soulève l'épaisse couche de fumée et sous cette voûte noire, sur ce fond enflammé, la colline Sainte-Geneviève profile ses maisons, nettes et découpées. Il y a une auréole autour du Panthéon. Puis tout à coup une lumière rouge se détache dans l'ombre, un coup part, il passe dans l'air comme un météore et l'obus vient éclater en plein foyer d'incendie. C'est infernal. On n'a jamais rien conçu d'aussi épouvantable. Il faut se figurer les fameuses gravures de Martens. C'est que l'histoire n'a rien enregistré de pareil. C'est fou. Quelqu'un disait: C'est Moscou. Un autre a répondu: C'est Sodome; il avait raison. Il n'y a que dans les vieilles légendes bibliques qu'il se trouve rien de pareil.

C'est fini. L'armée a été admirable, les opérations dans Paris merveilleusement conduites. Les Prussiens sont stupéfaits: ils sont peu pénétrans et ne comprennent pas. Les fortes têtes de là-bas ne doivent pas s'y tromper: les causes sont assez simples pour qui connaît la France. D'abord on a réuni là l'élite de nos généraux, il y a de l'unité dans le plan et M. Thiers a été un merveilleux ministre de la Guerre et intendant général. Il s'est agi de faire un siège en règle: nos officiers ont tous appris cela à l'école, et tous aussi ont réfléchi à la guerre des rues que nous considérions comme fatale. Enfin on n'avait pas à

tenir compte des manœuvres ni de l'intelligence de l'ennemi. C'étaient perpétuellement des retranchemens à emporter : les communeux tiraient avec acharnement, mais ils ne manœuvraient pas. On pouvait donc combiner les choses et prédire à jour fixe le dénouement de la crise. C'est ainsi qu'on a réussi finalement, — et sans un seul échec. Il y en aurait eu si l'on s'était pressé. Quant aux soldats, ils sont braves de nature : mais il faut que la cause les excite, qu'ils se sentent bien conduits. Ils avaient tout cela, et ils ont fait des merveilles. Enfin, c'était une guerre civile et nous y avons toujours excellé.

On nous dit que cette guerre est l'œuvre des étrangers, des repris de justice ; — les malins ajoutent : des Prussiens. Il y avait moins d'étrangers qu'on ne pense et on le voit maintenant ; il n'y a pas 150 000 repris de justice à Paris, et quant aux Prussiens ils ont trop peur de la Révolution, ils ont trop insisté pour le désarmement de Paris pour avoir mis les mains là dedans. Brûler des musées ne leur ressemble pas. Quand ils bombardent, ils tirent où ils peuvent. Mais des gens qui ont été maîtres de Versailles et n'ont pas dérangé un tableau, dérobé un bibelot, brisé un vase du parc, ne feraient pas brûler le Louvre ou abattre la Colonne. Ils ont trop peur qu'on ne les appelle Vandales et sentent trop où le bât les blesse. Ils nous ont trop reproché nos déprédations en Italie. Ils laissent piller et pillent une maison particulière isolée ; cela passera inaperçu ; on le mettra sur le compte du hasard ou des francs-tireurs ; mais les édifices publics et les collections, ils les respectent.

Après l'orage, le gâchis. Cela va mal à Versailles, ou plutôt cela ne va pas du tout. On ne fait rien. On est injuste pour M. Thiers. On pense beaucoup au duc d'Aumale : c'est l'inconnu cher aux étourdis et aux enfans. On validera son élection, et, une fois à la Chambre, il sera chef du pouvoir. Il est brave, il est honnête, il est français, très français et de son temps, c'est-à-dire sceptique avec de bonnes études ; il rendra de grands services pendant deux ans de provisoire : la nation fera de ce provisoire un définitif et il s'usera. Ce sera une *nuichée* de dix ans. Les chances de monarchie diminuent. Il importe assez peu que la fusion soit faite ou non entre les partis. Si la Chambre se déclarait constituante, décidait la monarchie, consultait le peuple par oui ou non, et rappelait le Comte de Chambord comme le monarque naturellement désigné, la fusion se ferait d'elle-

même. Si les partis ne se sentent pas le courage d'exécuter ce programme (et ils ne l'auront pas), toutes les fusions du monde n'y feront rien. Je crois les chances des bonapartistes assez diminuées. Les généraux sont maîtres de l'armée et seraient nos maîtres s'ils voulaient, mais ils sont honnêtes et sans politique.

28 juin 1871.

J'ai terminé ce matin *Robert Marnier*. Je l'ai récrit en entier. Le livre est diminué d'un bon tiers et formera un volume de 400 pages. J'ai supprimé sur ton conseil beaucoup d'explications psychologiques qui ralentissaient le récit, je trouve qu'il y gagne. Enfin, j'ai répandu sur le tout une teinte *haguaise* plus fondue. Mon père m'autorise à faire les frais d'impression; je vais donc tâcher de pousser vivement la chose. Le moment sera très opportun. — Si tu joins à ce travail mon article sur l'instruction populaire, tu verras que je n'ai pas perdu mon temps à Versailles... Les journées sont bien courtes, et la bureaucratie n'apprend rien... C'est pénible surtout ici où le parc vous sollicite, où la bibliothèque est à la porte, où il y a tant de gens dehors à écouter. Et il en est de la sorte dans toutes les chancelleries, excepté dans celles où il n'y a point d'affaires : ce sont les seules qui me tentent parce que j'apprendrais les choses du dehors et d'à côté, les seules humaines, les seules qui vivent, les seules qui servent. J'en prends du reste de plus en plus à mon aise, et si je reste à Paris, je saurai m'accommoder. Les reproches administratifs me font rire. Figure-toi ce que tu étais au collège et tu verras ce que je suis déjà au Ministère : l'élève qui promet tout et ne tient presque rien, désespoir des pions, étonnement du censeur, divertissement des camarades, qui néglige ses devoirs, broche les compositions, saute à la première place un beau matin et ne fait plus rien pendant un mois, s'occupe d'autre chose que de ce qu'on fait, lit des romans sous la table et griffonne des vers sur le dos des copies, — en aigreur avec tous les maîtres, hormis le maître d'histoire qui est un homme supérieur (1), a de l'avenir et sent les choses (c'est mon fait avec mon sous-directeur Courcel, — un homme vraiment distingué... et qui devrait être directeur politique). — Il faut connaître toutes les formes de la vie et savoir les reproduire;

(1) Allusion à Auguste Himly, professeur d'histoire au Collège Rollin, à l'époque où Sorel y faisait ses études.

j'ai étudié de la sorte la forme diplomatique et si je me figure mon Bourbonne ou mon Brévannes (1) en affaires, je puis écrire une dépêche ou faire une note qui a l'air de quelque chose : mais si l'on grattait un peu, on verrait qu'il n'y a pas là plus de fonds que dans les discours et les plans de guerre du général Robert (2). Une certaine facilité à saisir les formes et s'assimiler les choses : voilà tout...

Le découragement amène la routine, et tous les deux procèdent du défaut de critique. Ce défaut de critique me désole chez les nôtres. Ils ont un engouement de 89 qui les aveugle; ils croient que cette petite convulsion d'un organisme, cette révolution d'une cellule humaine, a changé l'ordre du monde et que la terre tourne depuis 50 ans autrement qu'elle ne faisait. Ni nos défaites, ni cette ignoble éruption de la Commune n'ont pu les avertir. Ils ne comprennent pas que l'organisme était atteint dans ses profondeurs, qu'il ne se réparait plus, qu'il ne s'assimilait plus, que les élémens morbides absorbaient et tournaient à eux toute la substance absorbée, qu'il y avait anémie en un mot et pire encore... La vieille Europe s'en va; ce n'est pas nous seulement, mais tout l'ordre des choses fondé par le christianisme sur les débris de Rome : la France peut encore faire bonne figure dans cet effacement général mais, en vérité, elle n'en prend pas le chemin. Il ne surgit pas un homme, ni une idée. Cette guerre n'a point enfanté un général; à part Faidherbe, que je ne connais pas bien, les autres ne sont que des officiers de second plan, nécessaires, mais non suffisans. Trochu a de l'âme et l'étoffe d'un chef d'état-major et d'un réformateur : on l'admire, on l'écoute et on ne le comprend pas. Cette révolution n'a pas soulevé un homme. Thiers est un *recrépisseur*, rien autre. Il remet les choses en état, bouche les lézardes du mur et badigeonne la maison : cela ne suffit pas. Après la Ligue, nous avons eu Henri IV qui avait Sully, qui a laissé Richelieu. Après la Fronde, nous avons eu Louis XIV avec les gens que tu sais. Après le Directoire, Bonaparte. Mais les grands hommes ne sont pas des monstres, ils ne surgissent pas de l'écume de la tempête et ne sortent pas tout armés du cerveau de Jupiter. Ils sont un phénomène comme les autres, logique et conséquent : ils ne sont pas un accident. Napoléon venait au

(1) Noms de guerre d'Albert Sorel et d'Albert Eynaud.
(2) Personnage de *la Grande Falaise*.

milieu d'une génération d'hommes de guerre et d'hommes d'État, qui reliaient la tradition avec leur talent personnel. Et ils n'ont fait pourtant qu'une œuvre éphémère... Nous attendons un sauveur : il ne viendra pas, l'élément n'existe point. Il n'y aurait de salut qu'en nous-même, dans une réaction très profonde de l'organisme sur la cellule ; alors le cœur se remettrait à battre, le cerveau à penser ; il naîtrait des enfans qui sauraient travailler et parmi eux l'élu qui dirigerait l'ouvrage et rebâtirait la maison.

Honfleur, 5 août 1871.

... Je vais avoir trente ans ; j'ai le dessein de jouir de ce qui me reste de jeunesse et de tirer profit de mon travail. Il y a une moitié de ma vie que je donne à cette jouissance : c'est la partie du roman et des lettres : je ne la sacrifierai à rien. Mais je sens plus que jamais, au temps où nous sommes, le devoir pour chacun de pousser à la roue. Je suis absolument sceptique sur l'action administrative, je suis très découragé sur l'action de l'État : l'individu doit agir, je le pense, je le dis et je veux le faire. La besogne du Ministère peut être faite par tout le monde ; on y perd son temps jusqu'au grade de sous-directeur ; je ne le désire pas, n'ayant pas le goût des travaux qu'il comporte ni des situations où il mène. Mais le Ministère est un *milieu*, et, tant qu'il n'absorbe pas, il a des avantages ; il en a de grands pour l'action politique telle que je la comprends : on peut y suppléer très aisément par des lectures, des voyages, des relations privées ; mais enfin ce milieu facilite les choses, diminue la besogne, et c'est quelque chose. J'ai donc la ferme intention de persévérer dans la voie où je suis entré ; faire le *nécessaire* dans les bureaux, mais rien de plus et employer la majeure partie du temps que j'y passe à étudier les questions dont je m'occupe. Je suis entré au *Moniteur ;* je serai une cheville sérieuse dans une revue diplomatique qui se fonde parmi des gens sérieux et actifs, que je connais, pour combattre l'action prussienne. J'ai donné au *Moniteur* quatre grands articles sur la réforme de l'armée ; trois ont paru ; les deux premiers *très vifs* contre la garde nationale, le peuple armé et toutes les superstitions révolutionnaires. — Je prépare ici pour Buloz un gros article de fond sur « la responsabilité de l'opinion publique » dans les derniers événemens : ce sera le précis philosophique des faits que je t'expose dans ces lettres. Ma vie ainsi divisée en deux parts, l'une à la politique,

l'autre aux lettres, — politique très littéraire, le plus littéraire possible, active et personnelle, — c'est de l'activité et cela m'arrache au marasme et au dégoût où me jettent infailliblement les bureaux, les chancelleries et en général tout ce qui ressemble à une machine montée.

Honfleur, 20 septembre 1871.

Je suis allé passer quelques jours chez Delaroche au bord de la Méditerranée. Le bleu m'a ravi. J'ai vu de ces côtes vertes et dentelées, de ces promontoires avec des ruines mauresques qui s'étagent entre les bouquets de pins, de tamaris et de grands genêts; j'ai respiré l'odeur du thym et du laurier-rose; j'ai cueilli des myrtes, mangé le raisin sur la vigne et goûté de l'ombre des oliviers; j'ai parcouru en plein soleil ces croupes rocheuses et nues, grises sous le ciel bleu au bord de la mer bleue, avec des arbres isolés et des ruines solitaires, des chemins de pierre rampans dans les vallons, et des villages, sur la pente, avec les rues tortueuses, les maisons tendues de voiles, les passages voûtés, — bref, une silhouette d'Orient. — J'ai joui de cette nature si essentiellement pittoresque, où tout se limite, se mesure, se détermine, si bien que l'art a dû y naître de lui-même, que l'homme n'a eu qu'à copier; mais j'aime mieux nos nuances changeantes, nos brumes irisées, notre humidité, notre mer glauque, nos varechs et notre verdure, et cette nature du Nord pleine de mystères, sans cesse ouverte sur l'infini, qu'il faut forcer, séduire, concentrer et rapetisser pour la reproduire et peut-être pour la comprendre. Il n'importe, c'était du nouveau, et aussi quelques traits, quelques couleurs, quelques images qui me permettront de mieux saisir tes descriptions, de mieux t'encadrer quand je pense à toi. Et j'y pense bien souvent, ici mieux qu'ailleurs et plus volontiers. Notre dernière année de collège, mes deux années d'étudiant, tes promenades ici... c'était le bon temps et la vraie vie, — combien plus pleine, plus large, plus ardente en tout, et si remplie de pressentimens! Quand nous retrouverons-nous une heure seulement? Que de choses il faudrait pour cela, que de libertés... que nous n'avons plus! Sera-ce donc seulement avec la vieillesse?

27 octobre 1871.

Cher ami, je ne t'en dis pas long aujourd'hui. Je n'aurai rien à ajouter à ma dernière lettre et j'ai bien peu de temps. Avec

les exigences du Ministère, les courses à Versailles, il me reste à peine trois heures par jour, en admettant que je me lève à 7 heures, et il faut tout prendre là-dessus, les courses indispensables, l'étude, le travail. Je n'ai jamais plus senti le besoin de compléter mes études, de renouveler mon fonds, je sens chaque jour mieux ce qui me manque, ce que je pourrais acquérir, et je juge du chemin à faire d'après le parcouru. En même temps, je n'ai jamais senti une plus grande activité d'esprit, un plus grand besoin de produire, — romans et articles; — j'en ai plein la tête. Outre que le temps me manque, je me modère. Il ne faut pas écrire à jet continu, sans quoi on s'use. Il faut donc ménager ces trois heures précieuses comme on ménagerait des journées, mais on avance lentement, et le temps le plus précieux se perd.

Que ces gens sont maladroits! Qu'ils comprennent peu la mesure!

Je suis, au fond, si facile, si accommodant, et l'on tirerait si bon parti de moi si on ne me demandait pas trop...

Je t'ai parlé de mon projet, *le Secret du docteur Egra.* — Il est achevé maintenant, il ne lui manque plus que le temps de naître, et je m'y mettrais, surtout si la *Falaise* réussit. C'est toujours de ce côté que je m'en vais le plus volontiers, et si je vaux quelque chose, je ne pourrai peut-être pas y être sans influence. Je sens quelque vent dans l'air qui nous pousse tous et auquel il faut tendre les voiles. Tous les moules, toutes les formes sont usées. Il faut apporter des sentimens plus vifs et aussi une tenue plus haute des idées dans les œuvres d'art. Il faut être vrai et réagir pourtant contre les réalistes qui en se décomposant aboutissent aux grivoiseries. Il ne faut pas prêcher la morale avec des mots à double sens, des images polissonnes et des métaphores érotiques. Il faut donner aux gens quelque dégoût de ce qui est bas, quelque désir de ce qui est sain. Il faut toucher, il faut être simple, il faut sentir la nature, écouter battre les cœurs; il faut charmer et distraire les âmes d'elles-mêmes et des vulgarités où nous barbotons... il faut, il faut trouver un filon nouveau, une étincelle, un coin de ciel, suivre une étoile, fût-ce une étoile filante... Mais que de peines, que de défauts! quand on aime un peu son art! J'ai relu du Racine, j'ai relu du Virgile : du Virgile! Ah! mon ami, je voudrais en lire toujours, et Lucrèce... et j'en lis vingt vers en trois mois.

Que ces gens-là vous portent haut et quels battemens d'ailes!

Je suis absorbé par mes épreuves. Je laisserai bien des incorrections typographiques, — je suis si distrait! Mais je voudrais bien au moins respecter la langue, la chère et belle langue française! Ce sera notre dernière illusion et notre dernier rêve, — trouver de belles pensées...

Sans date.

Je ne renonce pas pour cela à mes romans, j'en ai plein la tête, mais je m'en détourne pour un mois, sauf à y revenir après plus ardemment. Dans une vie bien ordonnée les études se succèdent, les travaux se complètent, les idées et les efforts s'harmonisent, il y a même des loisirs utiles, des dissipations fécondes, des repos nécessaires; — ce qui est mauvais, c'est le travail inutile et la dépense improductive, la perte de temps sans profit et sans plaisir; — c'est l'impatience qui use, c'est l'isolement intellectuel, plus dangereux encore au milieu des hommes qu'au milieu des livres, c'est le manque d'avis, le manque d'aiguillon, le manque de foi et d'enthousiasme, c'est par-dessus tout le manque de leçons et de supériorités reconnues qui abaissent la vanité, déroutent l'orgueil et ramènent à cette ardeur convaincue sans laquelle il n'y a pas de progrès fécond.

Lundi il y a une réunion de tous les professeurs (1). Je t'en parlerai. Mon cours portera sur l'histoire diplomatique de 1815 à 1870. Je compte suivre une méthode large et, dans une première année surtout, aller droit aux faits intéressans et utiles, en laissant au second plan les autres; donner un aperçu du tout, mais insister sur les faits principaux. Ce sera en définitive l'histoire des traités de 1815, comment ils se sont faits et comment il n'en reste plus rien. Cela forme un fonds philosophique. Après cet exposé des faits dans leur développement (j'insisterai surtout sur l'histoire diplomatique de la Restauration en France et la formation unitaire de l'Allemagne), je compte consacrer quelques leçons à des questions séparées telles que l'Autriche et ses races, la Russie, les Slaves, l'Orient surtout, enfin l'organisation et le fonctionnement des services diplomatiques. Pour l'Orient, je compte sur toi, il faut que tu me prépares beaucoup de notes et d'idées. La matière d'une ou deux leçons. Notre but,

(1) De l'École des Sciences Politiques.

et le mien surtout, est de combattre les idées fausses, d'indiquer quelques bonnes voies aux esprits curieux, de montrer que la diplomatie n'est pas si aisée que l'on puisse en traiter dans tous les journaux et tous les cabarets, mais qu'elle n'est plus si mystérieuse que les peuples ne puissent s'en dégager; qu'il faut ici dégager les vocations où elles se trouvent, réformer la carrière; mais que le pays doit pousser à la roue et que si les Français ne voyagent pas, n'étudient pas, ne jugent pas les choses en elles-mêmes et par eux-mêmes, ne savent pas ce qu'ils veulent et n'y travaillent pas, chacun modestement et en sa place, on n'arrivera à rien.

Je me heurte à des difficultés de tout genre, les méfiances de l'autorité qui sont très grandes, les préjugés du public qui sont énormes. Cela ne m'effraie pas. J'aborde ces questions avec un esprit si vraiment dégagé de toute considération personnelle que je suis sûr de m'en tirer, sinon à mon avantage, au moins à mon honneur, à force de sincérité.

Je n'ai qu'une inquiétude, le manque de temps et de préparation. La chose, sur ce point-là, est tombée mal à propos. Le rédacteur du Nord est absent jusqu'au 15 février, j'avais promis de le remplacer la veille même du jour où j'ai été demandé par l'École libre. Tu sais que je suis scrupuleux; je veux tenir ma promesse. Je continuerai donc, avec quelques écoles buissonnières, jusqu'au 15 février cet intérim de fonctions irritantes pour un homme qui n'aime pas à perdre son temps. Je préparerai jusqu'au 1er janvier mes quatre premières leçons en me donnant bien du mal; du 15 janvier au 15 février je trouverai encore le temps d'écrire mes notes; à partir de ce moment, je me trouverai coi, je ne saurai plus rien. Une semaine suffit à préparer une leçon, mais une semaine entière et non les deux heures et demie qui me restent le matin avant d'aller à Versailles. Je demanderai donc un congé, et c'est pour le demander sans scrupule de conscience que je me livre en ce moment à un excès de travail.

4 janvier 1872.

... Enfin, je suis en atelier où le feu est allumé et il faudra bien qu'il en sorte quelque chose.

ALBERT SOREL.

HISTOIRE D'UNE CONSTITUTION

LE « HOME RULE » IRLANDAIS

I

Pour trouver l'origine de ce mouvement que nous avons vu se développer sous nos yeux depuis tant d'années, et, dont la conclusion semble aujourd'hui toute proche, jusqu'où faut-il remonter dans le passé ? Peut-être jusqu'au jour même où le Parlement irlandais votait sa propre mort, en 1801. C'est au lendemain du jour où l'Irlande abdiquait son autonomie qu'elle a dû commencer à en rêver le retour. Mais l'Irlande de ce temps-là était muette, et pour cause. Elle ne devait recouvrer la voix qu'après l'émancipation des catholiques en 1829, et surtout après que Daniel O'Connell, introduit dans le Parlement, à force de persévérance, eut réussi à lui arracher, une à une, toutes les concessions qui firent rentrer dans le pays légal la grande majorité catholique de ses compatriotes. Lorsqu'il mourut, attristé et dépopularisé, loin de sa chère et ingrate Irlande, le nouveau parti qui prit sa place et qui s'intitulait la « Jeune Irlande » ne put qu'assister à l'effroyable famine qui dura plusieurs années et à l'exode qui transporta aux États-Unis les élémens les plus actifs de la population. Alors suivit la période la plus douloureuse, du moins, la plus misérable, la plus humiliée des annales irlandaises. La paix régna en Irlande, mais quelle paix! Celle

que Tacite a flétrie, la paix du désert, la paix du cimetière. Cette paix ne fut troublée que par les Fenians : les patriotes Irlandais tombaient au rang de simples anarchistes et la loi anglaise en fit des forçats.

C'est vers 1870 que le mot de *Home Rule* est prononcé pour la première fois. Nous le traduisons par celui d'autonomie, mais le vocable français ne rend pas ce qu'il y a de sentimental et d'intime dans ce mot de *Home* qui parle au cœur aussi bien qu'à l'esprit. Introduit dans une formule politique, il la rend intelligible, chère et sacrée à tous. Être son maître, être chez soi, être le maître chez soi, n'est-ce pas le rêve des peuples comme celui des individus ? Le mot fit une fortune rapide ; il fit en même temps la fortune de l'homme qui l'avait inventé. Isaac Butt groupa autour de lui tout un parti, dont le programme était fort simple : rappel de l'Union et constitution d'une législation autonome à Dublin.

Ce parti commençait à créer des embarras au gouvernement. On chercha et on trouva aisément les moyens d'écarter Isaac Butt. Avocat de quelque talent, mais homme de plaisir, avec de grands besoins et de grosses dettes, il se laissa persuader d'accepter une place de juge grassement rétribuée et alla s'y éteindre sous le mépris de ses admirateurs de la veille, devenus, en un jour, ses mortels ennemis. Cette rouerie ne profita guère au gouvernement, car Butt fut remplacé à la tête du parti par Charles Stuart Parnell, avec qui le *Home Rule*, de gênant qu'il était, devint formidable.

Il fallut bientôt compter avec quatre-vingts députés Irlandais, admirablement conduits et disciplinés.

Le parti eut deux armes terribles à sa disposition : au dedans du Parlement, l'obstruction ; au dehors, la ligue agraire. Tandis que celle-ci, sous l'inspiration d'un Michael Davitt et d'un Dillon, pratiquait, avec une inflexible ténacité, les principes et les moyens d'attaque annoncés dans le fameux « Plan de Campagne, » tandis qu'elle allumait jusque dans le dernier village de l'Irlande la fièvre révolutionnaire, les députés de l'île sœur, avec une persévérance égale, paralysaient dans le Parlement l'action législative en prolongeant les discussions les plus futiles au delà de toute mesure. Aucun d'eux n'était orateur, mais que leur importait ! Parler, parler sans cesse, tel était leur premier but. Provoquer des votes innombrables autant qu'inutiles, tel

était le second. Ils avaient commencé cette tactique lorsqu'ils n'étaient qu'une poignée, en se relayant les uns les autres jusqu'à l'épuisement ; ils la continuèrent avec succès lorsqu'ils furent une petite armée. On ne connaissait alors ni la guillotine ni cette gymnastique du kangourou dont M. Asquith et ses collègues se servent avec tant de désinvolture. Le règlement intérieur de la Chambre, très respectueux, trop respectueux peut-être des prérogatives parlementaires, ne permettait jamais au *Speaker* ni au *Chairman* des *Committees* de couper la parole à un orateur. La méthode obstructionniste put donc se déployer librement et donner tous ses fruits.

Ce qu'était leur chef, comment il avait appris à dominer le Parlement en se dominant lui-même, j'ai essayé de le montrer ici dans un article paru il y a vingt ans. Je ne reviendrai pas sur la psychologie de cet homme extraordinaire, je rappellerai seulement les deux momens décisifs, les deux heures solennelles de sa vie, l'heure du triomphe et l'heure de la chute : la première, celle où il obligea le puissant journal de la Cité, qui croyait déjà le confondre, à s'avouer vaincu, et celle où, condamné pour une faute qui n'en était pas une, il se vit abandonné de ses partisans et dépouillé, du jour au lendemain, de cette quasi-souveraineté qui l'avait fait surnommer « le roi sans couronne. »

II

Le grand *leader* laissait son peuple en vue de la Terre Promise ; car, depuis quelques années, un véritable coup de théâtre avait changé la position des partis et semblait devoir transformer en réalités concrètes les vagues espérances du *Home Rule*. L'assassinat de lord Frederick Cavendish et de M. Burke par les Invincibles et le retour des désordres de tout genre, qui avaient signalé la triste époque des Fenians, avaient paru rendre plus impossible que jamais un accord entre les *Home rulers* et le gouvernement libéral auquel présidait Gladstone. Ce gouvernement avait eu recours aux moyens de répression les plus énergiques et Parnell lui-même était en prison, lorsque eut lieu un changement de front inattendu. Le bruit se répandit que Gladstone avait traité avec son prisonnier. Il s'en défendit comme d'un crime et pourtant les faits qui suivirent

justifient cette supposition, qui ne pouvait être complètement calomnieuse. Ce qui est certain, c'est que Gladstone se déclara soudainement prêt à concéder à l'Irlande l'autonomie parlementaire qu'elle réclamait. L'histoire voudra savoir quelles furent les causes de ce revirement extraordinaire. On trouvera la version officielle dans la biographie du grand homme d'État par un de ses lieutenans préférés, lord Morley. Je suis loin de mettre en doute la sincérité de John Morley, mais sa personnalité est trop engagée dans cette circonstance, il eut trop de part, dit-on, dans la détermination de son chef pour qu'il ne soit pas permis de supposer que son jugement, en cette matière, et, par conséquent, son témoignage, manque un peu d'impartialité et d'indépendance. Gladstone obéissait-il, simplement, au désir d'être juste envers une nationalité longtemps opprimée, à la pensée, très honorable, de réparer d'anciennes erreurs qui pesaient sur la conscience anglaise? Était-il intimidé par les agissemens de la *Land League* et cédait-il à l'envie, fort naturelle, de mettre fin à des embarras inextricables? Un homme qui a joué un grand rôle dans ces événemens, M. Joseph Chamberlain, m'a dit ceci : « Les Irlandais faussaient le fonctionnement du système parlementaire en s'interposant entre les deux partis ; on voulut se débarrasser d'eux : rien de plus! » On va voir que la rédaction du premier *Home Rule Bill* de 1886 rend cette explication très vraisemblable.

En effet, les 28 pairs électifs, nommés à vie par leurs collègues pour représenter la pairie irlandaise dans la Chambre haute, et les 103 députés qui faisaient partie de la Chambre des Communes cessaient de paraître à Westminster. Un parlement était créé, siégeant à Dublin, et assez curieusement composé de deux « Ordres » qui correspondaient à la Chambre haute et à la Chambre basse, et qui devaient discuter et voter ensemble ou séparément, suivant les circonstances. La Chambre basse se composait de 204 membres, chaque circonscription alors existante élisant deux députés au lieu d'un; la Chambre haute combinait l'élément aristocratique et l'élément démocratique, en adjoignant aux 28 pairs, dont je viens de parler, 75 membres élus d'après un système censitaire qui n'a plus d'analogue nulle part. Les pouvoirs attribués à ce Parlement étaient soigneusement limités et soumis, en beaucoup de cas, à l'autorité supérieure du Parlement Impérial. Le Parlement irlandais n'avait

rien à voir avec les questions internationales, avec la paix ou la guerre, avec la succession au Trône; il ne pouvait toucher ni à l'égalité des cultes, ni aux services postaux, ni aux règlemens douaniers; il ne pouvait légiférer que pour maintenir la paix et le bon ordre à l'intérieur de l'Irlande. Il contribuait pour sa quote-part aux dépenses générales du pays, et cette part, évaluée au quinzième de la dépense totale, ne pouvait être augmentée avant trente années. Gladstone, merveilleusement habile à manier et à grouper les chiffres, avait fabriqué à l'Irlande un budget initial doté d'un excédent de 400 000 livres.

Le Parlement irlandais n'était pas un parlement souverain; il ne devait même pas jouir de tous les pouvoirs financiers dévolus aux parlemens coloniaux. Ses décisions pouvaient être réformées par le Conseil privé et, en appel, par le *Judicial Committee* de la Chambre des Lords. Devant cette ombre de parlement, une ombre de Cabinet lutterait avec une ombre d'opposition; ce Cabinet prendrait toutes les attitudes, prononcerait toutes les formules, ferait tous les gestes qui, pour les spectateurs ordinaires, caractérisent l'existence ministérielle. Dublin aurait toujours son « Château, » où le lord-lieutenant donnerait des audiences et des dîners, mais des attributions nouvelles se grefferaient sur la nullité légendaire de ce personnage. Représentant toujours, en apparence, la couronne d'Angleterre, il serait, en réalité, le mandataire des ministres anglais. C'est sous leur inspiration qu'il exercerait son droit de *veto*, destiné à limiter la puissance législative du Parlement irlandais comme l'intervention du Conseil privé limitait l'action administrative du Cabinet et de ses agens.

En somme, cette première ébauche de constitution, considérée à un quart de siècle de distance, ne paraît pas bien dangereuse, et, si je n'y avais assisté personnellement, j'aurais quelque difficulté à me représenter l'émotion extraordinaire qu'elle produisit dans l'Angleterre de ce temps-là. On eût dit que la grandeur, la sécurité, l'existence même du pays était en péril. Une révolution n'eût pas causé plus de trouble, une guerre n'eût pas créé plus d'alarmes. Je ne me souviens pas d'avoir rencontré à cette époque un seul Anglais qui fût sympathique au *Home Rule*. Dans le Parlement, la majorité des libéraux suivait son chef, la mort dans l'âme. Gladstone présenta son projet dans un discours qui restera le modèle accompli de cette élo-

quence surabondante, subtile et trouble où il était passé maître, mais qui ne convainquit personne. Un groupe de vieux *whigs* (c'étaient les derniers!) sous la conduite de lord Hartington, et un autre groupe, plus nombreux, de radicaux patriotes, en tête duquel marchait Joseph Chamberlain, passèrent à l'ennemi et décidèrent le rejet de la loi. Les transfuges ne sont jamais rentrés au bercail. Ainsi disparut ce premier *bill* qui n'avait rien apporté à l'Irlande, mais qui laissait l'Angleterre désunie et affaiblie. Il avait brisé l'unité du parti libéral, assuré vingt ans de domination au parti conservateur; en même temps, il avait surexcité le sentiment impérialiste, jusque-là un peu vague et purement lyrique; il lui avait imprimé cette allure agressive et conquérante, dont s'alarma l'Europe. De là date le long isolement d'où le génie diplomatique d'Édouard VII a tiré l'Angleterre.

III

Une des premières pensées du gouvernement conservateur fut pour l'Irlande. Lord Salisbury, le chef de ce nouveau gouvernement, franc jusqu'au cynisme, avait dit un jour : « Nous saignons l'Inde à blanc. » Personne n'était donc plus capable que lui de reconnaître que l'Irlande avait de justes griefs et des colères légitimes. Mais comment atténuer ces griefs? Comment désarmer ces colères? Quels étaient les vrais besoins de l'Irlande? Était-ce de rouvrir l'arène oratoire, où avaient retenti les voix de Flood et de Grattan, à quelques rhéteurs qui s'y disputeraient des portefeuilles plus ou moins illusoires? N'était-ce pas bien plutôt de rentrer en possession de son sol dont l'avait privée une usurpation séculaire? Un peuple qui vit en tenancier sur sa propre demeure et qui cultive en mercenaire sa propre terre au profit d'un maître étranger et souvent absent, ne peut être, ne sera jamais un peuple heureux et tranquille. Rendre l'Irlande aux Irlandais, telle fut l'œuvre confiée à M. Arthur Balfour, et à laquelle il se dévoua sans relâche et sans défaillance, depuis le moment où il accepta les difficiles, les dangereuses fonctions de principal secrétaire pour l'Irlande, jusqu'à celui où il faisait passer, comme premier ministre, en 1903, l'*Irish Land Purchase Act*.

Cet Acte demeurera l'honneur de sa vie, en même temps que

l'une des plus belles leçons de générosité et de sagesse politique que notre siècle ait reçues (1).

Je causais récemment de ces choses avec un Irlandais de mes amis et je lui disais : « Personne n'a fait autant pour l'Irlande qu'Arthur Balfour. » Il me répondit : « Bah! il était terrorisé par les *Moonlighters*. » Je cite ce mot pour montrer à quel degré scandaleux d'injustice et d'ingratitude le parti pris peut faire descendre les esprits les plus honnêtes. Non seulement M. Balfour ne s'est pas laissé terroriser par les agissemens révolutionnaires des partisans aveugles du *Home Rule*, mais il leur a fait une guerre impitoyable en usant jusqu'à la dernière limite des pouvoirs qu'une légalité exceptionnelle mettait à sa disposition. En même temps qu'il donnait aux Irlandais les moyens de vivre et de travailler, il leur imposait la paix sans laquelle le travail est impossible. M. Balfour est le grand bienfaiteur de l'Irlande, et l'Irlande n'en sait rien, ou n'en veut rien savoir.

Gladstone voyait la situation sous un aspect différent; il avait trop vécu dans l'atmosphère parlementaire pour ne pas donner le pas aux questions politiques sur toutes les autres. Il lui plaisait d'ignorer ou, si l'on veut, d'ajourner le problème agraire pour se donner tout entier à cet amusement de vieillard qui consiste à faire, à défaire et à refaire une constitution. En 1892, il essaya, une fois de plus, si son prestige personnel ferait accepter aux Anglais une innovation dont ils avaient horreur et il plaça le *Home Rule* en tête de son programme. On le vit, à quatre-vingt-quatre ans, paraître sur les plates-formes électorales, aussi impétueux que les hommes de trente ans, bravant, irritant la contradiction, inaccessible à la fatigue comme à la crainte. Ce spectacle sans précédent, sans analogue, je crois, dans l'histoire parlementaire, ne pouvait manquer de produire une impression profonde sur l'Angleterre qui était fière de son *grand old man*, et cette impression fut pour quelque chose dans le succès électoral des libéraux. Mais cette victoire n'était qu'apparente; la partie vitale, essentielle du pays, l'Angleterre véritable, celle qui fait la force et la richesse de la nation, s'était nettement prononcée contre le *Home Rule*. La pauvre

(1) Ce bel exemple n'a pas été suivi. La Prusse est occupée aujourd'hui à exproprier systématiquement ses sujets polonais qu'après un siècle et demi d'usurpation elle n'a pas encore réussi à assimiler.

majorité des Gladstoniens (on les désignait ainsi et l'on avait bien raison, car ce nom magique, cette personnalité dominatrice était le lien, l'unité, la raison d'être du parti), la majorité des Gladstoniens se serait changée en une faible et impuissante minorité, s'ils avaient, par aventure, perdu l'alliance de leurs amis au delà du canal Saint-Georges.

Aussi, à peine installés sur les banquettes ministérielles à droite du speaker, les nouveaux ministres ne perdirent-ils pas de temps pour présenter la constitution irlandaise, revue et corrigée. Le vieil homme d'État, sous prétexte de rendre hommage à certaines critiques, de faire droit à certaines objections, avait enrichi son premier projet de nouvelles chinoiseries. L'Irlande serait heureuse, sans doute, d'apprendre qu'elle possédait deux Chambres; que l'une s'appelait le Conseil et l'autre l'Assemblée; que la première comptait 48 membres et l'autre 103. Des Lords élus à vie, il n'était plus question. Les membres du Conseil devaient leur caractère aristocratique au système censitaire, qui présidait à leur élection et qui faisait d'eux les représentans de la classe aisée, de la classe capitaliste et propriétaire. Le Conseil et l'Assemblée devaient délibérer et voter séparément. Mais, au cas où la Chambre haute refuserait d'acquiescer à une loi qui aurait passé dans la Chambre basse, après un certain délai, les deux corps se réuniraient et voteraient en commun. La question était finalement résolue à la majorité simple. C'était, on le voit, laisser le dernier mot à la démocratie.

La différence la plus sensible entre le bill de 1886 et celui de 1893 était due à une pensée qu'il est difficile de croire tout à fait désintéressée. Tandis que, d'après la constitution primitive, l'Irlande cessait d'être représentée à Westminster, sauf dans les cas où il deviendrait nécessaire de modifier cette constitution, elle devait, conformément au texte de 1893, envoyer quatre-vingts députés à la Chambre des Communes. Seulement, — c'est ici que la fantaisie constituante de Gladstone s'était donné libre cours, — ces députés n'avaient pas le droit de prendre part à toutes les délibérations. A certaines heures, Gladstone les invitait à aller prendre l'air dans Palace Yard. « On vous rappellera, messieurs, quand on aura besoin de vous. » A la manière d'un Scribe ou d'un Sardou, il avait préparé et ménagé les entrées et les sorties de l'Irlande sur le théâtre de la politique.

Il s'était également complu à remanier les attributions finan-

cières du Parlement; car, pour lui, un budget était presque aussi amusant à composer qu'une constitution. Cette fois, l'Irlande, dotée par son parrain d'un excédent de cinq cent mille livres, devait verser à l'échiquier impérial le tiers de ses recettes et les deux autres tiers devaient suffire, si elle était sage, à ses dépenses intérieures.

Enfin un point différenciait encore les deux projets de constitution. On commençait à s'apitoyer sur la minorité protestante, qui allait être livrée à des persécutions abominables de la part de la majorité catholique. Le cri de *No Popery* trouve encore de l'écho en Angleterre, et ce cri n'était pas pour déplaire à l'auteur passionné des *Vatican decrees*. Il eut donc soin d'insérer dans son second bill une ou deux phrases qui, dans leur généralité, ne pouvaient donner lieu à aucune contestation, mais qui, dans leur application, pouvaient singulièrement embarrasser le futur parlement d'Irlande. Il n'était peut-être pas inutile de lui rappeler les grands principes de tolérance qui sont l'honneur de l'Angleterre moderne; mais était-il juste, était-il prudent de lui interdire, d'avance, de réparer quelques-unes de ces inégalités dont avait souffert si longtemps la religion de la majorité et dont elle souffrait encore après le désétablissement de l'Église protestante de l'Irlande? J'indique, dès à présent, ce point de vue, j'y reviendrai tout à l'heure à propos du projet de loi actuel.

Une dernière inconséquence consistait à refuser au parlement de Dublin le droit de toucher pendant trois ans à la question agraire. Pourquoi ce délai de trois ans? Jamais ce parlement ne jouirait des moyens financiers nécessaires pour régler cette grave question, jamais il ne l'aborderait avec cet esprit de générosité et d'abnégation qu'y avaient apporté M. Balfour et ses amis.

La discussion en comité fut longue et orageuse. Les chefs de l'opposition y déployèrent une énergie et une compétence qui embarrassèrent plus d'une fois le gouvernement. Lorsqu'une majorité de 40 voix, due uniquement à la présence des Irlandais, qui étaient à la fois juges et parties dans le débat, eut définitivement voté le bill, il fut porté à la Chambre des Lords, qui le rejeta après un court examen, et il me sembla alors que l'opinion du pays soutenait, en cette circonstance, la haute Assemblée; elle y puisa même un regain de popularité dont les

derniers effets n'ont pas encore entièrement disparu. Vaincu, mais non découragé, et croyant toujours à l'avenir de son idée (car à force de prêcher le *Home Rule*, il avait fini par y croire), Gladstone dit adieu à la politique et légua à lord Rosebery l'autorité précaire qu'il venait d'exercer à force d'ascendant personnel. Alors tous les élémens hostiles dont était faite la majorité de 1892 et que maintenait ensemble la volonté de Gladstone se séparèrent et l'Angleterre connut, pour la première fois, le tort irréparable que font les groupes au parlementarisme. Ceux qui connaissent lord Rosebery, — ce sensitif caché sous un ironiste, — peuvent imaginer ce qu'il souffrit pendant ces deux années de luttes stériles, placé entre les autonomistes irlandais et les non-conformistes gallois. Il s'échappa enfin de cette galère et les élections générales de 1895 ramenèrent au pouvoir une majorité unioniste qui fut encore accrue aux élections suivantes. En effet, dans l'intervalle, la guerre du Transvaal était venue ajouter aux dissentimens qui divisaient le parti libéral, déjà si diminué numériquement, une nouvelle cause de faiblesse. Un grand nombre de libéraux se convertirent avec éclat à l'idée impérialiste, et c'est à cette occasion que fut fondée la *New Liberal League*, dont lord Rosebery était le président avec MM. Asquith et Haldane, et sir Edward Grey pour assesseurs. Cette ligue, qui reconstitua le parti, et prépara le triomphe électoral de janvier 1906, avait, tout naturellement exclu le *Home Rule* de son programme en y inscrivant l'Impérialisme, car ces deux termes semblaient former une irréductible antinomie. A cet égard, les membres de la ligue, y compris ceux que je viens de nommer, s'exprimaient sans ambages et leur silence était parfois plus significatif encore, car, en politique, pour une doctrine comme pour un homme, il est pire d'être oublié que d'être combattu.

Pour nous, les spectateurs, nous jugions le *Home Rule* définitivement enterré. Nous avions tort : nous comptions sans cette obstination invincible, sans cette patience de l'Irlande qui ressemble parfois à de l'impatience, mais qui n'en est pas moins réelle. De longs siècles d'oppression lui ont appris à attendre, et elle attend. Dans le Parlement, le parti restait en armes, sans avoir perdu une seule des unités qui composaient son effectif de combat. Un aimable journaliste, trop bienveillant et trop modeste pour le rôle difficile qu'il avait à jouer, avait été censé

diriger le groupe irlandais pendant quelques années; il avait été remplacé par l'habile et redoutable tacticien parlementaire qui mène aujourd'hui ses compatriotes à la victoire.

D'autres signes auraient pu encore nous éclairer : par exemple, le nouveau mouvement qui se produisait parmi les littérateurs irlandais. Il ne leur était pas possible d'employer l'idiome national, qui se meurt malgré tous les efforts tentés pour le ranimer (1). Mais ceux qui liront les poésies de Yeats et le théâtre de Synge sentiront immédiatement, sous la phrase anglaise, un esprit tout différent. Cette originalité est voulue, peut-être; mais elle n'en est que plus significative et l'on pourrait dire que chaque ligne ou chaque vers est une revendication de l'âme celtique qui cherche à s'émanciper et à s'affirmer.

Nous comptions surtout sans la curieuse transformation de l'esprit public qui s'était accomplie lentement, insensiblement et, pour ainsi dire, souterrainement. Au point de vue de la question qui nous occupe, deux symptômes caractérisaient l'esprit nouveau : déconsidération du Parlement et réaction contre la centralisation à outrance de l'âge précédent.

Les anciennes classes dirigeantes reprochaient au parlementarisme de n'avoir pas défendu leur monopole, et la démocratie lui en voulait de n'avoir pas tenu les promesses dont il était si prodigue au début du règne de Victoria, de n'avoir ni éteint le paupérisme, ni supprimé la guerre et le fardeau écrasant des armées permanentes. L'ouvrier, une fois entré dans le Parlement, comme dans une citadelle, paraissait plus disposé à démanteler la place qu'à y tenir garnison. Ceux qui avaient encore foi dans l'action parlementaire répétaient volontiers que le Parlement avait trop de besogne pour bien s'en acquitter, et qu'on lui rendrait service en diminuant ses attributions.

Avec ce sentiment coïncidait un étrange réveil du particularisme qui s'identifiait avec le vieil esprit de *self government*, par où ont commencé toutes les institutions anglaises. Il y a quelque chose qui a toujours été plus cher à l'Anglais que le Parlement, c'est la paroisse, l'unité fondamentale et primitive, apportées du fond de la Germanie. Il existe des centres provin-

(1) Cinq à six cent mille Irlandais (le dixième de la population) peuvent parler les deux langues. Le nombre de ceux qui se servent exclusivement de la langue erse et qui ignorent l'anglais, est descendu, en dix ans, entre les deux recensemens de 1901 et de 1911, de 38 000 à 16 000.

ciaux, dans lesquels et autour desquels se groupent des industries spéciales, des intérêts commerciaux, des tendances morales qu'il est impossible de confondre avec celles de la province voisine. On dit à Leeds et à Manchester : « Ce que le Lancashire pense aujourd'hui, toute l'Angleterre le pensera demain. » Peut-être d'autres provinces ont-elles les mêmes prétentions ou des prétentions analogues. On s'est ému l'autre jour lorsque M. Winston Churchill, parlant devant ses électeurs de Dundee, a signalé l'existence de ces zones et proclamé leur droit à un régime particulier. Mais M. Lloyd George disait absolument la même chose, il y a vingt ans, dans un discours que j'ai cité ici. Silencieusement, l'idée avait fait son chemin, probablement parce qu'elle s'accordait avec des dispositions naturelles et profondes. Parmi tant d'autonomies, l'autonomie irlandaise cessait d'être un monstre. Il faut ajouter, d'ailleurs, que, comme toutes les choses qui renaissent, le particularisme revient au monde très différent de ce qu'il a été dans sa première existence. En nous rendant la vie locale dans toute son intensité, il entend ne pas renoncer aux avantages que confèrent les vastes États modernes à ceux qui en font partie. Pour revivre, en un mot, le particularisme se fera fédératif.

Ainsi s'orientait, peu à peu, vers de nouveaux objets la société anglaise, et cette transformation la rendait insensible à ses engouemens comme à ses aversions de jadis.

IV

On était aux derniers jours de 1905. M. Balfour s'était galamment retiré, laissant le champ libre à ses adversaires, après avoir posé la question de la réforme douanière comme la plateforme des futures élections générales. Les radicaux se préparaient à la bataille et la campagne était déjà commencée. Campbell Bannerman jugea que le concours de 84 nationalistes, envoyés par l'Irlande à Wesminster, n'était pas à dédaigner, et, dans un discours prononcé à Glasgow, il leur adressa une parole d'encouragement. Si son parti rentrait au pouvoir, une première mesure législative donnerait à l'Irlande autonomiste un commencement de satisfaction, « en attendant une autre mesure plus large encore qui constituerait définitivement l'indépendance parlementaire de l'Irlande. » A ce moment, lord

Rosebery faisait un tour oratoire dans le Cornwall et le Devonshire et y poussait vigoureusement la propagande libérale. Il protesta aussitôt publiquement contre les promesses contenues dans le discours de Glasgow et se retira de la lutte. Ses lieutenans ne le suivirent pas dans cette retraite, et, une fois de plus, le président de la *New Liberal League* se trouva seul. L'opportunité électorale l'emportait sur la question de principes.

L'élection générale terminée, Campbell Bannerman se vit à la tête d'une majorité tellement considérable qu'il eût pu se passer, pour gouverner, soit du vote ouvrier, soit du vote irlandais. Il sentit l'avantage de sa position et en usa. C'est pourquoi il offrit au parti que dirigeait M. Redmond la demi-mesure promise par le discours de Glasgow, sous la forme d'un bill qu'on appelait le bill de Devolution. C'était assez, lui semblait-il, pour faire honneur à ses engagemens antérieurs et faire attendre l'autonomie définitive. Les Irlandais n'en jugèrent pas ainsi, et le bill, rejeté d'avance par eux, ne fut même pas présenté au Parlement. Cette fois encore, nous crûmes le *Home Rule* indéfiniment ajourné. Pour le moment, le grand moteur du Cabinet, M. Lloyd George, paraissait avoir d'autres visées, plus immédiates. Lorsqu'il présenta son fameux budget, les Irlandais se trouvèrent dans un certain embarras. Ce budget leur déplaisait fort, car il atteignait dans sa source une de leurs richesses nationales : la vente du *whisky*. Approuver le budget, c'était sacrifier un intérêt vital ; lui faire opposition, c'était prêter main-forte à la Chambre des Lords, que l'on savait décidée à combattre la loi de finance avec la dernière énergie. Or, la Chambre des Lords est l'ennemie irréconciliable du *Home Rule*. Un patriote moins résolu, un stratège moins clairvoyant que M. Redmond aurait hésité à choisir entre le *Home Rule* et le *whisky*. Sa décision fut prise immédiatement, mais il sut s'en faire escompter le mérite par le gouvernement libéral. L'histoire saura quelque chose des pourparlers qui eurent lieu à cette époque : nous les ignorons, mais nous les devinons.

Le conflit entre les deux Chambres nécessita, presque coup sur coup, deux dissolutions. Les libéraux restaient au pouvoir mais avec une majorité diminuée, et ce demi-succès des conservateurs eut pour principal résultat de placer M. Asquith, le successeur de Campbell Bannerman, dans une dépendance

absolue vis-à-vis du parti irlandais. Tout le monde, amis et ennemis, comprit que l'heure du triomphe était venue pour le *Home Rule*. La Chambre des Lords était désarmée, puisque son *veto* n'était plus qu'un *veto* suspensif. A peine pouvait-elle retarder de deux ou trois ans l'établissement de l'autonomie parlementaire en Irlande. Quant au gouvernement, que pouvait-il refuser à M. Redmond, qui tenait désormais l'existence de ce gouvernement dans ses mains ?

C'est au commencement de la session de 1912 qu'a été introduit dans la Chambre des Communes le troisième *bill* qui doit mettre fin à l'union des trois royaumes et créer à Dublin une législation séparée. Ici, il faut dire en quelques mots quel est le caractère de la nouvelle constitution, en quoi elle est identique à celles qu'avait imaginées Gladstone et en quoi elle s'en écarte.

Évidemment, l'esprit de Gladstone « revient » dans le bill de 1912 ; il est surtout sensible dans le préambule. On y retrouve cette étrange faculté d'auto-déception qui lui permettait d'énoncer dans la même phrase, avec la gravité sereine d'une conviction profonde, deux pensées absolument contradictoires. Le Parlement irlandais est solennellement investi du pouvoir de faire des lois « pour la paix, le bon ordre et le bon gouvernement du pays ; » mais le Parlement impérial conserve toute son autorité « sur les personnes et sur les choses. » En d'autres termes, l'Irlande peut tout faire à condition de ne toucher à rien. Est-ce que ce pouvoir législatif, conféré au Parlement de Dublin, ne rappelle pas un peu la liberté de la presse, telle qu'elle est décrite par Figaro dans une phrase que nous savons tous par cœur ? Aux restrictions indiquées dans les bills de 1886 et de 1893 le nouveau projet de loi en ajoute de nouvelles. Le Parlement irlandais, au moins pendant les premières années, n'aura rien à voir avec le *Land Purchase Act* de 1903, ni avec les pensions de retraites ouvrières, ni avec la loi d'assurance nationale votée en 1911, ni avec les douanes, ni avec les postes et les télégraphes. Durant six années, la police restera entre les mains du gouvernement impérial.

Le Parlement lui-même aura deux Chambres qui ne délibéront et ne voteront ensemble qu'au cas de conflit et après un certain délai. La première Chambre, celle qui correspond à la Chambre des Communes, se composera de 164 membres répartis

comme il suit entre les quatre provinces : Ulster 59 membres, Leinster 41, Munster 37, Connaught 25 ; le total se complète par les deux représentans de l'Université de Dublin. Quant au Sénat, — c'est le nom qu'on donne à la seconde Chambre, — il comptera 40 membres et, dans le projet primitif, il était stipulé que ces membres seraient nommés par le gouvernement impérial, mais que, dans la suite, le droit de les choisir passerait à l'exécutif irlandais. On va voir tout à l'heure comment, sur ce point, un changement considérable a été introduit par M. Asquith, pendant la discussion des articles.

Le pouvoir exécutif appartiendra au lord lieutenant et à son ministère, qui sera choisi dans le Parlement et responsable devant lui. Inutile d'ajouter que les attributions du pouvoir exécutif porteront exclusivement sur les mêmes objets que celles du Parlement lui-même. Toute réclamation contre les décisions du pouvoir législatif ou contre les actes du pouvoir exécutif sera portée devant la Haute Cour de Dublin, et, en cas d'appel, devant le Conseil privé d'Irlande.

En ce qui touche les finances, la nouvelle constitution s'écarte très sensiblement des deux projets de Gladstone. Sans entrer dans les détails, je dirai seulement que les sacrifices prévus en faveur de l'Irlande de la part du Trésor impérial sont beaucoup plus considérables qu'en 1886 et qu'en 1893. L'esprit qui préside à ces arrangemens financiers est à la fois plus pratique et moins optimiste que dans les précédentes circonstances. Il en coûtera une cinquantaine de millions de francs par année à l'Angleterre pour mettre à flot le budget irlandais. Peu à peu, on espère que l'Irlande, si elle est prospère et, surtout, si elle est sage, reprendra à sa charge toutes les dépenses additionnelles et suffira à tous ses besoins.

Le bill de 1886 excluait la représentation irlandaise de Westminster ; le bill de 1893, au contraire, y maintenait 80 députés de l'île-sœur. Les législateurs de 1912 se sont tenus à mi-chemin entre les deux solutions. Mesurant la collaboration de l'Irlande à sa part dans les dépenses et dans les intérêts de l'Empire, ils appellent 42 députés irlandais à siéger dans le Parlement de Westminster. Ils comptent, apparemment, que la gratitude attachera ces députés au parti qui leur a donné l'indépendance.

Tels sont les traits principaux de la nouvelle Constitution, et il est curieux d'observer avec quelle indifférence apathique elle

a été accueillie par l'opinion. L'éloquence dépensée pour la combattre par les orateurs de l'opposition, pendant l'été de 1912, n'a pu réussir à soulever dans le pays rien qui ressemble à l'explosion passionnée de 1886. Mais, tandis qu'à cette époque l'Ulster était resté calme, cette fois il s'est furieusement agité. Ce n'est plus le colonel Saunderson qui commande la petite phalange des unionistes irlandais dans le Parlement; c'est un avocat plein de ressources, d'ardeur et de talent, sir Edward Carson, qui est aujourd'hui un des orateurs les plus redoutables de l'opposition à Westminster. Est-ce à ce tempérament militant qu'il faut attribuer l'attitude résolue et menaçante de l'Irlande protestante? Sous cette crainte, légèrement chimérique, d'une persécution religieuse que les gens de l'Ulster mettent en avant et inscrivent, pour ainsi dire, sur leur bannière, ne se cache-t-il pas une inquiétude plus réelle qui touche à des intérêts commerciaux de première importance? Une vieille rivalité existe entre Dublin et Belfast et il est assez raisonnable de supposer que Dublin, ayant en main le pouvoir, en profitera pour frapper sa rivale et accaparer, s'il est possible, la grande prospérité maritime de Belfast. C'est ce qui explique la sympathie ouvertement manifestée par Liverpool et Glasgow que tant d'intérêts attachent à la métropole du Nord de l'Irlande.

Donc, l'Ulster était en fièvre, et cette fièvre avait atteint sa température maxima lorsque M. Winston Churchill parut à Belfast, un rameau d'olivier à la main. Le ministre de l'Intérieur a plus de courage que de tact et plus d'éloquence que d'à-propos; il lui arrive de mal mesurer ses paroles et de mal choisir son moment. Ses intentions conciliantes ont été accueillies à Belfast par des huées, des sifflets et des volées de pierres. Quelques jours avant sa venue, une rixe formidable, née on ne sait comment, sur un champ de cricket, avait couché par terre une soixantaine de blessés. Après son départ, les gens de l'Ulster s'engagèrent à ne jamais subir l'autorité de Dublin et ils s'unirent, dans ce dessein, par un solennel *covenant:* mot redoutable, plein de souvenirs historiques qui sont autant de menaces et qui parlent au cœur de ces populations, restées Écossaises de mœurs et de sentimens.

M. Churchill est alors allé trouver ses électeurs de Dundee. qui l'ont recueilli lorsqu'il perdit son siège à Manchester et il leur a ouvert des perspectives inattendues. Il leur a fait un

tableau enchanteur de l'Angleterre répartie entre sept ou huit parlemens régionaux, au-dessus desquels s'élèverait le grand Parlement impérial. Comme je l'ai dit, l'idée est dans l'air, elle répond à certains besoins de l'esprit nouveau. Il y a des *home rulers* en Écosse, il y en a aussi dans le pays de Galles et ailleurs encore, mais ils ne sont pas tous pleinement consciens de leur particularisme. Ce discours a causé une certaine surprise. Quelqu'un a trouvé un de ces mots de journaliste qui peuvent tuer l'idée dans l'œuf : « Mais c'est l'Heptarchie saxonne! Nous retournons plus haut que le règne d'Alfred ! » Si bien que le gouvernement, interpellé, a dû se déclarer complètement étranger aux fantaisies constitutionnelles de M. Winston Churchill, et le ballon d'essai, lancé à Dundee, s'est perdu dans les brumes polaires.

Depuis ce jour-là, le ministre de l'Intérieur est demeuré silencieux.

V

Dans le Parlement, la discussion du bill avait été un peu vague et déclamatoire. Comme il arrive souvent à cette période d'un grand débat, les orateurs, parlant par les fenêtres ouvertes, avaient l'air de s'adresser au public plutôt qu'à leurs collègues. On attendait mieux de la discussion des articles, et l'on rappelait à ce sujet la mémorable bataillle de 1893 où M. Balfour s'était signalé par sa présence d'esprit, par son infatigable activité et où le vieux Gladstone, toujours sur la brèche, ne laissait jamais une objection sans réponse, même quand elle venait d'un débutant inconnu ou d'un vétéran sans autorité. Si l'on espérait le retour de ces luttes homériques, on a été déçu, car la comparaison entre 1893 et 1912 est loin de tourner à l'avantage du présent.

A quoi cela tient-il?

Il faut d'abord reconnaître que le gouvernement actuel a fait tout ce qui était en son pouvoir pour restreindre et étrangler les débats. Gladstone avait déjà les mêmes moyens à sa disposition, mais il en usait plus discrètement. Cette fois, M. Asquith a vraiment dépassé la mesure. Jamais le « kangouroo » n'a sauté pardessus les amendemens avec plus d'élan, jamais la guillotine ministérielle n'est tombée plus tranchante et plus impitoyable

sur une discussion qui venait à peine de commencer. Je sais bien que M. Asquith voulait économiser des heures précieuses, éviter de vaines et puériles redites sur un sujet dont tout le monde est las. Mais on ne peut s'empêcher d'être légèrement étonné et presque scandalisé lorsqu'on voit la liberté de discussion traitée avec ce sans-gêne dans ce Parlement qui est l'ancêtre de tous les parlemens. Les choses en sont-elles venues à ce point que le dédain et le dégoût du parlementarisme aient gagné ceux-là mêmes qui, sans lui, ne seraient rien ?

D'autres causes ont contribué à amoindrir les débats. Pour appliquer l'argot théâtral à la comédie politique, c'est à une reprise que nous assistons. Or, telle pièce qui, dans la nouveauté, a été passionnément applaudie ou violemment sifflée, se joue, lorsqu'on la reprend au bout de vingt ans, devant des indifférens, à moins que ce ne soit devant des banquettes vides. La langue paraît vieillie, les mots à effet ne portent pas et ne passent plus la rampe ; les artistes semblent inférieurs à ceux de la création. Cette dernière observation ne serait pas absolument juste en ce qui touche les orateurs mêlés à la discussion actuelle. Ce n'est pas le talent qui leur manque, mais la conviction. La froideur du public les gagne ; ils ne croient pas à leurs rôles, ils ne croient pas au succès de la pièce.

Deux des acteurs de 1893, M. Asquith et M. Balfour, sont encore l'un en face de l'autre, sur le banc ministériel et sur le banc des *leaders* de l'opposition. Mais combien ils sont changés ! Comme ils se ressemblent peu à eux-mêmes ! En 1893, ils avaient encore du chemin à faire pour arriver l'un du second rang, l'autre, du troisième ou du quatrième au premier. Leur ambition est aujourd'hui satisfaite et ils n'ont plus qu'à descendre. Vieillis et fatigués, les choses ne se présentent plus à eux éclairées de la même lumière.

M. Asquith conserve-t-il quelque illusion sur le bien que le *Home Rule* fera à l'Irlande ? M. Balfour conserve-t-il quelques craintes sur le tort que le *Home Rule* peut faire à l'Angleterre ? Je ne le pense pas. L'ancien chef du parti tory est simplement persuadé que la machine parlementaire qu'on fabrique pour l'Irlande ne marchera pas. Quant à M. Asquith, il s'inquiète de la résistance de l'Ulster et il a peur qu'on ne l'accuse, devant la génération prochaine, d'avoir abandonné les protestans irlandais à l'oppression tyrannique du clergé romain dont l'influence,

quoique diminuée, sera encore très grande dans le Parlement de Dublin.

A côté de M. Balfour, siège le nouveau chef élu des conservateurs, M. Bonar Law. Il se donne beaucoup de mouvement et fait beaucoup de bruit. Il ne laisse jamais finir une discussion sans se lever pour la résumer en quelques phrases sonores, d'autant plus sonores qu'elles sont parfois un peu vides. On lui a dit : « Vous êtes un second Chamberlain, » et l'on sent qu'il s'applique à justifier l'analogie toutes les fois qu'il ouvre la bouche. Il cherche le sarcasme oratoire, le mot en coup de poing, qui conclut une bataille oratoire en renversant l'adversaire à ses pieds. Oserai-je avouer que cette rhétorique paraît quelquefois un peu vulgaire et hors de sa place ? M. Bonar Law ne sortira pas grandi de cette session d'automne.

Elle n'ajoutera pas grand'chose, non plus, à la réputation de M. Walter Long et de M. Austin Chamberlain. Cependant, il faut savoir gré à celui-ci de ne tenter aucun effort pour imiter son père. Il veut se faire une manière à lui et il y a déjà, en partie, réussi. Ne jamais parler sans avoir quelque chose à dire, telle semblait sa devise, et c'est celle qui convient à un excellent *debater*. Lord Hugh Cecil, qui sait si bien s'imposer par son accent austère et religieux dans certaines questions, n'a pas joué un rôle important dans le débat et M. F. E. Smith, le brillant et spirituel orateur que le Parlement ne voit jamais se lever sans se promettre une heure d'amusement, était absent au moment de la discussion.

C'est surtout du côté ministériel que la discussion a été pauvre et languissante. Presque tous les chefs d'emploi étaient invisibles. Sir Edward Grey, retenu au Foreign-Office par les affaires européennes, ne paraissait qu'à l'heure des questions ; M. Winston Churchill et M. Lloyd George se tenaient à l'écart et M. Asquith n'avait, pour l'assister, lorsqu'il était présent, ou pour le remplacer en cas d'absence, que M. Birrell, le principal secrétaire pour l'Irlande, l'attorney general sir Rufus Isaacs et M. Herbert Samuel, le ministre des Postes. Augustin Birrell est un fantaisiste qui ne prend au sérieux ni ses adversaires, ni ses collègues. Son humour excentrique amuse le Parlement et, surtout, l'amuse lui-même, mais ne sert pas beaucoup les causes dont on lui confie la défense. Sir Rufus Isaacs est un adroit chicanier, très expert sur les questions de procédure, et M. Her-

bert Samuel s'est posé comme un des bons *debaters* du Parlement.

M. Redmond a été très sobre de paroles et a obligé la loquacité irlandaise à une réserve qui ne lui est pas coutumière. En revanche, l'un des deux chefs qui dirigent en commun la petite phalange des nationalistes dissidens, M. T. Healy, est intervenu souvent dans le débat. Pour l'acidité, il est le premier orateur du Parlement et on l'écoute toujours parce qu'il a toujours du mal à dire de quelqu'un ou de quelque chose. Ceux qui ne pensent pas comme lui, ceux même qui ne l'estiment pas, savourent, sans se cacher, ses mots à l'emporte-pièce.

Incontestablement, la physionomie la plus intéressante du Parlement, au moment où j'écris, est celle de sir Edward Carson, le chef de la minorité protestante de l'Irlande. Il a, lui aussi, l'humour, l'ironie amère et volontairement blessante ; il a cet accent convaincu qui transforme chaque parole en acte. On avait parlé de le mettre en prison. Avec quel rire méprisant il a accueilli cette suggestion ! « Osez donc le faire ! » a-t-il crié aux ministres assis en face de lui. Un autre soir, il leur a dit : « Je hais votre loi, je la hais de toutes mes forces. Je la combattrai dans le Parlement et hors du Parlement. Je la combattrai tant qu'elle ne sera pas votée, et, si vous réussissez à en salir le Statut, je la combattrai encore ! »

Évidemment, cette attitude de l'Ulster et de son chef donne quelque anxiété au gouvernement. L'opposition des *tories* au *bill* qui constitue le *Home Rule* tombera d'elle-même quand le changement sera devenu un fait accompli ; celle de l'Ulster, au contraire, croîtra et se fortifiera aussi longtemps que la nouvelle constitution n'aura pas développé toutes ses conséquences fâcheuses. Faudra-t-il alors envoyer des troupes, faire charger par la cavalerie ces braves gens dont le seul crime sera d'avoir voulu rester les fidèles sujets du Parlement impérial ? C'est cette appréhension qui a arraché à M. Asquith les principales concessions obtenues de lui pendant la discussion des articles.

Aux précautions déjà prises contre un accès d'intolérance religieuse chez la majorité du futur parlement irlandais, ont été ajoutées des adjurations et des restrictions encore plus formelles. En somme, rien ne pourra être changé à la situation matérielle et financière des deux religions en présence et, dans les choix des fonctionnaires, aucune exclusion ne pourra être prononcée

contre un individu sous prétexte que, par sa foi, il appartient à la minorité.

Au cours de la discussion, on a vu apparaître dans la Constitution irlandaise une curieuse innovation, inspirée également, semble-t-il, pas le désir d'offrir des garanties à la minorité. D'après le projet primitif, les 40 membres du Sénat devaient être nommés d'abord par le gouvernement britannique, puis, renouvelés successivement, au fur et à mesure de leur retraite, par le gouvernement irlandais. A ce système on va substituer celui de la proportionnelle, dont nous parlons tant en France, mais que nous tardons à expérimenter. Il y a en Angleterre, et surtout en Irlande, des partisans enthousiastes de ce système. M. Healy leur a immédiatement jeté une douche froide en disant : « D'après cet arrangement, la minorité protestante comptera quatorze voix dans le Sénat. Est-ce assez pour sa protection, surtout quand les deux Chambres voteront ensemble ? » Le lendemain, M. Birrell a évalué la minorité qu'assurerait au protestant le système proportionnel à un chiffre qui varierait entre 12 et 16, ce qui coïncide exactement avec l'arithmétique de M. Healy.

Le Parlement a voté la représentation proportionnelle pour le futur Sénat irlandais, mais il a refusé de l'admettre pour les élections à la Chambre basse. Il a, également, rejeté à une grande majorité un amendement qui proposait d'introduire cent mille femmes irlandaises dans le corps électoral.

Ces dames devront attendre que le Parlement impérial se soit prononcé sur la question de principe. Que si elles sont impatientes d'entrer dans la politique, rien ne les empêche de manifester leur déplaisir par les moyens qui paraissent réussir à leurs sœurs de la métropole. Il ne manque pas de vitres à briser à Cork, à Limerick et à Dublin.

Pendant ce débat, on a vu reparaître inopinément l'idée des parlemens régionaux, mise en avant par M. Winston Churchill et dont le gouvernement avait semblé lui abandonner toute la responsabilité. Cette fois elle s'est montrée incertaine et distante, avec ces ambiguïtés voulues dont M. Asquith, à l'imitation de son maître Gladstone, aime à envelopper sa pensée et qui font songer les profanes au fameux *Circumlocution office*, si amèrement raillé par Dickens. Ce jour-là, M. F. E. Smith, rentré au Parlement, comme à point nommé, caractérisait l'idée

nouvelle par une de ces drôleries qui n'ont pas besoin d'être parfaitement justifiées pour faire fortune, surtout dans un Parlement où les plus pauvres plaisanteries sont accueillies avec transport. « Ce n'est pas, a-t-il dit, un projet sérieux, ce n'est qu'une potion calmante ! »

Le débat s'est un peu animé quand il a été question des députés irlandais qui continueront à siéger dans le parlement de Westminster. Lorsque M. Joseph Chamberlain a lu, dans sa retraite de Higbury, le compte rendu de cette séance, le vieil athlète unioniste a dû sourire en apprenant qu'une phrase, jetée par lui dans le débat de 1886, avait déterminé, sur ce point, les décisions du gouvernement actuel. Qu'avait-il dit ? Convaincu, comme on l'a vu plus haut, que le principal mobile de Gladstone et des gladstoniens, en donnant le *Home Rule* à l'Irlande, était de se débarrasser d'elle à Westminster, il s'était complu à taquiner le gouvernement en soutenant cette proposition qui, du reste, est rigoureusement vraie : « Si vous excluez les Irlandais du parlement impérial, la séparation est complète et, en ce cas, le parlement de Dublin est un parlement souverain. » Mais M. Chamberlain aura un peu de peine à croire que cet axiome constitutionnel ait pesé plus lourd dans l'esprit de Gladstone en 1893 et de M. Asquith en 1912 que la nécessité quotidienne de la majorité à obtenir, qui est une question de vie ou de mort pour un Cabinet.

VI

La discussion du budget irlandais a été, de beaucoup, la partie la plus intéressante du débat.

Les critiques des nationalistes indépendans, et le silence, non moins expressif, des nationalistes unifiés ont laissé voir que l'Irlande était peu satisfaite des arrangemens pris pour elle. Pendant que les unionistes attaquaient de front ce même budget, un groupe de libéraux d'une certaine importance le prenait en flanc d'une façon assez gênante. Avec l'outrecuidance souriante qui lui est habituelle, M. Lloyd George a glorifié ce budget à la conception duquel il n'est, sans doute, pas étranger. M. Herbert Samuel, qui est, décidément, un homme de sens et de valeur, a été plus modeste, mais plus convaincant. Dans un discours simple et substantiel, qui le désigne comme un ministre des

Finances pour l'avenir, il a révélé le côté sérieux de la situation et mis en lumière, peut-être, la principale, la vraie, la seule raison qui milite en faveur du *Home Rule*. L'Irlande est dans la situation d'un pauvre qui vit dans l'intimité d'un riche prodigue et qui partage ses dépenses comme son luxe. Il faut la séparer, financièrement, de l'Angleterre, cette magnifique gaspilleuse qui, au rebours de Panurge, a encore plus de façons de gagner de l'argent que d'en dépenser. L'économie, voilà la seule politique des petites bourses et des petits États ! Les circonstances vont permettre à l'Irlande d'en faire l'expérience. Gladstone, dans son optimisme visionnaire, la dotait d'un excédent. Or, voici qu'elle se met en ménage avec un déficit de quarante millions sur une dépense totale de trois cent quinze, environ. L'Angleterre, lui retirant d'une main ce qu'elle donne de l'autre, paiera le déficit, mais imposera à l'Irlande des restrictions qui la paralysent et des charges qui l'écrasent.

Les choses en étaient là. Tout le monde sentait que cette discussion financière serait l'écueil ; mais on crut un moment l'avoir doublé sans accident. D'une part, M. Redmond avait réussi à persuader à ses amis qu'il fallait voter quand même pour le gouvernement et qu'on ne pouvait payer trop cher le bienfait de l'autonomie.

D'autre part, les soixante-dix ou quatre-vingts radicaux dissidens, pour ne pas compromettre l'existence de cette majorité dont ils faisaient partie, se renfermaient dans un silence de mauvaise humeur, mais sans refuser leur soutien au gouvernement à l'heure du vote. Cette heure arrivait presque tous les soirs vers dix heures et demie ou onze heures moins un quart, et la majorité se retrouvait là, fidèle au rendez-vous, pour approuver des discours qu'elle n'avait pas entendus. Les coutumes parlementaires exigeaient que les clauses financières fussent d'abord approuvées par une « résolution, » avant d'être discutées en Comité comme tous les autres articles de la loi. Cette résolution ayant passé à une très grosse majorité, les ministériels se crurent hors d'affaire et en prirent à leur aise. Lundi 11 novembre, on devait voter, en Comité, l'article qui reproduisait sous une forme identique la résolution déjà acceptée.

Il était près de quatre heures. La salle était presque déserte et le banc des ministres s'était vidé, les questions finies. A ce

moment, un député unioniste, sir Frederic Bunbury, proposa un amendement improvisé, dont le texte écrit n'avait pas été communiqué, d'avance, au gouvernemeut. Or, cet amendement n'allait à rien moins qu'à infirmer la résolution votée trois jours auparavant et à retourner, si je puis dire, le budget irlandais en faisant bénéficier le Trésor de la Grande-Bretagne d'une somme très supérieure à celle qu'il devait, au contraire, débourser en faveur de l'administration nouvelle. M. Herbert Samuel repoussa l'amendement en quelques mots et l'on passa au vote. Mais, pendant que le ministre des Postes parlait, les Unionistes, sortant des coins où ils s'étaient dissimulés, semble-t-il, jusque-là d'après un mot d'ordre donné, garnissaient soudainement leurs bancs. Lorsque le *whip* libéral voulut battre le rappel de ses partisans dispersés, il était trop tard : le vote était déjà commencé et les derniers venus ne pouvaient plus y prendre part. Le résultat se chiffra par une majorité de 21 voix en faveur de l'opposition, et la proclamation du vote fut saluée par des transports de joie, dominés par le cri de : Démission! que hurlaient 200 voix. Ce délire dura peu : au bout de quelques heures, une note laconique et dédaigneuse faisait connaître aux vainqueurs d'un moment que leur victoire était considérée comme non avenue et que l'ordre du jour précédemment établi aurait son cours comme si rien ne s'était passé. Le lendemain, M. Asquith, en personne, confirmait cette déclaration avec une brutalité dictatoriale qui le fit comparer, par un ami aussi clairvoyant que maladroit, à Cromwell dissolvant les restes du Parlement Croupion. Une scène de désordre et de violence s'ensuivit où aucun discours ne put être entendu et où les injures grossières furent mêlées à des voies de fait qui rappellent la bataille des chanoines et des chantres dans *le Lutrin*. A l'ouverture de la séance suivante, le *speaker*, d'une voix grave, pénétrée, à la fois sévère et suppliante, admonesta les combattans. Et c'était, assurément, un spectacle étrange que cette longue figure, dans son costume suranné, debout devant son trône gothique comme le spectre de l'Angleterre traditionaliste, se dressant au milieu de la démocratie moderne pour la morigéner en termes archaïques. A quels sentimens faisait-il appel? Au patriotisme, à la concorde, aux égards que les partis, aussi bien que les hommes, se doivent entre eux, mais surtout au règlement, aux précédens, à l'étiquette parlementaire. On s'inclina

et, après avoir pris deux ou trois jours pour digérer l'incident, on recommença toute cette procédure.

Une nouvelle « résolution » a été votée. Sauf une ou deux lignes, elle est exactement semblable à l'ancienne, mais la forme, — cette forme si chère à Bridoison! — est sauvée. En somme, manœuvre peu loyale de l'opposition, abus de pouvoir tenté, sinon accompli, par le premier ministre; le tout couvert, régularisé, escamoté avec un sérieux admirable, tel est le bilan de cette singulière semaine. Elle n'a pas été bonne pour le régime parlementaire.

Elle n'a pas été meilleure pour l'Irlande. M. Asquith a profité, en effet, de l'incident pour rétrécir encore le champ où va se mouvoir l'initiative de l'Irlande en matière de finances. Elle ne pourra pas diminuer les impôts douaniers comme le droit lui en avait, d'abord, été promis. La politique financière qu'on impose à l'Irlande se résume, finalement, en ceci : on lui conseille d'être économe, afin de se libérer plus tôt envers l'Angleterre, sa bienfaitrice; mais on ne lui laisse pas les moyens de diminuer ses dépenses ni d'augmenter ses revenus.

VII

Sheridan demandait un jour au vieux Woodfall, qui avait passé sa vie dans la « galerie » de la Chambre des Communes : « Avez-vous jamais vu les opinions changées par un discours? » « — Les opinions, quelquefois, répondit Woodfall; les votes, jamais! » Aujourd'hui comme il y a cent quarante ans, le mot d'ordre du parti ou du groupe ne laisse aucune place aux impressions personnelles. Non seulement la majorité en faveur du *Home Rule bill* était prévue, mais le chiffre de cette majorité était connu d'avance, à deux ou trois voix près.

Maintenant le *bill* va être envoyé à la Chambre des Lords. Qu'en fera-t-elle? C'est la question que tout le monde s'adresse et que, probablement, elle s'adresse à elle-même. Elle peut accepter le *bill* tel qu'il est; elle peut le discuter longuement (car, chez les nobles pairs, la guillotine perd ses droits), et le renvoyer à l'autre Chambre avec des amendemens qui en dénatureraient le caractère mais qui seraient infailliblement rejetés. Elle peut, alors, laisser passer la loi ou la condamner par un vote négatif.

Dans quelles dispositions se trouve-t-elle actuellement? Est-ce l'esprit de résistance ou l'esprit de soumission qui prévaut chez elle? On remarquera que la situation est bien différente de celle où nous avons vu la Chambre haute il y a deux ans, lorsque, après avoir rejeté une première fois le budget collectiviste de M. Lloyd George, elle s'est résignée à l'accepter. D'abord, il s'agissait d'une loi de finances et la Chambre des Pairs sait bien qu'en pareille matière, elle n'a pas le pouvoir d'amender les lois. Puis, il y avait urgence, car les services publics ne pouvaient rester plus longtemps sans être assurés. D'ailleurs, la Chambre était menacée d'une fournée de nouveaux pairs sans précédent et sans analogue. Il fallait éviter à tout prix une mesure qui eût noyé la pairie dans un bain de démocratie; il fallait éviter au souverain un geste qui l'eût rendu ridicule devant l'histoire. Pour ces raisons réunies, lord Lansdowne capitula.

Aucune d'elles n'existe dans la circonstance présente. Personne ne peut dénier aux pairs le droit de *veto*, — au moins suspensif, — en matière constitutionnelle. Personne ne peut soutenir qu'il y a urgence. Personne, enfin, ne peut songer à invoquer l'intervention du Roi pour forcer la main à la noble Assemblée. Elle est donc absolument libre de choisir entre les deux résolutions qui s'offrent à elle.

Supposons qu'elle se décide à repousser le *bill*. Nous le verrons reparaître l'an prochain et repasser à travers les phases qu'il vient de parcourir : première lecture, discussion générale; deuxième lecture, discussion des articles et vote final. Tout ce qu'on a entendu, on l'entendra encore : indignations, ricanemens, menaces, cajoleries, objections et réponses, attaques et contre-attaques, toute la rhétorique et la sophistique parlementaire. Après quoi, la Chambre des Lords se donnera, une fois de plus, le plaisir de rejeter le *bill* qui obstruera, de nouveau, le programme législatif de l'année suivante. Cette fois, que les Lords le veuillent ou non, la loi passera et sera revêtue de la sanction royale. Le *Home Rule* deviendra un fait accompli, et le seul résultat de ce retard apporté à la réalisation des vœux de l'Irlande sera d'avoir assuré au Cabinet radical deux ans de confortable existence en laissant à son service ces quatre-vingt-quatre voix irlandaises, avec lesquelles il peut faire voter demain, s'il plaît à M. Lloyd George, un *income tax* de vingt

shillings par livre, ou d'autres fantaisies du même genre.

Imaginez, au contraire, que la Chambre haute accepte le *bill* sans plus de résistance, et qu'en Irlande, le nouvel ordre de choses soit prochainement établi. Si l'Ulster est aussi résolu, aussi irréductible dans sa résistance que les discours passionnés de sir Edward Carson le donnent à penser, le gouvernement britannique, qui a gardé en main la force armée et la police, se trouvera dans une des situations les plus difficiles, les plus cruelles, où se soit jamais trouvé un gouvernement moderne chez un peuple civilisé. Grandira-t-il dans cette crise? Se montrera-t-il seulement à la hauteur de ses devoirs? Il est permis de se le demander. En tout cas, il sera affaibli sur son propre terrain : car, les 103 députés que l'Irlande envoie aujourd'hui à Westminster ne seront plus que 42, parmi lesquels 8 ou 10 grossiront l'opposition unioniste. La majorité radicale, réduite de plus de cinquante voix, sera une majorité variable et précaire, insuffisante pour faire vivre un gouvernement qui s'est brouillé avec les classes riches par ses budgets à tendances socialistes, et qui a irrité les classes laborieuses par la loi de l'assurance nationale; le premier orage qui passera sur le monde politique l'emportera et ramènera au pouvoir ses adversaires, c'est-à-dire les amis de la Chambre des Lords et les ennemis du *Home Rule*.

En voilà assez pour faire comprendre que la Chambre haute, si elle consulte son intérêt et celui du parti conservateur, s'arrêtera à cette dernière solution. Que lui conseille l'intérêt général du pays? Ici, la réponse est moins facile à faire. Il ne peut plus être question d'évoquer le spectre du péril national qui, en 1886, affolait les esprits et qui n'effraye plus personne en 1912; il n'est plus possible de soutenir que la séparation administrative de l'Irlande sera un démembrement de la Grande-Bretagne. Mais la Chambre des Lords hésitera peut-être à rendre immédiatement exécutoire une constitution pleine de contradictions et d'obscurités, à peine intelligible à ceux qui l'ont faite, manifestement déplaisante à ceux pour qui elle a été faite, et d'où peut sortir une guerre civile.

AUGUSTIN FILON.

BISMARCK ET L'ÉGLISE

LA PAIX

V [1]

LA PREMIÈRE REVISION DES LOIS DE MAI
LE SEPTENNAT

(1886-1887)

I

Bismarck allait, en moins de dix-huit mois, consentir une série de concessions, réputées satisfaisantes par la générosité de Léon XIII ; il allait se faire accuser par certaines notabilités de l'évangélisme prussien d'avoir « capitulé » devant Rome : expression trop forte, et qui est plutôt du domaine de la polémique que de celui de l'histoire. Mais dans ses concessions mêmes, Bismarck allait goûter la joie d'une revanche. On le déclarait battu, soit ; le *Culturkampf* avait échoué, c'était entendu. Mais avec quelque artifice, ses journaux et ses propres discours allaient parler à l'Allemagne d'un autre vaincu, Windthorst, réduit désormais à se taire, à approuver, d'un bulletin de vote docile et résigné, les volontés communes de Bismarck et de Léon XIII. Et comme Bismarck depuis quinze années en voulait beaucoup plus au Centre qu'à l'Église, comme il n'avait commencé de lutter contre l'Église que parce que Pie IX avait refusé de blâmer le Centre, il comptait souligner comme un suc-

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1912.

cès l'effacement momentané de ce parti ; et Bismarck, plus qu'à demi vaincu, allait prendre encore des airs de vainqueur.

C'était bon pour des nationaux-libéraux, de gémir sur la défaite essuyée dans le *Culturkampf :* il s'occupait, lui, sans épiloguer sur cette défaite, de satisfaire encore les deux haines qui l'avaient engagé dans la lutte et qui sans cesse l'y avaient soutenu, sa haine contre la Pologne, sa haine contre Windthorst ; il les satisfaisait l'une et l'autre avec une sorte de volupté, au moment précis où, faisant l'aimable avec le Pape, il entreprenait la démolition des lois qui déplaisaient au Pape.

Léon XIII, désespérant, pour l'instant, de pouvoir installer un Polonais sur le siège de Posen, et voulant rétablir dans ce diocèse une vie religieuse normale, acceptait, en janvier 1886, la démission de Ledochowski, et lui donnait comme successeur l'Allemand Dinder, dont l'archevêque Krementz vantait la sagesse et l'esprit d'équité. Les susceptibilités des Posnaniens furent mortifiées ; de Galicie, des cris s'élevèrent jusqu'à Léon XIII, lui demandant de revenir sur un tel choix. La Pologne se crut abandonnée par l'Église ; et, comme les membres de la fraction polonaise entendaient, dans les cercles politiques de Berlin, certains fanatiques très écoutés réclamer une germanisation plus complète de la Posnanie, ils se demandèrent si Rome et le germanisme avaient lié partie contre la Pologne. Il ne déplaisait pas à Bismarck d'exacerber leurs anxiétés ; c'était comme une vengeance de ses propres déceptions.

Le 28 janvier 1886, à l'époque même où sa politique le rapprochait définitivement de Rome, il s'efforçait, au *Landtag*, d'établir l'hostilité du polonisme contre l'État prussien. Windthorst riposta que, derrière le polonisme, on frappait le catholicisme ; il était d'ailleurs très modéré de ton, et, faisant allusion aux pourparlers qui s'essayaient à Rome, déclarait qu'il voulait se tenir sur le terrain de la défensive. Mais Bismarck, avec une ironie qui jouissait d'elle-même, longuement et lourdement, commentait cette déclaration :

M. Windthorst, disait-il, a manifesté un certain sentiment de surprise et comme une impression nouvelle pour lui, quand il a dit qu'il se trouvait aujourd'hui, ici, sur la défensive ; je prie d'en conclure, — tellement il est accoutumé à l'offensive, — que celle-ci est proprement son élément naturel, habituel... Peut-être cette abstention de l'offensive, offensive nullement provoquée, n'est-elle pas encore et d'ailleurs tout à fait volontaire.

Un journal de caricatures représentait Bismarck et le Pape se tendant la main par-dessus le bataillon du Centre, qui esquissait, contre l'un et contre l'autre, des mines agressives. Bismarck assurément trouvait goût à ce genre d'images; mais il savait fort bien, à part lui, que le Centre, sur le terrain de la politique religieuse, suivrait le Pape. Et c'était pour Bismarck une joie de despote, de sentir que Windthorst était comme acculé à changer d'attitude, que Windthorst, quelque temps durant, ne pourrait plus être un agressif; le chancelier insistait cruellement, et se gardait bien d'ailleurs de le remercier pour le changement. Conquérir Windthorst était devenu inutile, puisque Windthorst, finalement, devrait obéir à Léon XIII. Alors, plus hautain que généreux, Bismarck proclamait : « Je considère M. Windthorst comme intransigeant, comme cuirassé d'un triple airain, en tant que guelfe, en tant que chef de file dans le *Culturkampf*, en tant qu'ami des progressistes. Cela me détourne de tenter effort près de lui. J'ai abandonné la partie. »

Windthorst, peu après, envoyait à Vienne, à son ami Onno Klopp, les comptes rendus de ce débat. « Si à Rome on étudie, lui disait-il, je tiens à ce qu'on se convainque qu'il s'agit en Pologne d'un *Culturkampf* de la plus atroce espèce... »

Les lignes de Windthorst décelaient un découragement inquiet. Bismarck, au *Landtag*, se targuait de n'avoir plus besoin des hommes du Centre; allait-on, à Rome aussi, parler et agir comme si l'on n'avait plus besoin d'eux? Une petite image populaire circulait, où les plus pessimistes d'entre eux redoutaient de lire l'histoire du jour, tout au moins celle du lendemain : on y voyait, tout en larmes, une petite pastoure qui avait les traits de Windthorst; et du haut d'une fenêtre, la toisant, la méprisant, une autre pastoure, — c'était Bismarck, — se laissait caresser par un berger, Léon XIII.

Bismarck voulait, pour ses prochains projets de loi, se mettre complètement d'accord avec le pasteur suprême, et l'accord lui garantirait, finalement, les voix du Centre. Et pour éviter que dans les commissions parlementaires ses projets de loi ne fussent bouleversés, comme en 1882, comme en 1883, par l'adroite manœuvre d'un Windthorst, il allait, cette fois, s'adresser tout d'abord à la Chambre des Seigneurs : c'est sur le bureau de cette Chambre que, le 14 février 1886, un nouveau

projet fut déposé. Windthorst n'était rien, dans cette Chambre-là ; et le roi de Prusse venait d'y faire entrer un évêque, Mgr Kopp, qui saurait dire à la Prusse ce que le Pape voudrait et dire au Pape ce que la Prusse pourrait.

Timeo Danaos et dona ferentes, murmurait une feuille du Centre à la nouvelle que Mgr Kopp acceptait ce délicat honneur; elle lui rappelait que le prince-évêque, Diepenbrock, avait jadis été d'avis que l'épiscopat se tînt à l'écart des assemblées parlementaires. Mais les temps avaient changé, et le rôle qui attendait Mgr Kopp était un rôle que, seul, un prélat pouvait jouer. Jusqu'au rétablissement de la paix, les discussions religieuses vraiment importantes ne devaient plus avoir lieu dans la Chambre basse, où les intérêts catholiques avaient pour avocat Windthorst, mais dans la Chambre haute, où Mgr Kopp était introduit par la Prusse elle-même, tout exprès pour les défendre ; et, lorsque la Chambre haute nomma une commission pour étudier le projet de loi, Bismarck s'arrangea, au grand mécontentement de Windthorst et de Schorlemer-Alst, pour qu'aucun membre n'y fût nommé qui eût des liens avec le Centre prussien, ou avec le Centre du *Reichstag*.

Tenir ces hommes du Centre à l'écart des négociations : telle avait été, dès 1878, la volonté bismarckienne, expliquée par le comte Holnstein au nonce Masella ; elle triomphait aujourd'hui, et l'allégresse même de ce triomphe devait donner à Bismarck plus d'aisance condescendante, plus de souplesse volontaire, pour écouter Léon XIII, s'incliner et transiger. L'exposé des motifs, qui précédait les articles du projet, insinuait que le gouvernement aurait voulu, depuis deux ans, les proposer ; mais qu'il avait craint de paraître céder aux « attaques, aux menaces, aux dures paroles » de certains députés. Bismarck, par un raffinement de malveillance, semblait ainsi signifier à Windthorst : Si la paix est en retard de deux ans, c'est grâce à vous.

II

Les Seigneurs n'étaient pas seuls à recevoir connaissance du nouveau projet de loi ; le Saint-Siège, à son tour, en était saisi par Schloezer. En ce qui concernait l'éducation du clergé, le projet supprimait pour les clercs l'obligation de suivre pendant

trois ans des cours d'université, d'y étudier des sciences profanes, et de passer un examen d'État ou de s'en faire dispenser. Il permettait l'ouverture de *convicts*, où les évêques pourraient abriter les futurs clercs, pendant leurs études de gymnase ou leurs études d'université ; il abolissait toutes les stipulations des lois de Mai, par lesquelles l'État s'ingérait dans le fonctionnement de ces maisons et dans le fonctionnement des séminaires pratiques, dans la nomination des directeurs, dans celle des professeurs. Il abrogeait un article, très offensant pour la dignité du Saint-Siège, d'après lequel le pouvoir disciplinaire sur les prêtres ne pouvait être exercé que par des autorités ecclésiastiques de nationalité allemande : le Pape, ainsi, était réintégré, par l'État, dans ses droits sur l'Église d'Allemagne. La Cour royale pour les affaires ecclésiastiques, c'est-à-dire l'institution qui, dans tout le système du *Culturkampf*, avait paru la plus odieuse pour l'Église, était condamnée à disparaître : le droit qu'avait, de par la loi de 1873, le président supérieur de faire appel à l'État, au nom de l'intérêt public, d'une décision prise par un évêque contre un prêtre, était supprimé.

« Voilà tout ce que j'ai pu concéder, expliquait Bismarck au baron de Landsberg-Velen, membre catholique de la Chambre haute ; pour ma part, j'aurais accordé davantage ; je n'objecterais même rien au rappel des Jésuites, mais j'ai à compter avec d'autres facteurs. » Il s'enquérait, auprès de Landsberg, si le Centre voterait le projet. « Mais oui, répondait Landsberg ; le Centre ne peut pas être plus catholique que le Pape... »

La commission nommée par les Seigneurs tint six séances : Gossler fit savoir, au nom du gouvernement, qu'il était tout prêt à examiner des amendemens. La commission voulait une paix religieuse complète et rapide ; plusieurs articles, qui marquaient un progrès nouveau, furent ajoutés au projet gouvernemental. Il en était un qui autorisait formellement les grands séminaires, pourvu que le ministre des Cultes connût leurs statuts, les noms des directeurs et des professeurs, pourvu qu'il pût exclure certains de ces noms, pourvu qu'enfin il pût vérifier la conformité des programmes avec ceux des facultés universitaires ; l'article faisait exception pour la Posnanie ; dans cette province, pour ouvrir un grand séminaire, un arrêté royal serait requis. La commission proposait encore qu'en cas de vacance d'un diocèse, l'administrateur épiscopal fût dispensé

du serment ; que les arrêtés par lesquels les autorités ecclésiastiques prononçaient l'interdiction des sacremens fussent désormais soustraits à la compétence de l'État ; que les congrégations religieuses pussent être autorisées à des fondations nouvelles d'orphelinats, de maisons de préservation, de colonies ouvrières, d'écoles ménagères ; que les « conseils d'Église, » sauf dans les diocèses de Posen et de Culm, fussent présidés par les curés ; qu' « en cas de nécessité » la célébration de messes basses et l'administration des sacremens fussent indemnes de toute pénalité.

Mgr Kopp déposa trois autres amendemens. Il voulait, d'abord, qu'aucun *veto* de l'État ne pût restreindre le droit des évêques à nommer directeurs ou professeurs, dans leurs grands séminaires, les prêtres de leur choix. Il voulait que tous les paragraphes concernant l'appel des décisions ecclésiastiques, soit au conseil des ministres, soit au tribunal supérieur, fussent supprimés. Il voulait enfin que dans l'article relatif aux basses messes et aux sacremens, les mots : « en cas de nécessité » fussent rayés.

En présence de ces trois amendemens, le ministre Gossler demeurait passif ; il n'acceptait ni ne refusait. « Le Pape permettra-t-il aux évêques, interrogeaient les commissaires, de soumettre au pouvoir civil les noms des curés ? » Mgr Kopp, le 10 mars, répondit qu'il n'était pas en mesure de l'affirmer : la commission, tout de suite, repoussa ses amendemens. Il se tenait, sans cesse, en rapport avec Rome. Schloezer, de son côté, pressait et sondait Jacobini ; de sa propre initiative, il réclama du cardinal une note bien nette sur les intentions romaines ; et le 26 mars, cette note lui fut expédiée du Vatican. Elle stipulait que du jour où le projet de loi et les amendemens du prélat seraient votés, le Vatican inviterait les évêques à présenter à l'État, pour les paroisses actuellement vacantes, les noms des curés : la Prusse, pour faire valoir éventuellement son droit de *veto*, devrait s'appuyer sur des faits graves, connus, prouvés, et témoignant bien effectivement que la nomination des prêtres visés serait incompatible avec l'ordre public. Jacobini ajoutait que, du jour où la paix religieuse serait rétablie, le Vatican accepterait pour l'avenir, définitivement, comme une pratique acquise, la présentation par l'évêque des noms des curés.

Rome, ainsi, voulait graduer les concessions, les mesurer par étapes ; mais ce jour-là même, Jacobini recevait de Mgr Kopp

un télégramme. Ce n'était ni un conseil ni une prière ; c'était une définition de la situation : la seule chance pour que la Chambre agréât les amendemens Kopp était que Rome, dès maintenant, fît, d'un seul coup, la concession totale. L'évêque parlait ainsi, non pas seulement en son nom, mais au nom de trois autres commissaires et de deux députés du Centre au *Reichstag*. De fait, le 27 mars, les Seigneurs renvoyaient à la commission le projet de loi et les amendemens ; et ceux-ci, le 30 mars, succombaient, une fois encore, devant la commission : les pronostics de Mgr Kopp et de ses amis, transmis télégraphiquement au Pape, se vérifiaient. Après cette dépêche en survint, à Rome, une de Schloezer, que Bismarck avait appelé à Berlin pour qu'il y suivît les débats parlementaires : le ministre de Prusse télégraphiait à Jacobini que les offres du 26 mars étaient insuffisantes, et qu'il fallait, tout de suite, pour gagner au projet de loi la majorité des Seigneurs, que le droit d'avoir communication des noms des curés fût reconnu à l'État d'une façon permanente. La presse libérale, en ces jours d'indécision, se montrait fort nerveuse : « Une fois de plus, criait la *Gazette nationale*, les Allemands sont joués par les Romains. » Mais la presse du Centre proclamait au contraire : « Mieux vaut une reprise d'hostilités qu'une paix qui soit une lâcheté. »

Le 8 avril, il y eut du nouveau : Gossler, ministre des Cultes, transmit au président de la Chambre des Seigneurs, avec mission d'en donner connaissance à ses collègues, une note de Jacobini, datée du 4 avril : le cardinal demandait que le projet fût complété et qu'ainsi fût rétablie la paix religieuse par une revision complète des lois ; mais prévoyant que peut-être pour l'instant cette revision n'était pas immédiatement réalisable, il déclarait que le Saint-Siège, une fois informé qu'elle aurait lieu dans un très prochain délai, établirait pour l'avenir, d'une façon définitive, l'obligation pour les évêques de présenter les noms des curés. Gossler, en communiquant cette note, redisait que le ministère n'avait pas encore un avis ferme au sujet des amendemens Kopp. Plusieurs déterminations étaient possibles ; avant d'opter entre elles, on étudierait, par les débats parlementaires eux-mêmes, les diverses répercussions qu'elles pourraient avoir sur la situation politique intérieure.

III

Le 12 avril, la discussion vint devant les Seigneurs. L'heure était grave : Mgr Kopp demanda la parole. « C'est un prêtre habile, disait Bennigsen, mais, autant que cela est possible à un prince de l'Église, il a vraiment les sentimens d'un bon Allemand. » Avec une nuance de méfiance persistante, Bennigsen définissait ainsi, d'une façon très exacte, l'impression que produisirent les interventions oratoires de Mgr Kopp : le prêtre, en lui, ne se cachait pas ; mais dans la personne de ce prêtre, c'était toujours un citoyen de l'Empire, un législateur du royaume, un Allemand, un Prussien chargé d'un mandat civique, qui réclamait son droit à être entendu, écouté, suivi.

Il constatait le malaise, la défiance réciproque qui séparait les membres de la patrie. Il remontait jusqu'à la cause : c'était l'effort qu'on avait tenté de légiférer sur l'Église sans accord préalable avec l'Église. D'où venait la faute ? où trouver la responsabilité ? Il jugeait une telle question superflue ; mieux valait chercher pacifiquement, dans un esprit de conciliation, les routes qui sortiraient de ce labyrinthe. « Le gouvernement, avouait-il, a de la bonne volonté ; et cependant, on est encore loin de l'issue, d'abord parce que le gouvernement, ralenti par une sorte de crainte injustifiée, a peur d'arriver trop vite au but, et puis parce que longtemps on persista dans cette idée fausse, de se passer de l'Église pour régler sa destinée. C'est une idée sur laquelle le gouvernement est revenu ; et voilà un progrès. » Mais le prélat expliquait que le projet tel quel ne suffisait pas : il relisait ses amendemens, il en développait la portée. Les adopter, ce ne serait pas encore faire une revision complète des lois, mais du moins pourrait-on, ainsi, arriver effectivement à la paix. Il ne faut pas considérer, déclarait-il en terminant, que l'État fait des concessions ; « ce sont des restitutions qu'il fait, car l'Église estime que les lois à modifier l'ont privée de droits imprescriptibles, et l'Église, reconnaissante pour ces restitutions, cède sur d'autres points à l'État. » Mgr Kopp, dès ce premier discours, se distinguait par cette façon, très adroite et très véridique, — adroite, parce que véridique, — de prendre pour point de départ les besoins de l'État, notoires pour tout pair de Prusse, pour tout citoyen de Prusse, et d'acheminer les

esprits à comprendre que les réparations dues à l'Église étaient, pour ces besoins, le remède nécessaire. Il ne donnait pas un cours de droit canon sur les prérogatives légitimes de l'Église, il parlait en homme d'État, qu'au fond de lui l'homme d'Église éclairait ; il disait, avec le ton d'un pair de Prusse, ce que, comme évêque, il avait à faire savoir ; et l'on comprenait que ce qu'il y avait, dans son discours, d'assurances et de promesses étaient, en quelque mesure, des messages de l'Église.

On fut un peu surpris, dans certains milieux catholiques, de cette originalité d'accent ; on devait bientôt s'y habituer, et l'admirer. Les nationaux-libéraux sentirent tout de suite le péril. Beseler repoussa tout le projet ; Miquel, plus modéré, déclara qu'il ne voulait reviser les lois que du jour où le Pape aurait, sans réserve, d'une façon effective et définitive, donné les ordres pour qu'à l'avenir les noms des curés fussent présentés à l'État. Le conservateur Kleist-Retzow, au contraire, était content de tout, et du projet, et des amendemens.

Puis Bismarck se leva. Il ne voulait pas dire, encore, qu'il acceptait les amendemens : il déclara, par deux fois, qu'il ne prenait pas la parole comme ministre. Il la prenait, et il la gardait longtemps, comme membre de la Chambre des Seigneurs : la précaution oratoire était ingénieuse, artificielle même, et laissait à Bismarck toute liberté pour le geste qu'il allait faire. « Les lois de Mai, proclama-t-il, ne sont nullement un palladium intangible de l'État prussien ; ce sont les progressistes qui font courir une telle idée, parce que, dans le conflit entre l'État et l'Église, ils sont le *tertius gaudens*. Si le Pape nous menaçait d'une armée de Français, ou d'une armée de Polonais, il pourrait être question de point d'honneur. » Mais silence aux progressistes ! Bismarck avait toujours observé que, dès qu'il avait raison, ces hommes-là l'attaquaient. Que voulait son roi ? C'était l'essentiel. Son roi voulait se rapprocher de ses sujets catholiques, — non pas leur rendre justice, car Bismarck refusait d'admettre qu'on leur eût jamais dénié justice, — mais leur tendre la main, pour la réconciliation. L'obstacle, c'étaient les lois de Mai : Bismarck retrouvait certains textes, dans ses discours de 1873 et 1875, pour rappeler qu'à aucun moment il n'avait considéré le *Culturkampf* comme une institution permanente, les lois de combat comme une base durable. Les manœuvres des partis (il visait ici le Centre et les progressistes) ayant

retardé son accord avec le Saint-Siège, il avait travaillé, par voie législative, à réaliser le désir de son roi. Étudiant les lois, il avait remarqué qu'il était advenu dans le *Culturkampf* ce qui arrive dans tous les combats : on avait occupé certaines portions de territoire ennemi qui étaient sans valeur. L'étonnant orateur, à cette minute où il allait battre en retraite devant un prêtre, employait ainsi des métaphores de soldat ; mais c'était, en lui, tout ce qui restait de belliqueux : des mots. Il énumérait les « dispositions sans valeur » qu'il s'agissait de rayer du Code ; il désignait, de son doigt dominateur et soumis, « une grande partie de celles qui avaient trait à l'éducation, à la nomination des prêtres, à la juridiction de l'État sur l'Église. »

Certains auditeurs se rappelaient le temps où Puttkamer, un ministre de pacification, pourtant, déclarait que les lois de Mai avaient irrévocablement fixé les frontières essentielles entre l'Église et l'État ; Bismarck, brutalement, allait saisir, une par une, la plupart des bornes frontières, et les reculer. On avait voulu mettre la bureaucratie civile en concurrence avec les supérieurs ecclésiastiques, y compris le Pape ; on n'y avait pas réussi ; tout cet effort de l'État avait eu quelque chose de vexatoire, d'irritant. Bismarck s'acharnait contre cette « duperie, » contre ce « *prôton pseudos,* » et pour en finir, il était prêt, personnellement, à faire un surcroît de concessions, celles que souhaitait Mgr Kopp. Le pourrait-il, officiellement ? il ne le savait pas encore ; « ce serait à voir ultérieurement, *cura posterior.* » Il maintenait sa stricte position d'orateur : il tenait, comme membre de la Chambre, des propos dont la conclusion logique eût été l'acceptation immédiate des amendemens Kopp ; mais comme ministre il se réservait. Il passait aux autres dispositions sans valeur, à celles qui concernaient l'éducation des prêtres. Il redisait, comme au temps du *Culturkampf*, que le clergé allemand était moins patriote que celui des autres pays ; mais par cela même, ajoutait-il, les tentatives de l'État pour s'occuper de son éducation étaient vouées à l'inefficacité. Étaient-elles bien utiles, d'ailleurs ? On avait vu dans ces articles de loi des colonnes de l'État ; « c'est le nom dont souvent on décore le crépi d'un pan de mur qui n'est pas absolument nécessaire à l'existence nationale. » La Prusse, enfin, n'avait empiété sur la ligne de frontière de l'Église qu'en raison du péril polonais ; mais les lois qui allaient germaniser la Pologne seraient l'équivalent de plusieurs

des armes qu'on avait espéré trouver dans la législation de Mai.

Ainsi Bismarck justifiait-il le projet de loi : il déclarait l'avoir porté à la connaissance du Pape, sans promettre d'ailleurs de le modifier au gré de Rome.

Mon impression, affirmait-il, était que je trouverais chez le Pape Léon XIII plus de bienveillance et plus d'intérêt pour la consolidation de l'Empire et la prospérité de l'État prussien que je n'en ai trouvé parfois chez la majorité du *Reichstag*. Je tiens le Pape pour plus ami de l'Allemagne que le Centre. Le Pape est sage, modéré, ami de la paix, ni guelfe, ni polonais, ni progressiste, ni s'appuyant sur le socialisme. Il est libre, représente la libre Église catholique, le Centre représente l'Église catholique au service du parlementarisme et de la manipulation électorale. Je ne veux pas me trouver en face du parti Centre sans avoir donné d'abord aux catholiques prussiens l'assurance que je suis d'accord avec le Pape, l'autorité la plus haute de leur confession.

Sa décision, donc, était bien nette : il voulait que le vote final qui aurait lieu fût considéré, d'avance, par le Pape, comme un vote satisfaisant. Il expliquait, enfin, ce qu'il réclamait des Seigneurs et quelle liberté, d'autre part, il leur laissait. Il avait spontanément, sans exiger, en retour, aucunes concessions du Pape, déposé un projet; on avait parlé, depuis lors, de concessions réciproques possibles, à la suite desquelles le projet pourrait être enrichi et amendé. Il demandait aux Seigneurs d'accepter au moins ce projet-là : le refuser, disait-il, est impossible. Il les priait par surcroît de ne pas s'obstiner à dire que, puisque tel était le projet, ils repousseraient tous les amendemens; tout au contraire, insistait-il, il est tout à fait nécessaire au gouvernement d'entendre, sur ces amendemens, les opinions, avant de prendre lui-même sa décision. C'était une façon, discrète encore, d'obtenir un sourire des Seigneurs pour les amendemens Kopp. Il répétait, en finissant, qu'en tout temps il avait été dans ses intentions de reviser un jour les lois de Mai; et que, si Rome et Berlin négociaient à cet égard, ce serait avec loyauté, sincérité et confiance.

Il redit quelques mots en réponse à une remarque de Kleist-Retzow. Il laissa voir que son rêve était d'obtenir, pour le projet, les voix des conservateurs, des nationaux-libéraux et des conservateurs libres ; c'est avec ces trois partis, on se le rappelle, qu'il avait mené le *Culturkampf;* c'est avec eux, encore, que l'impérieux et souple chancelier prétendait y mettre un terme ; on

eût dit qu'il aspirait, allant à Canossa, à y mener avec lui les nationaux-libéraux eux-mêmes, à y traîner, jusqu'au dernier, tous les parlementaires qui avaient fait le *Culturkampf*. « Le *Culturkampf*, quel mot risible! ricanait un collaborateur des *Grenzboten*. Un bien grand mot pour ces petites choses, dont assurément la culture de l'humanité ne dépend pas! » Bismarck, non content de déserter le *Culturkampf*, le faisait bafouer.

Mgr Kopp, le lendemain 13 avril, reprenait la parole pour affirmer, à l'encontre de Miquel, la valeur des promesses que donnait la note papale du 4 avril, et pour garantir la véracité du Vatican. « Le Saint-Siège a mieux fait qu'apposer son sceau sur sa promesse, déclarait l'évêque; il l'a mis dans la main du chancelier. » Il sollicitait discrètement les regards de ses auditeurs sur un pays voisin, où l'État donnait des entorses au Concordat, et où le Saint-Siège, pourtant, se considérait comme lié par ce pacte vénérable. Quelques nationaux-libéraux exaspérés renouvelèrent contre l'Église de Rome les assauts d'autrefois. Mais leurs longues invectives n'avaient plus qu'un médiocre écho. Elles pouvaient, assurément, réchauffer quelques haines; mais Bismarck, à l'avance, avait mis le Pape à l'abri de ces haines. Il leur offrait une proie : le Centre. « Les interprètes des intentions papales, observait-il, ne sont pas les publicistes de la *Germania*, mais les membres épiscopaux du *Landtag*. La *Germania* veut la brouille, le Pape veut la paix : ils sont à mille lieues l'un de l'autre. » Sans réclamer formellement le vote des amendemens Kopp, il laissait penser aux Seigneurs qu'en les agréant, ils se mettraient aux antipodes du Centre; et c'est ainsi que les Seigneurs, le 13 avril, acceptèrent, d'un bloc, le projet de Bismarck et les corrections épiscopales, présentées, ou peu s'en fallait, comme des corrections papales. A l'issue de ce vote, Léon XIII apparaissait vainqueur, et l'on parlait de Windthorst comme d'un homme mort.

IV

Bismarck, avant de paraître devant l'autre Chambre du *Landtag*, voulut avoir de Rome des « concessions effectives. » Se plaçant sur le terrain même qu'avait défini le Saint-Siège, il fit savoir à Jacobini, le 23 avril, que la Prusse promettait de

reviser ultérieurement, d'une façon plus complète, les lois de Mai. Cela devait suffire à Léon XIII, pour l'instant.

Deux jours plus tôt le Pape disait à quatre députés du Centre :

Ayez confiance dans l'action du Saint-Siège. J'ai suivi avec attention le cours des événemens dans votre patrie, et j'ai fait pour elle tout ce qui était en moi. Mais tout ne peut se faire en un moment. L'amélioration lente et progressive est dans la nature des choses humaines, spécialement dans votre patrie, où n'existe pas l'unité de foi, et où il faut nécessairement traiter avec le protestantisme, qui est, dans son essence, adversaire du catholicisme.

Des âmes que de longues années de vexations et de luttes avaient habituées à épier sans cesse, pour le déjouer, le mauvais vouloir de Bismarck, étaient naturellement peu enclines à croire rapidement à son bon vouloir : militantes et belliqueuses aux heures où cette attitude convenait, il fallait désormais, pour achever l'accord préparé par leurs luttes, qu'elles devinssent plus douces, plus patiemment confiantes, plus pacifiques. Ce n'était pas sur le sol d'Allemagne, où fermentaient encore les souvenirs et les passions du *Culturkampf*, qu'elles pouvaient aisément parvenir à cette suprême victoire sur elles-mêmes, à laquelle devait succéder la victoire finale du Pape; mais quand Léon XIII les avait sous son regard, quand il les enveloppait de son geste bénissant, il s'attachait à les apaiser, à leur faire discerner le possible et l'impossible, l'évitable et l'inévitable.

Au moment même où le Pape parlait ainsi, Windthorst écrivait de Hanovre à la femme de son ami Klopp : « Les luttes religieuses ne sont pas encore à leur fin. On attache trop grand prix à ce qui a été obtenu jusqu'ici. » Mais, quel que fût l'émoi des hommes du Centre, il y avait une concession que Léon XIII, lié par ses promesses mêmes, ne pouvait plus faire attendre à Bismarck. Puisque le chancelier s'engageait à mettre à l'étude, incessamment, une revision plus complète des lois de Mai, Léon XIII devait inviter les évêques à présenter au pouvoir civil, sans délai, les noms des curés, pour les cures actuellement vacantes. Cette décision, dès le 25 avril, fut communiquée à Schloezer; le nonce Di Pietro, le 26, la transmit aux évêques. « Sans délai, » insistait le nonce, dans une nouvelle lettre du 28 avril; l'ordre était formel, et presque impatient. Quelques semaines dès lors allaient suffire pour que tous les presbytères déserts eussent enfin des occupans. « *Wunderbar !* s'écriait dans

une lettre le comte Alexandre Keyserling. Bismarck a réussi à se mettre en rapports cordiaux avec Léon XIII. Quel prodige! »

C'est sous l'impression de ce « prodige » que les débats s'engagèrent dans la seconde Chambre du *Landtag*. Gneist, au nom des nationaux-libéraux, demanda le renvoi du projet à une commission. Sur les bancs conservateurs, on repoussa l'atermoiement : on voulait, tout de suite, voter. De même, sur les bancs du Centre : Windthorst, très digne, ne fit entendre que de courtes phrases; elles signifiaient que le Centre, respectueux des décisions de Rome, y conformerait ses votes. Le national-libéral Cuny chicana, fit observer que l'autorisation enfin donnée par le Pape s'appliquait seulement aux « cures présentement vacantes. » Alors Bismarck se leva pour défendre Léon XIII. « Dans le Pape régnant j'ai confiance, » affirma-t-il tout de suite. Des paragraphes législatifs, c'était, à l'entendre, fort peu de chose, rien de plus que « des lettres mortes, des récipiens, susceptibles de se remplir de lait ou de venin : » l'essentiel, c'était qu'il y eût de la bonne volonté, entre les deux parties que ces paragraphes rapprocheraient. Bismarck redemandait aux esprits de redevenir pacifiques : cela valait mieux, que de chercher entre l'Église et l'État une formule de frontière, idéale, introuvable. En passant, il attaquait les progressistes, insinuant que l'achèvement du *Culturkampf* serait pour eux une mauvaise affaire; et puis il proclamait qu'il comptait sur ses compatriotes catholiques, « pour élever un temple de paix sur les ruines des lois de Mai. » Il pouvait affirmer que ce qu'on démolissait aujourd'hui n'avait pas de valeur. Il parlait, en homme qui la connaissait dans tous les coins, de cette bâtisse qu'il allait mettre à bas. Il indiquait même que si plus tard on voulait en réédifier une du même genre, il faudrait que les lois eussent une « allure plus politique, moins juridique : » c'était une critique implicite à son ancien collaborateur Falk, et l'on ne pouvait trouver étonnant qu'un architecte qui allait démolir son œuvre, parce que manquée, rejetât sur le maître-maçon la responsabilité de l'échec. Bismarck insista pour que sans polémique le *Landtag* votât.

« En somme, vous capitulez, lui signifia brutalement le progressiste Richter; toute votre habileté n'a guère consisté qu'à accabler le Pape de flatteries et à rabaisser le Centre pour le brouiller avec Rome. — Et vous, riposta Bismarck, vous êtes le

flatteur de Windthorst, son vassal, et vous regardez le *Culturkampf* disparaître comme le tanneur regarde les peaux s'en aller au courant de l'eau. » D'autres insolences s'échangèrent; Bismarck était en train, tout heureux que le Centre, parce que Léon XIII le voulait, acceptât enfin les articles de loi que l'État prussien voulait. Plusieurs de ces articles ne pourraient devenir exécutoires en Pologne que par arrêté spécial du gouvernement royal : les Polonais supplièrent que ces mesures d'exception fussent supprimées. Si l'on vous exauçait, signifia Gossler, toute la loi serait en péril. Ils furent à peu près seuls pour voter leur motion; le Centre, pour la première fois depuis 1870, n'acquiesçait pas à une revendication religieuse des Polonais.

Ces Polonais, ces progressistes, ces gens du Centre, se trouvaient, non plus coalisés, mais isolés les uns des autres, et mécontens les uns des autres; la presse polonaise attaquait Windthorst. Bismarck planait, rayonnant, sur tous ces émiettemens; on le voyait tout jovial, mais la jovialité, pourtant, semblait un peu voulue. Elle était troublée, d'abord, par la santé de son fils, qui depuis trois jours avait le délire, et puis elle se rembrunit, soudainement, — et pour une seconde le visage se crispa, — lorsque le député Seyffarth cita ce vers du Tasse : « Qui ne trouverait pas son maître au Vatican ? » Mais Bismarck, qu'il fût ou non maîtrisé par le Vatican, maîtrisait, lui, le *Landtag*, et cette sensation dominatrice ravivait sa bonne humeur. Il faisait voter, avec une allure de dompteur parlementaire, une loi de capitulation. Il espérait qu'à l'avenir tous les partis d'opposition, que cavalièrement il qualifiait d'« hostiles à l'État, » se tiendraient plus tranquilles. Gossler vint dire en substance : Nous sommes contens des évêques; les lettres par lesquelles ils soumettent aux présidens supérieurs les noms des curés, sont aussi correctes de forme que si je les avais rédigées moi-même. Le *Landtag* se tint pour satisfait : le 10 mai, la loi fut acceptée par 259 voix contre 109.

V

Bismarck était vainqueur, mais une partie de la presse le disait vaincu. « C'est la victoire de Rome sur toute la ligne, » criait la *Gazette de Berlin*. « Il vaudrait mieux n'avoir jamais commencé le combat, » insistait le *Journal de Berlin*. Sur une

caricature des enfans jouaient entre eux; parmi eux, Léon XIII; et Bismarck survenait, avec un gros cadeau : c'était une collection d'articles des lois de Mai. « Pour qui le gros morceau? demandait le Pape. — Pour toi, mon chéri. » Et le Pape, avec une moue : « Ah! si peu! » On considérait Léon XIII comme devant être insatiable; on avait peur.

Le publiciste Constantin Roessler, auxiliaire assidu des vieilles campagnes bismarckiennes contre l'Église, emplissait de sa mélancolie les *Annales prussiennes*. Roessler rappelait le début du *Culturkampf*, l'admiration confiante qui s'attachait alors à Bismarck. Napoléon n'avait pas su triompher de Rome; on espérait, en 1871, que Bismarck saurait. L'espoir était déçu, et Roessler sentait un gémissement courir sur les lèvres allemandes. « C'est donc Rome, disaient-elles, qui a frappé Bismarck au talon d'Achille. » La politique sociale, la politique coloniale, ménageraient peut-être au chancelier des victoires nouvelles; mais aucune, si l'on en croyait Roessler, ne pourrait « faire oublier la sombre défaite du *Culturkampf*. » D'ailleurs, ce morose article, qui commençait par le procès du chancelier, finissait par le procès de l'Église évangélique : était-elle capable, demandait Roessler, de propager l'Évangile dans les terres que le *Culturkampf* ravageait, et d'achever ainsi la ruine du romanisme? Et Constantin Roessler répondait non, un non très amer. L'Église catholique avait su résister, et l'Église protestante ne savait plus s'épanouir : voilà pourquoi le *Culturkampf* ne pouvait réussir. Mais cela, était-ce la faute du chancelier? « Avec le protestantisme tel que Bismarck le trouva, confessait Constantin Roessler, Bismarck ne pouvait pas supprimer le romanisme du sol allemand. » Et Roessler finissait par excuser Bismarck, avec lequel il avait espéré vaincre l'Église, avec lequel il était vaincu.

Mais ce protestantisme dont Constantin Roessler dénonçait l'assoupissement allait à son tour se réveiller, et s'essayer à crier à Bismarck : Halte-là! Dès 1885, certains milieux évangéliques s'étaient laissé mettre en émoi par les symptômes de paix; on avait vu le professeur Tschackert fouiller les encycliques de Léon XIII, « élève des Jésuites, » y relever les jugemens du Pape sur la Réforme et conclure que personne n'avait jamais aussi odieusement calomnié l'Église évangélique; on avait entendu, au Congrès de l'association Gustave-Adolphe, certaines

invectives qui appelaient sur Rome, et sur les protestans pactisant avec Rome, la « colère de Luther. » Insouciance ou bien audace, Bismarck avait continué de pactiser, et les protestans de s'alarmer. « Depuis la guerre de Trente Ans, observait la *Gazette Rhénane et Westphalienne*, jamais ne régna pareille hostilité entre protestans et catholiques. » Alors le professeur Beyschlag, en mai 1886, faisait déclarer par un congrès protestant que l'État n'avait pas le droit d'oublier la Réforme, l'Église évangélique, racines essentielles de sa force morale ; et le 28 de ce même mois de mai, — de ce mois dont le nom seul, naguère, rappelait aux « Romains » de funestes attaques, — un comité, suscité par ce même professeur, se réunissait à Halle pour aviser à la défensive de l'État contre Rome. On ne travaillait pas en cachette ; on ne ménageait à Bismarck aucune surprise traîtresse ; on le prévenait. La grande-duchesse de Saxe-Weimar, marraine spirituelle de cette *Ligue Évangélique* qu'on allait fonder, informait correctement la chancellerie de l'Empire. La *Ligue* allait, à l'automne, tenir à Erfurt une assemblée ; elle projetait la publication contre Rome d'une longue série de « tracts, » qui, aujourd'hui même, se prolonge encore ; et pour l'instant, dans une correspondance qu'elle expédiait aux feuilles protestantes, elle incriminait vivement la politique ecclésiastique du chancelier, « coupable, disait-elle, d'appliquer un mode de calcul politique dans le règlement des questions d'Église, de questions qui ne sont pas de ce monde. »

VI

Tous ces échos de Prusse arrivaient au Vatican. Ni ceux qui gémissaient sur la défaite de l'État, ni ceux qui souriaient à l'amitié nouvelle du Saint-Siège et de Bismarck n'étaient de nature à déplaire à Léon XIII. En revanche, une lettre de l'archevêque Krementz, datée du 6 mai, écrite au nom de tous les évêques de Prusse, lui disait leur inquiétude commune, et le questionnait sur la portée des concessions papales. Pour que le gouvernement exerçât son droit de *veto*, faudrait-il que les faits allégués contre un prêtre fussent pleinement prouvés, ou bien, seulement, considérés par le pouvoir civil comme acquis ? L'épiscopat craignait que les prêtres les plus zélés ne fussent exclus des cures, en punition, par exemple, de leur rigorisme

à l'endroit des mariages mixtes, ou de leur ardeur dans les luttes électorales. Jacobini, dès le 21 mai, répondit au nom du Pape : la concession papale, déclarait-il, ne vise que la collation des cures proprement dites ; le gouvernement ne peut opposer son *veto* que pour des raisons d'ordre public appuyées sur des faits dont c'est à lui d'établir la preuve ; durant les discussions, un administrateur provisoire de la cure doit être nommé librement par l'évêque. Krementz avait demandé qu'en cas de conflit l'évêque n'eût pas à céder, mais que le métropolitain, ou bien un évêque voisin, tranchât le différend ; Jacobini, demeurant dans des termes plus vagues, invitait les évêques à ne pas proposer de candidats qui fussent, pour des raisons légitimes, notoirement déplaisans au gouvernement ; il exprimait l'espoir que l'État, de son côté, n'abuserait pas de son droit : en cas de conflit insoluble, on recourrait au Saint-Siège. Cette réponse de Jacobini, visant des évêques qui semblaient crier : Méfions-nous, voulait dire au contraire : Confiance. Le Pape est là! Certain bruit de presse avait couru, d'après lequel les évêques se proposaient de demander au gouvernement le rappel des ordres. Jacobini défendait très nettement qu'une pareille démarche fût faite sans l'avis du Saint-Siège, qui, disait-il, « a traité avec le gouvernement de l'abrogation des autres lois. » Il exprimait enfin l'espoir qu'on n'opposerait pas d'entraves à l'exécution de cette loi nouvelle, d'où l'on pouvait « attendre de sérieux avantages. »

Entre toutes les lignes de sa lettre, on devinait cette idée, que l'Église de Prusse devait faire crédit à Bismarck, comme inversement, quelques semaines plus tôt, le *Landtag*, docile au chancelier, avait fait crédit au Pape. Bismarck et Léon XIII, affectant l'un dans l'autre une certaine confiance, demandaient, l'un à son *Landtag*, l'autre à son épiscopat, de la partager.

Deux actes nouveaux, en juin, confirmèrent la volonté papale. Ce fut d'abord, le 12 juin, une circulaire du nonce Di Pietro : l'obligation de présenter les noms des curés, reconnue, le 26 avril précédent, pour la collation des cures antérieurement vacantes, était, pour l'avenir, définitivement acceptée ; ainsi Léon XIII, fidèle à sa promesse, remerciait-il Bismarck de préparer, dès maintenant, une revision complémentaire des lois de Mai. Puis, le 16 juin, en présence des exigences de la bureaucratie prussienne, Jacobini faisait savoir à Krementz qu'il

fallait, en pratique, pour chaque cure vacante, présenter un nom, et qu'il espérait que tout cela se passerait amicalement et pacifiquement. Les instructions romaines étaient sans réticence et ne comportaient pas qu'on biaisât. Jacobini, trois jours après, transmettait aux évêques un cadeau de Bismarck : les clercs qui avaient étudié à Innsbruck ou à Rome pourraient désormais exercer le ministère en Prusse, si les évêques formulaient pour eux une demande de dispense. Jacobini invitait les évêques à se plier à cette formalité. Enfin, le 26 juillet, apprenant qu'ils allaient se réunir à Fulda, il leur prodiguait, dans une longue lettre, les bons et fermes conseils : il fallait qu'ils fussent coulans dans l'interprétation de la loi, qu'ils se missent bien d'accord, qu'en cas de difficulté ils recourussent au Saint-Siège, et que, soucieux de mettre en valeur les avantages de la loi, ils s'occupassent, bientôt, de rouvrir les séminaires. Léon XIII et Bismarck avaient, tous deux ensemble, créé un état de choses légal qui marquait pour l'Église un progrès. Léon XIII souhaitait que l'épiscopat, au lieu de s'attarder dans une méfiance languissante, profitât avec bonne humeur des libertés recouvrées. C'est à quoi visaient tous ces documens romains par lesquels, de quinzaine en quinzaine, les évêques d'Allemagne étaient encouragés, rassurés, éperonnés; et la réouverture immédiate de plusieurs grands séminaires montra bientôt, au grand déplaisir du professeur Kraus et du prince de Hohenlohe, que ces documens ne demeuraient pas infructueux.

VII

Rome ne voulait pas, d'ailleurs, achever la paix sans les évêques; et Jacobini, dans cette même lettre du 26 juillet, invitait la réunion épiscopale de Fulda à émettre des vœux au sujet de la seconde revision des lois de Mai. Les évêques conférèrent, et, le 12 août, écrivirent une longue lettre à Léon XIII. Ils étaient toujours anxieux, ils ne le pouvaient taire. Ils regardaient le passé de la Prusse, l'expérience des régions voisines : que l'État désormais pût s'immiscer dans une nomination de curé, cela leur faisait peur. Ils craignaient que les prêtres les plus orthodoxes, les plus fidèles à défendre l'Église, ne fussent ainsi mis de côté, que d'autres ne fussent encouragés à l'intrigue, que le respect des populations pour les curés ne diminuât. Ils comptaient que

Léon XIII parviendrait à atténuer ces inconvéniens. On les sentait respectueusement mécontens.

Ils avaient un dessein, aussi, dans la longue phrase où ils célébraient la dextérité, le courage et la constance du Centre, et où ils affirmaient que ce parti, appuyé sur l'autorité du Pape, continuerait à défendre les droits de l'Église. A côté de la presse bismarckienne, qui ricanait sur le Centre mis en disponibilité, ils avaient l'évident souci de rappeler à la mémoire de Léon XIII que le Centre était à sa disposition. Ensuite les évêques formulaient leurs vœux pour la prochaine besogne législative. Ils demandaient que tous les évêques, même ceux qui avaient, dans leurs diocèses, des facultés de théologie, pussent établir des séminaires; qu'on y pût élever des clercs étrangers au diocèse, et confier l'enseignement à des professeurs qui avaient fait leurs études hors d'Allemagne. Quant à leurs autres vœux, qu'ils détaillaient, ils se résumaient en un seul : l'abrogation de toutes les lois de 1873, 1874, 1875 et 1876, hormis celle sur l'administration des biens d'Église, dont ils ambitionnaient, simplement, une modification radicale; ils insistaient pour que la Prusse se rouvrît aux ordres religieux, et pour que les congrégations de femmes recouvrassent le droit d'enseigner. Léon XIII savait, désormais, toute l'étendue de leurs revendications.

« Gardez ferme votre enthousiasme, criait de son côté Windthorst aux congressistes catholiques de Breslau, agissez en conséquence, et ne nous laissez pas en plant si nous avançons. » Il les appelait à une action électorale en faveur du rappel des ordres religieux, de tous les ordres, insistait-il. Il reconnaissait que « grâce aux efforts du Pape, grâce au cœur paternel de l'Empereur, un pas s'était accompli, et que, pour être corrects envers le Pape, corrects envers l'Empereur, les catholiques devaient le proclamer hautement. » Mais il ajoutait sur un ton de défi : « Il y a des gens qui m'ont dit que maintenant nous pourrions bien nous taire. Cette recommandation est inutile jusqu'au rétablissement de l'état de choses antérieur au *Culturkampf*. » Pendant que les diplomaties travaillaient, et que de leurs pourparlers des projets de loi résultaient, Windthorst adjurait les catholiques de ne pas se reposer, mais de prier et d'agir.

Il leur indiquait, aussi, un but vers lequel se portait toujours la pensée de Léon XIII : c'était le rétablissement des garanties temporelles nécessaires à la liberté spirituelle du

Pontificat. Windthorst redisait que les États de l'Église étaient la propriété du monde catholique, que les fidèles avaient droit à une complète indépendance du Pape, et il ajoutait : « Je suis convaincu que la sagesse de Léon XIII et la puissance de notre Empereur trouveront une solution ; jusqu'à ce que ce but soit atteint, il faut que nous répétions chaque année notre cri pour le pouvoir temporel. Il faut nous adresser aux autres nations catholiques, afin qu'elles fassent la même demande. »

La première manifestation qu'avait faite, au début du nouvel Empire, le Centre du *Reichstag*, avait été, l'on s'en souvient peut-être, une revendication fort discrète des droits du Pape, récemment détrôné : Antonelli, avant d'être pleinement informé, avait été tout près de la trouver inopportune, et Bismarck, lui, ne l'avait pas pardonnée. En 1886, Windthorst, chef du Centre, traçant le plan d'une mobilisation catholique internationale pour les droits du Pape, laissait tomber de ses lèvres certaines phrases qui semblaient escompter une action politique de l'Allemagne. Elles ne pouvaient, assurément, être désagréables à Léon XIII, puisqu'elles renvoyaient à ses oreilles l'écho de ses propres rêves, et quant à Bismarck, il ne lui déplaisait pas, au point de vue de sa politique intérieure, que les catholiques de Prusse fussent amenés à porter leurs regards au delà des Alpes ; il ne lui déplaisait pas, surtout, au point de vue de sa politique extérieure, que Léon XIII attendît beaucoup de l'Allemagne, et que l'Italie, facile à s'effaroucher, se sentant mal à l'aise, encore, dans son installation nouvelle, fût accessible à certaines peurs, garantes de sa future docilité.

VIII

Léon XIII, à cette époque, attendait beaucoup de l'Allemagne, et Windthorst n'était pas sans le deviner. Plus attaché alors au principe monarchique qu'il ne le fut dans la suite, Léon XIII voyait dans Guillaume Ier le défenseur de ce principe en Europe, le souverain très écouté, qu'une certaine logique pourrait peut-être amener un jour à reparler à l'Italie du pouvoir temporel. Les diplomates qui avaient audience au Vatican regardaient l'imagination papale prendre essor. Les inquiétudes françaises s'éveillaient ; Victor Cherbuliez, ici même, les traduisait, les commentait, et les acheminait, aussi, vers certaines conclusions

amères, au sujet de la politique religieuse que suivait le gouvernement de la République. En Allemagne d'autres inquiétudes faisaient écho : elles grondaient dans les bureaux des feuilles du Centre; elles s'agitaient, à voix sourde, contre les impulsions de Léon XIII. La *Feuille populaire de Westphalie*, organe catholique, invitait les autres journaux du parti, en termes très soucieusement mesurés, à témoigner à l'égard des démarches pacificatrices du gouvernement, non point une méfiance réputée salutaire, mais une confiance vigilante : des publicistes qui depuis quinze ans étaient sur la brèche avaient quelque peine à comprendre cette nouveauté de nuance, et à s'y prêter. Des propos non démentis, que, d'après l'officieuse *Gazette générale de l'Allemagne du Nord*, Léon XIII avait tenus au nouvel évêque de Limburg, traçaient un programme qui répondait pleinement au tempérament très pacifique, très généreusement cordial, du nouveau prélat, mais pour lequel, inversement, la presse militante devait avoir peu de goût.

Vous êtes un évêque allemand, disait Léon XIII au prélat; en Allemagne, vous vivez parmi des protestans; vous êtes amené à de plus proches rapports avec eux. Vous avez donc doublement l'obligation d'exercer votre charge dans un esprit de charité, de cordialité, de circonspection, de douceur, de bienveillance pour tous. Vous veillerez à ce que votre clergé se tienne loin des disputes et des querelles... Ayez aussi de bons rapports avec les autorités royales : de bons rapports personnels ne sont pas tout, mais c'est toujours quelque chose. J'espère avoir bientôt des renseignemens propres à nous conduire à une entente complète, et c'est la tâche commune du Pape et des évêques, dans la mesure où le gouvernement montre de la bonne volonté, de reconnaître cette bonne volonté, et de savoir à propos l'affermir.

Mais à côté des évêques ainsi sermonnés, la presse se tenait debout, habituée à la lutte, et toute disposée, parfois, à tourner contre les représentans de la modération, c'est-à-dire contre les chefs de l'Église, cette impétuosité d'assaut qu'elle ne pouvait plus diriger contre Bismarck. Si l'on en croyait la *Feuille populaire de Düsseldorf*, il y avait au moins un prélat qui, à force de reconnaître et de vouloir affermir la bonne volonté de Bismarck, avait trahi l'Église : c'était Mgr Kopp, évêque de Fulda. Cette *Feuille populaire* fit école; et d'un bout à l'autre de la Prusse, plusieurs organes de moyenne importance accréditèrent une nouvelle d'après laquelle la Prusse, avec la complicité de

l'évêque, en vertu d'un pacte spécial avec lui, s'était immiscée, à Fulda, dans l'éducation du clergé.

On ajoutait que l'évêque de Fulda, facilitant à l'État de nouveaux empiétemens, préconisait l'établissement d'un régime dans lequel l'ouverture de toute maison congréganiste serait subordonnée à l'agrément du pouvoir civil. De son côté, la presse libérale, heureuse de cette belle querelle, prêtait à Mgr Kopp, en lui en faisant honneur, certains propos malveillans sur le Centre et sur Windthorst. Il y avait des catholiques, tout prêts à en admettre l'authenticité ; de plus belle, ils s'échauffaient ; et c'était encore, à les entendre, la faute de cet évêque si, dans un district hessois, le candidat du Centre au *Landtag* de Hesse venait d'échouer, battu par un protestant conservateur. Chaque jour s'allongeait, dans les journaux libéraux, la liste de ses mérites ; certains journaux catholiques n'avaient qu'à recopier pour allonger, chaque jour, la liste de ses méfaits ; on les voyait recopier avec acharnement, et ramasser ainsi des armes chez l'ennemi contre l'évêque qui avait la confiance du Pape. Mgr Kopp se défendit ; la *Germania*, organe berlinois du Centre, accepta courtoisement une partie de ses explications et fit, sur les autres, quelques réserves importunes. Rome intervint et pacifia les querelles ; il était temps. Par une lettre du 4 décembre 1886, Jacobini justifia Mgr Kopp de ces reproches, que le cardinal qualifiait d'inventions, et le remercia de son activité pour la liberté de l'Église et le rétablissement de ses droits.

Il n'eût pas fallu beaucoup d'incidens de ce genre pour mettre en péril la concorde entre l'épiscopat et l'opinion catholique : quelques journalistes avaient réussi, plusieurs semaines durant, à soulever, contre l'évêque qui passait légitimement à Berlin pour l'interprète officieux de Léon XIII, les suspicions du peuple catholique allemand. Cette concorde tant admirée, si souvent célébrée par les documens pontificaux, glorieusement manifestée par les longues années de combat, était menacée par les préparatifs de paix ; et l'on pouvait se demander si l'Église de Prusse, si cohérente, si vigoureusement unie du temps où elle luttait, allait se diviser contre elle-même, avant de désarmer. La presse bismarckienne déployait toute sorte d'adresses pour achever de conquérir Rome : on parlait de certains mouvemens de l'opinion laïque, qui s'insurgeaient en Pologne contre les désirs pontificaux et qui, peu à peu, se répercutaient ailleurs.

Léon XIII, sans s'exagérer le péril, sut le mesurer; il avait hâte, désormais, d'une paix définitive avec l'État, pour que dès le lendemain de cette paix l'Église se retrouvât une, dans l'obéissance et dans l'apostolat. Windthorst, toujours défiant de Bismarck, exprimait au nonce Di Pietro sa crainte que la Prusse ne fît attendre le projet de loi promis; mais le Vatican avait des assurances formelles, et il y croyait.

Un retard cependant allait surgir, et puis, avec ce retard, des complications nouvelles. A la fin de 1886, Bismarck n'avait pas le temps de songer aux prêtres; c'était aux soldats qu'il songeait; et toute affaire cessante, il allait se tourner vers Léon XIII pour que la Papauté, de tout le poids dont désormais elle pesait en Allemagne, fît pression sur le Centre, et pour qu'elle l'induisît à fortifier la puissance militaire de l'Empire.

IX

Bismarck voulait que le *Reichstag*, pour sept années, augmentât le contingent militaire et, d'avance, votât les crédits. Le 25 novembre 1886, le projet fut déposé. En 1874, en 1880, les deux premiers septennats avaient été votés malgré Windthorst; le Centre, par scrupule constitutionnel, s'était toujours refusé à engager pour sept ans la signature du peuple allemand. Mais pour qu'aujourd'hui dans le *Reichstag* le troisième septennat trouvât une majorité, il fallait que Windthorst s'y rallîât. La fraction du Centre sentit sa responsabilité: elle tint séance, dès les derniers jours de novembre, pour examiner la situation. Le surcroît d'obligations militaires, le surcroît de charges financières, dont les populations allemandes étaient menacées, provoquait dans les masses une émotion très vive : le Centre la connaissait, il la partageait; et Windthorst, le 29 novembre, écrivant au nonce de Munich, déclara n'avoir pas encore trouvé le terrain de conciliation qui pût favoriser l'accord entre le Centre et le gouvernement. Le public parlait de certains marchés: une caricature montrait Bismarck et Windthorst échangeant leurs cartes, et le chef du Centre disant au chancelier : Pour un Jésuite, je vous donnerai trois soldats. Le caricaturiste était mal informé : ce n'était point avec Windthorst que Bismarck négociait: c'était avec le Pape, par-dessus Windthorst. La santé du cardinal Jacobini, qui devait mourir peu de semaines après,

s'affaiblissait de jour en jour : le futur cardinal Galimberti, devenu en juillet 1886 secrétaire des affaires ecclésiastiques extraordinaires, accueillait volontiers les visites de Schloezer, et commençait à faire pencher Léon XIII vers de graves décisions.

Le 5 décembre, Di Pietro, en remerciant Windthorst pour ses renseignemens, lui fit savoir confidentiellement (*in allem Geheimniss*) que le Saint-Siège désirait que le Centre se montrât bienveillant (*wohlwollend*) à l'endroit du projet bismarckien. Windthorst alors travailla pour que ses collègues consentissent aux augmentations d'effectif et de crédits militaires réclamées par Bismarck, mais seulement pour une période de trois années : il parvint à les y décider, et le 23 décembre, il faisait part à Di Pietro de cette détermination conciliante, en ajoutant qu'à son vif regret Bismarck n'était pas encore content.

Cette demi-mesure, en effet, paraissait insuffisante à Bismarck, et sans doute le fit-il savoir au Saint-Siège; car le 2 janvier, Di Pietro transmettait à Franckenstein une communication de Rome, invitant Franckenstein et Windthorst, pour de « graves motifs, » à faire voter la loi de septennat (1). Le lendemain matin, des instructions plus détaillées, signées du cardinal Jacobini, mais préparées par l'adroite plume de Galimberti, parvenaient à Di Pietro. Elles portaient qu'en favorisant « de toutes les façons possibles » le vote du septennat, les membres du Centre feraient un grand plaisir à Rome; qu'ils serviraient la cause des catholiques, en induisant ainsi le gouvernement de l'Empire à des dispositions de plus en plus propices; qu'ils accéléreraient l'avènement d'une paix religieuse complète; qu'ils écarteraient enfin le péril d'une guerre, et qu'ils mériteraient immensément, et de la patrie, et de l'humanité, et de toute l'Europe. Di Pietro n'avait pas mission de transmettre au parti du Centre le document pontifical : le secrétaire d'État « confiait ces considérations au tact et à la perspicacité » du nonce, et le chargeait d'en user « vis-à-vis des personnes qui pouvaient entrer en ligne de compte. »

(1 Le P. Fäh, qui profita, pour son étude sur Franckenstein, des archives du château d'Ullstadt, laisse comprendre par la trame même de son récit (*Stimmen aus Maria Laach*, XL, p. 148) que ce fut quelques semaines avant Noël 1886 que parvinrent à Franckenstein les premières indications du nonce; et la date du 5 décembre est donnée par le P. Pfülf, *Aus Windthorsts Korrespondenz*, p. 72. Nous sommes fondés à croire que cette date n'a rien d'arbitraire : des documens qui l'élèvent au-dessus de toute contestation paraîtront peut-être un jour.

Sans communiquer à Franckenstein la lettre même de Jacobini, le nonce, le 4 janvier, lui expédiait à Berlin ces simples lignes : « Le Saint-Siège désire que le Centre vote le septennat, attendu qu'on lui a donné l'assurance d'une revision totale des lois de Mai, et que le projet de cette revision sera soumis à la prochaine session du *Landtag*. » Franckenstein était prié d'informer Windthorst et de faire de cette communication un « usage discret. »

La commission qui examinait le projet de septennat se réunit le 5 janvier pour la seconde lecture. Elle comprenait plusieurs membres du Centre. Ils furent mis au courant des désirs de Rome. Ils continuèrent, néanmoins, de demeurer hostiles au septennat : le vote fut pour Bismarck un échec.

Il paraît impossible d'admettre que, durant les neuf jours qui s'écoulèrent entre le 5 et le 14, le gros du Centre ait continué d'ignorer les indications romaines, dont la presse bismarckienne, d'ailleurs, ne se gênait point pour parler à demi-mot. A coup sûr, les membres du Centre appartenant à la commission ne les ébruitèrent pas dans le public. Mais faut-il conclure qu'ils laissèrent la fraction s'engager derrière eux, qu'ils la laissèrent, le 10 janvier, décider à une grosse majorité de voter contre le septennat, sans la prévenir en aucune façon des mécontentemens qu'à Rome elle risquait d'éveiller? Quoi qu'on pense de ce délicat problème, délicat comme tous ceux qui induisent à sonder la conscience même des partis, un fait est certain : c'est que le Centre, sans se targuer d'accomplir un acte d'indépendance, et sans même paraître savoir qu'il en accomplissait un, vota, le 14 janvier, dans un sens contraire à celui qu'avait marqué Léon XIII : en seconde lecture, au *Reichstag*, la coalition du Centre et des progressistes consentit pour trois ans seulement, et non pour sept, les soldats et les crédits que réclamait Bismarck. Le chancelier, alors, demanda la parole; et les députés de l'Empire apprirent que le Parlement de l'Empire était dissous.

Deux jours plus tard, dans une lettre à Di Pietro, Franckenstein s'expliquait au sujet de ce vote. Il remontrait qu'en demandant des instructions au Pape pour des lois qui n'avaient rien à faire avec les intérêts de l'Église, le Centre s'exposerait à des malheurs et pourrait entraîner pour le Saint-Siège de bien graves désagrémens; et questionnant Léon XIII, Franckenstein

ajoutait : « Si le Pape juge que le Centre n'a plus raison de subsister, que le Pape daigne le dire : en ce cas, la majorité de mes collègues et moi refuserions tout mandat. »

Jacobini répondit le 21 janvier : sa lettre était adressée à Di Pietro, mais le cardinal stipulait qu'elle devait être communiquée à Franckenstein et, par lui, aux députés du Centre. Il rendait hommage aux services de ce parti. L'action parlementaire des catholiques lui paraissait toujours nécessaire, et cela pour trois raisons : d'abord, pour achever l'abrogation des lois de Mai et surveiller l'exécution des lois qui les remplaçaient; puis pour faire face aux éventuelles persécutions, toujours possibles, disait Jacobini, « dans une nation mixte où le protestantisme est considéré comme religion d'État; » enfin pour défendre à l'occasion, vis-à-vis des pouvoirs publics, les vœux des fidèles en faveur de l'indépendance temporelle du Pape. Le cardinal secrétaire déclarait qu'à Rome on avait toujours laissé au Centre, considéré comme parti politique, une pleine liberté d'action. D'après lui, c'était pour des raisons d'ordre religieux et moral que le Pape avait désiré le vote du septennat; elles se groupaient sous trois chefs : il s'agissait, d'abord, de hâter et d'étendre la revision des lois de Mai; puis d'enchaîner la Prusse au Saint-Siège par une dette de gratitude dont le Centre et les catholiques eussent bénéficié; enfin de faire incliner le puissant Empire allemand vers la pensée d'améliorer un jour la situation du Pontificat romain. Deux explications, en trois points chacune, tel était le message de Jacobini. Après cette apologie des suggestions politiques qu'avait hasardées le Vatican, le cardinal, sans y insister, sans les renouveler, posait sa plume. Le Centre n'était l'objet d'aucun blâme formel; et la question qu'avait posée Franckenstein : Devons-nous durer? était tranchée par trois considérations, qui toutes trois concluaient : Vous devez durer.

« Ce Centre! ce Centre! Le Pape ne va-t-il pas relever sa soutane et retrousser ses manches pour empoigner ces gens-là? » C'est le futur Guillaume II qui, dans une lettre au cardinal de Hohenlohe, s'abandonnait à cet accès de rage. Léon XIII ne les empoignait pas; il se contentait de dire bientôt à Lefebvre de Béhaine, avec une nuance d'amertume : « S'il doit arriver à l'Église en Allemagne de nouveaux malheurs, la faute en sera au Centre, qui n'a pas su comprendre ma pensée. » Mais Bismarck, lui, mit un certain acharnement à faire jeter contre les

membres du Centre, à tout propos, dans la mêlée électorale, le nom du Pape et la parole du Pape. Leur programme invoquait une manifestation nouvelle du peuple contre la loi qui frappait les Jésuites, et contre la loi qui permettait d'exiler les prêtres, loi toujours maintenue par le Conseil fédéral; mais la presse bismarckienne disait au peuple catholique : Écouterez-vous les hommes qui ont désobéi au Pape? Oui, ils avaient désobéi : Bismarck voulait qu'on le sût. « Windthorst et Franckenstein haïssent le Pape, déclarait Bismarck, le 22 janvier, au prince de Hohenlohe : Windthorst, parce que le Pape a traité avec moi sans le consulter; Franckenstein, parce que le Pape, en adressant à Lutz un bon témoignage, a gâté ses chances de devenir ministre. » Qu'ils fussent mauvais Allemands, on le savait depuis longtemps : ils étaient, par surcroît, Bismarck s'en faisait juge, de mauvais catholiques. Parlant au *Landtag*, le 24 janvier, de l'alliance entre leurs votes et ceux des socialistes, il les prévenait que les électeurs seraient bientôt édifiés sur ce que pensait d'eux la Curie romaine; puis, en février, graduant les coups, il faisait savamment divulguer, par un journal de Vienne, la seconde lettre de Jacobini, et quelques jours après, par un journal de Munich, la première lettre. Brandir, à la veille des élections, des documens du Vatican, c'était pour lui une vieille habitude; seulement, jadis, il étalait des lettres de Pie IX hostiles à l'Allemagne, et faisait dire au peuple : « Voilà ce qu'est le Pape. Voterez-vous pour les gens du Centre, qui sont ses hommes? » Il disait aujourd'hui : « Voterez-vous pour les gens du Centre, qui sont contre le Pape? »

Lui, Bismarck, il était pour le Pape, avec le Pape : les électeurs l'entendaient, en Prusse, le 15 janvier, annoncer au *Landtag* prussien, dans le discours du trône, un prochain projet de loi qui réglerait, à la satisfaction des deux parties, les rapports de la Prusse et de l'Église; et puis, le 24 janvier, déclarer que, si tous les ministres avaient été de son avis, il serait encore allé plus de l'avant dans les voies de la revision. Les électeurs voyaient le ministère prussien, le 27 janvier, permettre aux ordres religieux admis en Prusse de recevoir des novices sans autorisation spéciale; le 13 février, supprimer la formule de serment que Falk en 1873 avait prétendu imposer aux évêques; et Léon XIII, apparemment, était content de Bismarck, puisque Dinder, le nouvel archevêque de Posen, était invité par

le Saint-Siège à retirer les noms de cinq ecclésiastiques proposés pour des cures, et dont l'État ne voulait point. « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu : » tel était le thème du mandement par lequel Redner prenait possession de l'évêché de Culm ; Klein, qui venait de monter sur le siège de Limbourg, défendait à son clergé de manifester contre le septennat ; et Dinder, à son tour, interdisait à ses prêtres, — aux curés de la Pologne, — d'accepter des mandats législatifs. Bismarck ainsi pouvait jouer contre le Centre, non seulement des notes pontificales, mais de certaines paroles épiscopales.

Les *Grenzboten*, sous l'impulsion du chancelier, chapitraient sévèrement « la démocratie des chapelains » qui, malgré les hauts prélats, persistait à remuer : on y commentait avec malveillance l'appel qu'avaient publié dans le *Mercure Westphalien* 92 prêtres ; et l'on reproduisait, — à moins qu'on ne l'inventât, — ce mot d'un vicaire badois, dont on citait le nom : « Le Pape est une vieille grand'mère : les vieilles grand'mères ont beaucoup de désirs qu'on n'accomplit pas ; s'il se présentait, nous ne voterions pas pour lui, c'est un Italien. » Bismarck tenait à l'honneur du Pape, à sa dignité de souverain international : ses journaux affectaient de trouver étrange qu'on traitât le Pape d'Italien. Ils agençaient les faits, organisaient les preuves ; ils visaient à convaincre Léon XIII, peu à peu, que cette Église d'Allemagne était scandaleusement insubordonnée, mais qu'heureusement Bismarck était, lui, tout prêt à joindre sa poigne à celle du Pape, pour mettre un terme à la dictature des chapelains, à cette dictature émancipée que la presse bismarckienne baptisait d'un nom barbare : la « Caplanocratie. » Le programme d'un parti purement religieux, obéissant militairement au Pape, et ne s'occupant pas de politique, s'étalait avec une naïveté prolixe, dans les colonnes de ces mêmes *Grenzboten* qui, durant le *Culturkampf*, avaient reproché au Centre de subordonner à des préoccupations confessionnelles tous ses votes politiques. Quant à la *Germania*, organe du parti, un grave reproche lui était adressé : elle était accusée de chercher à soulever contre Léon XIII, « ami de Bismarck, » la haine des Français : on eût dit que la presse bismarckienne, non contente de représenter le Centre comme un dissolvant de l'Église d'Allemagne, aspirait à le faire passer pour un dissolvant de l'Église universelle.

Busch, le 27 janvier, demandait à Bismarck : « Où en êtes-vous

avec le vieux Monsieur? — Le Pape? reprenait le chancelier. Oh! tout à fait bien. Il a même confiance en moi, et il a raison de croire à mon équité. Mais Windthorst, lui, c'est le père des mensonges; il ment contre nous, il ment contre le Pape. » Et Bismarck regrettait que le roi de Prusse, que les autres ministres fussent hostiles à l'établissement d'une nonciature à Berlin, car un nonce songerait du moins à faire les affaires de l'Église, ce à quoi Windthorst ne songeait pas. Dans ces boutades, tout le plan bismarckien transperçait : il consistait à disqualifier aux yeux de Rome, à faire révoquer et remplacer par Rome le petit guelfe qui, depuis seize ans, dans les assemblées parlementaires, agissait en procureur des intérêts de l'Église.

La situation pour Windthorst était extrêmement critique. Le 5 février, il prenait le train, en gare de Hanovre, pour aller à Cologne haranguer les Rhénans. « Le Pape pour le septennat! Le Pape contre le Centre! » criait-on autour de lui. Il ouvrit les journaux qui venaient d'arriver : il y trouva, intégrale, la seconde lettre de Jacobini à Di Pietro. Des visages anxieux l'attendaient à Cologne; la réunion était convoquée, pour le soir du 6. On avait encore assez d'heures pour s'enfiévrer dans l'indécision, et trop peu de temps, d'autre part, pour concerter mûrement une attitude; et lui, sur un coin de canapé, tranquille et longuement silencieux, songeait. Puis, à brûle-pourpoint, devenu gai, il interrogea son entourage; on causa, l'unanimité des avis acheva de le rassurer; son discours était fait. Il y eut foule, en cette tragique soirée, dans la vaste salle du Gürzenich, où Cologne, à travers les siècles, fêta toutes ses gloires : un nouveau souvenir historique allait s'attacher à cette salle, grâce à Windthorst. Il fallait traverser, pour entrer, une rangée de vendeurs de la *Gazette de Cologne :* la feuille nationale-libérale avait, dans une édition spéciale, reproduit et mis en valeur la note du cardinal Jacobini : le Centre était exécuté, enfin, et exécuté par le Pape!

Windthorst fut acclamé, remercia, fit rire par une plaisanterie, et tout de suite aborda la question qui pressait les consciences. Ce n'est pas à nos adversaires de se réjouir, s'écria-t-il, c'est à nous, puisque le Pape reconnaît les mérites que nous avons eus, puisqu'il estime que le Centre doit durer; pourrions-nous souhaiter meilleur appel électoral que celui que le Saint-Père nous a fait adresser? Il relevait dans la lettre du cardinal

cette affirmation, que le Centre est libre au point de vue politique : « En toutes circonstances, appuyait-il, nous devons maintenir imprescriptiblement ce principe, car autrement les amis du *Culturkampf* diraient que nous n'agissons que d'après l'avis de nos supérieurs ecclésiastiques. Et que le Saint-Père ait reconnu ce principe, nous devons nous en réjouir. » Cela dit, il passait au septennat. Le Pape, expliquait-il, avait ses raisons pour en souhaiter le succès, et elles étaient bonnes; mais à l'impossible nul n'est tenu. Voter le septennat, c'était sacrifier l'existence du Centre, c'était perdre la confiance des électeurs, hostiles à un surcroît de charges militaires et financières.

On voulait créer un conflit entre le Pape et le Centre. Windthorst proclamait que les catholiques allemands seraient toujours les fils loyaux du Pape, et que le Pape, connaissant leurs vertus, ne se formaliserait jamais si des citoyens allemands lui parlaient un langage allemand. Mais quel progrès! s'écriait-il, *quæ mutatio rerum!* On faisait des lois, jadis, pour limiter en Allemagne la compétence ecclésiastique du Pape; et ces mêmes législateurs, aujourd'hui, crient vers le Pape comme vers le seul sauveur. Eh bien! lui aussi, il voulait bien que dans cette question militaire la Papauté fût arbitre, comme elle avait été médiatrice entre l'Allemagne et l'Espagne; il consentait à faire au *Reichstag* la proposition. Mais à une condition, c'est que le diplomate Schloezer ne fût pas le seul à éclairer l'arbitre, et c'est que les hommes du Centre, aussi, fussent entendus. « Le Saint-Père, ensuite, verra ce qui est juste. Élire le Saint-Père comme arbitre en cette affaire, voilà notre programme, c'est à quoi tend notre propagande. » Il traitait ensuite, au point de vue militaire, la question du septennat : et puis, d'un dernier mot, il envisageait la situation électorale. De-çà, de-là, certains catholiques s'essayaient à être candidats à l'écart du Centre; une fois députés, ils flotteraient à tous les vents, et le peuple catholique, élevant alors une stèle au Centre, y pourrait inscrire ces mots : « Jamais vaincu par les ennemis, mais déserté par les amis. — Jamais, jamais! interrompait l'auditoire. — Ainsi, messieurs, le Centre ne sera pas déserté par ses amis? — Non, non. » Un triple *hoch* à Léon XIII, un triple *hoch* à Guillaume Ier, le vote d'une résolution en faveur du pouvoir temporel, terminaient la séance. « Avec l'aide de Dieu, disait Windthorst en descendant de la tribune, je me suis gaillardement tiré

d'affaire. » Il avait tiré d'affaire, aussi, le Centre tout entier. Les aristocrates rhénans ou silésiens qui tentèrent, « en plein accord, disaient-ils, avec l'écrit pontifical, » de fonder en face du Centre un parti catholique conservateur, furent vite découragés.

La prépondérance, dans le *Reichstag* élu le 21 février, appartint au *Cartell* que Bennigsen, revenu sur la scène politique, avait conclu avec les conservateurs : le septennat, par cela même, était assuré d'une majorité ; et ce fut peut-être une bonne fortune pour la paix de l'Europe. Bennigsen en vedette : n'était-ce pas un péril pour le rétablissement complet de la paix religieuse ? On savait quel acharnement il avait mis, parfois, à disputer, morceau par morceau, le terrain que l'Église reprenait sur l'État ; on l'entendait déjà s'inquiéter du prix dont Bismarck payait la bonne volonté papale. La *Gazette de la Croix*, qui voulait la paix et n'aimait pas Bennigsen, redoutait qu'en s'acoquinant avec lui, les conservateurs ne fussent responsables, involontairement, d'un nouveau piétinement du *Culturkampf*.

Mais le Centre était toujours là. De tous les partis qui avaient combattu ce projet militaire, un seul rentrait intact : le Centre. Il occupait, dans le nouveau *Reichstag*, 98 sièges : le nom même d'un Léon XIII, fallacieusement exploité par un Bismarck, n'avait pu vaincre Windthorst. « Ce sont des catholiques antipapalins ! » redisait Bismarck quelque temps après, devant Maurice Busch, et comme le bon scribe se disposait à colporter le mot dans la presse : « Halte-là ! reprenait le chancelier, j'ai encore besoin d'eux pour l'impôt sur le sucre et sur l'eau-de-vie. » C'était là le succès final de sa féroce campagne : il avait encore besoin de Windthorst.

En 1871, Bismarck avait essayé d'étouffer le Centre dans l'œuf ; les efforts du ministre Tauffkirchen avaient échoué contre la résistance de Pie IX. Léon XIII, aujourd'hui, consentait que la Prusse négociât avec lui, en dehors du Centre, pour en finir avec le *Culturkampf ;* mais si le chancelier avait espéré que Schloezer réussirait là où Tauffkirchen avait échoué, et qu'une parole papale priverait l'Allemagne catholique de ses défenseurs, le chancelier s'était trompé. Le Centre allait traverser encore quelques heures fort pénibles ; mais le jour était proche où il reprendrait un rôle actif, redouté de Bismarck, encouragé par Léon XIII.

GEORGES GOYAU.

CE QU'ON PEUT FAIRE AVEC UNE MARINE

A PROPOS DE LA GUERRE DES BALKANS.

Au moment où j'écris ceci, — commencement de décembre 1912, — la guerre s'assoupit dans les Balkans, sauf du côté de Scutari d'Albanie et autour d'Andrinople, dont l'énergique ténacité force le respect des heureux adversaires de la Turquie.

Les négociations engagées à Tchataldja aboutiront-elles à la paix ? Il serait difficile de le prédire, et il ne le serait pas moins de préjuger du degré de résistance que les Turcs, raffermis, renforcés, opposeraient dès maintenant aux alliés, sur la triple rangée de forts, de redoutes et de batteries qui barre, de Derkos à Buyuk-Tchekmedjé, la presqu'île de Byzance.

Ces lignes de Tchataldja, en passe de devenir aussi célèbres que le furent, il y a un siècle, celles de Torrès Védras, où vint se briser l'effort de l'armée de Masséna, ces lignes ont été déjà sérieusement tâtées par les Bulgares, sur leurs deux ailes ; et, des deux côtés, la flotte ottomane contribua largement, — intervention assez inattendue ! — au succès de la défense en canonnant les colonnes qui se glissaient le long de la mer pour tourner un front trop redoutable. Pour en finir, les six torpilleurs bulgares (1), résolument lancés à l'attaque par une nuit de « temps bouché, » ont torpillé, non pas, comme il eût fallu, les cuirassés turcs, mais le croiseur de grand'garde, *Hamidieh*, qui a été obligé de rentrer dans la Corne-d'Or, gravement avarié.

Ce coup d'éclat n'en est pas moins fort honorable pour la

(1) *Smieli, Berzi, Krabrii, A, B, C,* caractéristiques : 100 tonnes de déplacement, 26 nœuds de vitesse, 3 tubes lance-torpilles. Les trois premiers de ces torpilleurs ont été construits par le Creusot, dans son chantier de Chalon-sur-Saône.

naissante marine, qui montre ainsi ce qu'elle eût pu faire avec des moyens moins restreints; et l'état-major du roi Ferdinand regrette sans doute aujourd'hui de n'avoir pas donné à la force navale de la Bulgarie un développement qui lui aurait permis de disputer à la flotte du Sultan, aussi mal organisée que son armée, la maîtrise de la Mer-Noire.

D'autre part, et comme on supposait que, sauf les Monténégrins, un peu loin, vraiment, les alliés balkaniques tiendraient tous à honneur de jouer leur rôle dans l'assaut des remparts avancés de Constantinople, on assurait que la marine grecque allait convoyer jusqu'à Enos, au Nord de la presqu'île de Gallipoli, une division de l'armée du Diadoque, qui serait venue, avec les Serbes de la Strouma, se ranger à la droite de l'armée bulgare.

Ce bruit ne se confirme pas (1). Plus agissante aujourd'hui qu'en 1897, cette petite marine grecque a efficacement bombardé Prevesa d'Épire, en face d'Actium, — car on se bat toujours aux mêmes endroits, — coulé des canonnières, torpillé, elle aussi, un petit cuirassé turc qui, au demeurant, se gardait fort mal à Salonique. Cela fait, elle a paru s'employer exclusivement à mettre au pouvoir du roi Georges les îles de la mer Égée. C'est assez l'habitude, dans les coalitions, qu'après le premier effort donné, chacun tire de son côté et va où l'appellent ses visées favorites ou ses intérêts immédiats.

Les Grecs savent bien que, cette fois encore, Constantinople leur échappera; du moins veulent-ils avoir les abords des Dardanelles; délivrer promptement, aussi, du joug turc leurs frères de l'Archipel et prendre des gages qu'il sera difficile de leur enlever : *Beati possidentes!...*

Tout cela, encore un coup, est très naturel et parfaitement justifié au point de vue purement hellénique; mais, au point de vue de l'intérêt commun et du succès final des opérations d'ensemble auxquelles il était logique de n'assigner de terme que devant le portail de Sainte-Sophie, il y avait mieux à faire d'une petite escadre qui semblè solide et assez bien entraînée.

Profitant de ce qu'une partie des navires ottomans restait

(1) On dit, en revanche, que l'escadrille de contre-torpilleurs grecs aurait accompagné à Dédéagatch les transports qui avaient embarqué une division bulgare à Salonique. L'opération aurait porté sur 17 000 hommes et 3000 chevaux, ce qui est beaucoup, en vérité.

fixée dans la Mer-Noire aux rivages de Kara Bouroun et que le reste ne pouvait guère quitter les abords de Buyuk-Tchekmedjé sans donner aux Bulgares la tentation d'attaquer en masse le flanc gauche des lignes turques, les Grecs auraient dû déjà, d'un coup de vigueur beaucoup moins téméraire qu'on ne le pense, forcer les Dardanelles et venir présenter le combat à cette division de la mer de Marmara, en vue même des minarets de Stamboul.

C'est ce que nous allons examiner de près. Nous verrons ensuite ce que les Turcs auraient pu faire eux-mêmes avec leurs vieux cuirassés et leurs contre-torpilleurs neufs. Enfin, rapprochant ces deux études de certains faits de guerre dont l'histoire maritime, — une histoire malheureusement trop peu connue, — nous a conservé les enseignemens, nous verrons que les flottes s'adaptent avec souplesse à toutes les circonstances, qu'elles peuvent rendre aux armées des services immédiats et qu'il ne faut donc pas restreindre leur utilisation à la recherche idéale (et dont les bénéfices n'apparaissent souvent qu'un peu lointains) de la domination de la haute mer.

***

La défense des Dardanelles, réorganisée après la guerre de 1877, et à peine retouchée depuis, ne répond plus aux besoins actuels. Les canons, de calibres et de types variés (Paixhans et Krüpp pour la plus grande part) ne sont plus assez puissans et leur tir n'est plus assez rapide, faute d'affûts, de casemates et de transmissions bien disposés. Il y a quelques projecteurs, des feux chercheurs surtout, mais peu de feux de combat, et les nappes lumineuses ne sont ni assez étendues, ni assez fixes, au point de vue de l'intensité. Tout se ressent, là comme ailleurs et plus qu'ailleurs, de l'insouciance et de l'ignorance technique des Ottomans.

Point de lunettes de pointage, point de télémètres sérieux; pas d'abris pour les commandans de batteries; et comme les principaux ouvrages, les plus modernes, sont assez près de l'eau (leur armement visant à rompre les cuirasses de flottaison), les servans des bouches à feu peuvent être, malgré les traverses greffées sur les parapets, mitraillés ou fusillés sur leurs pièces par les bâtimens qui défilent devant eux.

Il n'en est pas moins vrai que le forcement des Dardanelles,

de jour, entraînerait des pertes pour l'escadre assaillante, surtout aux deux étroits tournans de Chanak-KilidBahr et de Nagara Bokala Kalehsi (Abydos et Sestos), où le détroit n'a plus que 1 200 et 1 800 mètres, avec un courant constant, du Nord au Sud, de 2 nœuds en moyenne.

L'entreprise serait particulièrement délicate si, aux difficultés résultant d'une artillerie de côte qui est au moins nombreuse, si elle est piètrement organisée, se joignaient les dangers toujours très graves que font courir aux coques plongées, aux « œuvres vives » des bâtimens, les mines sous-marines ou torpilles automatiques mouillées entre deux eaux, à la profondeur moyenne de 3 à 4 mètres.

On sait que, pendant la guerre italo-turque et au moment où la flotte italienne, avec l'assentiment plus ou moins explicite, en tout cas peu empressé de certaines puissances européennes, se rapprochait des Dardanelles, dans une attitude agressive, le gouvernement turc fit mouiller des engins de ce genre à l'entrée du détroit et aussi, sans doute, dans l'étranglement Chanak-Nagara. Il n'en fallut pas davantage pour éteindre toute velléité de forcement de la part des unités de combat italiennes et la randonnée de certains torpilleurs, incident autour duquel on fit quelque bruit, se réduisit à une courte incursion, de nuit, à l'ouvert de la ligne avancée Sedul Bahr-Koum kaleth (Château Neuf d'Europe-Château Neuf d'Asie).

Mais à peine les négociations d'Ouchy semblaient-elles en bonne voie, que l'Angleterre, la Russie, l'Allemagne se hâtaient de demander à la Sublime-Porte l'enlèvement des mines automatiques qui paralysaient complètement, dans les Dardanelles, la navigation commerciale.

Ces torpilles enlevées, on ne les y a plus remises. L'amirauté turque a supposé que l'artillerie suffisait à interdire le passage à une force navale qui, évidemment, est beaucoup plus modeste que la flotte italienne.

C'était cependant une imprudence, car, absolument libre de ses mouvemens dans la mer Égée, disposant, — elle en fait la preuve, — d'une sérieuse flotte à vapeur de commerce, la marine grecque pouvait, au lieu de transporter une division bulgare de Salonique à Dédéagatch, jeter une division grecque sur la côte Nord de la presqu'île de Gallipoli et *faire tomber sans coup férir les ouvrages des Dardanelles en les prenant à revers.*

Rien ne serait plus facile, en effet, à qui oserait le faire ; et cela parce qu'on n'a jamais prévu de descente sur cette côte septentrionale de la longue crête de collines qui forme la Chersonèse de Thrace. Ce que l'on a prévu seulement, dès 1854, époque où nous occupions Gallipoli avec les Anglais (mais à titre d'alliés des Turcs), c'est une attaque venant de la terre ferme, de la Thrace même, par l'isthme de Boulair, du nom d'une petite ville qui le domine. Là, du golfe de Saros à la mer de Marmara, s'élèvent des lignes fortifiées analogues à celles de Tchataldja, mais beaucoup moins longues (5 kilomètres à vol d'oiseau), beaucoup moins solides aussi et moins étudiées. Certains ouvrages y portent encore les noms de Napoléon III et de Victoria, ce qui marque à la fois leur origine et leur âge.

A cette époque, extrême début de cette guerre d'Orient qu'on devait appeler plus tard « guerre de Crimée, » les alliés, encore en petit nombre sur le territoire turc et mal organisés pour l'offensive, ne songeaient qu'à se garder contre une attaque de l'armée russe du Danube, dont les succès (arrêtés depuis sous les murs de Silistrie) faisaient redouter une marche rapide sur Constantinople. Mais si l'on pouvait craindre, dans ce dernier cas, qu'un corps détaché de cette armée d'invasion vînt forcer les alliés dans la Chersonèse, ou au moins les y bloquer, il était évidemment impossible que ce corps débarquât sur la côte Nord. Il ne pouvait venir que par Lulé-Burgas, Rodosto et Boulair. Les flottes française et anglaise étaient en effet maîtresses absolues de la mer Égée et de la mer de Marmara. La flotte russe n'avait jamais songé à franchir le Bosphore.

Il en fut de même vingt-cinq ans plus tard. Cette fois, malgré la magnifique résistance de Plewna, que rappelle aujourd'hui celle d'Andrinople, l'armée du grand-duc Nicolas arriva jusqu'à San Stefano, aux portes de la capitale turque ; mais, comme en 1854 et faute d'avoir des vaisseaux dans la mer Égée, elle ne pouvait attaquer la Chersonèse que par Boulair, dont les lignes avaient été renforcées. D'ailleurs, il importait assez peu aux Russes de détruire, ou seulement d'occuper les batteries des Dardanelles, tant que celles du Bosphore n'étaient pas tombées dans leurs mains.

Quoi qu'il en soit, les Turcs n'ont jamais pensé à défendre d'une manière permanente ou semi-permanente les baies d'Arapos et d'Hanafart, ni les longues plages découvertes qui s'éten-

dent au Sud d'Hanafart et de Guba-tépé. Ils n'auraient pas non plus assez de troupes mobiles, en dehors des garnisons, fort dispersées, de leurs batteries des Dardanelles, pour s'opposer, sous le feu de la flotte grecque, à la descente d'une division d'infanterie. Celle-ci, en deux heures, aurait gagné, avec ses canons de montagne (1), les hauteurs de 200 mètres d'altitude qui dominent Bokala-kaleh-si, Kilid-Bahr et Sedul-Bahr.

Que deviendrait alors la défense des Dardanelles ?

Je veux bien que les garnisons turques, — les Ottomans ont fait leurs preuves de ténacité, — que les garnisons des ouvrages, dis-je, se refusent à battre la chamade et s'enferment dans les vieux châteaux forts qui, sur les trois points en question, servent de noyau aux groupes de batteries de côte ; mais les artilleurs, canonnés et fusillés par derrière, puisque les ouvrages ne sont pas paradossés, comment feraient-ils pour se maintenir et tirer sur les bâtimens grecs ?... Ceux-ci, n'ayant à craindre que les pièces de la côte d'Asie, longeraient de très près la côte d'Europe, ce que la hauteur des fonds rend toujours facile, et accableraient de projectiles légers, tirés à bout portant, les servans des batteries. C'est là, dans un forcement de passe, un moyen économique et suffisamment efficace de paralyser les ouvrages qui n'ont pas de « commandement » sur la mer.

Mais pourquoi, au demeurant, courir encore le risque de recevoir les coups des canons de la côte d'Asie, si difficile qu'il soit à ceux-ci de bien régler leur tir sur des navires dont le profil se confond avec les accidens du rivage opposé (2) ? Il n'est que d'attendre la nuit qui suivra l'établissement de la division de troupes grecques sur les hauteurs qui dominent les batteries d'Europe. Dans l'état de désorganisation où elles seront à ce moment-là et où les entretiendra un feu lent et continu des canons de montagne, le tir de nuit leur deviendra tout à fait impossible et celui des ouvrages de la côte d'Asie sera plus inefficace encore que le tir de jour.

Je vais plus loin et je prétends que la flotte grecque, bien pilotée comme elle l'est, choisissant une de ces nuits à demi

(1) Il est probable que la viabilité est fort défectueuse, en arrière de la route côtière qui relie tous les ouvrages des Dardanelles. Mais des canons de montagne passent partout, à dos de mulets. L'armée grecque n'en manque pas. Quant aux soldats hellènes, ce sont, on le sait, d'excellens fantassins en terrain accidenté.

(2) Ajoutez à cela qu'en-tirant sur des bâtimens qui rasent la rive d'Europe, les obus des canons d'Asie atteindraient fréquemment les ouvrages opposés.

brumeuses qui permettent de reconnaître les contours caractéristiques des promontoires, mais qui enveloppent les vaisseaux d'un voile suffisamment protecteur; je prétends, dis-je, qu'à trois ou quatre heures du matin, à l'heure où toute veille faiblit, — et surtout la veille des Turcs ! — cette flotte aurait pu franchir les Dardanelles quasi sans coup férir, pourvu qu'elle marchât assez vite, sans hésitation, sans se soucier de l'éclat inopiné d'un projecteur (1), ou d'une canonnade incertaine, gardant elle-même le silence le plus absolu et naviguant « beaupré sur poupe, » tous feux éteints.

Un Farragut, un Roussin, un Nelson, un Dugay-Trouin n'eussent point hésité !... Rappelons-nous les beaux forcemens de passe, de Wicksburg, du Tage, de Copenhague, de Rio de Janeiro.

Et si l'on m'opposait l'exemple du passage des Dardanelles, justement, par l'escadre anglaise de Duckworth, en 1807, je ferais remarquer qu'après tout, les 7 vaisseaux britanniques se tirèrent de ce pas dangereux sans avaries majeures. Cette fois-là, déjà, les batteries turques, d'un type archaïque, — quelques canons dataient de Mahomet II et lançaient des boulets de marbre ! — mal organisées, très médiocrement servies par des artilleurs improvisés, n'étaient pas à la hauteur des circonstances. Mais quand donc les Turcs sont-ils organisés? Ce n'est pas, assurément, en 1912...

***

Les Dardanelles une fois franchies, soit de jour, dans les conditions que j'ai indiquées tout à l'heure, soit de nuit, avec ou sans le secours de l'attaque à revers des batteries d'Europe, l'escadre grecque aurait eu à se mesurer avec la flotte turque; ou, tout au moins, avec la partie de cette flotte qui flanquait, dans la mer de Marmara, l'aile gauche des lignes de Tchataldja.

Je remarquerai tout de suite que cette opération du forcement des Dardanelles ayant, de quelque façon qu'elle soit comprise, un caractère marqué de surprise, il est probable que la portion de la force navale turque employée dans la Mer-Noire au flanquement de l'aile droite des lignes, n'aurait pas eu le temps de repasser le Bosphore avant que l'escadre grecque fût arrivée au contact de la division de la mer de Marmara. Du dé-

(1) L'expérience prouve qu'il ne faut pas toujours se croire découvert lorsque l'on est accidentellement balayé par le faisceau lumineux d'un projecteur.

bouché des Dardanelles au méridien de Buyuk Tchekmedjé il y a à peine 80 ou 85 milles, que les navires hellènes, même les 3 petits cuirassés dont je vais parler, pouvaient franchir en six ou sept heures. La balance des forces actives se serait donc trouvée rompue au profit de l'escadre assaillante.

Mais cette balance, en fait, que donne-t-elle, qu'indique-t-elle, toute combinaison stratégique mise à part?

La marine grecque présente tout d'abord le noyau solide d'une division homogène de 3 cuirassés de 5000 tonnes, construits en 1889-90 et refondus en 1900-1901. Ces bâtimens, *Hydra*, *Psara*, *Spetsaï*, ont les caractéristiques suivantes :

Vitesse aux essais : 17 nœuds (1); cuirassement à la flottaison : 30 centimètres; sur le pont principal : 50 millimètres en moyenne; armement : 3 canons de 27cm,5, 5 de 15 cm., 1 de 10 cm. 8 de 65 mm.; 3 tubes lance-torpilles; équipage : 400 hommes.

1 croiseur cuirassé remarquablement doué comme puissance offensive, le *Georgio Averoff* (du nom d'un généreux et patriote donateur, dit-on), a été acheté l'an dernier aux chantiers italiens d'Orlando. Cette unité a pour caractéristiques :

Déplacement : 10200 tonneaux; vitesse : 24 nœuds; cuirassement : 20 centimètres sur les flancs et 51 millimètres sur le pont principal; armement : 4 pièces de 23cm,4, 8 de 19 cm., 16 de 76 millimètres; 3 tubes lance-torpilles (2).

C'est évidemment le plus beau fleuron de la couronne navale des Hellènes. Les Turcs n'ont rien à opposer à ce beau bâtiment.

Une flottille de 8 excellens « destroyers, » ou contre-torpilleurs, complète heureusement cette petite escadre active. Construits il y a quatre ou cinq ans, les *Doxa*, *Niké*, *Aspis*, *Velos*, etc., etc., déplacent 410 ou 420 tonnes, atteignirent 31 nœuds de vitesse à leurs essais et sont armés de 2 tubes pour grosses torpilles, avec 2 canons de 76 mm. et 4 de 57 mm.

Notons encore un « submersible, » le *Delphin*, de 310 tonnes en surface et 465 en plongée, avec les vitesses respectives de 14 et 9 milles à l'heure. Ce sous-marin, qui est armé de 5 tubes

(1) Les chaudières de ces trois petits cuirassés sont actuellement usées. On ne pourrait leur demander que 12 nœuds, au plus, peut-être 13 nœuds, dans une circonstance exceptionnelle.

(2) Il est intéressant de comparer cet armement formidable à celui de notre type *Marseillaise*, de même déplacement : 2 canons de 19 centimètres; 8 de 16 centimètres; 6 de 10 centimètres; 18 de 47 millimètres; 2 tubes. La *Marseillaise* n'a d'ailleurs donné aux essais que 21n,6.

lance-torpilles ne paraît pas être encore « au point. » Du moins n'a-t-il pas fait parler de lui, jusqu'ici ; et voilà cependant, s'il en fut jamais, un type de bâtiment auquel la remontée des Dardanelles serait bien facile, les mines sous-marines, seul danger qu'il pût redouter, ayant été supprimées.

Les Grecs doivent regretter de ne pas s'être attachés plus tôt à l'organisation d'une flottille de sous-marins.

Après les diverses unités, neuves ou refondues, que je viens d'énumérer, il n'y a plus à citer que de vieux navires, encore utilisables à la rigueur dans le service de la surveillance et de la défense du littoral. Tels, 5 torpilleurs de 85 tonnes, qui datent de 1886 ; tels encore 12 ou 15 avisos, canonnières et vedettes ; tels, enfin, les 2 petits cuirassés qui constituèrent, il y a quelque trente ans, le noyau primitif de la flotte grecque et qui sont aujourd'hui employés comme bâtimens-écoles ou casernes, le *Vassilevs-Georgios* et la *Vassilissa-Olga*.

Une mention, toutefois, à 3 ou 4 *croiseurs auxiliaires* que le ministre de la Marine grecque a empruntés à une flotte à vapeur marchande dont les progrès, depuis quelques années, sont fort remarquables (1) et qui fournit à la flotte de guerre un excellent fonds d'équipages bien dégrossis.

Il est difficile de reconnaître le même avantage à la marine turque. L'Osmanli a pu être marin, autrefois, du temps du grand corsaire Barberousse. Encore est-il probable que les meilleurs auxiliaires de l'habile Kaïreddin étaient des *rayas* et, précisément, des Grecs, attirés sous son pavillon par l'appât du butin. Mais ces temps sont changés. Depuis Lépante, la marine turque n'a cessé de décliner, et le marin ottoman s'est toujours montré fort médiocre, quoique très brave et très dévoué. A Tchesmé, à Navarin, à Sinope, il a su mourir glorieusement pour sa foi et pour le Kalife. Mais, savoir mourir, ce n'est pas assez pour vaincre...

Faut-il en conclure que la flotte dont je vais donner la composition serait absolument incapable, faute de personnel compé-

(1) Le département de la Marine insiste avec raison dans un rapport récent sur les services rendus par la flotte marchande hellénique ; 95 des bâtimens de cette flotte ont été réquisitionnés pour les besoins des opérations de la guerre actuelle. La division bulgare dont j'ai parlé plus haut a été transportée de Salonique à Dédéagatch sur les 17 plus grands et meilleurs navires à vapeur de la flotte en question.

tent, de se mesurer avec l'escadre grecque (1) ? Non, ce serait hasardeux, car j'ai des raisons de croire que le grand Empire de l'Europe centrale qui, depuis quinze ou vingt ans, témoigne à la Turquie une amitié dont quelques-uns contestent le désintéressement, a fourni, ou laissé fournir à sa marine le précieux secours d'un personnel technique et militaire parfaitement dressé. Tous les marins, mécaniciens, électriciens, torpilleurs, canonniers, etc., d'origine germaine qui ont conduit de la mer du Nord ou de la Baltique dans le Bosphore les 2 cuirassés *Weissemburg* et *Kurfürst Friedrich Wilhelm*, ainsi que les 4 « destroyers » achetés à la maison Schichau, n'ont pas regagné les côtes embrumées de leur patrie. Il en est resté à Constantinople, et non des moindres...

Quoi qu'il en soit, voici l'*ordre de bataille* de la flotte ottomane actuelle :

3 cuirassés d'escadre :

a) Le *Messoudieh* (9 100 tonneaux), qui date de 1874, mais a été refondu en 1904 : vitesse de 13 nœuds ; cuirassement de 305 millimètres à la flottaison et 25 au pont principal ; armement : 2 canons de 240 millimètres ; 12 de 150 ; 14 de 76 ; 10 de 57.

b) *Kaïreddin Barbarossa* (ex « Kurfürst Friedrich Wilhelm ») et *Torgout Reiss* (ex « Weissemburg »), bâtimens de 10 000 tonnes, 16 nœuds de vitesse, 400 millimètres et 65 de cuirassement ; armés de 6 canons de 280 millimètres, 8 de 105 et 8 de 88 ; plus, 3 tubes lance-torpilles (2).

4 petits cuirassés anciens, pouvant être considérés comme garde-côtes :

Avn-I-Illah, Mouïn-I-Zaffer, Feth-I-Boulend, Assar-I-Tewfik ; dates de lancement : 1867-70, refonte en 1907 ; caractéristiques : 3 000 tonnes ; 12 nœuds ; 200 millimètres et 30 millimètres de cuirassement ; 4 canons de 150 millimètres, 6 de 75 et 10 de 57. Pas de cloisonnement.

2 croiseurs protégés modernes :

Hamidieh, Medjidieh, date de lancement : 1903 ; caractéristiques : 4 000 tonnes ; 22 nœuds ; de 50 à 100 millimètres de

(1) On apprend en ce moment même, — 12 décembre, — que l'escadre turque, débarrassée par l'armistice du souci de flanquer les lignes de Tchataldja, aurait quelque velléité de présenter le combat, devant l'entrée des Dardanelles, à l'escadre hellénique.

(2) On construit chez Armstrong (Newcastle) un dreadnought de 21 000 tonnes.

cuirasse sur le pont principal ; 2 pièces de 150 millimètres, 8 de 120, 6 de 47 et 2 tubes.

10 contre-torpilleurs assez neufs (1906-1910), de 400 à 700 tonnes ; les 4 plus récens, achetés à la maison Schichau, de Dantzig, filent 36 nœuds, ont 3 tubes lance-torpilles et portent 2 canons de 75 millimètres avec 6 de 57.

12 torpilleurs médiocres, échelonnés de 1900 à 1905.

20 canonnières sans valeur militaire.

On sait que le *Hamidieh* a été gravement avarié par une torpille bulgare et que l'un des quatre petits cuirassés a coulé, en rade de Salonique, sous les coups d'un torpilleur grec.

La force navale active effectivement disponible se compose donc de : 3 cuirassés d'escadre et un éclaireur (*Medjidieh*), formant *l'escadre de ligne ;*

10 contre-torpilleurs et quelques torpilleurs, formant *l'escadre légère ;*

3 petits cuirassés, formant *l'escadre de réserve.*

Telle était, du moins, la distribution des diverses unités à la fin de la guerre italo-turque (1).

***

Ainsi, d'un côté, — celui des Hellènes, — 3 cuirassés de 5 000 tonnes, 1 croiseur cuirassé de 10 000 et 8 contre-torpilleurs ; de l'autre, — celui des Ottomans, — 3 cuirassés de 10 000 tonnes, 1 éclaireur ou croiseur protégé et 10 contre-torpilleurs ; soit, pour les premiers, à ne considérer que l'artillerie grosse et moyenne : 9 canons de 275 millimètres, 4 de 234, 8 de 190, 15 de 150 et 3 de 100 ; et pour les seconds : 12 de 280 millimètres, 2 de 240, 14 de 150, 8 de 120 et 8 de 105.

Ces valeurs sont, en somme, comparables et, n'était que les Grecs paraissent mieux entraînés, — par le seul fait de l'activité qu'ils ont déployée depuis le commencement des hostilités, — les deux escadres seraient à peu près équivalentes. Je tiens pourtant que la présence du *Georgios Averoff* du côté des Hellènes confère à ceux-ci un appréciable avantage. Sans doute, si les Turcs tiraient bien, la ligne de bataille formée par les *Hydra*, *Psara* et *Spetsaï* ne tarderait pas à être désorganisée par le feu prépondérant de la ligne des *Messoudieh*, *Kaïreddin Barbarossa*

(1) Aux dernières nouvelles, le petit cuirassé *Assar-I-Tewfick*, le meilleur des quatre, aurait été rattaché à l'escadre de ligne.

et *Torgout Reïss*, mais, grâce à sa vitesse très supérieure, l'*Averoff* se portera sur l'avant de cette dernière ligne, — *il barrera le T*, pour employer l'expression consacrée en pareil cas, — et accablera le bâtiment de tête des coups de ses 4 canons de 234 millimètres et des 4 de 190 qu'il peut présenter par le travers.

J'ajoute qu'à tort ou à raison (car il est très difficile de savoir exactement où en sont les Turcs au point de vue de l'utilisation des bâtimens torpilleurs), j'ai plus de confiance dans l'efficacité des *destroyers* hellènes que dans celle des destroyers ottomans, en dépit de ce qu'ils ont pu garder de personnel « européen. »

Les torpilleurs, petits ou grands, sont les *brûlots* des anciennes guerres navales, et l'on sait que les Grecs excellèrent toujours dans le maniement de ces engins.

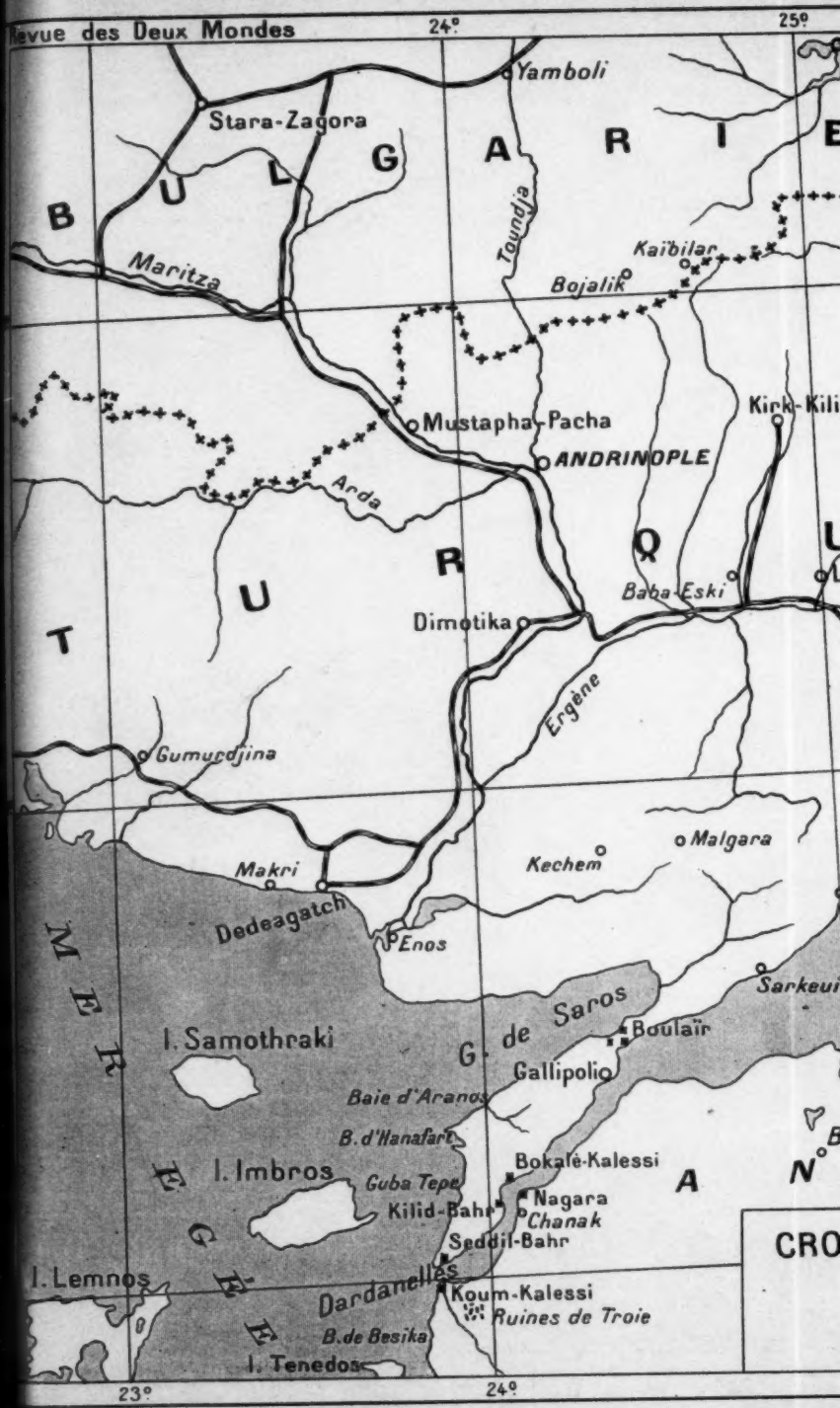
« Mais enfin, m'objectera-t-on peut-être, quel avantage essentiel les Hellènes ou, pour mieux dire, les alliés balkaniques eussent-ils retiré, dans leur attaque des lignes de Tchataldja et dans leur entreprise finale sur Constantinople, des opérations maritimes, résolument offensives que vous préconisez, et qui, après tout, eussent fait courir à l'escadre grecque des risques fort sérieux? »

Sans parler de l'effet moral, — et j'en pourrais parler cependant, car enfin c'est là un de ces « impondérables » dont l'importance, à la guerre, ne saurait être discutée, — il suffit de jeter les yeux sur la carte (1) pour trouver immédiatement la réponse à cette question.

En effet, tant qu'une force navale grecque n'a pas pénétré dans la mer de Marmara, les renforts venus par mer aux alliés ne peuvent descendre qu'à Enos ou dans le golfe de Saros, au Nord et en dehors de la presqu'île de Gallipoli ; ils ne sauraient donc suivre d'autre route que celle de Kesham, Malgara, Rodosto, Eregli et Silivri. Arrivés là, ils se joignent sans doute à l'aile droite bulgare, mais, pas plus qu'elle, ils ne peuvent tourner la gauche des lignes de Tchataldja, puisque celle-ci s'appuie à la mer et à une division de navires turcs.

La situation change complètement dès que l'escadre grecque a forcé les Dardanelles. A supposer même qu'après avoir, comme je l'ai dit, paralysé et détruit les batteries de la côte d'Europe en les prenant à revers, les Hellènes n'aient pas pu faire passer

(1) Voyez le croquis ci-joint.


Revue des Deux Mondes
24°
25°
Yamboli
Stara-Zagora
B U L G A R I E
Maritza
Toundja
Kaïbilar
Bojalik
Mustapha-Pacha
ANDRINOPLE
Kirk-Kili
Arda
T U R Q U
Baba-Eski
Dimotika
Ergène
Gumurdjina
Malgara
Kechem
Makri
Dedeagatch
Enos
Sarkeui
M E R
I. Samothraki
G. de Saros
Boulaïr
Gallipoli
Baie d'Aranos
B. d'Hanafart
I. Imbros
Guba Tepe
Bokalé-Kalessi
Kilid-Bahr
Nagara
Chanak
Seddil-Bahr
A N
E G E E
I. Lemnos
Dardanelles
Koum-Kalessi
Ruines de Troie
B. de Besika
I. Tenedos
23°
24°

CROQUIS du Théatre des Opérations Maritimes

(Dardanelles, Mer de Marmara, Bosphore)

0 5 10 20 30 40 50 100 Km.

Ct. Pollacchi

le détroit, — en raison des batteries de la côte d'Asie, — à leur flotte de transport, il n'est pas douteux qu'à Gallipoli, Rodosto, Silivri, Artaki, Gemlik, Ismidt, ils trouveraient un nombre plus que suffisant de bateaux de toute espèce pour embarquer une forte division d'infanterie et quelques batteries de montagne (1), qu'ils iraient débarquer, — après avoir battu la flotte turque, s'entend, — vers San Stefano, sur la plage de Kutchuk-Tchekmedjé, qui est à une quinzaine de kilomètres en arrière des lignes. Et là, ce ne serait plus seulement de l'effet moral qui serait produit...

Au surplus, qu'on n'oublie pas que Constantinople même n'est pas défendue. Soit le Bosphore (qui n'est fortifié qu'à partir de Beïkos, dans sa partie Nord), soit les Dardanelles franchis, la vieille capitale de tant d'empereurs et de sultans est à la merci des canons d'un navire de guerre. L'escadre grecque, même aussi éprouvée qu'on la veuille supposer après sa lutte contre l'escadre turque, y aurait donc dicté sa loi. Les bâtimens de l'escadre internationale se seraient bornés à recueillir leurs nationaux, tout au plus à couvrir Péra et Galata. Mais, justement, ce n'est ni Péra, ni Galata qui s'offrent aux vues — et aux coups — lorsqu'on aborde Constantinople par la mer de Marmara, c'est Stamboul, c'est le château des Sept-Tours, Iéni Kapou, Koum Kapou, l'ancien Boukoléon et la mosquée d'Achmet aux six minarets et Saint-Sophie et le vieux sérail, toute la magnifique, pittoresque, mais impuissante Turquie des romantiques...

Quel admirable rêve pour la marine grecque et comment n'a-t-elle pas tout fait au monde pour vivre ce rêve en réalité!

***

Mais la flotte turque elle-même, qui semble à peine sortir de sa torpeur et dont on dit aujourd'hui qu'elle pourrait bien présenter le combat aux Hellènes, au dehors des Dardanelles, pourquoi n'a-t-elle pas agi plutôt, et vigoureusement, je ne dis même pas dans la mer Égée, où l'escadre grecque était sans

(1) Je trouve dans les nouvelles du jour, à propos des batteries de canons de montagne grecque, la confirmation de la facilité avec laquelle elles s'adaptent à toutes les exigences du terrain et savent se passer de chemins frayés. C'est dans les opérations difficiles conduites autour de Janina. Un correspondant du *Journal des Débats* les a vues s'établir sur des pics réputés inaccessibles qui dominent le défilé de Pentê Pigadia.

doute mobilisée bien avant elle, mais au moins dans la Mer-Noire, où les torpilleurs bulgares ne furent prêts à marcher qu'au bout d'un mois ?

Et je sais bien que, de cette flotte turque, deux ou trois unités, au début des hostilités, allèrent jeter quelques obus sur Kavarna. Mais il y avait mieux à faire. Il y avait à former le plus tôt possible, à Sinope, à Trébizonde, à Samsoun, un convoi capable de porter une forte division de rédifs des vilayets du Nord de l'Anatolie, de ceux dont les contingens, acheminés par les interminables voies de terre, — par les pistes de caravanes, — arrivèrent bien après Kirk-Kilissé et Lulé-Bourgas sur le théâtre des opérations, où les attendait le choléra.

Ce convoi formé en quelques jours, car les élémens ne manquaient pas dans ces ports fréquentés de la côte méridionale de l'Euxin, il fallait le diriger soit sur Bourgas, soit sur Varna et y débarquer ces 12 ou 15000 hommes, la côte n'étant pas sérieusement défendue, de même que la mer était libre.

« Mais qu'auriez-vous prétendu faire de cette poignée d'hommes, alors que la Bulgarie mobilisait plus de 200000 soldats ? » diront peut-être les stratégistes à principes absolus qui font fi des diversions. — Tout simplement retarder la marche si rapide, foudroyante, a-t-on dit, et le mot n'est pas trop fort, de cette aile gauche bulgare, qui, partie du quadrilatère Varna-Choumla-Slivno-Bourgas, a *mené le train* contre la grande armée turque, l'a assaillie brusquement par son extrême droite et culbutée à Kirk-Kilissé.

« Elle ne se serait pas arrêtée, ni détournée de son objectif pour jeter à la mer vos 15000 Turcs... » m'objectera-t-on. Qu'en savez-vous ? En tout cas, si on les eût laissés libres d'occuper Bourgas, par exemple, port assez important, où ils auraient au moins trouvé les vivres et les souliers dont manquaient les corps d'armée groupés autour d'Andrinople, les 15000 Turcs dont je parle se seraient promptement renforcés d'une nouvelle division, peut-être d'une troisième, et alors la diversion ne pouvait plus être négligée, car il ne s'agissait de rien moins que d'un corps d'armée prenant à revers l'aile gauche bulgare...

En résumé et quelques biais qu'il prît, le grand état-major ottoman aurait dû largement user de la mer, — où tout est chemin, — et de sa marine, au fur et à mesure que les élémens en

étaient mobilisés, pour agir sur le flanc découvert du déploiement de ses adversaires, en vue de retarder leur concentration et le coup de massue qui en était l'inévitable conséquence. Les quatre ou cinq torpilleurs bulgares n'étaient pas prêts, je le répète, et l'eussent-ils été que l'on avait de quoi les refouler avec la douzaine de bons « destroyers » dont on pouvait disposer, moyennant un peu d'activité. On a dit que les torpilles de ceux-ci n'étaient pas réglées. Mais, justement, dans la Mer-Noire et contre les torpilleurs bulgares, ce n'était pas de torpilles qu'ils avaient besoin. Leurs canons suffisaient...

Au fond de tout cela, avec l'insouciance et l'inertie turques, il y a peut-être cette préoccupation obsédante que l'on retrouve toujours à notre époque, quand il est question de transport de troupes par mer après le début des hostilités et qui se traduit par le principe absolu qu'on ne peut, qu'on ne doit rien tenter de semblable *avant d'être maître de la mer*.

Je viens de dire « à notre époque. » C'est qu'en effet, ce principe est nouveau ; et je crois bien que c'est nous qui l'avons formulé les premiers, obéissant involontairement aux suggestions de cette mentalité circonspecte, timide, que nous ont faite nos grands désastres d'il y a quarante ans.

De ce fâcheux principe les Japonais ne s'embarrassèrent jamais, ni en 1894, dans leur guerre contre la Chine, ni en 1904-1905, dans leur formidable duel avec la Russie, où ils ne furent réellement *maîtres de la mer* que tout à la fin, grâce à Tsou-Shima et lorsque, depuis longtemps déjà, leurs armées couvraient le Sud de la Mandchourie.

Ils perdirent bien quelques transports, ce qui donna même lieu, on s'en souvient, à d'admirables scènes d'abnégation et d'héroïsme ; mais enfin, pour un de coulé, — fortune de guerre ! — trente autres passaient sans encombre et en quelques semaines la grande armée du maréchal Oyama était constituée.

On ne s'embarrassait pas davantage d'une telle prudence chez nous, en Europe, dans les grandes guerres d'autrefois ; et si je remontais jusque dans l'antiquité, je retrouverais la même fermeté tranquille devant un genre de périls que, seul, un mirage d'imagination peut rendre particulièrement impressionnant.

Laissons là pourtant les grandes expéditions maritimes des anciens. Ne rappelons pas le passage de l'Adriatique par les

légions de César en face des vaisseaux de Pompée. Choisissons seulement dans les temps modernes quelques exemples d'heureuse combinaison d'efforts sur terre et sur mer, quelques bons modèles d'adaptation exacte des facultés des flottes aux besoins des armées, parmi tous ceux que nous donne l'histoire militaire de 1790 à 1815. Nous y relèverons presque toujours, comme trait caractéristique, non pas l'insouciance, mais bien l'acceptation très délibérée, très ferme aussi, des chances contraires que peut entraîner, pour les assaillans, le fait que la force navale adverse n'est pas anéantie.

Il y a, dans cet ordre d'idées, de remarquables opérations des Suédois dans la Baltique, contre les Russes. Ces opérations sont peu connues en France parce qu'elles se déroulèrent en 1790, et que nos historiens de cette époque s'hypnotisent volontiers sur nos affaires intérieures. Quoi qu'il en soit, Gustave III voulait reprendre les districts finlandais cédés par la Suède à l'empire moscovite par le traité d'Abo. Après deux campagnes malheureuses, en 1788 et en 1789, il mit à la mer, au commencement de mai 1790, d'une part, une flotte de 23 vaisseaux et 25 frégates ou corvettes, commandés par le duc de Sudermanie, son frère; de l'autre, une imposante flottille de 300 péniches, portant 2000 canons et une armée de débarquement, sous l'escorte d'une escadre de bâtimens légers. Prenant en personne la direction de ce rassemblement, il battit à Frederiksham, le 15 mai, la flottille russe et opéra sa descente entre Viborg et Pétersbourg. L'alarme était grande dans cette capitale. Malheureusement, le roi de Suède perdit du temps pour marcher en avant et, de son côté, le duc de Sudermanie ne réussit pas à empêcher les deux divisions de la flotte russe, celle de Revel et celle de Cronstadt, de faire leur jonction sur le champ de bataille de Borgö.

La maîtrise de la mer, indécise jusque-là, passait décidément aux Russes!

Pendant un mois, vaisseaux suédois, frégates, péniches, troupes de débarquement, et Gustave III lui-même furent bloqués dans Borgö par la flotte moscovite. Mais, dans la nuit du 3 au 4 juillet, plusieurs brûlots audacieusement conduits mirent le désordre dans les vaisseaux de l'amiral Tchitchakof (c'est le résultat que l'on obtiendrait maintenant avec une brusque attaque de torpilleurs, par nuit noire); l'escadre sué-

doise se jeta à son tour sur l'adversaire et le Roi profita du combat, qui fut long et acharné, pour prendre le large avec sa flottille.

Trop tôt fatigué de cette guerre où le succès semblait lui revenir, préoccupé d'ailleurs de la situation intérieure de son royaume, Gustave III, à qui l'on reprocha fort son inconstance et sa légèreté, signa le 14 août suivant le traité de Vœrélœ. Rien n'était changé en Finlande et l'heureuse Russie avait échappé à un danger sérieux.

Retenons ici, en tout cas, la fière audace de l'entreprise, digne des beaux temps de la Suède, sous le grand Gustave et sous Charles XII.

Moins aventurée sans doute, mais chanceuse encore était l'expédition que les Anglais préparaient, au commencement de 1801, pour nous enlever l'Égypte. Pas beaucoup plus que la flotte suédoise en 1790, la flotte anglaise n'était maîtresse de la mer, du moins de la Méditerranée orientale. Or, le corps expéditionnaire se rassemblait à Makri, en Asie Mineure, en même temps que les 60 ou 70 voiles qui devaient le jeter sur la place d'Aboukir, sous la protection des 7 vaisseaux de ligne et des 4 frégates de lord Keith. Pendant ce temps le gouvernement consulaire, parfaitement au courant des desseins de l'Angleterre, s'occupait activement de faire passer des renforts à l'armée d'Égypte, sensiblement réduite depuis les trois années qu'elle occupait le pays. Je passe sur diverses mesures de détail (1) et sur des mouvemens d'escadre, françaises ou espagnoles, qui avaient pour objet de distraire l'attention des forces navales anglaises de l'Océan et du détroit de Gibraltar. Le point essentiel est que le vice-amiral Ganteaume, sorti de Brest, le 23 janvier 1801, par coup de vent de Nord-Ouest, avait réussi à pénétrer dans la Méditerranée avec 7 vaisseaux et 2 frégates, force égale à celle que l'Amirauté avait donnée à lord Keith. Malheureusement l'officier général français n'avait ni la sûreté de vues, ni la fermeté de caractère nécessaires dans les circonstances où il se trouvait. A peine eut-il passé le détroit qu'il se crut entouré par les escadres anglaises, alors qu'il n'y avait dans le bassin occidental de la Méditerranée que les quatre

(1) 4 frégates furent envoyées isolément pour porter des troupes à Alexandrie. 3 arrivèrent à bon port; la 4e, l'*Africaine*, fut capturée par la frégate anglaise *Phœbé* après un sanglant combat.

vaisseaux du commodore Warren, chassés justement de Gibraltar par l'arrivée inopinée de l'escadre française. Ganteaume s'avisa donc de relâcher à Toulon, le 19 février, au lieu de pousser droit dans l'Est; il resta au port un long mois et lorsqu'il appareilla, le 22 mars, les 18000 Anglais de sir Ralph Abercrombie avaient déjà, depuis seize jours, opéré leur descente à Aboukir, malgré les efforts du brave Friant et de ses 1500 soldats. La perspective de voir 7 vaisseaux et plusieurs frégates se jeter sur l'énorme convoi qu'il escortait n'avait pas ému lord Keith (1).

Mais si nous voulons parler de l'audace dans la conception autant que de l'habile ténacité dans l'exécution, en ce qui touche ces expéditions d'outre-mer, quel plus bel exemple à donner que celui de notre propre expédition d'Égypte, dont il ne faut pourtant pas attribuer le mérite exclusif à Bonaparte, car enfin une bonne part, dans la décision, en revient au Directoire et une autre, dans l'exécution, à la Marine. Or, en mai-juin 1798, la situation, dans la Méditerranée, était singulièrement menaçante. L'actif, l'entreprenant Nelson était là, avec 14 vaisseaux, des meilleurs qui aient jamais battu les mers!...

Et pourtant si, à la secrète pensée des périls qu'ils devaient courir pendant une traversée que tout annonçait fort longue, — elle dura trente-quatre jours, défalcation faite de la relâche à Malte, — le cœur de Brueys et de ses lieutenans battait plus vite, rien n'en paraissait sur leurs visages. La correspondance Napoléon et le *Mémorial de Sainte-Hélène* font foi de la sérénité d'âme qui régnait à bord de l'*Orient*, de l'élévation et de la gaieté des entretiens...

Tout avait été, d'ailleurs, admirablement disposé, à bord de nos 13 vaisseaux, par les soins du général en chef et de l'amiral, pour recevoir chaudement l'escadre anglaise, tout en couvrant le convoi.

« C'était l'étoile du grand homme, dira-t-on. Près de lui, sous son égide, tous se sentaient en confiance... »

(1) Je ne m'étends pas sur les opérations de Ganteaume après sa sortie de Toulon. Elles furent très accidentées, très contrariées. L'occasion perdue ne se laisse pas reprendre! Il parvint cependant, — mais en *mai* seulement, — à *Derna*, à vingt lieues à l'Ouest d'Alexandrie, le Derna dont il a été fort question ces temps-ci; et il fut tenté d'y débarquer les troupes que portaient ses vaisseaux. Réflexion faite, il s'en abstint. A son retour, il captura un vaisseau anglais de lord Keith, ce qui prouve bien que celui-ci n'était pas absolument maître de la mer.

Soit! Mais remontons à deux années en arrière.

A la fin de 1796, dans la pire saison de l'année et dans les parages les plus difficiles, une grande expédition maritime se prépare ; il s'agit de porter de Brest en Irlande Hoche et 22000 soldats. Jamais, au demeurant, on n'avait été moins *maître de la mer*, au sens absolu que l'on donne aujourd'hui à cette expression. Villaret-Joyeuse, d'abord désigné comme chef maritime de l'opération, ne tarda pas à se récuser, excédé, il faut le dire, des extraordinaires prétentions de Hoche (1). Morard de Galle, un des brillans officiers de Suffren dans l'Inde, lui succéda et finit par appareiller le 15 décembre avec 17 vaisseaux, 26 frégates ou corvettes et 20 transports. Malheureusement, dès la première nuit, cette flotte se disloqua et dès lors chacun navigua « à la part, » pour employer l'expression pittoresque des marins. Quelques jours après, cependant, l'ennemi n'ayant pas paru, du moins en force suffisante, les cinq sixièmes du corps expéditionnaire se trouvaient au point de rendez-vous fixé, au fond de la baie de Bantry, où pas un seul soldat anglais ne se montrait, du reste. Mais, par une singulière fatalité, la frégate qui portait les deux chefs de l'expédition, Hoche et Morard de Galle, n'apparaissait pas non plus. Battue par les vents contraires, chassée par des frégates ennemies, convaincue, on ne sait trop pourquoi, que l'armée navale était dispersée sans remède, la *Fraternité*, après avoir erré plusieurs jours sur la mer, revint à Brest. Pendant ce temps, on délibérait à Bantry-bay. Le contre-amiral Bouvet, sans montrer beaucoup d'empressement pour l'opération, ne refusait pas d'opérer la descente. La décision, à cet égard, appartenait évidemment au plus ancien des officiers généraux de l'armée. Cet officier ne put se déterminer à débarquer, bien que, encore un coup, rien ne l'en empêchât. Il y a sans doute, pour l'échec, comme pour le succès des grandes entreprises, des hommes marqués par le destin... Celui-ci s'appelait Grouchy.

(1) Le jeune général n'avait aucune idée des difficultés que créaient à l'amiral l'état de désorganisation de nos arsenaux, la vétusté de la majeure partie des vaisseaux, la pénurie du personnel essentiellement marin — les gabiers, notamment — enfin l'insuffisance des approvisionnemens en filin, toiles, mâtures, vivres, etc. De plus, il s'en laissait imposer par les criailleries des clubs révolutionnaires à Brest et, au fond, cherchait à faire preuve de zèle républicain vis-à-vis du gouvernement central. Ses lettres, sur lesquelles beaucoup d'historiens se sont fondés pour accuser la marine, trahissent à la fois l'incompétence et la légèreté.

L'expédition d'Irlande ne coûta en somme que quelques centaines d'hommes, capturés sur une frégate ou coulés sur deux autres. Au retour à Brest, le vaisseau rasé *les Droits de l'Homme*, gravement compromis par le mauvais temps, fit côte à Audierne après un magnifique combat soutenu contre les Anglais, enfin ralliés aux atterrages de la Bretagne.

Ainsi donc, cette fois encore, l'audace, la témérité même de l'entreprise, si elle n'obtenait pas le succès, — il ne s'en fallut que du courage moral d'un seul homme ! — du moins en imposait à la fortune contraire.

***

En commençant cette étude, je parlais de la souplesse avec laquelle des flottes bien constituées et intelligemment maniées se prêtent à toutes les circonstances et adaptent leurs facultés à tous les besoins des armées en campagne. Je ne puis mieux finir sans doute qu'en en fournissant un exemple remarquable, qu'il me faut malheureusement emprunter aux Anglais, puisque aussi bien personne n'a su mieux qu'eux se servir de la force navale pour multiplier le pouvoir offensif de la force terrestre.

Au cours de l'été de 1812, pendant que Napoléon et son immense armée s'enfonçaient au cœur de la Russie, lord Wellington, à qui des circonstances heureuses avaient permis de s'emparer successivement des deux portes d'entrée du Portugal en Espagne, Badajoz au Sud, Ciudad Rodrigo au Nord, méditait d'envahir la province de Salamanque et la Vieille-Castille pour menacer les communications de nos armées avec la France par la Navarre et Bayonne. Le maréchal Marmont, chargé, après Masséna, du lourd commandement de l'armée que l'on appelait encore « de Portugal, » bien qu'elle eût complètement évacué ce pays, voyait venir le péril et demandait du secours au roi Joseph et à ses collègues, les commandans des armées du Nord (Asturies, Guipuzcoa, Biscaye), d'Aragon, Catalogne et Valence, enfin d'Andalousie.

Il ne comptait en effet que 42000 hommes, une élite, à la vérité, pour arrêter les progrès des 56000 soldats anglo-hispano-portugais de Wellington (1).

(1) Les Anglais étaient au nombre de 36 000 hommes d'infanterie et de 5 000 cavaliers ou artilleurs environ. Avec un tempérament militaire fort différent de celui des « excellens soldats français, » comme les appelait Wellington lui-même, ces troupes étaient de première valeur.

Ce dernier, parfaitement certain que son adversaire immédiat chercherait à se procurer des renforts, prit alors, en parfait accord avec le gouvernement et l'amirauté anglaise, les judicieuses mesures que voici :

La force navale de la Méditerranée fut chargée de se montrer activement sur le littoral espagnol, de Tarragone à Alicante, et d'affecter d'y chercher un point de débarquement favorable à l'armée anglo-sicilienne qu'organisait à Palerme sir William Bentinck, vrai souverain de la Sicile à cette époque, pour le compte de l'Angleterre. Disons tout de suite que, de ce côté, la feinte n'était pas complète. Les Anglais avaient bien l'intention d'exécuter cette descente, mais, en fait, l'opération n'eut lieu qu'après les événemens qui nous occupent. Toujours est-il que le maréchal Suchet, quoique parfaitement intentionné pour le bien commun, dut refuser de concourir à la défense de la Vieille-Castille et se borner à faire avancer une de ses divisions vers le centre de l'Espagne, pour permettre au roi Joseph d'en détacher une de Madrid vers Salamanque.

Du côté de l'Andalousie où commandait, où *régnait*, peut-on dire, le maréchal Soult, homme de guerre de premier ordre, mais médiocre camarade, la division navale anglaise du détroit eut la mission de multiplier les opérations d'embarquemens, de coups de main, de réembarquemens rapides qu'elle exécutait avec les contingens espagnols, renforcés de quelques Anglais, commandés par Ballesteros. Il n'en fallait pas plus — avec certaines démonstrations du général Hill qui commandait à Badajoz — pour faire pousser les hauts cris au duc de Dalmatie, quand l'état-major du roi Joseph lui demanda d'acheminer 10 ou 12 000 hommes vers Salamanque. Donc, de ce côté-là encore, le maréchal Marmont ne devait rien obtenir.

Du moins comptait-il sur le secours de l'armée la plus rapprochée de la sienne, l'armée du Nord, sous Dorsenne, d'abord, sous Caffarelli ensuite. Ce dernier avait même promis une dizaine de mille hommes, sur les 45 000 dont il disposait, et c'était beaucoup. C'eût été assez, en tout cas, pour tenir tête à l'armée de Wellington et pour conjurer la funeste échauffourée des Arapiles.

Malheureusement, dès le début de juillet, le bruit se répandit, sur la côte du Nord de l'Espagne, de la prochaine arrivée d'une flotte anglaise portant un corps de débarquement.

Caffarelli, qui avait plus de dévouement et de bravoure personnelle que de discernement, fit accueil à cette nouvelle et se hâta d'avertir Marmont qu'il n'était plus assuré de pouvoir lui envoyer les 10 000 hommes promis. La flotte annoncée parut en effet et fit, sur ce long littoral qui court de l'Est à l'Ouest, force démonstrations, en même temps que les guérillas espagnoles redoublaient d'activité. Il n'y eut d'ailleurs pas un homme de mis à terre par les navires anglais, — et pour cause ! la Grande-Bretagne n'avait plus un soldat disponible, — mais seulement quelques canons de montagne et des munitions qui, passés de guérillas en guérillas, parvinrent un mois plus tard à Wellington, tandis qu'il assiégeait le château de Burgos.

Se voyant, ou se croyant réduit à ses seules forces (car, pour comble de disgrâce, le roi Joseph, tout en lui envoyant quelques milliers d'hommes pris à l'armée du centre, l'armée de Madrid, négligea de l'avertir en temps utile de la mise en route de ce renfort), le maréchal Marmont ne perdit pas courage. Il eut même la téméraire confiance de manœuvrer de très près sur le flanc de l'armée anglaise, aux environs de Salamanque ; et c'est ainsi que s'engagea, le 22 juillet, sans dessein prémédité de la part des deux généraux en chef, la bataille des Arapiles, où, dès le début, Marmont, Bonnet, son successeur et Clausel, successeur de Bonnet, furent blessés grièvement. Clausel, pourtant, put rester à cheval, retirer du feu quatre divisions compromises et diriger la retraite sur le Douro que l'on repassa sans encombre. Le surlendemain il recevait de Caffarelli deux régimens de cavalerie dont le commandant de l'armée du Nord estimait pouvoir se passer, sur la côte montagneuse des Asturies, « pour repousser, disait-il, les Anglais qui vont débarquer... »

En définitive, les habiles feintes de Wellington et l'activité de la marine anglaise avaient eu un plein succès. Dans l'Est, dans le Sud, dans le Nord de la Péninsule, les chefs militaires français, incertains, l'imagination hantée par les souvenirs du Helder, d'Aboukir, de Canope, de Sainte-Euphémie, de Vimieïro, s'en étaient laissé imposer par les démonstrations de vaisseaux qu'ils croyaient bondés de troupes anglaises. Et il était arrivé ceci que, sur les 230 000 hommes que nous avions alors en Espagne, on n'avait pu en opposer aux Anglais que 42 000, sur le principal théâtre d'opérations, sur le champ de bataille où allait se décider le sort de la campagne.

Cinquante-huit ans plus tard, à la fin de juillet 1870, une escadre cuirassée française circulait sur le littoral de la Baltique. Elle apparaissait successivement à l'ouvert de la baie de Kiel, devant Swinemünde, devant Colberg, devant Dantzig enfin ; mais l'on sentait trop que ce n'était là qu'une vaine parade, une promenade militaire sans portée. Cette force navale, en effet, n'était suivie d'aucun navire de charge ; elle ne montrait point comme on l'a dit alors, « un seul pantalon rouge... »

Et pourtant l'effet moral de l'arrivée de notre escadre, doublé par la connaissance que l'on avait des projets de descente caressés par le gouvernement français, cet effet moral, — incertitude, anxiété, émoi des populations, prévoyance qui ne veut pas se laisser prendre en défaut, — tout cela faisait que le grand état-major allemand retenait sur la côte le corps d'armée n° II, un des meilleurs (les Poméraniens), et la 13e division d'infanterie (Mecklembourg).

Ce ne fut que bien des jours après l'apparition des sept frégates blindées de l'amiral Bouët-Willaumez, vers le 10 août, quand il devint évident que nous ne songions pas du tout à faire un débarquement, que les Poméraniens furent dirigés sur la Lorraine. Arrivés à Pont-à-Mousson le lendemain de Rezonville et la veille de Saint-Privat, acheminés sur Mars-la-Tour d'abord, puis sur le « Point-du-Jour » où, depuis le matin du 18, la droite allemande luttait contre la gauche française, ils apparurent comme des sauveurs sur le champ de bataille, à la nuit tombante, juste à temps pour recueillir les VIIe et VIIIe corps et pour épargner à la 1re armée une déroute qui eût largement balancé l'avantage que la 2e remportait au même moment sur notre aile droite, à Saint-Privat et à Roncourt (1).

Il est douloureux de penser que quelques feintes faciles à imaginer et à faire exécuter par notre escadre qui, elle, était absolument maîtresse de la mer, eussent suffi à retenir quelques jours de plus le IIe corps sur le littoral de la Baltique. Le résultat, — ce n'était rien moins, peut-être, que le sort de la guerre, — valait bien sans doute qu'on armât quelques transports ou que l'on frétât au Havre quelques vapeurs pour y embarquer un ou deux milliers d'hommes. Avec les compa-

(1) L'imagerie populaire allemande représente, à ce moment critique de la bataille du 18 août, Moltke mettant l'épée à la main pour conduire lui-même les Poméraniens au dernier assaut du « Point-du-Jour. »

gnies de débarquement de l'escadre, cela faisait une petite brigade, et il n'en fallait pas plus pour des coups de main adroitement combinés en vue de tenir en haleine, sur un littoral très étendu, un adversaire qui restait forcément indécis sur l'exacte valeur de la force que nous mettions en jeu.

Quelle différence, avouons-le, entre la manière dont les Anglais de 1812, et les Français de 1870 entendaient l'utilisation de la Marine! Soyons assurés d'ailleurs qu'entre les deux méthodes, ce serait celle des Anglais que choisiraient les Allemands d'aujourd'hui, ces Allemands à qui nous avons laissé prendre sur mer une si formidable et si inquiétante avance!

Contre-Amiral D...

P.-S. — Pendant l'impression de cet article, Grecs et Turcs se sont rencontrés devant l'entrée des Dardanelles, les 17, 18 et 20 décembre. Chacune des deux flottes s'est considérée comme victorieuse, et il est difficile, pour le moment, de les départager. Il semble acquis, toutefois, que les deux bâtimens amiraux, *Kaïreddin Barbarossa* et *Georgios Averoff* ont été assez sérieusement éprouvés, le premier plus encore que le second.

Les Turcs étant toujours restés à la portée du feu des ouvrages extérieurs des Dardanelles, le *Georgios Averoff* n'a pu employer efficacement la tactique, tout indiquée pour lui, dont je parlais plus haut.

En tout cas, les Grecs doivent bien regretter aujourd'hui d'avoir laissé à la marine turque le temps de s'organiser, d'éprouver ses canons et ses pointeurs, de régler ses torpilles, d'affermir le cœur de ses équipages.

D...

REVUE LITTÉRAIRE

FLAUBERT (1)

« O poète, cache ta douleur sous des phrases d'une mélancolie pompeuse, comme les paysans de la Thébaïde bouchent les trous de leurs cabanes avec des planches de cercueils peints. »

Cette phrase si belle, M. Louis Bertrand l'a sauvée; il l'a trouvée dans les papiers de Flaubert, écrite sur la chemise qui contient les brouillons du *Saint Antoine;* cette phrase si belle et qui pourrait servir d'épigraphe à toute l'œuvre de Flaubert. Elle résume l'esthétique de la *Bovary* et de *Salammbô*, de l'*Éducation sentimentale* et d'*Hérodias*.

Il y a de ces phrases, soudaines, qui rendent le son d'une âme; on dirait d'un cristal sonore et qui, touché, donne sa musique naturelle. Et, comme la musique est plus persuasive que tous les mots, cette phrase vaut mieux que tous les commentaires; mais commenter une musique est un plaisir inutile et charmant, l'hommage de la dialectique à l'intuition.

L'exégèse de Flaubert s'est enrichie de quelques récens travaux. L'édition Conard, en dix-huit volumes, aujourd'hui complète, apporte beaucoup d'inédit : elle est précieuse. MM. René Descharmes et René Dumesnil ont publié, sous ce titre *Autour de Flaubert*, une série de

(1) Louis Bertrand, *Gustave Flaubert*, « avec des fragmens inédits; » René Descharmes et René Dumesnil, *Autour de Flaubert*, « études historiques et documentaires, » deux volumes; *Œuvres complètes de Gustave Flaubert* (édition Conard), dix-huit volumes.

très attentives études ; et voici le *Gustave Flaubert* de M. Louis Bertrand.

Avec beaucoup de soin, de méthode et aussi de goût, MM. Descharmes et Dumesnil réunissent des documens. C'est une excellente besogne ; et de tels livres ont l'agrément le plus vif. L'impartialité de ces deux critiques ne fait aucun doute ; or, parmi leurs nombreuses découvertes, il n'y a pas une anecdote, il n'y a pas un trait qui endommage la figure, la légende même de Flaubert : on le constate avec joie. La terrible enquête que mène, autour de nos grands hommes, la curiosité contemporaine a bousculé pas mal de renommées. Flaubert ne bouge pas.

L'histoire de *Madame Bovary*, dont nous connaissons maintenant le détail, est fort singulière. MM. Descharmes et Dumesnil ont cherché, dans les journaux de l'époque et dans les correspondances, l'opinion de 1857. Ah ! que de niaiseries ! et comme il sied à la critique de garder, en ses jugemens, une prudente, une tremblante modestie ! Écartons ces tristes avertissemens. (Mais redoutons de méconnaître un chef-d'œuvre qui nous déconcerte : s'il ne dérangeait pas nos habitudes, serait-ce un chef-d'œuvre nouveau?) Le procès de la *Bovary* est un incident bizarre. Flaubert accusé d'outrage à la morale publique et aux bonnes mœurs : nous relisons le roman ; nous ne voyons pas l'outrage. Sincèrement, nous sommes déçus. On a bientôt fait d'écarter le réquisitoire en le notant d'hypocrisie ou de pharisaïsme : les termes du réquisitoire concordent avec ce que disent maints articles d'alors. Le roman de Flaubert a blessé un grand nombre de ses lecteurs. Il faut conclure de là, somme toute, que la susceptibilité publique se modifie, non la morale, mais la susceptibilité morale, l'idée de la délicatesse, le sentiment d'une élégance de l'esprit. D'ailleurs, Flaubert fut acquitté : ainsi, l'on devenait plus indulgent. Nous devenons, de jour en jour, plus indulgens, et jusqu'à des patiences dégoûtantes. Plusieurs de nos romanciers nous conduisent bien au delà des justes limites où l'audace tourne à l'infamie. Où sont les justes limites? Nous les avons éperdument dépassées. Une époque plus fine hésite : son scrupule n'est pas méprisable. Et, quand nos vertueux démagogues flétrissent la démoralisation du deuxième empire, ils badinent, sans loyauté.

Ils dénigrent les préjugés de l'ancien temps : ces préjugés composent d'âge en âge la conscience d'un pays. Et je préfère à notre vil relâchement l'incertitude qui se manifesta en 1857. On éprouve, à constater ces différences, une inquiétude assez pathétique.

Le livre de M. Louis Bertrand n'est pas une etude continue, mais plutôt un recueil d'essais relatifs, les uns et les autres, à Flaubert. Cependant, il a quelque unité. L'auteur, s'attachant principalement aux ouvrages les plus lyriques de Flaubert, à *Salammbô* et à la *Tentation de Saint Antoine*, examine le réalisme qui subsiste là encore, sous les dehors les plus romanesques. M. Bertrand connaît à merveille l'Afrique : on n'a pas oublié *La Cina*. Et voici ce qu'il nous apprend.

L'Afrique de Flaubert est la vérité même : vérité du décor et de la couleur; et vérité plus profonde, celle des races. Les types de *Salammbô* sont « absolument africains. » Et l'âme de l'Afrique « n'a pas changé, depuis des siècles. » Les personnages de *Salammbô*, M. Bertrand les a rencontrés en Afrique. « Le rival d'Hamilcar (dit-il), le vieux Suffète de la mer, rongé par la lèpre et accablé sous sa graisse malsaine, c'est l'âpre marchand juif ou maltais, sémite comme Hannon, qu'on peut voir encore dans les boutiques sordides d'Alger ou de Constantine, comme dans les souks de Tunis. Narr Havas, c'est le grand chef du Sud, le cavalier aux yeux de gazelle, qui épouse nos filles, boit notre champagne, accepte nos décorations, prêt d'ailleurs à passer du jour au lendemain dans le camp de nos ennemis; Spendius, c'est l'aventurier napolitain ou espagnol, bon à toutes les besognes, ruffian ou tenancier de maisons louches, fanfaron et vantard, se poussant par tous les sales métiers, ébahi d'une fortune soudaine, qu'il gaspille et qu'il perd avec la même facilité qu'il l'a acquise. Mathô, c'est le bon nègre, ou le fidèle spahi, épris de la fille de son général, fait uniquement pour servir, fier de porter nos médailles, très capable d'ailleurs d'un gros héroïsme et qui finit par se faire tuer pour nous dans quelque Tonkin ou quelque Madagascar. » Je crois qu'on est ravi de le savoir. On le devinait : désormais on a de quoi répondre à qui, dans *Salammbô*, ne veut apercevoir que de l'archéologie. Il y a, dans *Salammbô*, de la vie, ancienne et durable.

A cet égard, *Salammbô* n'est pas une œuvre d'un autre ordre que *l'Éducation sentimentale* ou *Madame Bovary*. M. Louis Bertrand l'a très bien montré. Or, s'il a montré, dans *Salammbô*, l'éternelle vie, à plus forte raison la devons-nous sentir dans les romans de mœurs contemporaines. Il proteste, à mon avis, très heureusement contre une fausse interprétation de Flaubert, laquelle nous présente ce grand artiste comme le prisonnier de son art : un prisonnier malheureux qui, à travers les grilles de sa geôle, ne voit guère le monde et qui fait de la littérature ainsi que, les autres, le chausson de lisière. Non : l'esthé-

tique de Flaubert est vivante; et lui, parmi les romanciers de génie, l'un de ceux qui ont saisi et mis dans leurs ouvrages le plus de réalité, intellectuelle et physique, vivante elle-même.

Enfin, voici, pour moi, Flaubert.

Mais plaçons-le, d'abord, à son époque; ensuite, nous l'en détacherons. Cette époque où il a flori, c'est le deuxième empire : c'est le déclin du romantisme, encore splendide; et c'est le triomphe du positivisme.

Romantique, Flaubert le fut passionnément, — et si évidemment que je n'ai pas à le prouver; — son amour des couleurs brillantes, son luxe verbal, son lyrisme et la musique de ses phrases, autant de signes : et il dépend de Chateaubriand, d'Hugo, sans nul doute. Mais aussi, en 1857, la philosophie d'Auguste Comte et sa méthode se propageaient à l'encontre du romantisme. La science allait, dans l'idéologie universelle, se substituer à la poésie. Même s'il ne faut pas considérer la science comme la négation de la poésie, l'idée positiviste de la science est opposée à l'idée romantique de la poésie. En fait, l'effort littéraire des Parnassiens consista, plus ou moins nettement, à concilier les deux idées; et ils ont corrigé le romantisme selon les volontés du positivisme : aux libres épanchemens d'Olympio, comparons les exactes analyses d'un Sully-Prudhomme.

Le romantisme soumettait le monde au poète. Le positivisme soumet au monde les yeux qui regardent le monde, l'intelligence qui le conçoit; et il transporte la réalité, il la transporte de l'âme à l'objet. Ce changement est manifeste dans toute l'activité spirituelle, sous le deuxième empire, et dans la littérature notamment.

Flaubert en témoigne; Flaubert, avec son goût de la vérité; Flaubert qui peine à la quête des documens précis, et qui voyage, visite la Normandie et l'Orient pour attraper des paysages authentiques, et qui assume de formidables lectures, afin de se procurer l'histoire. Les romantiques interrogeaient leur imagination, comme le vieil Homère consultait la muse. Avec le positivisme, le procédé n'est plus le même : le procédé, c'est l'expérience; du moins, en littérature, c'est l'observation. Et, si Flaubert se soumet à la nouvelle discipline avec une rigueur qui peut paraître excessive, qui l'a peut-être gêné, mon Dieu, la discipline est toute nouvelle : on en subit le prestige. Puis, au lendemain du romantisme, qui vous enchante et vous alarme encore, la discipline est plus indispensable que jamais : le plus tenté de vive indépendance la veut plus stricte.

Si je ne me trompe, tel est Flaubert à l'égard de son temps et, pour ainsi dire, en face du problème que son temps lui posait. Or, ce problème, dont j'indique la formule de 1857, donnons-lui toute sa portée : c'est le problème de l'art même. Tout art en est une solution ; et, au principe de l'art, il s'agit de savoir quelle attitude l'artiste garde vis-à-vis de la réalité. Dans un récent volume, savant et joli, *Les origines du roman réaliste*, M. Gustave Reynier cherche, parmi les œuvres du moyen âge et de la renaissance, les commencemens de ce « genre littéraire. » Mais, si le roman réaliste peut être appelé, en effet, un genre littéraire, la question du réalisme est plus vaste, plus générale ; et elle date des origines de la littérature, des origines de l'art, elle date de là et suit les tribulations séculaires de l'art et de la littérature : il s'agit de la somme de réalité que l'art, — et littéraire, par exemple, — est capable de prendre et d'animer. Il n'en désire presque pas, il la dédaigne ; ou bien il la prise et il la veut. La dose de réalité qu'il absorbe, la manière dont il la traite : ainsi se caractérise un art.

Bref, l'esthétique de Flaubert, nous la trouvons premièrement installée au point vital de la littérature. Mais elle est une esthétique et, aussitôt, encourt le reproche de pédantisme. On se dépêche de conclure. On redoute qu'une esthétique entrave la spontanéité de l'artiste. La spontanéité de l'artiste, si l'on y songe, est plus dangereuse. Quel mal y a-t-il, et quel péril, à ce que l'artiste ait médité ses volontés et ne cède pas, tout simplement, à ses velléités de hasard ? Ces velléités, en cas de réussite, on les qualifie d'un nom qui plaît, l'inspiration. Eh ! l'inspiration (sauf la chance de quelques-uns ; et lesquels ?) n'est-elle pas le bel accomplissement d'une esthétique sous-entendue ? L'auteur la dissimule, comme l'architecte enlève les échafaudages, la bâtisse achevée.

Au surplus, j'accorde que Flaubert soit, de nos écrivains, l'un des plus assidûment réfléchis, l'un de ceux qui ont eu la conscience la plus nette de leurs intentions. En revanche, n'accordera-t-on pas qu'il ait été l'un des plus intelligens ?

Pour les amis d'un art exubérant, c'est peu de chose.

Mais on nous représente Flaubert comme le martyr de son esthétique et le maniaque d'un règlement fixé par lui, l'*héautontimorouménos*, bourreau de soi. S'il faut le dire, même ainsi je l'aimerais, tant nous avons d'écrivains qui sont aux petits soins pour eux et pour la vaine abondance de leur génie : des écrivains en bras de chemise ; et les pantoufles. D'autres ont le cilice.

Le cilice, en telle aventure, n'est-il pas une folie?... On nous fait un Flaubert absurde, avec son esthétique, une toquade.

Si nous examinons et l'homme et l'esthétique, nous les voyons en excellent accord, extrêmement raisonnables l'un et l'autre, et celui-ci qui, judicieux, avait choisi celle-là, celle dont il avait besoin, celle précisément que réclamait la nature de son esprit. C'est ainsi qu'un système est vivant.

Notons, — car tout en dérive, à mon gré, — la sensibilité de Flaubert. Une terrible sensibilité, prodigieusement frémissante. Il écrivait (M. Bertrand cite ce passage de la *Correspondance*) : « S'il suffisait d'avoir les nerfs sensibles pour être poète, je vaudrais mieux que Shakspeare et qu'Homère, lequel je me figure avoir été un homme peu nerveux. Cette confusion est impie (de la poésie, de l'art et de la sensibilité), j'en peux dire quelque chose, moi qui ai entendu à travers des portes fermées parler à voix basse des gens à trente pas de moi, moi dont on voyait, à travers la peau du ventre, bondir tous les viscères et qui parfois ai senti, dans la période d'une seconde, un million de pensées, d'images, de combinaisons de toutes sortes, qui jetaient à la fois dans ma cervelle comme toutes les fusées allumées d'un feu d'artifice. » Une sensibilité de malade, dira-t-on, puisqu'on sait qu'il était épileptique. D'ailleurs, si cette indication manquait, je m'en passerais volontiers. La même sensibilité, ne la remarque-t-on pas chez beaucoup de gens qui ne tombent pas du haut mal? Cette infirmité, dont l'auteur de la *Bovary* a cruellement souffert, n'atteignit pas son talent, qui est sain. La sensibilité de Flaubert, en ce qui concerne son œuvre, est celle d'un artiste; et l'analyse d'une telle sensibilité révèle, en son mystère le plus lointain, le germe fécond de l'art. Mais il nous faut aller ici jusqu'à ces profondeurs de l'âme où, de la subconscience, se dégagent les tendances premières.

Du reste, prenons garde. Il y a des artistes, souvent habiles, et pour qui l'art est un métier comme un autre. Ils ne l'auraient pas inventé; ils l'adoptent : parfois, ils n'y réussissent pas mal. L'argent les tente, ou la gloire. Mais Flaubert, ce n'est pas cela. Il avait un peu de fortune et s'en contentait. Quand la *Bovary* eut fait scandale, dans la *Revue de Paris* et à la Chambre correctionnelle, l'éditeur l'eut, moyennant vingt-cinq louis, pour cinq années : en deux mois, il vendit quinze mille exemplaires, d'ailleurs. Encore n'avait-on pas facilement décidé Flaubert à publier son livre. Cette réclame, un procès dont les journaux retentissaient encore, le dégoûtait; et il méprisait ce tapage « tellement étranger à l'art. » Il ajoutait : « Je n'aime pas, autour de

l'art, des choses étrangères. » (Quel homme, et digne d'étonner aujourd'hui maints littérateurs!) Il songeait à ne plus imprimer rien, mais à écrire, pour lui seul : quant à « publier, » c'était une chose dont il disait, et sincèrement, qu'il ne sentait pas le besoin.

Mais il sentait le besoin d'écrire. Cependant, le style lui était un dur travail; il en parle comme d'un supplice. Il avait donc, au vrai, besoin d'avoir écrit. Ce besoin d'accomplir une œuvre d'art est le fait psychologique dont le secret me semble résider dans l'instinct même d'une sensibilité pareille à celle de Flaubert.

Une telle sensibilité est riche merveilleusement; elle reçoit un perpétuel afflux d'impressions variées comme l'univers. Elle est malheureuse : toujours en éveil et toujours agitée, elle ne trouve pas son repos. Il le lui faudrait; car elle se fatigue, à frémir incessamment. Elle le cherche. Elle ne le trouve pas en elle-même, car elle est toujours en mouvement. Une excessive rapidité l'emporte; elle gaspille et perd ses richesses, plus précieuses d'être menacées. Et elle a le désir ardent de l'immobilité, de la durée. Elle est comme une nymphe lasse auprès d'un fleuve, son amour, fuyant au long des rives et qu'elle ne sait pas arrêter. Elle voudrait se mirer à la surface de l'eau, turbulente et qui s'échappe. Elle plonge ses doigts dans l'eau et ne la peut captiver. L'eau se sauve comme le temps.

Si la nymphe est pourvue de savans prestiges, elle congèlera le fleuve, plutôt que de le laisser fuir : il sera devant elle, immobile enfin, immobile et froid, séparé d'elle ainsi; elle n'y trempera plus ses doigts frissonnans. Mais elle aura goûté la joie d'éterniser un instant.

Il y a, dans l'essence même de la sensibilité, une velléité de suicide. Et la nymphe a tué le fleuve. Mais la sensibilité est, à la fois, le fleuve et la nymphe. Elle est éprise et jalouse d'elle-même. Elle se tue, afin de se posséder. En d'autres termes, et plus simples, elle renonce à elle-même.

Il est remarquable que tous les grands renoncemens proviennent d'une sensibilité immense et qui se tue.

Ce sera peut-être l'amour, don de soi, don parfait; et, « pour se regarder au miroir d'une autre âme, » une âme invente l'oubli de soi.

Ce sera peut-être le dévouement, totale abnégation de l'égoïsme. Flaubert, « aumônier des Dames de la Désillusion, » écrivait à une femme inquiète : « Pensez moins à vous... Tâchez donc de ne plus vivre en vous! »

Ce sera peut-être l'action, car elle exige qu'on abandonne son plaisir. Mais Flaubert avait l'horreur de bouger.

Alors, faute de l'amour, faute du dévouement et faute de l'action, ce sera, en définitive et comme à bout de ressources, l'art, le dernier stratagème d'une sensibilité en peine de renoncement. L'art, faute de l'amour; et Flaubert écrivait à George Sand : « Je ne suis pas si cuistre que de préférer des phrases à des êtres. » La femme inquiète et qu'il engageait à ne plus vivre en elle, ne l'eût-il pas dirigée vers les œuvres charitables? En attendant, il lui disait: « Associez-vous par la pensée à vos frères... » Quels frères? ... « à vos frères d'il y a trois mille ans! » Il l'envoyait à l'étude et aux livres; il l'envoyait au passé, qui est une œuvre d'art immobile.

L'art est, pour un Flaubert, le suprême moyen de sortir de soi : car l'on ne peut tenir en soi. Il écrivait pour réaliser hors de lui-même l'émoi qu'il avait en lui et qui le tourmentait « à le faire crier, » dit-il. Et voilà cette prétendue « impassibilité : » que de sottises n'a-t-on pas lancées, touchant l'impassibilité de Flaubert! Il n'y a pas eu d'intelligence plus chaude, ni de cœur plus bouillant. Mais il cherchait dans l'art son repos, — mettons, l'impassibilité, — comme sa délivrance. Il n'était pas impassible d'abord.

Conséquence : l'art, ainsi conçu, doit être impersonnel. Flaubert l'a répété maintes fois; et l'on connaît ses formules impérieuses. On les a déclarées paradoxales. Non! Et, en tout cas, le principe est juste. L'art commence à la minute même où le sentiment se détache d'une individualité, prend les dehors d'un objet qui, tout seul, existe.

Il est possible que Flaubert ait poussé le principe jusqu'à ses bornes extrêmes et, j'y consens, au delà des bornes indispensables. Mais, quoi! n'avait-il pas à réagir contre la fureur individualiste des romantiques? Ceux-là manquaient de toute retenue; et, le vice de leur esthétique, on l'a vu, quand Lamartine publia le commentaire anecdotique de ses *Méditations :* il n'avait couvert que d'un voile léger les sentimentales péripéties de son existence et, le léger voile, il l'écartait. Flaubert, en son temps, eut à réagir. Averti par les violences de sa propre sensibilité, mis en garde par elle, il réagit plus énergiquement. Il s'est aperçu de la dépravation à laquelle l'art courait; et il résolut d'enrayer le mal. S'il l'a fait avec rudesse, la leçon n'en est pas moins bonne, aujourd'hui encore, après tout un siècle de lyrisme éperdu. Flaubert, en somme, retournait à une idée de l'art qui est exactement celle de nos écrivains classiques. Mais il y retournait : ce n'est pas la même chose que d'y être. Et, pour y aller, il partait du romantisme, de son erreur superbe. Il arrive au même point; seulement restent en lui le souvenir et la peur de la faute; il a les

manières d'un converti, qui se méfie de soi et continue de se châtier. Voire, il se tarabuste : il n'en est que plus émouvant.

Pour être sûr de ne pas céder au vieil homme, si romantique, il a recours aux contraintes les plus sévères et à l'exil, à cette sorte d'exil véritable qu'est l'exotisme. S'il demeurait chez lui, dans ses entours, dans le paysage familier qu'il a peuplé de sa tendresse et de son rêve, il résisterait mal aux tentations débiles où la sympathie vous engage. Il s'est éloigné ; il a campé, avec son art, dans les pays étrangers ou hostiles, dans les pays d'Hamilcar ou d'Homais, chez les Carthaginois ou les bourgeois. Là, il ne craignait rien ; là, il avait la certitude de ne pas se confondre avec la nature environnante, de ne pas mêler son âme à d'autres âmes et de n'être pas dupe des faciles incarnations, des avatars auxquels s'amuse un mol esprit. Il se cantonnait, à l'écart ; telles furent ses précautions.

Et il est dans toute son œuvre, sans doute. On l'y devine ; même, on l'y voit. Mais il y est comme l'art le plus impersonnel l'y voulait : il y est l'artiste ; il y est l'intelligence qui choisit et qui ordonne les fragmens et les symboles de la réalité.

Son œuvre contient une somme abondante de réalité. Après la publication des *Trois contes*, Taine lui écrivait : « Votre calme, votre perpétuelle absence est toute-puissante ; comme disait Tourguéneff, cela coupe le fil ombilical qui rattache presque toujours une œuvre à son auteur. A mon avis, le chef-d'œuvre est *Hérodias*... *Hérodias* est la Judée trente ans après Jésus-Christ, la Judée réelle, et difficile à rendre, parce qu'il s'agit d'une autre race, d'une autre civilisation, d'un autre climat. Vous aviez bien raison de me dire qu'à présent l'histoire et le roman ne peuvent plus se distinguer. Oui, à condition de faire du roman comme vous. Ces quatre-vingts pages m'en apprennent plus sur les alentours, les origines et le fond du christianisme que l'ouvrage de Renan ; pourtant vous savez si j'admire ses *Apôtres*, son *Saint Paul* et son *Antéchrist*. Mais la totalité des mœurs, des sentimens, du décor ne peut être rendue que par votre procédé et votre lucidité. » Sa lucidité, ne la devait-il pas à la rigueur de son procédé, à cette règle d'« absence » qu'il observait ? La réalité profonde de *Salammbô*, M. Bertrand (je l'ai dit) l'a fort bien montrée ; puis il a présenté, très justement, Flaubert comme un de ces hommes de grande et forte culture à qui la connaissance des temps et de l'espace permet de prendre et de posséder les plus larges portions d'humanité authentique, peuples et individus, la vie et la pensée : dans la troisième partie de *la Tentation*, le dialogue du diable et de saint Antoine déroule tout le spino-

zisme avec une admirable intelligence et le roman, d'un bout à l'autre, déroule toute l'infinie et subtile erreur métaphysique. La réalité d'Emma Bovary : celle d'une femme vivante et, par un privilège, d'une femme dont l'âme ne nous serait aucunement dissimulée. « Quelles solitudes que tous ces corps humains ! » dit Fantasio ; et des millions de lieues séparent un être de son voisin. Mais Flaubert nous conduit jusqu'à la plus intime solitude où Emma Bovary se cacherait. Il n'est pas un de ses actes que nous n'ayons vu se préparer dans le mystère de cette âme éclairée par lui. Cependant, elle garde son mystère, je veux dire sa logique à elle : une logique est tout un être. Dans les sentimens et dans la destinée d'Emma Bovary, l'auteur n'intervient pas. Elle existe sans lui ; et il la regarde. Pour modifier les journées de cette petite femme, il y a les incidens divers du hasard et il y a l'enchaînement naturel de la cause à l'effet, cette fatalité confuse qui, au désordre même des événemens, impose une espèce de régularité. Jamais on ne surprend, au cours des épisodes, le caprice de l'auteur. L'auteur n'est pas là.

Emma Bovary, délicieuse, à la fois ingénue et perverse, prétentieuse avec la plus touchante sincérité, voluptueuse et, dans toutes ses ardeurs, animée d'un étrange idéalisme, dédie au rêve son péché. Tête absurde et charmante ! Sa niaiserie est d'avoir voulu fuir la vulgarité : elle y tombe. Elle y mourra ; et nous aurons pitié de sa douleur scandaleuse et innocente, de son corps joli, de son cœur affriolé, de son espérance avilie. Elle vivait : nous l'aimions.

Maupassant raconte que Flaubert se fâchait, quand les critiques l'appelaient un réaliste. Et M. Bertrand rapporte qu'il disait, à propos de la *Bovary* : « Les observations de mœurs, je me moque bien de ça ! » et qu'après *Salammbô*, il écrivait à Sainte-Beuve : « Je me moque de l'archéologie ! »

En vérité, son art n'est pas réaliste. Il l'est pourtant ; mais, plutôt, il ne l'est pas. La réalité, Flaubert l'utilise comme un refuge, quand il s'est échappé de lui-même. Elle lui fournit le moyen de ne pas demander à son imagination (qui est de lui, et dont il se méfie) la substance et les matériaux de son art. Il faut qu'on aille à la réalité, quand on pratique le mépris des chimères individuelles. On n'a que la réalité du dehors ou bien soi : l'on n'a donc que la réalité. Ainsi, Flaubert est un réaliste. Mais la réalité n'est pas la fin qu'il se propose. La fin, pour lui, la seule fin, c'est l'art : un art qui emploie la réalité.

Un art qui n'est pas soumis à la réalité. Il la dompte. La preuve ? Il lui impose la beauté.

Or, il y a, entre ces deux termes, — réalité, beauté, — une antinomie. Flaubert l'a durement constatée. Il la signale, à toutes les étapes de la civilisation : elle se marque, à ses yeux, toujours plus nettement d'âge en âge. A l'imitation des positivistes, il distinguait, dans le devenir de l'humanité, des périodes et, badinant avec chagrin, les désignait : paganisme, christianisme et « muflisme. » Ses romans, il les a placés dans ces trois périodes, dans la troisième aussi, où triomphe la laideur.

Imposer à la réalité, triomphalement laide, la beauté : comment faire? Comment Flaubert a-t-il résolu l'antinomie? A-t-il embelli la réalité, ainsi que d'autres l'enjolivent? Non, certes : ou bien, il aurait manqué à sa discipline. Mais, en lui laissant sa laideur, il l'a vêtue de beau style. Bref, il l'a traitée un peu comme fit Vélasquez les princes décrépits de la maison d'Autriche : il les habille d'étoffes somptueuses, de brocarts d'or et les décore de son génie. Flaubert costume de ses phrases la réalité médiocre ou infâme.

Un simple réaliste copie la réalité; il ne permet point à sa phrase de ne pas suivre assidûment la ligne qu'on voit. Et il appauvrit même sa phrase, afin de la rendre moins orgueilleuse, plus docile : petite servante de la réalité.

La beauté d'abord ! disait Flaubert. Et il reprochait à Zola d'autres soucis.

Il disait aussi : « Moi, j'admire autant le clinquant que l'or. La poésie du clinquant est même supérieure en ce qu'elle est plus triste ! » Il y a, dans cette boutade, un peu de plaisanterie, certainement, et beaucoup de vérité, car il songeait à ce rôle magnifique et bizarre qu'il avait assumé : rehausser du fin métal de ses phrases la grossière étoffe de la réalité.

Il n'était pas gai, à part lui : ses propos véhémens, sa fausse allégresse ne doivent pas faire illusion. Il était assez nihiliste et n'attendait rien du progrès dans le monde, qu'un enlaidissement continu ; il n'attendait pas, de la science ou de la philosophie, une révélation de l'inconnaissable : il comparait la vie à la meule qu'un esclave tourne.

On le chicanerait là-dessus. A quoi bon ? Le pessimisme n'est pas une dialectique ; et l'optimisme non plus.

Mais, au désastre universel, survivait l'art uniquement. Il lui donna toute son existence, toute sa ferveur, le zèle d'un dévot. « Dans ma pauvre vie, si plate et si tranquille, les phrases sont des aventures, et je ne recueille pas d'autres fleurs que des métaphores... » Son hérésie exquise considérait le monde comme une illusion qui peut

servir à la littérature. Il avait trouvé pour le monde cet argument de rédemption. Il s'établit prêtre de ce néant qu'il ornait de beauté.

Avec quel soin, méticuleux et obstiné ! Il ne négligeait aucun détail de son culte, aucune pratique. Il n'a omis aucune des vertus de l'écrivain. Presque toujours seul, à son bureau, il travaillait, recommençait et raturait : hors des ratures sortait la phrase, belle comme une musique peinte. Alors, dit Maupassant, il levait la tête, haussait à ses yeux la feuille de papier, s'appuyait sur un coude et lisait, d'une voix forte et heureuse.

Je l'aime aussi tel que, d'après Mme Franklin Grout, M. Louis Bertrand nous le montre. De temps en temps, on le voyait, gros homme, ceindre un tablier, s'asseoir : il passait toute une matinée à fendre, aiguiser et polir des plumes d'oies ; il les jetait l'une après l'autre dans un grand plateau de cuivre. Et il était, durant cette longue opération, parfaitement grave et recueilli. Besogne religieuse : il préparait les instrumens de la littérature.

Je l'aime enfin parce qu'il se disait disciple de saint Polycarpe, lequel s'écriait : « Seigneur, Seigneur, en quel temps m'avez-vous fait vivre !... »

Mais il se consolait à réunir les mots sonores et colorés, à divertir ainsi son désespoir, à illustrer d'images son incertitude, à réparer avec des phrases les torts de l'univers.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

LE FROID DANS LA NATURE ET DANS LA SCIENCE

I. — LE FROID DANS LA NATURE

Le froid n'est pas seulement le rude compagnon qui, dans ces mois d'hiver, fait grelotter les misérables sous les arches venteuses des ponts; il n'est pas seulement l'artiste qui procure aux dilettantes de frissonnantes délices, dans la caresse exquise des fourrures, ou bien sous le regard tranquille de la lampe tôt allumée, tandis que derrière les chenets gambadent les flammes légères avec leurs rouges bonnets pointus. Au fond des laboratoires le froid a trouvé depuis quelque temps des adorateurs; ils lui ont élevé dans la science un temple merveilleux où chaque jour on fouille et dissèque, grâce à lui, les entrailles inertes de la matière.

Les physiciens ont créé récemment toute une série de substances dont les températures sont au-dessous de tout ce qu'on pouvait imaginer naguère, et qui, après avoir singulièrement élargi nos idées sur la matière, pourraient bien, — ce qui a aussi son petit intérêt, — bouleverser avant peu l'industrie elle-même.

Que deviendraient les corps qui nous entourent si la température s'abaissait progressivement d'un grand nombre de degrés? Nous savons que la vapeur d'eau quand on la refroidit se condense d'abord sous forme de liquide, puis se solidifie en glace. C'est l'immortel honneur de Lavoisier d'avoir le premier aperçu, — par une de ces intuitions qui précèdent souvent d'un siècle les résultats de l'expé-

rience, — que tous les corps de l'univers se comportent comme l'eau, avec cette seule différence que les températures auxquelles ils se vaporisent où se congèlent sont plus ou moins élevées.

« Si la Terre, écrivait Lavoisier dans une page prophétique, se trouvait tout à coup placée dans les régions très froides, par exemple de Jupiter ou de Saturne, l'eau qui forme aujourd'hui nos fleuves et nos mers et probablement le plus grand nombre des liquides que nous connaissons, se transformeraient en montagnes solides et en roches très dures. L'air, dans cette supposition, ou au moins une partie des substances aériformes qui le composent cesserait sans doute d'exister dans l'état de fluide invisible, faute d'un degré de chaleur suffisant : il reviendrait à l'état de liquidité, et ce changement produirait de nouveaux liquides dont nous n'avons aucune idée. »

Et ceci nous amène à rechercher quelles sont les températures les plus basses réalisées dans la nature, ou du moins dans le petit district de l'univers où nous gravitons. Autour du Soleil, dont la température moyenne dépasse 5 000 degrés, s'étagent les planètes dont les surfaces sont d'autant plus chaudes qu'elles reçoivent plus d'énergie de l'astre radieux, c'est-à-dire qu'elles en sont moins éloignées. Mercure, la plus rapprochée, reçoit par mètre carré de sa surface 6 fois plus de chaleur solaire que la Terre, et 6 000 fois plus que le lointain Neptune. On peut se proposer de calculer quelle serait la température marquée par un thermomètre qui serait exposé dans l'espace au rayonnement solaire, et qu'on supposerait placé successivement aux distances où se trouvent les diverses planètes. Nous admettrons que la boule de ce thermomètre est noircie de façon à absorber intégralement toute la chaleur reçue. La température de la surface solaire étant voisine de 5 000° centigrades d'après les mesures les plus récentes, on trouve alors que notre thermomètre indiquerait les chiffres suivans aux distances des différentes planètes (nous avons aussi indiqué dans ce tableau ces distances, celle de la Terre au Soleil étant supposée égale à 1) :

Nom de la planète.	Distance au soleil.	Température.
Mercure.	0,39	+ 158°
Vénus.	0,72	+ 53°
Terre.	1,00	— 4°
Mars	1,52	— 48°
Jupiter	5,20	— 153°
Saturne.	9,54	— 184°
Uranus	19,18	— 210°
Neptune.	30,05	— 223°

Ces chiffres ne donnent d'ailleurs qu'une idée approchée de la réalité. On voit par exemple pour la Terre qu'ils indiquent — 4°, alors que la température moyenne, à la surface terrestre, est un peu plus élevée et voisine de + 15° centigrades. Cette différence est due sans doute pour une bonne part à l'effet protecteur de notre atmosphère, qui se comporte comme une sorte de couverture isolante et tend à diminuer le refroidissement du sol par rayonnement dans l'espace. Un effet analogue doit être produit aussi par les atmosphères des autres planètes, et les températures moyennes de celles-ci doivent être légèrement supérieures à celles qu'indique le tableau précédent.

En revanche, dans les régions voisines de leurs pôles, et où les rayons solaires n'arrivent que très obliquement et très absorbés par l'atmosphère, il doit y régner des températures bien inférieures.

C'est précisément ce qui a lieu sur la Terre. La température la plus basse qui ait été relevée depuis qu'il y a des hommes... et qui usent des thermomètres, les 72° au-dessous de zéro qui furent observés une fois à Verkhoïansk en Sibérie (où règne d'ailleurs en janvier une température moyenne de — 40°), nous montre quels froids intenses la nature réalise parfois sur notre globe. A vrai dire, il a dû y avoir des froids encore bien plus vifs avant l'invention du thermomètre, si nous en croyons les horribles descriptions des anciennes chroniques. En France même, il semble que le minimum thermométrique de — 31° observé dans l'Est ait dû être parfois dépassé au temps jadis ; en l'an 547, nous dit la *Chronique de Saint-Denis*, l'hiver fut si rude dans les Gaules que « li oisel furent lors si destroit de faim et de froidure que on les prenoit aus mains sanz nul engin. » Malheureusement, si émouvant qu'il soit, et si charmant en son vieux patois, ce récit ne vaut pas un chiffre.

Il est probable d'ailleurs que l'exploration scientifique du continent antarctique révélera des températures plus basses encore que celles qui ont été observées en Sibérie. Nous n'en voulons pour preuve que les chiffres relevés par Roald Amundsen dans sa station d'hivernage de Framheim ; bien que cette station se trouve à plus de 10° du pôle, la température moyenne annuelle y a été trouvée égale à — 25° avec un minimum de — 59° observé le 13 août 1910. (N'oublions pas que l'hiver austral correspond à notre été.)

En raisonnant par analogie, et en considérant les chiffres du tableau ci-dessus, nous sommes donc fondés à conclure qu'il doit régner, en certains points des planètes les plus éloignées du Soleil, des températures certainement très inférieures à 200° au-dessous de zéro.

Mais si nous continuons de plus en plus à nous éloigner du Soleil par la pensée, si nous pénétrons dans les régions de l'espace où il ne sera plus qu'une lointaine étoile presque invisible au fond du ciel noir, n'allons-nous pas trouver des températures beaucoup plus basses encore, des centaines et des milliers de degrés au-dessous de zéro?

Eh bien! non, cela n'est pas possible; car nous allons voir qu'il existe dans l'échelle des températures descendantes une limite infranchissable que la nature ne peut pas dépasser, et qui est 273° centigrades au-dessous de zéro. Il ne peut exister, nulle part et en aucune circonstance, de température inférieure à celle-ci que l'on a appelée pour ce motif le *zéro absolu*. D'où provient ce chiffre fatidique, ce pôle du froid, qui se dresse comme un mur inattaquable devant l'homme et devant la nature elle-même, et qui semble leur dire : « Tu n'iras pas plus loin? » C'est ce que montreront, je pense, les réflexions suivantes, dont l'imparfaite rigueur n'a pour cause que mon désir d'éviter les démonstrations trop abstruses :

Qu'est-ce qu'un degré centigrade? C'est par définition la centième partie de l'intervalle thermique qui sépare le point de congélation de l'eau (0°) de son point d'ébullition (100°). On s'est longtemps contenté de mesurer les degrés au moyen de thermomètres à mercure ou à alcool, où la dilatation du liquide le fait monter plus ou moins dans un tube capillaire gradué. Mais aux très hautes températures qu'on réalise dans les laboratoires, le mercure et l'alcool se volatilisent; aux très basses, ils se congèlent. Les physiciens ont alors construit des thermomètres où le mercure et l'alcool sont remplacés par les seuls corps qui conservent le même état dans un intervalle très grand de température : les gaz, comme l'air ou l'hydrogène. Or ces gaz entre 0° et 100° se dilatent tous exactement de la même quantité qui égale, l'expérience le montre, les 100/273 de leur volume. C'est-à-dire que si on porte, de 0° à 100°, 273 centimètres cubes d'air, ils occuperont, la pression étant bien entendu la même, 373 centimètres cubes. Un gaz se contracte donc par définition d'un deux-cent-soixante-treizième (1/273) de son volume lorsqu'on le refroidit d'un degré. Si donc on refroidit un gaz à 272° au-dessous de zéro, son volume sera réduit de 272/273; il serait réduit à zéro si on pouvait le refroidir à 273° au-dessous de zéro. Il est clair que le volume d'un corps, quel qu'il soit, ne peut être complètement annulé, par aucun moyen, et c'est pour cela que — 273° est une limite qu'on ne peut non seulement pas franchir, mais même pas atteindre.

Les physiciens, — quand on fait des réformes, on n'en saurait trop

faire, — ont par suite pris l'habitude de mesurer les degrés thermométriques à partir de — 273°; dans cette *échelle absolue de température*, qui n'est plus arbitraire comme l'échelle centigrade, les températures de celle-ci se trouvent augmentées de 273°. C'est ainsi que la glace fond à 273° absolus, ce qu'on a pris l'habitude d'écrire 273°A. Cette nouvelle numération a quelques inconvéniens et beaucoup d'avantages, dont le principal, dans la pratique, est qu'il n'y a plus de températures négatives, — ce qui était une chose absurde. Il y a d'ailleurs lieu de penser que le grand public n'est pas près d'adopter l'échelle thermométrique absolue : le grand public a d'autres soucis.

II. — A L'ASSAUT DU ZÉRO ABSOLU

L'histoire des efforts faits depuis cent ans par les savans pour approcher le plus possible du *pôle du froid* a toutes les allures d'une épopée. Elle a ses héros et ses martyrs; elle est pleine d'épisodes émouvans et d'exploits d'où sans cesse naissaient d'autres exploits, jusqu'au jour où, — c'était il y a quelques mois, — ayant réussi à liquéfier le plus réfractaire des gaz, l'hélium, on vit bouillir à moins de 271° au-dessous de zéro, à moins de 2 degrés du but inaccessible, ce liquide étonnant.

On sait depuis fort longtemps obtenir des froids qui vont jusqu'à plusieurs dizaines de degrés au-dessous de zéro, au moyen des saumures réfrigérantes, inventées, dit-on, par les Chinois, et que tous les pâtissiers connaissent. Avec un simple mélange de glace et de sel on réalise aisément — 20°; on va jusqu'à — 50° avec le mélange glace-chlorure de calcium. Mais ce qui suffit aux fabricans de sorbets n'a pu contenter les physiciens, dont le but est, il est vrai, un peu différent; ils ont voulu aller beaucoup plus bas encore, et un exemple nous montrera comment ils y sont parvenus :

L'eau bout à 100° à la pression atmosphérique. Mais l'expérience montre que, si on abaisse la pression, son ébullition a lieu à une température beaucoup plus basse; par exemple, si la pression n'est plus qu'une demi-atmosphère, l'eau bout déjà au voisinage de 80°. C'est ce qui fait qu'au sommet du Mont-Blanc, lors de sa mémorable ascension, Saussure a constaté, — ce qui l'étonna fort, — qu'on a les plus grandes difficultés à y faire durcir les œufs dans l'eau bouillante. Au contraire, si on augmente la pression au-dessus de l'eau, celle-ci ne bout plus qu'à des températures très élevées; cela arrive dans les chaudières, et en particulier dans la plus ancienne de toutes, la marmite de Papin.

Ainsi, par exemple, sous une pression de 10 atmosphères, l'eau ne bout qu'à 180°, et il faut élever la température à 365° pour la faire bouillir sous une pression de 200 atmosphères. De sorte qu'en s'y prenant bien on pourrait faire fondre de l'étain et même du plomb dans l'eau!

La théorie explique tout cela très bien, — c'est la force des théories de très bien expliquer tous les phénomènes... après coup : — la vapeur qui s'échappe de l'eau chauffée a évidemment une pression, une force élastique d'autant plus grande que l'échauffement est plus vif; or l'ébullition se produit lorsque la pression extérieure ne suffit plus à contre-balancer celle de la vapeur qui monte du liquide. L'ébullition ne peut donc pas se produire avant que la tension de la vapeur ne soit égale à celle de l'atmosphère où elle s'échappe; et ceci explique immédiatement les faits précédens.

Nous voilà, semble-t-il, bien loin des basses températures. Nous y touchons au contraire : lorsque de l'eau s'évapore en partie, elle se refroidit avec intensité, ou du moins sa transformation en vapeur ne peut se faire qu'avec une assez vive absorption de chaleur. C'est ce qui produit le froid intense qu'on éprouve au sortir du bain; c'est pourquoi aussi les liquides très volatils (alcool, éther, ammoniaque), versés sur l'épiderme en petite quantité, y produisent une sensation de froid; c'est enfin la propriété qu'utilisent à leur insu, — si on veut me permettre cet exemple familier, — les dîneurs pressés qui soufflent sur leur potage pour le refroidir, et y réussissent en augmentant l'évaporation à sa surface. Et voilà expliquée cette jolie expérience : une carafe d'eau mise sous la cloche d'une machine pneumatique se met à bouillir violemment, puis brusquement se prend en glace. De même si on a de l'eau bouillant à 200° dans une chaudière, et qu'on diminue dans celle-ci la pression, par exemple en la mettant en communication avec l'atmosphère, la température du liquide s'abaissera immédiatement à 100° sans que l'on ait pourtant diminué le moins du monde la chauffe.

En abaissant la pression au-dessus d'un liquide bouillant, on obtient donc un abaissement de sa température. Mais, si l'idée de Lavoisier est exacte, les corps que nous considérons comme des gaz, et en particulier ceux de notre atmosphère, ne sont que les vapeurs de liquides bouillant à très basses températures, et qui ne peuvent exister à l'état stable dans les conditions ambiantes de température et de pression. On réalisera donc le froid artificiel en liquéfiant ces gaz par la compression, puis en les faisant évaporer. La compression est en effet

l'agent qui maintient dans notre chaudière l'eau à l'état liquide, à des températures très supérieures à celle de l'ébullition normale; elle agit nécessairement de même sur les autres corps, si Lavoisier a vu juste.

C'est ainsi qu'on est arrivé à liquéfier le chlore, l'acide sulfureux, l'acide carbonique (qui à la température ordinaire prend l'état liquide sous une pression de 36 atmosphères) et un grand nombre d'autres gaz. Il est clair d'ailleurs qu'en plongeant dans des réfrigérans les appareils de compression, l'opération est facilitée d'autant.

Pourtant l'idée de Lavoisier parut un moment mise en échec par la résistance que 5 gaz, l'oxygène, l'azote, l'hydrogène, l'oxyde de carbone et le méthane, auxquels se sont adjoints plus récemment le fluor et l'hélium, et qu'on appela pour ce motif les gaz *permanens*, opposèrent à la liquéfaction par compression. Soumis à des pressions qui atteignirent 2 800 atmosphères, ils se montraient néanmoins absolument rebelles, lorsque la découverte du *point critique* vint nous montrer la cause de ces échecs.

Le point critique est une température caractéristique de chaque corps et telle qu'au-dessus d'elle, ce corps ne peut exister qu'à l'état gazeux, quelque formidable que soit la pression à laquelle on le soumet. Porté à sa température critique, un liquide, quel qu'il soit, se gazéifie brusquement sans changer de volume, comme on le constate par exemple pour l'acide carbonique dont le point critique est 30°,9. La température critique est — 118° pour l'oxygène, — 136° pour l'oxyde de carbone, — 146° pour l'azote; elle atteint la valeur de — 242 (à 21° seulement de distance du zéro absolu) pour l'hydrogène; et de — 268° pour l'hélium; si nos physiciens habitaient dans quelqu'un des astres éloignés où règnent des températures inférieures à celles-ci, ils n'eussent donc jamais été arrêtés par la notion fallacieuse de « gaz permanens; » ils ne l'eussent pas même soupçonnée.

Au-dessus de 268° au-dessous de zéro, il fait donc trop chaud pour que l'hélium puisse être autre chose que gazeux, et la température à laquelle il est bouillant est toujours inférieure à celle-là. Voilà qui est de nature à montrer sous un angle inattendu le rapport que dans le langage courant on semble voir entre la chaleur et l'ébullition.

Il ne restait donc plus, pour amener à l'état liquide ces gaz rebelles, qu'à les refroidir au-dessous de leurs points critiques avant de les comprimer. Ce ne fut point chose facile; on y arriva pourtant par deux moyens différens qui se complètent d'ailleurs admirablement.

Le premier procède de la découverte de notre illustre compatriote M. Cailletet qu'un gaz comprimé lentement, puis détendu *brusquement*

se refroidit considérablement. C'est l'inverse de ce qui se passe lorsqu'on comprime rapidement de l'air, ce qui a pour effet de l'échauffer, comme ont pu le constater tous ceux qui ont eu à gonfler des pneumatiques de bicyclette. Pour donner une idée du refroidissement opéré par ce procédé, rappelons seulement que M. Cailletet, en comprimant de l'air sous une pression de 300 atmosphères dans un tube épais de verre au moyen d'une colonne de mercure poussée dans ce tube par une simple presse hydraulique, puis en supprimant brusquement la pression par l'ouverture d'un robinet, vit l'air, amené ainsi bien au-dessous de sa température critique, se résoudre subitement en un brouillard épais. Et c'est par ce procédé si simple que, pour la première fois, furent domptés les gaz permanens.

Le même résultat fut atteint peu après, par un autre procédé, dont l'idée et les perfectionnemens successifs sont dus à des savans divers parmi lesquels il faut citer entre tous Pictet, Olzewski et Wroblewski et enfin Kamerling-Onnes, le savant hollandais vainqueur de l'hélium. Ce procédé, dit des cycles multiples, consiste à descendre par étapes successives l'échelle des températures, en liquéfiant d'abord par simple compression un gaz aisément condensable, tel que l'acide sulfureux ou le chlorure de méthyle, dont l'évaporation dans le vide fournit une température assez basse pour dépasser largement le point critique d'un gaz plus rebelle, qui soumis au refroidissement du premier gaz est liquéfié à son tour par compression, puis sert à son tour d'instrument à la liquéfaction d'un gaz encore plus réfractaire.

Cette méthode admirable, où chaque gaz joue en quelque sorte vis-à-vis des autres le rôle d'une roue d'engrenage, a trouvé sa réalisation la plus parfaite au célèbre « laboratoire cryogène de Leyde, » qui, sous la direction du professeur Kamerling-Onnes, constitue un instrument de recherches sans égal dans le monde, et grâce auquel on a pu étudier, sur une vaste échelle, les propriétés étranges de la matière aux basses températures. Actuellement le laboratoire de Leyde dispose de cinq cycles successifs de liquéfaction qui lui permettent d'obtenir toute la gamme des températures suivantes :

1er cycle.	—	Chlorure de méthyle jusqu'à	—	90°
2e	—	Éthylène	—	— 160°
3e	—	Oxygène	—	— 217°
4e	—	Hydrogène	—	— 259°
5e	—	Hélium.	—	— 271°,5

L'hélium lui-même a été, — triomphe suprême, — liquéfié en le

refroidissant au moyen d'hydrogène bouillant dans le vide, puis en le détendant brusquement après l'avoir comprimé à 100 atmosphères. Il se présente sous la forme d'un liquide transparent et incolore bouillant à — 269° dans l'air.

A moins qu'on ne découvre quelque jour un gaz encore plus réfractaire que l'hélium, on ne voit guère le moyen d'approcher plus près du zéro absolu que n'a fait Kamerling-Onnes, sauf peut-être par la solidification de l'hélium lui-même, qui ne saurait tarder, et qui diminuera encore, à n'en pas douter, le frêle intervalle qui nous sépare du « pôle du froid. »

Un savant français qui a récemment visité le laboratoire de Leyde, M. Lemaire, nous en a donné une description vivante qui nous fait bien sentir l'esthétique étrange et captivante, le sentiment émouvant qui se dégagent d'un de ces creusets où la pensée désintéressée attaque la matière : un laboratoire de physique en pleine activité : « L'organisation nécessitée par les expériences faites avec l'hydrogène ou l'hélium liquide est analogue à celle d'un vaisseau-amiral au moment du combat. Quant tout le matériel est prêt, les dispositions préparatoires sont prises l'avant-veille du jour où l'on compte faire les expériences et l'on fait marcher les différens cycles l'un après l'autre jusqu'à ce qu'enfin celui de l'hélium fonctionne à son tour. Le professeur Kamerling-Onnes est près de l'appareil principal à observer, comme l'amiralissime dans son blockhaus, entouré de ceux qui l'aident ou qui transmettent ses ordres aux autres observateurs et aux mécaniciens placés à la tête des différens cycles ou de la station centrale d'énergie. Il est arrivé que plus de dix personnes étaient ainsi employées simultanément et quelques-unes pendant plus de douze heures consécutives ; elles évoluent à l'aise, silencieusement et sans hésiter au milieu des multiples appareils et machines en marche, dans un lacis inextricable de conduites... »

III. — CONSERVATION ET PROPRIÉTÉS DES BASSES TEMPÉRATURES

Pour pouvoir étudier à loisir les propriétés et les effets physiques de ces substances étonnamment froides que sont, une fois liquéfiés, les gaz permanens, — s'il est permis encore de les appeler ainsi, — il importe avant tout de pouvoir les manipuler à l'air libre. On pouvait craindre que cela ne fût impossible ou très difficile à cause de l'évaporation rapide de ces liquides ; dans l'air ordinaire, ils sont, — tout est relatif, — en quelque sorte dans une fournaise et doivent en effet se réduire très

rapidement en vapeurs comme ferait de l'eau portée brusquement dans un four chauffé au rouge. C'est ainsi que la glace elle-même est quelque chose de très chaud par rapport aux — 193° de l'air liquide bouillant à l'air libre ; en projetant un morceau de glace dans un flacon contenant ce liquide dont nous reparlerons à l'occasion des brillans travaux de M. Georges Claude, on voit une violente ébullition s'y produire. C'est la « bouillotte magique » qui étonne toujours beaucoup les habitués de music-halls.

On est arrivé néanmoins à conserver très longtemps à l'air libre les gaz liquéfiés grâce à un ingénieux artifice dû à mon maître, M. d'Arsonval et au professeur Dewar, et qui consiste à les enfermer dans des récipiens formés d'une double enveloppe de verre où l'on a fait le vide et dont la surface interne est argentée. Le vide intermédiaire empêche la chaleur extérieure de se transmettre au liquide par conductibilité : l'argenture l'empêche de s'y transmettre par rayonnement, de même que des vêtemens blancs, en réfléchissant la chaleur solaire, la laissent moins que les noirs parvenir jusqu'au corps. Grâce à ces récipiens spéciaux, on est arrivé si bien à isoler thermiquement à l'air libre les gaz liquéfiés et l'air liquide en particulier, que sur leur surface extérieure ne se dépose même pas la plus petite trace de givre due à la congélation de la vapeur d'eau atmosphérique. Le vide et l'argenture maintiennent donc, entre les deux parois que séparent moins de 5 millimètres, une différence de température voisine de 200° ! Quand on manipule l'hydrogène liquide qui bout à — 250° à l'air libre ou l'hélium, on prend en outre la précaution d'immerger le récipient à double enveloppe dans un bain d'air liquéfié qui ralentit encore le refroidissement. Pour donner une idée de la température réalisée dans un tel récipient d'hydrogène liquide, signalons seulement qu'il suffit d'enlever le tampon d'ouate qui en forme le col pour voir l'air ambiant se condenser au bord de celui-ci sous forme de givre formé d'air solide.

La plupart des gaz réfractaires se présentent une fois liquéfiés sous la forme de liquides incolores et transparens comme l'eau et, si on les solidifie, sous la forme de neiges blanches ou de glaces translucides. L'hydrogène à ce point de vue a déçu les savans qui, d'après ses propriétés, étaient portés à le considérer plutôt comme un métal que comme un métalloïde. A l'état liquide comme à l'état solide (il fond à — 258°) il est transparent et léger et n'a nullement l'éclat métallique.

L'oxygène liquide est à un certain point de vue une exception : il n'est pas incolore, mais d'une jolie couleur bleue, même sous une faible

épaisseur. L'air liquide lui-même a une teinte bleutée d'autant plus nette qu'il est plus oxygéné. Certes il n'est pas certain qu'un corps ait la même couleur à l'état liquide qu'à l'état gazeux. Il n'en est pas moins vrai que ceci suggère immédiatement une explication d'un phénomène qui a déjà soulevé des douzaines de théories plus imparfaites les unes que les autres : le bleu du ciel.

Les basses températures modifient de la façon la plus surprenante les propriétés de la matière.

Les affinités chimiques tout d'abord sont fortement diminuées par les froids intenses, et comme engourdies par eux. Pour ne prendre qu'un exemple, le potassium qui, aux températures ordinaires, a des affinités telles pour l'oxygène qu'il l'arrache en la décomposant à l'eau dans laquelle on le plonge; le potassium, dis-je, peut être plongé impunément dans l'oxygène liquide. Les actions photographiques, — qui sont comme chacun sait des actions photochimiques, — deviennent cinq fois moins rapides à — 180°. Il y a, il est vrai, une ou deux exceptions telles que la combinaison foudroyante du fluor solide avec l'hydrogène liquide. Mais quelle est l'exception qui, même en matière de science, ait jamais réussi à infirmer une règle?

L'oxygène est, comme on sait, magnétique, quoique à un degré moindre que le fer ; il est donc ainsi devenu possible d'extraire, à l'aide d'un simple aimant, l'oxygène de l'air !

Un grand nombre de corps usuels, fleurs, fruits, caoutchouc, etc., deviennent à ces températures cassans et friables. L'acier y perd totalement son élasticité; en revanche, sa résistance à la traction augmente au point qu'à — 180° un fil de fer peut supporter un poids double de celui qui suffit à le rompre à la température ordinaire.

Mais le plus étonnant des effets physiques du froid est sans doute son action sur les propriétés électriques des métaux. On sait qu'un fil de cuivre d'une certaine dimension et d'un certain diamètre présente au passage du courant électrique une *résistance* moindre que celle d'un fil identique de fer, et moindre aussi que celle d'un fil de cuivre moins gros. Cette faculté de laisser passer plus ou moins l'électricité est la *conductibilité* du métal. Or celle-ci croît dans des proportions énormes avec le froid ; à — 180°, elle est cinq fois plus grande qu'à la température ordinaire ; à — 250°, elle est cent fois plus grande; à la température de l'hélium liquide, elle est devenue *dix millions* de fois plus grande.

On comprend, dans ces conditions, qu'un célèbre physicien anglais ait pu, avec une apparence de logique, proposer d'utiliser l'air ou l'hy-

drogène liquides pour réduire dans une forte proportion les quantités immenses et très coûteuses de cuivre immobilisées dans les canalisations électriques. Mais ces résultats ne nous ont pas seulement procuré cette manifestation amusante de l'humour britannique. Ils ont, — ce qui est peut-être mieux, — prouvé sans réplique que l'idée d'Ampère est exacte, d'après laquelle la résistance opposée par les métaux au passage du courant électrique a son siège non pas dans les molécules elles-mêmes qui sont parfaitement conductrices, mais dans les intervalles intermoléculaires.

Le froid, en contractant les corps, diminue ces intervalles ; et il est probable qu'au zéro absolu, ceux-ci étant réduits à zéro, la conductibilité serait infinie. C'est une induction qu'il est d'autant mieux permis d'énoncer que nous serons éternellement dans l'impossibilité de la vérifier.

Ainsi le froid nous ouvre des aperçus nouveaux sur l'essence même des granules élémentaires qui composent le monde. Il nous reste à montrer comment il agit sur la vie elle-même, celle des végétaux et des animaux, celle aussi des sociétés qu'il révolutionnera peut-être un jour.

En tout cas, dès maintenant la prophétie grandiose et hardie de Lavoisier nous apparaît comme l'expression même de la réalité. Et nous pouvons nous imaginer que plus tard, dans quelques millions de siècles, quand le Soleil éteint et refroidi roulera son orbe sombre au fond du ciel plus sombre encore, des fleuves et des mers d'air liquide, des cascades d'oxygène et d'azote tombant de rochers d'acide carbonique baigneront cette petite sphérule qui fut le piédestal éphémère des hommes... A moins qu'au préalable l'accélération séculaire du mouvement de la Terre ne l'ait précipitée et volatilisée dans la fournaise encore ardente du Soleil. Car nous ne savons pas encore, de ces deux fins qui guettent notre planète, la mort par le froid ou par le feu, laquelle arrivera la première.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La session parlementaire est close et le budget n'est pas voté : c'est tout ce qu'on peut dire de cette session, si inexactement qualifiée d'extraordinaire, et qui a été remplie, cette fois plus que d'habitude, de discussions assez oiseuses. D'autres préoccupations, il est vrai, que celles qui se rattachent au budget s'étaient emparées du monde politique. La situation de l'Orient et son influence sur la situation européenne tout entière y étaient sans doute pour quelque chose ; mais la prochaine élection d'un nouveau président de la République y entrait aussi pour beaucoup. C'est, en effet, le 17 janvier que les deux Chambres, réunies à Versailles en congrès, devront donner un successeur à M. Fallières. Bientôt la question présidentielle a dominé, à l'intérieur, toutes les autres. Aucune candidature n'était encore officiellement posée, mais quelques-unes étaient connues. Une enfin, une surtout, était ardemment désirée par plusieurs groupes parlementaires, mais M. Léon Bourgeois l'a déclinée. Le parti radical et radical-socialiste, sous les auspices de M. Combes qui semblait sortir des limbes du passé, a essayé de s'emparer du mouvement et de l'exploiter à son profit exclusif, à quoi il a d'ailleurs piteusement échoué. La session s'est terminée au milieu d'une confusion qui, il y a tout lieu de le craindre, sera encore augmentée le 14 janvier, jour de la rentrée des Chambres. Une réunion plénière aura lieu aussitôt pour désigner le candidat du parti républicain. C'est la procédure qui a été suivie, il y a sept ans, et d'où est sortie la candidature de M. Fallières. Tout s'est passé alors avec clarté et facilité : en sera-t-il de même cette fois ?

M. Bourgeois s'étant récusé, pour des motifs de santé qui sont malheureusement trop réels, nous n'avons pas à nous expliquer

sur sa candidature, et nous sommes plus à l'aise pour parler de l'homme lui-même qui est aimable, obligeant, séduisant et qui a des sympathies personnelles dans tous les partis. C'est bien là-dessus que comptaient les radicaux-socialistes lorsqu'ils l'ont choisi pour candidat. On peut douter que M. Bourgeois les représente exactement. Sans doute il a toujours été fidèle à leurs idées, il a toujours servi leur programme, il a marché toujours avec eux, mais l'aménité de son caractère et sa courtoisie naturelle tranchent avec ce qu'il y a chez eux d'âpre et de brutal. Il semble que, dans toute sa carrière, il se soit beaucoup plus soucié de se créer une clientèle que de former et de conduire un parti. Il agissait trop peu pour se faire des ennemis, et le recueillement dans lequel il s'enfermait laissait la place aux autres. Toutes les fois qu'une crise ministérielle se produisait, c'était un rite consacré d'aller tout d'abord offrir à M. Bourgeois la mission de former un nouveau Cabinet; mais on savait d'avance qu'il éloignerait de lui ce calice, et on gardait devant sa porte le fiacre qui devait conduire ailleurs; le geste toutefois semblait être obligatoire. Ce qui vient de se passer pour la présidence de la République avait donc eu déjà de nombreux précédens; le dénouement, cette fois, a été le même que dans le passé; on y a mis seulement de part et d'autre plus d'obstination. Il faut ajouter, pour compléter le personnage de M. Léon Bourgeois, qu'il a une valeur internationale qu'on aurait vainement cherchée chez tout autre représentant du parti radical-socialiste. Les « Mares stagnantes » manquent de rayonnement, et les célébrités d'arrondissement, ou même de département, sont peu connues au dehors. Mais M. Bourgeois, outre qu'il a été à deux reprises différentes ministre des Affaires étrangères, a voyagé en Europe et partout où il est allé, sa bonne grâce a opéré, l'impression qu'il a laissée a été très bonne. Enfin il a représenté la France à la Conférence de la Haye et dans ce milieu spécial, composé d'hommes qui n'avaient pas tous l'expérience des assemblées, son esprit bienveillant et conciliant, son habileté à trouver des formules transactionnelles pour mettre tout le monde d'accord, l'ingéniosité de son esprit et le liant de ses manières ont rendu d'incontestables services à la cause qu'il défendait au profit de l'humanité et de la paix. Ce sont là des titres sans doute. Ils sont tels que, si M. Bourgeois s'était présenté à la présidence de la République, il aurait rencontré des adhésions même au delà de son parti. Les radicaux le savaient et ils triomphaient d'avance, au profit de leur drapeau, des complaisances et des faiblesses qu'ils espéraient rencontrer un peu partout. Mais M. Bourgeois, en dépit de la pression qu'ils ont

exercée sur lui, ne s'est pas laissé ébranler. On lui a dit vainement que la République était perdue s'il ne consentait pas à la sauver; il a eu le bon esprit de n'en rien croire. Il a fort bien compris que ses prétendus amis, en lui mettant la candidature sous la gorge, songeaient plus à eux qu'à lui et à la République, et il leur a finalement opposé un refus définitif. Cette résolution lui fait honneur; il ne faut jamais accepter des fonctions qu'on ne se sent pas en état de remplir. Sa présidence, s'il l'avait acceptée ou subie, aurait été provisoire et précaire. Il a été fidèle à son caractère en s'y refusant et il faut lui savoir gré de l'avoir fait.

La présidence de la République comporte effectivement aujourd'hui et elle comportera encore plus demain des responsabilités qui pourraient être fort lourdes. Sans être pessimiste à l'excès, il est difficile de ne pas entendre certains bruits, certains craquemens sourds qui donnent à penser que des devoirs nouveaux s'imposeront à notre gouvernement. On disait déjà autrefois que les constitutions n'étaient pas des tentes dressées pour le sommeil : le mot est encore plus vrai maintenant. L'opinion, qui a été longtemps engourdie, se réveille; elle a le sentiment et comme l'instinct que des dangers sérieux peuvent se présenter tout d'un coup et elle se préoccupe des moyens d'y faire face; l'énergie est à la mode et nous prenons le mot dans le bon sens; le mot de patrie résonne plus fortement; l'armée, qui nous a toujours été chère, semble l'être devenue davantage. Les pouvoirs publics resteraient-ils seuls en dehors de ce mouvement général des esprits et des cœurs? Le moment viendra, qu'on en soit sûr, où, bon gré mal gré, il faudra sortir de la Constitution toutes les ressources qu'elle contient, et alors l'importance de la fonction présidentielle reprendra toute sa valeur. Elle vaudra d'ailleurs ce que vaudra l'homme lui-même qu'on aura appelé à l'exercer. Croit-on qu'il soit indifférent d'avoir à l'Élysée un homme qui connaisse toutes les questions, tant intérieures qu'extérieures, auxquelles est attachée la vie de l'État, qui puisse les traiter avec une compétence reconnue, qui enfin, au milieu de l'inévitable mobilité des ministères, — et ce n'est pas assez de parler des ministères, car tout est mobile dans la République, — soit à même de maintenir quelque fixité à la direction de nos affaires? Nous ne prononcerons aucun nom; hier on n'en prononçait aucun, aujourd'hui on en prononce trop. Contentons-nous de dire que les deux qualités actuellement indispensables à un président de la République sont l'expérience et l'autorité, et que si le Congrès de Versailles comprend, le 17 janvier, son devoir envers

le pays, ce sont celles qu'il demandera au candidat de son choix.

Mais est-ce bien à cela que songe le parti radical et radical-socialiste? Non, certes, et il l'a prouvé. Les instances qu'il a faites auprès de M. Léon Bourgeois, ses supplications, ses objurgations, tantôt tendres et tantôt impérieuses, ont dévoilé le fond de son cœur. On est allé jusqu'à dire à M. Bourgeois qu'il devait sa vie à la République et que d'autres avaient bien su lui faire le sacrifice de la leur. Les radicaux-socialistes voulaient un homme à eux, dût-il mourir à la peine. N'ayant pas pu s'assurer M. Bourgeois, ils en ont cherché un autre par d'autres procédés et ils ont décidé que le parti républicain se réunirait le 15 janvier pour le découvrir. Mais quelles sont les limites du parti républicain? Question grave! En 1905, on avait admis sans contestation que tout homme qui se disait républicain l'était en effet et devait dès lors prendre part à la réunion et au vote préalables: aujourd'hui on se défie davantage. M. Émile Combes a fait décider par le groupe qu'il préside au Sénat, la Gauche démocratique, que les progressistes d'une part et les socialistes unifiés de l'autre, ne seraient pas convoqués à la réunion plénière. Le groupe de M. Combes, animé de son esprit, a trouvé naturel qu'on frappât d'incapacité toute une fraction du parti républicain. Autrefois, M. Combes n'était pas aussi exclusif; il ne l'était du moins que d'un côté et s'il frappait les progressistes d'excommunication, il tenait à faire bloc avec les socialistes unifiés; il les regardait même comme une pièce maîtresse de sa majorité; c'était le moment de la toute-puissance de M. Jaurès. A présent, on est brouillé. Ce n'est pas la faute des radicaux-socialistes; Dieu sait toutes les concessions, toutes les palinodies qu'ils ont faites pour rester d'accord avec les socialistes unifiés; mais ceux-ci se sont montrés intraitables, ils ont voulu rompre, ils ont rompu. M. Combes leur en a gardé rancune et les a mis, avec les progressistes, à la porte de la République.

Cependant tout le monde n'a pas été de son avis et l'affaire a fait quelque tapage; on a entendu une immense protestation venant, non seulement des exclus qui auraient pris le parti de l'être avec le mépris que méritait l'exclusion dont ils étaient l'objet, mais aussi, il faut le reconnaître, de quelques radicaux embarrassés et confus du rôle misérable qu'on leur faisait jouer. Nous citerions parmi eux M. Clemenceau, si M. Clemenceau était jamais embarrassé ou confus de quoi que ce soit; ce n'est pas à des sentimens de ce genre qu'il a obéi; mais enfin il est un autre homme que M. Combes, il a une autre largeur d'esprit et un sens politique autrement aiguisé; on assure qu'il

s'est élevé avec sa verve habituelle contre une mesure dont l'étroite mesquinerie le révoltait, et il a eu gain de cause contre M. Combes dans le groupe même que celui-ci préside. Il est vrai que dans le groupe voisin, celui de l'Union républicaine, il y avait unanimité contre les procédés d'exclusion arbitraire imaginés par les radicaux. Le groupe a déclaré qu'il n'irait pas à la réunion plénière si on en excluait toute une fraction du parti, et comme on ne pouvait pas se passer de lui, comme la qualification de plénière appliquée à une assemblée où il ne serait pas allé n'aurait plus été qu'un mot chargé d'ironie, il a bien fallu capituler. M. Combes en a été pour sa courte honte. Cependant il a été un peu plus heureux à la Chambre : là, on a fait une cote mal taillée. On a commencé par ouvrir la porte aux socialistes unifiés, ce qui ne surprendra personne. Puis, on a distingué entre les progressistes : on a admis les uns et exclu les autres. Il faut avouer qu'ils avaient eux-mêmes rendu cette distinction plus facile en se séparant en deux groupes dont l'un est allé un peu plus à gauche avec M. Thierry, et dont l'autre est resté très honorablement sur ses positions premières. C'est ce dernier seul qui a été frappé d'ostracisme. Soit ! Dans une lettre qu'il a écrite à M. Combes, M. Paul Beauregard s'est montré peu soucieux de se voir décerner ou refuser un brevet de confession républicaine par les grands prêtres du radicalisme, mais il a dénoncé la profonde hypocrisie d'une pareille opération. Le parti radical est plein d'anciens bonapartistes qui le redeviendraient sans nul doute si l'Empire était rétabli. En attendant, bons républicains, bons radicaux, bons socialistes, ils dénoncent comme indignes des hommes qui ont combattu à l'âge héroïque pour la fondation de la République. A quoi bon s'indigner ? Mieux vaut hausser les épaules de pitié. Mais l'exclusion d'un seul républicain, à quelque fraction du parti qu'il appartienne, n'est pas faite pour augmenter le prestige et l'autorité de la réunion qu'on persistera à qualifier de plénière et qui ne le sera pas.

La question est d'ailleurs très au-dessus des groupes et des sous-groupes qui se sont si fort agités depuis quelques jours. Il est naturel et légitime que le parti républicain choisisse son candidat, mais ce candidat, s'il est élu président, devra veiller et pourvoir à des intérêts qui sont supérieurs à ceux d'un parti et, bien que la France soit aujourd'hui inséparable de la République, peut-être même pour ce motif, c'est à la France même qu'il devra regarder. Les intérêts de la République ne nous paraissent en ce moment menacés par rien : en est-il tout à fait de même de ceux de la France ? M. le président du Conseil, dans les derniers discours qu'il a prononcés, en a parlé en termes élevés et,

dans les applaudissemens qui l'ont accueilli, on a senti, à une sorte de vibration, que ni ses paroles, ni les applaudissemens de ses auditeurs n'étaient de ces choses banales qui font partie du protocole des assemblées. Il y avait dans l'air quelque chose de plus. Voilà pourquoi il serait particulièrement hors de propos aujourd'hui de faire de l'élection du président de la République, dans le sens étroit du mot, une élection de parti. Où est la force du ministère actuel et d'où vient sa solidité? De son caractère national. On a fait longtemps, trop longtemps de la très petite politique : les circonstances nous imposent l'obligation d'en faire aujourd'hui de plus grande et de plus large. Puisse le Congrès de Versailles en avoir le sentiment le 17 janvier prochain! Quand même son choix ce jour-là ne serait qu'une manifestation, il importe qu'elle soit faite dans un sens hautement national, et que l'homme qui entrera à l'Élysée avec l'autorité d'un long passé ne soit pas seulement le représentant de la République en France, mais celui de la France elle-même aux yeux du monde entier.

Les considérations qui précèdent nous sont inspirées en partie par la situation extérieure : elle s'est sans doute, depuis quelques jours, améliorée sur un point important, mais elle reste encore fort obscure, et personne ne se hasarderait à prédire dans quel sens elle évoluera. Sera-ce dans celui de la paix balkanique? Sera-ce dans celui de la reprise des hostilités? « C'est le secret de demain, » a déclaré M. Poincaré, le 21 décembre, à la Chambre, et il ne s'est pas chargé plus que nous de le deviner. « Si par malheur, s'est-il contenté de dire, une rupture se produisait, le rôle de l'Europe ne serait pas terminé. Elle ne pourrait pas assurément se montrer impassible devant une reprise des hostilités qui risquerait, cette fois peut-être plus que jamais, d'élargir le champ de la conflagration. Elle reviendrait sans doute à ses premières idées de médiation. La France, en tout cas, continuerait à seconder de tout son pouvoir et, au besoin, à provoquer les efforts des puissances en faveur de la paix. » On ne reprochera pas à ces paroles d'être trop optimistes : il faut les prendre pour ce qu'elles sont, un avertissement. Quelle est donc la situation actuelle? Nous essayerons de l'exposer brièvement et nous demanderons ensuite ce qu'ils en pensent aux divers ministres qui viennent de prendre la parole, non sans avoir pesé leurs mots, à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Rome et à Paris même, où M. Poincaré, avant la clôture de la session, a tenu à s'en expliquer devant la Chambre et devant le Sénat.

Quand nous disons qu'il y a eu détente sur un point important, on comprend qu'il s'agit du conflit pendant entre l'Autriche et la Serbie. L'Autriche a fait des armemens dont il faut se garder d'exagérer l'importance ; les journaux autrichiens se plaignent qu'on l'ait fait et cela sans preuves suffisantes; ils protestent qu'il ne s'est jamais agi d'une mobilisation véritable. Nous le voulons bien et, s'il y a eu mobilisation, nous croyons en effet qu'elle a été partielle : il n'en est pas moins vrai que l'effort a été considérable et que l'Autriche a augmenté dans des proportions très sensibles les forces qu'elle a l'habitude de maintenir sous les drapeaux en temps de paix. Que cet effort lui impose de lourdes charges, la preuve en est dans l'emprunt qu'elle vient de faire en Amérique à un taux qu'on peut qualifier d'onéreux et qui dépasse de beaucoup celui auquel les grandes nations européennes ont l'habitude d'emprunter. L'Autriche, évidemment, n'a pas fait tout cela pour rien : pourquoi donc l'a-t-elle fait ? A en juger par la gravité de la manifestation, on a pu craindre qu'elle n'eût des vues très étendues. Ses journaux ont expliqué que la Russie avait commencé, qu'elle avait armé la première et que c'étaient les armemens russes qui avaient rendu nécessaires les armemens austro-hongrois. Ils l'ont dit, mais personne ne l'a cru. On sait fort bien que si la Russie a pris quelques mesures de précaution, ces mesures n'ont jamais eu un développement tel qu'on ait pu s'en préoccuper. Nous ne savons pas ce qu'il en sera de l'avenir; les circonstances en décideront ; mais jusqu'ici, il n'y a aucune analogie entre les mesures prudentes de la Russie et les armemens inquiets et inquiétans de l'Autriche et, s'il y en a une un jour, ce sera parce que les seconds auront influé sur les premières.

Nous ne sommes d'ailleurs pas de ceux qui se sont plus ou moins courroucés contre l'Autriche au sujet des dispositions qu'elle a prises et qu'elle était parfaitement en droit de prendre. Quel que soit l'intérêt que méritent les États balkaniques et que nous ressentons sincèrement pour eux, notamment pour la Serbie, puisque c'est d'elle qu'il s'agit aujourd'hui, l'Autriche-Hongrie avait, elle aussi, des intérêts à défendre, et si elle n'a pas admis que les résultats infiniment laborieux de la politique de plusieurs siècles fussent mis en cause à la suite des résultats heureux d'une campagne de six semaines, nous laissons à d'autres le soin un peu puéril de lui en faire un grief. Nous avons dit, il y a un mois, que ses prétentions avouées étaient parfaitement avouables et nous avons ajouté que l'abstention qu'elle avait pratiquée avant et pendant la guerre la renonciation qu'elle

avait faite, au profit de la Serbie, de territoires sur lesquels elle avait eu certainement des projets, — et même des droits, s'il s'agit du Sandjak de Novi-Bazar, — enfin l'abandon de ses vues anciennes sur Salonique étaient des sacrifices dont il fallait lui savoir gré. En revanche, l'Autriche a fait entendre qu'elle tenait essentiellement à ce que l'Albanie fût déclarée autonome et à ce que la Serbie n'eût qu'un débouché commercial, sur l'Adriatique. Sur ces deux points, était-il impossible de s'entendre? On a bien vu que non, puisqu'on s'est entendu aussitôt que la Conférence des ambassadeurs à Londres a ouvert ses travaux. La Conférence des ambassadeurs n'a pas décidé, puisqu'elle n'a pas le droit de décision, mais elle a émis l'avis que l'Albanie devait être en réalité indépendante sous la suzeraineté nominale du Sultan et sous le contrôle effectif de l'Europe entière, et que les Serbes n'auraient qu'un débouché commercial sur la mer. Ils y accéderont par un chemin de fer international et y jouiront de la franchise douanière. Cet avis a été émis, qu'on le remarque bien, à l'unanimité, c'est-à-dire par l'ambassadeur d'Autriche comme par ses collègues. Il n'est pas douteux que les uns et les autres avaient des instructions de leurs gouvernemens et dès lors, si ces gouvernemens ne sont pas dès aujourd'hui liés officiellement, matériellement, ils le sont moralement. Quant à la Serbie, elle avait déclaré par avance qu'elle se soumettait à la décision de l'Europe, et on ne voit d'ailleurs pas comment elle pourrait s'y soustraire, lorsque cette décision est unanime. L'Autriche est-elle satisfaite? Il faut le croire, puisqu'elle n'a pas demandé plus et qu'elle a eu ce qu'elle demandait. Ses journaux ont d'ailleurs enregistré le succès qu'elle a obtenu, et qui est très réel. Sans doute, toutes les questions ne sont pas résolues, toutes les difficultés ne sont pas dénouées; il reste à délimiter le territoire de l'Albanie, ce qui ne se fera pas sans quelques tiraillemens; mais le premier pas était celui qui devait coûter le plus; puisqu'il a été heureusement fait, il est permis d'espérer que les autres seront plus faciles, à la condition, bien entendu, qu'on continue d'y apporter de part et d'autre la même bonne volonté. Et pourquoi ne continuerait-on pas? Les ambassadeurs sont entrés dans la bonne voie; ils y persévéreront.

Cela étant, tout le monde, avec une sorte de mouvement instinctif, s'est tourné du côté de l'Autriche pour voir ce qu'allait devenir sa mobilisation. Elle avait déjà paru disproportionnée avec le but à atteindre, quand ce but était l'indépendance de l'Albanie et le port commercial de la Serbie sur la mer Adriatique : que devrait-on en penser aujourd'hui, si elle était maintenue telle quelle? Personne

n'attend de l'Autriche-Hongrie qu'elle renvoie du jour au lendemain dans leurs foyers tous les hommes qu'elle a appelés depuis quelque temps sous les drapeaux; mais si on apprenait qu'elle y en a renvoyé quelques-uns et si elle répondait ainsi aux marques de déférence pour ses intérêts qui lui ont été données, les amis de la paix lui en seraient reconnaissans. Nous disons bien : les amis de la paix, car c'est la paix qui est en cause, et quand M. Poincaré a parlé d'une reprise possible des hostilités balkaniques qui risquerait, cette fois plus encore qu'auparavant, d'élargir le champ de la conflagration, il a cru sans nul doute que, si le feu prenait à l'Europe, c'est bien de l'Autriche qu'en viendrait la première étincelle. Pour quel intérêt l'Autriche s'exposerait-elle et exposerait-elle l'Europe à un pareil risque? On le cherche en vain. Même sur cette misérable affaire du consul Prochaska, que l'Autriche a si fort exagérée et qui se réduit en fin de compte à si peu de chose, toute satisfaction lui a été donnée. La Serbie semble avoir pensé que, suivant un vieux mot de Bismarck, dans certains cas, c'est le plus raisonnable qui cède. Le gouvernement autrichien s'est engagé si à fond dans cette affaire, avant de la bien connaître, et l'opinion autrichienne en a été si fortement secouée dans des sens opposés, qu'il convient aujourd'hui de combiner un dénouement qui ménage tout. Le gouvernement autrichien n'est pas toujours habile : il faut s'en accommoder. Quant au gouvernement serbe, il a pris son parti de faire ce qu'on voudrait dans une affaire qui n'a d'autre importance que celle qu'on entend lui donner. Sur tous les points, le conflit austro-serbe est donc, sinon tout à fait aplani, au moins bien près de l'être. Alors, à quoi bon ce bruit d'armes qui continue encore? Après avoir accordé à l'Autriche tout ce qu'elle a voulu, faudra-t-il se demander ce qu'elle veut encore et attendre avec anxiété qu'elle le dise? Ses meilleurs amis et ses alliés eux-mêmes s'en étonneraient.

Quoi qu'il en soit, le danger immédiat n'est plus de ce côté, mais il est peut-être encore du côté des alliés balkaniques et de la Turquie. Si la réunion des ambassadeurs est rassurante, la Conférence dite de la paix l'est moins. Les délégués balkaniques, sur la demande des délégués turcs, ont fait connaître leurs conditions : elles sont inacceptables et ne seront pas acceptées. Les alliés ne laissent à la Turquie que deux tronçons de territoire en Europe : l'un comprend Constantinople et sa banlieue, l'autre la presqu'île de Gallipoli, c'est-à-dire les rives du Bosphore et celles des Dardanelles avec une solution de continuité territoriale entre les deux : solution de continuité

qui se produirait à Rodosto sur la mer de Marmara. Les délégués turcs ont écouté ces conditions draconiennes en silence, puis ils en ont demandé copie, enfin ils ont déclaré qu'ils en référeraient à leur gouvernement, ce qui leur a été accordé. Les choses vont bien, ont assuré aussitôt les journaux, puisque les Turcs n'ont pas bondi d'indignation et rompu aussitôt les pourparlers. Nous n'en sommes pas aussi sûrs que les journaux. Les Turcs ont jugé l'indignation inutile, sachant d'ailleurs très bien que les conditions des alliés étaient un maximum qui ne serait pas maintenu : ils se réservent sans doute de proposer très froidement un maximum en sens contraire, qui ne sera pas maintenu davantage. Ainsi commencées et poursuivies, les négociations pourront être longues. En réalité, les difficultés porteront finalement sur les villes que les alliés n'ont pas prises et qu'ils revendiquent tout de même, Scutari, Janina et Andrinople, surtout sur cette dernière, qui est la clé de la négociation, ou du moins qui a paru l'être jusqu'ici. Le sera-t-elle jusqu'au bout? Les Bulgares commencent à dire que, dans la certitude où ils sont de posséder un jour Andrinople, ils auraient peut-être aujourd'hui un plus grand intérêt à demander autre chose, par exemple Salonique : et le conflit latent, à propos de cette place, entre les Grecs et eux passerait à l'état aigu. Quoi qu'il en soit, c'est sur la cession des villes que les négociations porteront le plus sérieusement, et c'est sur ce point qu'une rupture est à craindre. Toutes les grandes puissances ont conseillé à la Porte d'en faire le sacrifice et il faut souhaiter qu'elle le fasse en effet. Dans le cas contraire, les hostilités reprendront : alors nous mettrons volontiers notre espérance dans la médiation dont a parlé M. Poincaré. Mais, pour être efficace, cette médiation devra être, dans une certaine mesure, imposée : si elle est seulement offerte, il est à craindre qu'elle n'ait le même sort que par le passé. Et pour qu'elle prenne ce nouveau caractère, il faudra que toutes les puissances soient d'accord pour le lui donner. Le seront-elles ? Nous dirons à notre tour que c'est le secret de demain.

Jusqu'ici l'accord des puissances a été complet : c'est ce qui résulte, non seulement de l'unanimité qui s'est produite entre les ambassadeurs à Londres, mais des déclarations que les divers ministres des Affaires étrangères ou présidens du Conseil ont faites dans les discours auxquels nous avons déjà fait allusion. Celui de sir Ed. Grey a eu seulement pour objet d'ouvrir les négociations de Londres : il a été plein de bons souhaits, mais aussi de réserve. Celui du marquis de San Giuliano a fait l'éloge de la Triple-Alliance, qui venait d'être renouvelée et

en a accentué le caractère pacifique : les excellentes intentions en sont manifestes et il a produit partout une heureuse impression. Le discours de M. Kokovtzof à la Douma a eu plus d'intérêt pour nous : il a été à la fois très ferme et très digne. On se demandait si le ministre russe répondrait, ne fût-ce que par allusion, au discours dans lequel le chancelier de l'Empire d'Allemagne avait déclaré que, si l'Autriche était contrariée par un tiers dans la défense de ses intérêts, l'Allemagne se mettrait aussitôt à ses côtés. M. Kokovtzof a évité tout ce qui aurait pu ressembler à une réponse directe à ce discours, mais il a parlé avec élévation et avec force de la politique traditionnelle de la Russie dans le monde slave, politique à laquelle elle a fait trop de sacrifices pour pouvoir y renoncer. C'est toutefois dans l'union de l'Europe que la Russie poursuit cette politique et qu'elle espère la réaliser. « Fidèle, a dit M. Kokovtzof, à notre alliance et à nos ententes, sûrs de l'appui de nos amis et de nos alliés, nous ne voyons, pour notre part, aucune utilité à opposer les groupemens de puissances les uns aux autres. Les gouvernemens qui abandonneraient le terrain de la discussion commune des questions fondamentales de la situation politique actuelle, pour faire ressortir leurs intérêts immédiats, et à plus forte raison leurs intérêts secondaires, assumeraient la grave responsabilité morale de complications internationales ultérieures. » Ces vues sont les nôtres : M. Poincaré l'a déclaré dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre. « Depuis le commencement de l'année, a-t-il dit, nous avons, sans un instant d'interruption, échangé avec nos amis et nos alliés nos idées sur la situation, et, dans ces conversations quotidiennes, nous nous sommes appliqués tout à la fois à maintenir un accord constant entre la Russie, l'Angleterre et la France et à préparer toutes les trois le concert général des puissances européennes. Il est superflu, je pense, de répéter que nous avons considéré comme un devoir élémentaire de témoigner à notre alliée une fidélité effective et agissante. L'honneur et l'intérêt nous commandent également cette conduite. » Et dans son discours au Sénat, M. Poincaré a été plus explicite encore, s'il est possible. Après avoir rappelé l'importance des intérêts qui étaient en cause : « Nous avons jugé, a-t-il dit, qu'une politique passive et inerte était indigne de notre pays et nous avons fait en sorte que nulle part et à aucun moment la France ne fût absente. Nous avons fait en sorte aussi qu'elle ne fût jamais seule Nous avons voulu, en d'autres termes, que, dans toutes les occasions importantes, elle restât, aussi étroitement que possible, associée à ses alliés et à ses amis... M. Kokovtzof a dit à la Douma de l'Empire

que la Russie était sûre de nous. Elle ne peut en effet douter de notre concours, pas plus que nous ne doutons du sien, et nous sommes convaincus qu'à l'épreuve de la crise actuelle, notre alliance recevra encore un accroissement de vitalité. »

Si on se rappelle ce que nous écrivions au début de ces événemens, à savoir qu'ils seraient, qu'ils étaient déjà la mise à l'épreuve de nos amitiés et de nos alliances, on comprendra combien nous sommes heureux d'apprendre qu'elles en sont sorties intactes. En ce qui concerne l'Angleterre, le bruit avait couru que des divergences pouvaient se produire, s'étaient même déjà produites entre elle et nous au sujet de la Syrie et du Liban. Quelle invraisemblance ! Qui pourrait avoir l'idée, aujourd'hui, de soulever dans la Turquie d'Asie des questions qui viendraient encore compliquer celles dont la Turquie d'Europe est remplie ? Ces dernières ne sont-elles pas suffisantes pour occuper toute l'activité des puissances? Sans doute, nous aurions quelque chose à faire et nous le ferions si nos intérêts traditionnels étaient menacés en Syrie : M. Poincaré a déclaré, aux applaudissemens de la Chambre et du Sénat, que nous ne les laisserons pas péricliter. Mais qui donc les menace? En tout cas, ce n'est pas l'Angleterre. « Le gouvernement anglais, a dit M. Poincaré, nous a très amicalement déclaré qu'il n'avait dans ces régions ni intentions d'agir, ni desseins, ni aspirations politiques d'aucune sorte. » En vérité, nous n'en doutions pas, mais il était bon de l'affirmer, afin de couper court à des insinuations contraires.

Toute l'attention de l'Europe est donc concentrée dans les Balkans et elle y a assez à faire. Grâce à l'heureuse proposition de sir Edward Grey, la réunion des ambassadeurs fonctionne à Londres parallèlement à la Conférence des délégués balkaniques; elle lui sert de régulateur pour les questions qui intéressent l'Europe, tout en lui laissant pleine liberté dans celles qui n'intéressent que les États balkaniques eux-mêmes. On ne peut pour le moment rien faire de plus, ni de mieux.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.